



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

OCTOBRE 2016

N°11

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	11
Séance du mardi et mercredi 19 et 20 juillet 2016	12
Séance du mardi et mercredi 04 et 05 octobre 2016	14
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	572

CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

<i>Arrêts du Président du Conseil Exécutif</i>	577
---	------------

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 19 ET 20 JUILLET 2016

N° 16-224-1 – PORTANT MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES EMPLOYEURS POUR L'EMBAUCHE DE JEUNES DURANT LES VACANCES SCOLAIRES 2016 (ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION PORANT LE MÊME NUMÉRO ET PRÉCEDEMENT PUBLIÉE) 12

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 04 ET 05 OCTOBRE 2016

N° 16-226-1 – COMMUNICATION DE L'AVIS N° 2016-0147 RENDU PAR LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA MARTINIQUE 14

N° 16-227-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES MARDI 19 ET MERCREDI 20 JUILLET 2016 16

N° 16-228-1 – CETTE DÉLIBÉRATION A ÉTÉ PUBLIÉE DANS LE RECUEIL « ÉDITION SPÉCIALE – HABILITATION TRANSPORT » OCTOBRE 2016

N° 16-229-1 – CETTE DÉLIBÉRATION A ÉTÉ PUBLIÉE DANS LE RECUEIL « ÉDITION SPÉCIALE – HABILITATION TRANSPORT » OCTOBRE 2016

N° 16-230-1 – CETTE DÉLIBÉRATION A ÉTÉ PUBLIÉE DANS LE RECUEIL « ÉDITION SPÉCIALE – HABILITATION TRANSPORT » OCTOBRE 2016

N° 16-231-1 – CETTE DÉLIBÉRATION A ÉTÉ PUBLIÉE DANS LE RECUEIL « ÉDITION SPÉCIALE – HABILITATION TRANSPORT » OCTOBRE 2016

N° 16-232-1 – PORTANT DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2016 18

N° 16-233-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES DU LORRAIN, MARIGOT ET SAINTE-MARIE SUITE AUX INTEMPÉRIES DU 04 AU 05 SEPTEMBRE 2016 21

N° 16-234-1 – PORTANT MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'AIDES INDIVIDUELLES À LA FORMATION POUR LES ACTIFS SALARIÉS ET NON SALARIÉS DES ENTREPRISES 23

N° 16-234-2 – PORTANT FINANCEMENT DU DISPOSITIF D'AIDES INDIVIDUELLES À LA FORMATION POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI 26

N° 16-235-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA BTP DE L'AMEP 30

N° 16-235-2 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TRFRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM) 32

N° 16-235-3 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT 34

N° 16-235-4 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA AGRICOLE DE L'EPL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EFPA) DE CROIX-RIVAIL 36

N° 16-236-1 – PORTANT SUR LE CONTRAT DE SERVICE PUBLIC ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'INSTITUT MARTINQUAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) 38

N° 16-237-1 – PORTANT MISE EN PLACE D'UNE PRIME D'INCITATION AU DÉVELOPPEMENT DES CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION 93

N° 16-238-1 – PORTANT MISE A DISPOSITION AU PROFIT DES GROUPES D'ÉLUS DE L'ASSEMBLÉE DE LOCAUX INDIVIDUELS ET DE MOYENS MATÉRIELS ET EN PERSONNEL 96

N° 16-239-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2433-1 DU 17 NOVEMBRE 2015 DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE PORTANT RÉFORME DE BIENS CORPORELS 98

N° 16-240-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION DE PRESTATIONS DE RESTAURATION AVEC L'INSTITUT MARTINQUAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) 101

N° 16-241-1 – PORTANT RELOGEMENT DES SERVICES SOCIAUX DE LA COLLECTIVITÉ INDEMNISATION POUR TRAVAUX DE LA SARL DE LA HOUSSAYE 103

N° 16-242-1 – PORTANT CESSION AMIALE DE CERTAINS BIENS IMMOBILIERS DÉCLARATION PROCÉDURE SANS SUITE REMBOURSEMENT DE CAUTIONS 107

N° 16-243-1 – PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT DE L'OBSERVATOIRE VOLCANIQUE ET SISMOLOGIQUE DE LA MARTINIQUE - PARCELLE CADASTRÉE SECTION E N° 61 – FONDS SAINT-DENIS 109

N° 16-243-2 – PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE LIAISON DES ROUTES DÉPARTEMENTALES N° 43 (ANCIENNE ROUTE DE SCHOELCHER) ET 44 111

N° 16-243-3 – PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ROUTE DÉPARTEMENTALE N°24 BIS AU PR 3+300 SAINTE-MARIE 113

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

N° 16-243-4 – PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR
D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES EN
RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À
SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX
D'ASSAINISSEMENT ROUTE DÉPARTEMENTALE N°18- PR 9+400
- RIVIÈRE-PILOTE

115

N° 16-243-5 – PORTANT VERSEMENT À MADAME
D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX
CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES
TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE
ROUTE DÉPARTEMENTALE N°18A - PR 0+400 - RIVIÈRE –PILOTE

117

N° 16-243-6 – PORTANT VERSEMENT À MADAME
D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX CULTURES
EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES
TRAVAUX DE RÉPARATION DE CANALISATION - PARCELLE
CADASTRÉE SECTION 1 N°77 - FOND D'ORANGE – DUCOS

119

N° 16-243-7 – PORTANT VERSEMENT À MADAME
D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS AUX
CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES
TRAVAUX DE RECALIBRAGE D'UNE VOIE D'ACCÈS AU NOUVEL
OBSERVATOIRE VOLCANIQUE ET SISMOLOGIQUE DE LA
MARTINIQUE PARCELLE CADASTRÉE SECTION E N°97
- FONDS SAINT-DENIS

121

N° 16-244-1 – PORTANT ACQUISITION DES PARCELLES OBJET DES
EMPRISES D'UNE SUPERFICIE TOTALE DE 4100 M2 RÉALISÉES
SUR LES TERRAINS CADASTRÉS SECTION RN°254 ET 357,
PROPRIÉTÉ DE LA SCI DE MAHAULT ROUTE DÉPARTEMENTALE
N°15-LAMENTIN DANS LE CADRE DE LA MISE HORS D'EAU
ENTRE LES GIRATOIRES MAHAULT ET PETIT PRÉ

140

N° 16-245-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER AVEC LA
SOCIÉTÉ ÉCO-TRAITEMENT UNE CONVENTION
TRANSACTIONNELLE RELATIVE A DES PRESTATIONS DE
DÉSINSECTISATION/ DÉSINFECTION, DÉRATISATION ET
TRAITEMENT ANTI-TERMITES / ANTI CHAUVES-SOURIS
EFFECTUÉES POUR LE COMPTE DE L'EX-CONSEIL RÉGIONAL DE
MARTINIQUE

123

N° 16-246-1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE
CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ GMES
BUGBUSTER SUITE À LA RÉALISATION PAR CELLE-CI D'UNE
PRESTATION DE SUPPORT ET D'ASSISTANCE INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE
MARTINIQUE

131

N° 16-247-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE
L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL
EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET
D'ACCORDS-CADRES

136

N° 16-248-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU CHUM
POUR LE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PARAMÉDICALES ET
DE SAGES-FEMMES AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

138

N° 16-249-1 – PORTANT MANDAT DONNÉ AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL EXÉCUTIF POUR ATIRIBUER DES SUBVENTIONS À DES
ÉTABLISSEMENTS ET DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

145

N° 16-249-2 – PORTANT MANDAT DONNÉ AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL EXÉCUTIF POUR SIGNER DES CONVENTIONS AVEC DES
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ACCUEILLANT DES ÉTUDIANTS
PRÉPARANT LEUR THÈSE DE DOCTORAT ET ENGAGER LES
DÉPENSES Y AFFÉRENTES

147

N° 16-250-1 – PORTANT OCTROI D'UN COMPLÉMENT DE
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'URASS-IFMES AU TITRE
DE L'ANNÉE 2016

149

N° 16-251-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À
L'ASSOCIATION FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE MARTINIQUE
POUR LE FINANCEMENT DU PROJET INTITULÉ
« SPORTEZ-VOUS BIEN »

156

N° 16-252-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE
COMPLÉMENTAIRE À L'ASSOCIATION CARBET DES SCIENCES
POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION
« FÊTE DE LA SCIENCE 2016 »

158

N° 16-253-1 – PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE DÉCRET
PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ADAPTATION ET DE
SIMPLIFICATION DANS LE DOMAINE DE LA PRÉVENTION ET DE
LA GESTION DES DÉCHETS

160

N° 16-254-1 – PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE PROJET DE
DECRET ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE DECRET N° 83-5 DU 5
JANVIER 1983 PRIS POUR L'APPLICATION EN GUADELOUPE, EN
GUYANE, EN MARTINIQUE, A LA REUNION, DANS LE
DEPARTEMENT DE MAYOTTE, À SAINT-BARTHELEMY,
A SAINT-MARTIN, ET A SAINT-PIERRE-ET MIQUELON DE LA LOI
N°81-766 DU 10 AOUT 1981 RELATIVE AU PRIX DU LIVRE

162

N° 16-255-1 – PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE PROJET DE
DÉCRET MODIFIANT LE CODE DES TRANSPORTS

164

N° 16-256-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET MODIFIANT LE
DÉCRET N°2015-917 DU 30 DÉCEMBRE 2015 ET RELATIF AU
RENOUVELLEMENT DES CONSEILS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET
ENVIRONNEMENTAUX RÉGIONAUX AINSI QUE CELUI DES
CONSEILS DE LA CULTURE, DE L'ÉDUCATION ET DE
L'ENVIRONNEMENT - PREND ACTE

166

N° 16-257-1 – PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE PROJET DE
DÉCRET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES
DU CODE GÉNÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ DES PERSONNES
PUBLIQUES

168

N° 16-258-1 – PORTANT AVIS DÉFAVORABLE SUR LE PROJET DE
LOI DE PROGRAMMATION RELATIVE À L'ÉGALITÉ RÉELLE
OUTRE-MER

170

N° 16-259-1 – PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA
DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN
MATIÈRE DE CONTENTIEUX

172

N° 16-260-1 – PORTANT RECONDUCTION PAR LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA TARIFICATION DES
DROITS DITS D'ACCÈS AUX DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES,
ANCIENS OU PICTURAUX DU FONDS MUSÉOGRAPHIQUE DES
MUSÉES DE LA CTM

174

N° 16-261-1 – PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU
PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR
EXONÉRER DES DROITS D'UTILISATION OU DE REPRODUCTION
DE PHOTOS OU DE DOCUMENTS, DES OBJETS ET DES TABLEAUX
DU FONDS MUSÉOGRAPHIQUE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE

181

N° 16-262-1 – PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX VENTES AUX ENCHÈRES
PUBLIQUES

183

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

N° 16-263-1 – PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR EXONÉRER DES DROITS D'UTILISATION OU DE REPRODUCTION DES DOCUMENTS CONSERVÉS AUX ARCHIVES DE LA MARTINIQUE

185

N° 16-264-1 – PORTANT FIXATION DU PRIX POUR LE CATALOGUE «1929: LA MONTAGNE PELÉE» ET AFFECTATION DES EXEMPLAIRES PRODUITS

187

N° 16-265-1 – PORTANT CONVENTION RELATIVE À L'OPÉRATION GRAND MÉMORIAL ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

189

N° 16-266-1 – PORTANT MISE EN OEUVRE OU PROGRAMME TERRITORIAL DE MAÎTRISE DES DÉCHETS (PTMD) CONVENTION PLURIANNUELLE ADEME-CTM 2016-2020

194

N° 16-267-1 – PORTANT SURSIS À STATUER SUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE DE L'ASSOCIATION 3ED POUR LA RÉALISATION DE LA MANIFESTATION VALORA 2016

214

N° 16-268-1 – PORTANT MODIFICATION DES CONVENTIONS RELATIVES À L'OCTROI DE SUBVENTIONS DE L'EX RÉGION MARTINIQUE ET DE L'EX DÉPARTEMENT À LA VILLE DE SAINT-PIERRE, POUR L'OPÉRATION «TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE» (PHASE 1)

216

N° 16-269-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À LA VILLE DU VAUCLIN POUR RÉALISATION D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE AU QUARTIER LA BROUE AU VAUCLIN

218

N° 16-270-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE HANDBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2016

224

N° 16-271-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2016

229

N° 16-272-1 – PORTANT MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME TERRITORIAL DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (PTME) CONVENTION PLURIANNUELLE ADEME-CTM 2016-2020

234

N° 16-273-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS «LES CYCAS» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) DE SAINTE-THÉRÈSE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

258

N° 16-274-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (FJT) «LA RUCHE» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION «LA RUCHE» AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

267

N° 16-275-1 – PORTANT ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL D'ATTRIBUTION DES SECOURS EXCEPTIONNELS AUX FAMILLES, AUX PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ET AUX VICTIMES D'INCENDIE OU DE CALAMITÉS RELEVANT DE L'ACTION SOCIALE FACULTATIVE

276

N° 16-276-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION «BOIS DE VIE» EN VUE DE L'AMÉNAGEMENT ET L'ÉQUIPEMENT DU FOYER DE VIE CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR HANDICAPÉS MENTAUX SIS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU SAINT-ESPRIT

283

N° 16-277-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SMHLM AU TITRE DES CRÉDITS D'INSERTION POUR LA CONSTRUCTION DE 22 LLTS

292

N° 16-278-1 – PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (OED) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX TARIFÉS POUR L'EXERCICE 2016

298

N° 16-279-1 – PORTANT DISPOSITIF CADRE POUR LE FINANCEMENT DES ACTIONS AU TITRE DE LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

301

N° 16-280-1 – PORTANT MODIFICATION DES MODALITÉS DE VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ALLOUÉE À LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME «LES MADREPORES» DES ANSES D'ARLET, POUR SA RECONSTRUCTION

322

N° 16-281-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°12-1301-1 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'HOPITAL DU FRANCOIS POUR LA RECONSTRUCTION ET L'EXTENSION DE SON EHPAD

328

N° 16-282-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ANIMATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFAE) AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

330

N° 16-283-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION DE SOINS ET D'AIDE POUR LE MAINTIEN À DOMICILE (A.S.A.M.A.D) POUR L'ÉQUIPEMENT DU CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES SIS AU CARBET

339

N° 16-284-1 – PORTANT VERSEMENT DE DOTATIONS AUX MISSIONS LOCALES NORD ET DU CENTRE DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES ET VERSEMENT DU SOLDE 2015

348

N° 16-285-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE DE LA DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N° CP/1060-15 DU 19 NOVEMBRE 2015 PAR LE TRANSFERT DE LA SUBVENTION OCTROYÉE À MADAME AU BÉNÉFICE DE MONSIEUR AU TITRE DU FONDS SOCIAL HABITAT (FSH)

350

N° 16-286-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N° CP/1069-15 DU 19 NOVEMBRE 2015 PORTANT MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES À DOMICILE ET DE SECOURS DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

352

N° 16-287-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

354

N° 16-288-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE MATERNEL «SOS MATERNITÉ» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION «LA RUCHE»

356

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

N° 16-289-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «LA MAIN DANS LA MAIN»

364

N° 16-290-1 – PORTANT ORGANISATION DE L'ARBRE DE NOËL DES ENFANTS CONFIÉS À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

373

N° 16-291-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL (ALS) POUR SON PROJET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN 2016\$

375

N° 16-292-1 – PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE POUR L'AIDE À LA CONSTRUCTION ACCORDÉE À MADAME

379

N° 16-293-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS-CADRES ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET CAP NORD, LA CACEM, ET L'ESPACE SUD POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FSE-INCLUSION

381

N° 16-294-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RÉSIDENCE DE LA POINTE-SIMON

415

N° 16-295-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT KILT AN KRÉOL (IKAK)

424

N° 16-296-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES MARINS PILOTINS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON ACTION «METIERS DE LA MER, UNE VOIE VERS L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE»

426

N° 16-297-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION COUP DE POUSS POUR LA MISE EN ŒUVRE EN 2016 DE SON ACTION CITESLAB

436

N° 16-298-1 – PORTANT OCTROI DE SUBVENTION À LA LIGUE CONTRE LE CANCER MARTINIQUE POUR SA PARTICIPATION AU CONGRÈS MONDIAL CONTRE LE CANCER ET LES TABLES RONDES DE LA LIGUE NATIONALE À PARIS - OCTOBRE-NOVEMBRE 2016

446

N° 16-299-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PRÉVENTION DE LA DRÉPANOCYTOSE (APIPD) POUR L'ORGANISATION DE LA SECONDE ÉDITION DU DRÉPACTON MARTINIQUE EN SEPTEMBRE 2016

448

N° 16-300-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION PASSERELLE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

450

N° 16-301-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION FIRST CARAÏBES POUR L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE

460

N° 16-302-1 – PORTANT VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACCORDÉE À L'ASSOCIATION « LA RUCHE », GESTIONNAIRE DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL « LA RUCHE »

462

N° 16-303-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES ADMIS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE, LAURÉATS AUX EXAMENS POUR L'ANNÉE 2015-2016

469

N° 16-304-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ORGANISATION FONCTIONNELLE DE L'ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE CHARGÉE D'ÉMETTRE DES AVIS EN MATIÈRE DE RÉORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA ET DE PRONONCER DES SANCTIONS POUR REFUS D'INSERTION OU FRAUDE - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR CORRESPONDANT

471

N° 16-305-1 – NUMÉRO NON ATTRIBUÉ

N° 16-306-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION « CE CEDILLE » DANS LE CADRE DE LA CRÉATION D'UN POINT D'ACCUEIL D'ÉCOUTE JEUNES DU NORD ATLANTIQUE (PAEJNA)

496

N° 16-307-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA PRÉPARATION ET LA PROMOTION DES ARTISTES HANDICAPÉS DE LA MARTINIQUE (APPAHM) À TITRE DE PARTICIPATION À L'INAUGURATION DE LEURS NOUVEAUX LOCAUX

505

N° 16-308-1 – DELIBERATION INSCRITE A UN RECUEIL ULTERIEUR

N° 16-309-1 – DELIBERATION INSCRITE A UN RECUEIL ULTERIEUR

N° 16-310-1 – DELIBERATION INSCRITE A UN RECUEIL ULTERIEUR

N° 16-311-1 – PORTANT AUTORISATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR PROCÉDER AUX OPÉRATIONS DE RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

514

N° 16-312-1 – RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (FDPTP) - RÔLE 2016

516

N° 16-313-1 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS COMIA - SYNERGIE MQ0002857 «MODERNISATION DE L'UNITÉ DE PRODUCTION ET CRÉATION D'UNE NOUVELLE LIGNE DE PRODUCTION ET DE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE GAMME DE PRODUITS: PLATS CUISINÉS»

519

N° 16-314-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS MARTINIQUE AVICULTURE - OSIRIS RMAR040116DA0970218

522

N° 16-314-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE A L'EARL LOMBE - OSIRIS RMAR040116DA0970001

525

N° 16-315-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU SDIS 972 - SYNERGIE MQ0002496 «ACQUISITION D'UN NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION DÉMATÉRIALISÉ ET INTERCONNECTÉ PERMETTANT LE TRAITEMENT DE L'ALERTE DANS SON ENSEMBLE»

528

N° 16-316-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU R.S.M.A-M SYNERGIE MQ0002553 « CONSTRUCTION DE BATIMENTS DESTINÉS À L'HÉBERGEMENT, LA GESTION ET L'ENCADREMENT DE 400 STAGIAIRES DES 2EME ET 3EME COMPAGNIE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE R.S.M.A-M »

531

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

N° 16-317-1 – PORTANT OCTOI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À MAN DELICE SYNERGIE - MQ0004455 AU TITRE DE L'OPÉRATION «AMÉNAGEMENT D'UN LABORATOIRE AGRO-ALIMENTAIRE ET ACQUISITION DE MATÉRIELS DE LIVRAISON VENTE»

534

N° 16-318-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) A HAUTEUR DE 50% DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 4 333 153,00 € DESTINÉ A LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 45 LOGEMENTS SOCIAUX DE TYPE LLS ET DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX DE TYPE LLTS AU LIEU-DIT « CLOS MANSARDE 1 » QUARTIER BOIS NEUF AU ROBERT

537

N° 16-319-1 – RÉPARTITION 2015 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE CONSTATÉES EN 2014

566

N° 16-320-1 – PORTANT FIXATION DU TAUX DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION APPLICABLE À CERTAINS PRODUITS PÉTROLIERS

568

N° 16-321-1 – PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU COLLÈGE EDA PIERRE DU MORNE-ROUGE

570

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 51 - PORTANT DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA RÉSERVE NATURELLE NATIONALE DE LA CARAVELLE

573

ARRÊTÉ N° 52 - PORTANT DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA RÉSERVE NATURELLE NATIONALE DES ÎLETS DE SAINTE-ANNE

574

ARRÊTÉ N° 53 - PORTANT DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF DE SUIVI DES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE DES ÎLETS DU FRANÇOIS

575

ARRÊTÉ N° 54 - PORTANT DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF DE SUIVI DES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE DES ÎLETS DU ROBERT

576

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

ARRÊTÉ N° 2161 - PROROGATION ET MODIFICATION ARRÊTÉ N°469 DU 13 MARS 2012 AUTORISANT OUVERTURE STRUCTURE ACCUEIL PETITE ENFANCE DÉNOMMÉE CLPC VILLE DE FORT DE FRANCE 578

ARRÊTÉ N° 2181 - ARRÊTÉ CONJOINT MODIFICATIF DE L'ARRÊTÉ N°2014.209-007 DU 28 JUILLET 2014 PORTANT FIXATION TARIFICATION DU CENTRE D'ACTIONS ÉDUCATIVES ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE «LA CLAIRIERE » DE DUCOS ANNÉE 2014 580

ARRÊTÉ N° 2510 - PROLONGATION AGRÉMENT DE MME AU TITRE DE L'ACCUEIL FAMILIAL DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES ADULTES 582

ARRÊTÉ N° 2747 - PROROGATION ET MODIFICATION ARRÊTÉ N°000961 DU 19 JANVIER 2012 AUTORISANT OUVERTURE STRUCTURE ACCUEIL PETITE ENFANCE DÉNOMMÉE «LES COCCINELLES DE LONG BOIS » VILLE DU LAMENTIN 584

ARRÊTÉ N° 2848 - AUTORISATION OUVERTURE STRUCTURE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE DE TYPE MICRO-CRèche DÉNOMMÉE «LES PETITES BULLES» VILLE DE FORT DE FRANCE 587

ARRÊTÉ N° 2849 - AUTORISATION OUVERTURE STRUCTURE ACCUEIL PETITE ENFANCE DE TYPE MULTI ACCUEIL DÉNOMMÉE «LES MINI BULLES » VILLE DE FORT DE FRANCE 590

ARRÊTÉ N° 3420BIS - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME «LES MADREPORES» DES ANSES D'ARLET ANNÉE 2016 593

ARRÊTÉ N° 3421 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «EHPAD MOREL» DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016 597

ARRÊTÉ N° 3422 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «LES GLIRICIDAS » DU FRANCOIS ANNÉE 2016 600

ARRÊTÉ N° 3423 - FIXATION TARIFICATION RÉSIDENCE «MARIE-OLGA ANCET » DE DUCOS ANNÉE 2016 605

ARRÊTÉ N° 3424 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «SAINTEHILDEGARDE » DU GROS-MORNE ANNÉE 2016 609

ARRÊTÉ N° 3425 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «RÉSIDENCE HENRI BOURGEOIS» DU LAMENTIN ANNÉE 2016 613

ARRÊTÉ N° 3426 - FIXATION TARIFICATION DE L'UNITÉ DE SOINS DE LONGUE DURÉE (SITE DE TRINITÉ) DU CHU DE MARTINIQUE ANNÉE 2016 617

ARRÊTÉ N° 3427 - FIXATION TARIFICATION DE L'UNITÉ DE SOINS DE LONGUE DURÉE (SITE DU LAMENTIN) DU CHU DE MARTINIQUE ANNÉE 2016 621

ARRÊTÉ N° 3428 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE CENTRE HOSPITALIER DU SAINT-ESPRIT ANNÉE 2016 625

ARRÊTÉ N° 3429 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE DU CENTRE EMMA VENTURA DU CHU DE MARTINIQUE ANNÉE 2016 629

ARRÊTÉ N° 3430 - FIXATION TARIFICATION DE L'UNITÉ DE SOINS DE LONGUE DURÉE DU CENTRE EMMA VENTURA CHU DE MARTINIQUE ANNÉE 2016 633

ARRÊTÉ N° 3431 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE L'HOSPICE DU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE LORRAIN/BASSE-POINTE ANNÉE 2016 637

ARRÊTÉ N° 3432 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «RÉSIDENCE DE L'ORCHIDÉE DU LAMENTIN ANNÉE 2016 641

ARRÊTÉ N° 3433 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «RÉSIDENCE CARAÏBE» DE CARBET ANNÉE 2016 644

ARRÊTÉ N° 3434 - FIXATION TARIFICATION PRIX JOURNÉE APPLICABLE AUX BÉNÉFICIAIRES AIDE SOCIALE HÉBERGÉS À LA MAISON DE RETRAITE «RÉSIDENCE L'OASIS», ÉTABLISSEMENT PRIVÉ NON HABITÉ 647

ARRÊTÉ N° 3435 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DU MARIN 650

ARRÊTÉ N° 3436 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «RÉSIDENCE SOLEIL VATABLE» DU CH DES TROIS-ILETS ANNÉE 2016 654

ARRÊTÉ N° 3437 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-JOSEPH ANNÉE 2016 658

ARRÊTÉ N° 3438 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «LES FILAOS» DU ROBERT ANNÉE 2016 662

ARRÊTÉ N° 3439 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «ESPACE GRAN MOUN» FORT DE FRANCE ANNÉE 2016 667

ARRÊTÉ N° 3440 - FIXATION TARIFICATION FOYER LOGEMENT «LA YOLE GRAN MOUN » FORT DE FRANCE ANNÉE 2016 671

ARRÊTÉ N° 3441 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «TERREVILLAGE» DE SCHOELCHER ANNÉE 2016 673

ARRÊTÉ N° 3442 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «FLORÉA SAINT-ESPRIT» DE SAINT-ESPRIT ANNÉE 2016 677

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

ARRÊTÉ N° 3443 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «LE BEAU SEJOUR» ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 3460 - FIXATION TARIFICATION DU FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ PUR ADULTES HANDICAPÉS PSYCHIQUES «SURCOUF » DE SAINT-PIERRE ANNÉE 2016
681	738
ARRÊTÉ N° 3444 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «LE LOGIS SAINT -JEAN» RIVIERE SALEE ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 3461 - FIXATION TARIFICATION DU FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ POUR ADULTES HANDICAPÉS PSYCHIQUES «BEL AIR» DU MORNE VERT ANNÉE 2016
686	742
ARRÊTÉ N° 3445 - FIXATION TARIFICATION RÉSIDENCE OASIS DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 3462 - FIXATION TARIFICATION DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL POUR ADULTES HANDICAPÉS CÉRÉBRO-LÉSÉS DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016
691	745
ARRÊTÉ N° 3446 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE «BETHLEEM» DE SCHOELCHER ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 3463 - FIXATION TARIFICATION DU FOYER D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS DE MESPONT DU MORNE ROUGE ANNÉE 2016
694	748
ARRÊTÉ N° 3447 - FIXATION TARIFICATION FOYER-LOGEMENT «LES FLEURS DES PITONS» DU CARBET ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 3464 - FIXATION TARIFICATION DU FOYER DE VIE POUR ADULTES HANDICAPÉS PSYCHIQUES «LA MYRIAM» DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016
698	751
ARRÊTÉ N° 3448 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON DE RETRAITE HOSPITALIÈRE DU CH NORD-CARAIBE ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 3465 - FIXATION TARIFICATION DU FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ ET CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR TRAUMATISÉS CRÂNIENS DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016
701	754
ARRÊTÉ N° 3449 - FIXATION TARIFICATION SERVICE D'ACTION ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT «SAEMO» DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2189 - AUTORISATION EXÉCUTION DE TRAVAUX D'ACCÈS SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 9 AU PR1 +600 CÔTÉ GAUCHE QUARTIER POIRIER VILLE DE SAINTE-ANNE
706	757
ARRÊTÉ N° 3450 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL «CAEFP LA CLAIRIERE» DE DUCOS ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2190 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE RÉPARATION DE CONDUITES D'EAU POTABLE À L'INTERSECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 10 CÔTÉ DROIT QUARTIER LA GALÈRE VILLE DE SAINT-PIERRE
709	765
ARRÊTÉ N° 3451 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL «FOYER DE L'ESPÉRANCE» DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2498 - AUTORISATION TRAVAUX EXTENSION BTA/A POSTE BALATA 9097 QUARTIERS DUCHESNE SUD ET FOND NICOLAS VILLE DU ROBERT
712	773
ARRÊTÉ N° 3452 - FIXATION TARIFICATION DU SERVICE D'ACTION EDUCATIVE «LE BOIS JOLI» DU FRANCOIS ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2500 - AUTORISATION D'EXÉCUTION DE TRAVAUX POSE DE CONDUITES MULTIPLES QUARTIER BÉLÈME VILLE DU LAMENTIN
715	782
ARRÊTÉ N° 3453 - FIXATION TARIFICATION DU FOYER TERRITORIAL DE L'ENFANCE DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2502 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE CANALISATION EAUX USÉES PVC SUR UN LINÉAIRE DE 5 MÈTRES SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 7 CÔTÉ GAUCHE QUARTIER DESLOGES VILLE DES TROIS-ILETS
718	791
ARRÊTÉ N° 3454 - FIXATION TARIFICATION DU CENTRE SOCIO-ÉDUCATIF DE GASCHETTE DU ROBERT ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2503 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE CANALISATION D'EAUX USÉES PVC SUR UN LINÉAIRE DE 100 MÈTRES CÔTÉ GAUCHE QUARTIER VATABLE VILLE DES TROIS-ILETS
721	801
ARRÊTÉ N° 3455 - FIXATION TARIFICATION DU CENTRE MATERNEL «OASIS» DU ROBERT ANNÉE 2016	ARRÊTÉ N° 2509 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE POSE DE 20ML DE CANALISATION SOUS CHAUSSÉE ET D'UN SOUS-RÉPARTITEUR SUR ACCOTEMENT QUARTIERS HUBERT/DUCHESNE VILLE DU ROBERT
724	811
ARRÊTÉ N° 3456 - FIXATION TARIFICATION DU LIEU DE VIE ET D'ACCUEIL «AIDE-TOIT» DE SAINT-JOSEPH ANNÉE 2016	
727	
ARRÊTÉ N° 3457 - FIXATION TARIFICATION DU SERVICE DE TECHNICIENS DE L'INTERVENTION SOCIALE ET FAMILIALE (TISF) GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTIONS ÉDUCATIVES (ADAFAE) DE FORT-DE FRANCE ANNÉE 2016	
730	
ARRÊTÉ N° 3458 - FIXATION TARIFICATION DES CLUBS ET ÉQUIPES DE PRÉVENTION SPECIALISÉE GÉRÉS PAR ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTIONS ÉDUCATIVES (ADAFAE) ANNÉE 2016	
733	
ARRÊTÉ N° 3459 - FIXATION TARIFICATION DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL «LA RUCHE» DE FORT DE FRANCE ANNÉE 2016	
737	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS OCTOBRE – 2016

ARRÊTÉ N° 3005 - AUTORISATION EXÉCUTION DE TRAVAUX
D'ACCÈS À LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 15 QUARTIER MORNE
DES ESSES VILLE DE SAINTE-MARIE

818

ARRÊTÉ N° 3302 - AUTORISATION TRAVAUX EXTENSION DU
RÉSEAU BTA/A POSTE PARNASSE 1316 LIEU-DIT HABITATION
CHÂTEAU GAILLARD VILLE DU MORNE-ROUGE

827

ARRÊTÉ N° 3397 - AUTORISATION EXÉCUTION TRAVAUX DE
POSE 165 MÈTRES LINÉAIRES DE CÂBLE ÉLECTRIQUE
SOUTERRAIN POUR LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU LIEU-DIT LA
GALETTE VILLE DU ROBERT

831

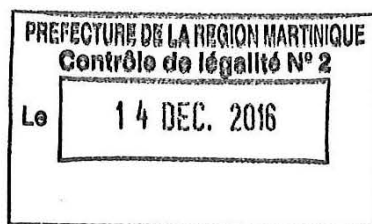


DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-224-1

PORTANT MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES EMPLOYEURS POUR L'EMBAUCHE DE JEUNES DURANT LES VACANCES SCOLAIRES 2016

L'An deux mille seize, et les dix-neuf et vingt juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Christiane EMMANUEL (pouvoir à Mme Louise TELLE), Claude LISE (pouvoir à M. Raphaël MARTINE), Fred LORDINOT (pouvoir à Mme Jenny DULYS-PETIT), Michelle MONROSE, Nadine RENARD (pouvoir à Mme. Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7222-23 à L.7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil régional n°15-1068-1 portant renouvellement du dispositif régional IEJ 2005 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la collectivité territoriale de Martinique pour l'exercice 206 ;

Vu la convention conclue en date du 21 juillet 2015 entre le Conseil Régional et la Maison de l'entreprise ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement des employeurs pour l'embauche de jeunes pour la période de juillet-août-septembre et décembre 2016.

Les fonds nécessaires au dispositif 2016 seront ceux de l'IEJ (L'Initiative pour l'Emploi des Jeunes) 2014 et 2015 non consommés, soit huit cent mille euros (800 000 €).

ARTICLE 2 : Est autorisé le versement d'une dotation de fonctionnement d'un montant de vingt cinq mille euros (25 000 €) à la Maison de l'Entreprise chargée de l'exécution de ce dispositif, ainsi que la passation d'une convention précisant les modalités de versements de ladite dotation.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

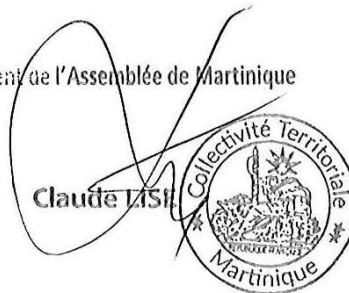
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de ses membres votants, en sa séance publique du 20 juillet 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 19 OCT. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-226-1

COMMUNICATION DE L'AVIS N° 2016-0147 RENDU PAR LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DU CONSEIL RÉGIONAL DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L. 1612-19;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment ses articles 3 et 21 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, président du conseil exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n°16-31-1 du 29 mars 2016 de l'Assemblée de Martinique adoptant le compte administratif de 2015 du conseil régional de Martinique ;

Vu la lettre de la chambre régionale des comptes en date du 20 septembre 2016 transmettant au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour attribution, une ampliation de l'avis n° 2016-0147 rendu le 14 septembre 2016 concernant le compte administratif de 2015 du conseil régional de la Martinique ; envoyée au fin de notification de l'avis de la chambre régionale des comptes ;
Considérant le rapport présenté et exposé par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE UNIQUE : L'Assemblée de Martinique prend acte de l'information portée à sa connaissance par le Président du Conseil Exécutif de Martinique sur les dispositions de l'avis N° 2016-0147 rendu le 14 septembre 2016 par la chambre régionale des comptes de la Martinique, concernant le compte administratif de 2015 du conseil régional de la Martinique.

Ainsi délibéré en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-227-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES MARDI 19 ET MERCREDI 20 JUILLET 2016

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des mardi 19 et mercredi 20 juillet 2016.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 2 abstentions, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

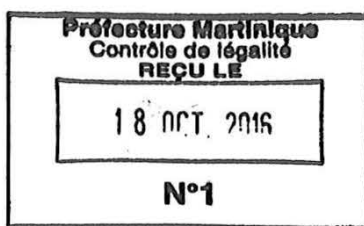
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-232-1

PORTANT DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 et suivants, L.1612-12 et L.3312-5 et L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le Code des relations entre public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 Mai 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;
Vu l'avis de la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Martinique (CCEE), le 30 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Economique Social Environnemental Régional Martinique (CESER), le 3 octobre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Décision Modificative n°1 de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016 est adoptée comme figurant aux documents annexés à la présente délibération :

- en mouvements budgétaires : 1 403 430 332,94 €
- en mouvements réels : 1 338 522 596,41 €
- en mouvements d'ordre : 64 907 736,53€.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

B.P. 2016	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Général						
Investissement	100 911 140,27	100 911 140,27	0,00	0,00	100 911 140,27	100 911 140,27
Fonctionnement	2 449 873,41	2 449 873,41	0,0	0,00	2 449 873,41	2 449 873,41
	103 361 013,68	103 361 013,68	0,00	0,00	103 361 013,68	103 361 013,68
Budget B.G.P.I.S.E						
Investissement			0,00	0,00		
Fonctionnement	300 000,00	300 000,00	0,0	0,00	300 000,00	300 000,00
	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
Budget Général						
Investissement	100 911 140,27	100 911 140,27	0,00	0,00	100 911 140,27	100 911 140,27
Fonctionnement	2 749 873,41	2 749 873,41	0,0	0,00	2 749 873,41	2 749 873,41
	103 661 013,68	103 661 013,68	0,00	0,00	103 661 013,68	103 661 013,68

ARTICLE 3 : Les autorisations de programme et autorisations d'engagement au Budget supplémentaire 2016 sont votées de la manière suivante :

AUTORISATIONS DE PROGRAMME

R377E04 - AP-FEDER EXTENSION PORT	9005	13 000 000,00
R377E06 - AP-FEDER SMTVD	9005	19 000 000,00
R377E05 - AP-FEDER SAMAC	9005	19 000 000,00
R054E31 - AP12D-SECURITE BATIMENTS ENSEIGNEMENT	902	814 000,00
R061E31 - AP12D-TRES HAUT DEBIT ET ZONES RURALES	905	104 050 000,00
R179E31 - AP12D-PROGRAMME REGIONAL GESTION DECHETS	907	10 415 000,00
R068E31 - AP12D-INDUSTRIE - DISPOSITIF REGIONAL (ANCIEN REGIME) - SUBV EQUIP PERS DE DROIT PRIVE	906	15 000 000,00
R079E31 - AP12D-EXTENSION DU PORT / CPERD	906	1 000 000,00
D242E09 - AP16D- ACCOMP. PROG. INVESTISSEMENT ETABL. ENFANTS DIFFICULTE	904	1 099 500,00
D207E09 - AP16D- ACCOMP. PROG. INVESTISSEMENT ETABL. PERS. AGEES	904	4 624 633,00
D209E08 - AP16D- ACCOMP. PROG. INVEST ETABL. PERSONNES HANDICAPEES	904	400 000,00
D274E27 - AP10D-TRAV MISE A NIVEAU COLLEGE V PLACOLY	902	70 000,00
D159E04 - AP16D- SEMAM ABATTOIR	906	350 000,00
D203E05 - AP16D-AMENAGEMENT PISCINE DU CARBET	903	500 000,00
D211E08 - AP16D- MIGRATION MEMBRANES D'ULTRAFILTRATION- USINE VIVE	907	1 502 000,00
D211E09 - AP16D- REAL. UNITE SECHAGE SOLAIRE DE BOUES - USINE VIVE	907	575 662,27
TOTAL		191 400 795,27

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

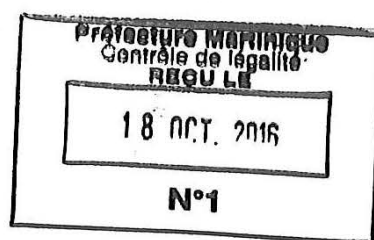
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 17 contre et 32 voix pour, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISI



Collectivité
de Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-233-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES DU LORRAIN, MARIGOT ET SAINTE-MARIE SUITE AUX INTEMPÉRIES DU 04 AU 05 SEPTEMBRE 2016

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil Régional aux communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-08-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de la Ville de Sainte-Marie en date 6 septembre 2016,
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT:

ARTICLE 1 : Une aide exceptionnelle d'un montant maximum d'un million d'euros (1 000 000,00 €) est allouée, aux communes du Lorrain, du Marigot et de Sainte-Marie, dans le cadre de la remise en état des voiries, des ouvrages hydrauliques, des rivières et autres installations communales, suite aux intempéries, survenues les 04 et 05 septembre 2016 en Martinique.

ARTICLE 2: Le montant de la subvention en autorisation de programme est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre de l'action Aide exceptionnelle / conjoncturelle communes, et versé selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions précisant les conditions de versement de cette aide exceptionnelle ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-234-1

PORTANT MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'AIDES INDIVIDUELLES À LA FORMATION POUR LES ACTIFS SALARIÉS ET NON SALARIÉS DES ENTREPRISES

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NÔRCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOIR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants
Vu le code du travail et notamment sa 6^{ème} partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;
Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application;

Vu le décret n°83-804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la délibération du Conseil régional n°09-23-1 du 13 janvier 2009 relative à la modification de la délibération n° 04-1611 du 27 juillet 2004 portant dispositif d'aides individuelles aux actifs salariés et non-salariés des entreprises ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;

Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique met en place un dispositif d'aide aux, actifs salariés et non salariés, entreprises, associations, collectivités, établissements publics, syndicats professionnels, organismes paritaires collecteurs agréés, chambres consulaires destinés à accompagner l'effort pour la formation tout au long de la vie, par un partenariat avec les organismes collecteurs agréés (OPCA, FAF, ..). Les conditions et modalités sont les suivantes :

Titre I : conditions d'éligibilité

ARTICLE 2 : L'aide individuelle intervient en complémentarité de celle des organismes collecteurs agréés, des employeurs ou autres financeurs. Cette aide peut être cumulée avec les aides de l'Etat et de l'Union Européenne.

ARTICLE 3 : L'aide porte sur les coûts pédagogiques pour les formations qui se déroulent sur le territoire. L'aide porte également sur les coûts pédagogiques et les frais annexes pour toutes les formations qui se déroulent hors du territoire (Guadeloupe, Guyane, Caraïbes, France hexagonale, Europe, Amérique du Nord).

Titre II : Modalités de l'aide

ARTICLE 4 : L'aide individuelle intervient comme suit :

Publics	Coûts pédagogiques	Frais annexes
Actifs salariés et non salariés.	50% du coût pédagogique restant à la charge du salarié, plafonnée à 2 000 €.	Plafonnée à 500 € sur présentation de justificatifs selon les modalités suivantes : 100 % en fin de formation.
Entreprises, associations, collectivités, établissements publics, syndicats professionnels, organismes paritaires collecteurs agréés, chambres consulaires.	50 % du coût pédagogique restant à la charge du porteur de projet.	En complément de l'OPCA ou du porteur de projet.

Le montant de la subvention est imputé au chapitre 932, fonction 25, article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



Collectivité
de Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-234-2

PORTANT FINANCEMENT DU DISPOSITIF D'AIDES INDIVIDUELLES À LA FORMATION POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code du travail et notamment sa 6^{ème} partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application;

Vu le décret n°83-804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;
Vu la délibération du Conseil régional n°13-241-1 du 15 avril 2013 portant modification de la délibération n°10-1573-8 ;
relative au financement des aides individuelles à la formation;
Vu la délibération du Conseil régional n°14-1625-1 du 15 octobre 2014 portant autorisation de signer une convention cadre de partenariat, entre la Conseil régional de Martinique et Pole Emploi, pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-20-1 du 16 février 2016 portant autorisation de signer le renouvellement du partenariat, entre la Collectivité Territoriale de Martinique et Pole Emploi, pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la Collectivité Territoriale de Martinique fixe des modalités de financement des aides individuelles pour le public demandeur d'emploi :

- Les aides individuelles peuvent être accordées dans la limite des crédits réservés à cet effet et dans le cadre du dispositif « chèque formation ». Ce dispositif de formation individualisée et adaptée aux besoins des demandeurs d'emploi et des acteurs économiques du territoire martiniquais, a pour vocation de définir un encadrement des aides individuelles tout en concourant à la professionnalisation des demandeurs d'emploi.

Le dispositif « chèque formation » s'inscrit dans une double démarche : c'est à la fois la traduction des orientations du Plan régional de Développement des Formations Professionnelles et des Contrats d'Etudes Prospectives (CEP) et la prise en compte des réalités sociales, techniques et économiques du territoire.

Sa construction s'appuie sur la prise en compte de 8 filières, sans exclusions des autres filières :

- agriculture,
- artisanat,
- bâtiment et travaux publics (BTP),
- économie sociale et solidaire,
- environnement,
- mer,
- technologies de la communication,
- tourisme.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique met en place le dispositif « chèque formation » selon les modalités suivantes :

Conditions d'éligibilités : l'aide porte sur le coût pédagogique de l'action de formation.

Bénéficiaires visés : l'aide est accordée prioritairement aux demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins six mois à Pôle emploi :

- sans qualification professionnelle,
- inscrits dans une démarche de VAE pour lesquels un complément de formation est nécessaire pour obtenir une validation complète,
- licenciés économiques,
- reconnus handicapés dont le projet personnel et professionnel est validé et motivé par le prescripteur,
- personnes sous-main de justice.

Les actions de formation éligibles : les formations professionnalisantes (formations courtes), les formations diplômantes (formations longues) de niveau V à niveau I, et les préparations aux concours, selon les modalités suivantes :

Pour les formations prioritaires :

Type de formation	Durée	Montant de l'aide par niveau		
		V	IV & III	II & I
Formation courte	≤ 6 mois	2 000 €	2 500 €	2 800 €
Formation longue	≤ 12 mois	3 000 €	3 500 €	3 800 €
Formation longue	≤ 18 mois	4 000 €	4 500 €	4 800 €
Formation longue	>18 mois ≤ 24 mois	5 000 €	5 500 €	5 800 €

Pour les formations non prioritaires :

Type de formation	Durée	Montant de l'aide par niveau		
		V	IV & III	II & I
Formation courte	≤ 6 mois	500 €	2 500 €	2 800 €
Formation longue	≤ 12 mois	750 €	3 500 €	3 800 €
Formation longue	≤ 18 mois	1 000 €	4 500 €	4 800 €
Formation longue	>18 mois ≤ 24 mois	1 500 €	5 500 €	5 800 €

Les modalités de financement : L'aide est liquidée selon les modalités de financement suivantes :

Formations courtes :

- 30% au démarrage
- 70% en fin de formation.

Formations longues :

- 30% en début de formation
- 30% versement intermédiaire
- 40% en fin de formation.

Durée de validité : L'entrée en formation est possible au plus tard deux ans à compter de la date de la notification de la décision. Dès lors, la collectivité est libérée de ses engagements juridiques et financiers.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 932 fonction 25 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

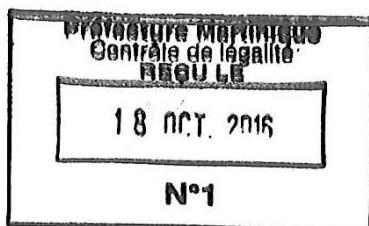
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-235-1



**PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE
DE L'ANNÉE 2016 AU CFA BTP DE L'AMEP**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-2 du 16 février 2016 portant octroi d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2016 au CFA BTP de l'AMEP ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;
Vu l'avis de la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT:

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux millions cent cinquante-huit mille cent deux euros (2 158 102 €) est accordée à l' AMEP CFA BTP afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2016.

Cette subvention est répartie comme suit :

- Fonctionnement :	1 816 797, 00 €
- Aide au transport :	91 993, 00 €
- Aide à la restauration :	106 312, 00 €
- Aide au petit équipement :	100 000, 00 €
- Prise en charge des médiateurs :	43 000, 00 €.

ARTICLE 2 : Du montant mentionné à l'article 1 est déduit la somme de 1 381 444 € allouée à l'AMEP CFA BTP pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2016 par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-2 susvisée.

ARTICLE 3 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932-26 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

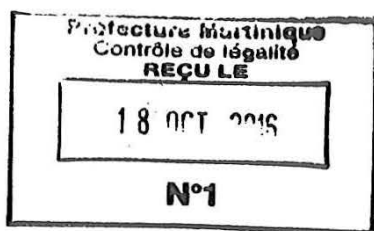
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
de Territoriale
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-235-2

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM)

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-3 du 16 février 2016 portant octroi d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2016 au CFA de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique (CCIM);
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;
Vu l'avis de la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux millions quatre cent soixante-dix-sept mille deux cent quarante-cinq euros (2 477 245 €) est accordée au CFA géré par la Chambre de commerce et de l'industrie de la Martinique (CCIM) afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2016.

Cette subvention est répartie comme suit :

- Fonctionnement :	2 238 192, 00 €
- Aide au transport :	100 112, 00 €
- Aide à la restauration :	95 941, 00 €
- Prise en charge des médiateurs :	43 000, 00 €.

ARTICLE 2 : De ce montant est déduit la somme de 1 006 347 € allouée au CFA géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique (CCIM) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2016 par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-3 susvisée.

ARTICLE 3 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932-26 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-235-3



PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-1 portant octroi d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2016 au CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Martinique;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;

Vu l'avis de la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;

Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois millions trois cent cinquante-huit mille trois cent dix euros (3 358 310 €) est accordée au CFA géré par la Chambre de métiers et de l'artisanat afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2016.

Cette subvention est répartie comme suit :

- Fonctionnement : 3 130 706, 00 €
- Aide au transport : 160 132, 00 €
- Aide à la restauration : 24 472, 00 €
- Aide au petit équipement : 100 000, 00 €
- Prise en charge des médiateurs : 43 000, 00 €.

ARTICLE 2 : De ce montant est déduit la somme de 1 502 371 € allouée au CFA géré par la Chambre de métiers et de l'artisanat pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2016 par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-1 susvisée.

ARTICLE 3 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932-26 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-235-4

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 AU CFA AGRICOLE DE L'EPL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EFPA) DE CROIX-RIVAIL

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-4 portant octroi d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2016 au CFA Agricole de l'EPL d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EFPA) de Croix-Rivail;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;
Vu l'avis de la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de huit cent treize mille cent treize euros (813 113 €) est accordée au CFA de l'Etablissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) de Croix-Rivail afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2016.

Cette subvention est répartie comme suit :

- Fonctionnement :	655 199, 00 €
- Aide au transport :	41 132, 00 €
- Aide à la restauration :	42 132, 00 €
- Aide au premier équipement :	31 650, 00 €
- Prise en charge des médiateurs :	43 000, 00 €.

ARTICLE 2: De ce montant est déduit la somme de 548 401 € allouée au CFA Agricole de l'EPL d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EFPA) de Croix-Rivail pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2016 par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-22-4 susvisée.

ARTICLE 3: Le montant correspondant est imputé au chapitre 932-26 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

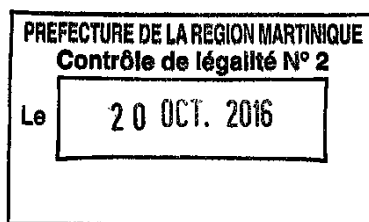
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de ses membres votants, en sa séance publique du 4 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-236-1

PORTANT SUR LE CONTRAT DE SERVICE PUBLIC ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA)

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;
Vu l'avis de la Commission formation professionnelle et apprentissage en date du 29 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique se prononce favorablement sur les modifications des statuts de l'EPIC et notamment sur sa dénomination qui devient INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) en lieu et place de CAMPUS PERFORMANCE.

ARTICLE 2 : L'Assemblée de Martinique se prononce favorablement sur le projet de contrat de service public à conclure entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Institut Martinicain de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA) ayant pour objet la mise en place de parcours individualisés et sécurisés de formation professionnelle au profit de bénéficiaires disposant d'un projet professionnel mais ayant besoin pour le réaliser d'un accompagnement pédagogique, logistique et/ou social particulier.

Ce contrat définit les conditions dans lesquelles l'IMFPA assure la réalisation des services d'orientation et de formation professionnelles qui lui sont confiés.

ARTICLE 3 : Une dotation d'un montant de un million neuf cent vingt quatre mille euros (1 924 000 €) est attribuée à l'Institut Martinicain de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA) au titre du fonctionnement.

ARTICLE 4 : Une subvention d'un montant de deux cent mille euros (200 000 €) est attribuée à l'Institut Martinicain de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA) au titre de l'investissement.

ARTICLE 5 : Les sommes correspondantes sont imputées au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au chapitre 932 pour la dotation de fonctionnement et 902 pour la subvention d'investissement.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat de service public, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

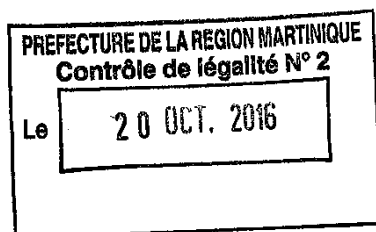
Le Président de l'Assemblée de Martinique



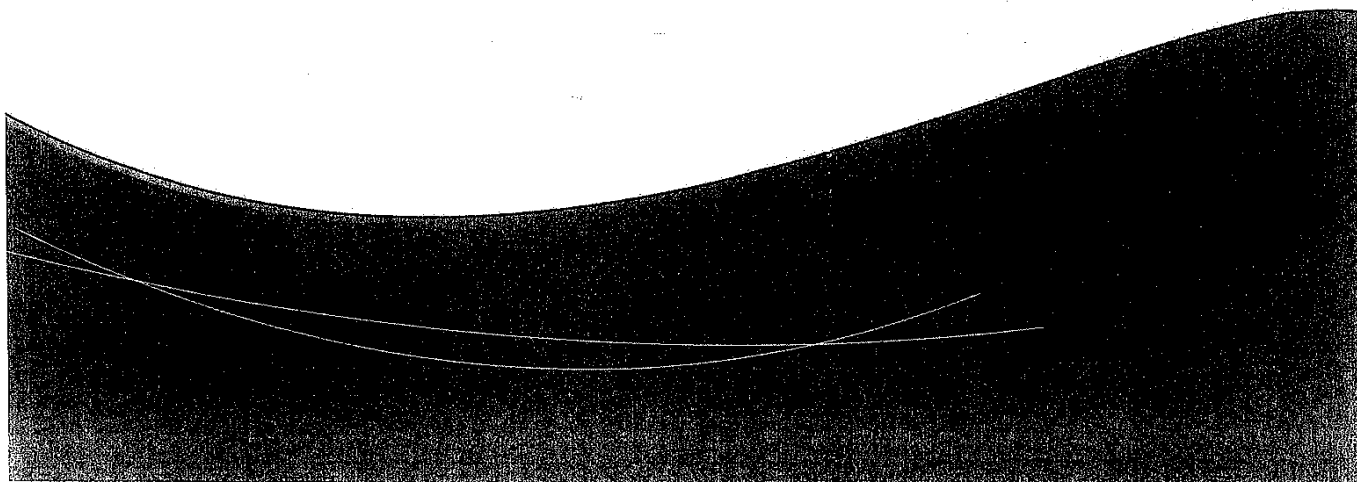
ANNEXE DE LA DÉLIBÉRATION 16-236-1

2016

2016



Projet de Contrat de Service Public



ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 50601, 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

L'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial Opérateur Territorial de Formations – Institut Martiniquais de la Formation Professionnelle, sise 6 AVENUE DES ARAWAKS 97200 FORT DE FRANCE

Représenté par Madame CARIUS Francine, Président du Conseil d'Administration et ci-après dénommé «IMFPA»

N° SIRET :

CODE APE:

N°URSSAF :

A - Préambule

Depuis 1983, les différentes lois de décentralisations ont transféré aux Conseils régionaux diverses compétences en matière de formation professionnelle. Dernièrement, la loi du 5 mars 2014 a permis un nouveau transfert de compétences aux Régions, pour en faire de véritables autorités organisatrices en matière de formation professionnelle.

Ces compétences sont désormais inscrites dans le Code du Travail (Art. L 6121-1), qui précise que les Régions sont chargées *"de la politique régionale d'accès à l'apprentissage et à la formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle"*.

Elles financent et coordonnent donc les actions de formation en direction de ces publics. Elles voient également renforcée leur mission de pilotage et de mise en cohérence de l'ensemble des acteurs intervenant dans ce domaine.

Dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment l'article 17 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, la Collectivité Territoriale de la Martinique, désigné ci-dessous par « la CTM », a identifié un volet hors concurrentiel dans le champ de la formation et l'orientation professionnelle. Elle a, de ce fait, sollicité l'Etablissement Public à caractère industriel et commercial - Opérateur Territorial de Formation, désigné ci-dessous par « IMFPA ». L'objectif poursuivi est de mettre en place des parcours individualisés et sécurisés de formation professionnelle au profit de bénéficiaires disposant d'un projet professionnel.

B - Objet et étendue du contrat - Droits et obligations de la CTM et de l'IMFPA

B1 - OBJET, DUREE ET PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DU PRESENT CONTRAT

Article 1 - Objet

la CTM confie à l'IMFPA la mise en place de parcours individualisés et sécurisés de formation professionnelle au profit de bénéficiaires disposant d'un projet professionnel mais ayant besoin pour le réaliser d'un accompagnement pédagogique, logistique et/ou social particulier.

Le présent contrat définit les conditions dans lesquelles l'IMFPA assure la réalisation des services d'orientation et de formation professionnelles qui lui sont confiés.

Article 2 - Périmètre géographique

Le périmètre du Contrat correspond au périmètre sur lequel s'exerce la compétence de la CTM savoir la totalité du territoire de la Martinique.

Article 3 - Durée – entrée en vigueur

Le Contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur, soit le jour de sa notification à l'IMFPA par la CTM.

B2 - PREROGATIVES DE LA CTM

Article 4 - Compétences de la CTM

La CTM exerce, pendant la durée du Contrat, les compétences d'une autorité organisatrice en matière de formation professionnelle.

A ce titre, la CTM :

- définit la politique générale de formation professionnelle, les orientations et les moyens mis en œuvre à l'intérieur du périmètre, et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de politique d'investissement ;
- encadre l'organisation des parcours de formation en définissant par ce contrat, des objectifs en termes de structuration des parcours, de qualité de la formation et d'efficacité de gestion, ainsi que les critères permettant d'attester leur validation ;

- réalise les travaux nécessaires à l'organisation et l'évolution de la formation professionnelle en matière d'offre ;
- décide après avoir recueilli les propositions de l'IMFPA :
 - le niveau de service et des mesures à prendre pour répondre au mieux aux besoins de la population
 - ses orientations stratégiques en matière :
 - ➔ d'actions de formations à réaliser
 - ➔ de filières de formation à mettre en place.
 - son programme d'évolution de formation professionnelle ;
- fixe la Contribution versée à l'IMFPA;
- réalise, pendant toute la durée du Contrat, les investissements dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement, dont l'IMFPA sera informé dans le cadre du présent contrat;
- valide les orientations générales relatives à la politique d'information, de communication et de promotion de service présentées par l'IMFPA;
- procède ou fait procéder aux contrôles de la réalisation, par l'IMFPA, des missions qui lui sont confiées en vertu des dispositions du présent Contrat afin de s'assurer de leur bonne exécution, et notamment,
 - du respect par l'IMFPA de ses obligations contractuelles ;
 - de la conformité du service effectué par rapport au Contrat ;
 - de la réalisation de résultats de service public ;
- assume la responsabilité de la communication institutionnelle sur les actions de formation objet du Contrat ;
- pour l'exercice de ses compétences, la CTM peut consulter l'IMFPA, lequel s'engage à apporter son assistance technique et sa connaissance du terrain.

B3 - OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE L'IMFPA

B3.1 - Droits et obligations générales de l'IMFPA

Article 5 - Obligations générales de service public de l'IMFPA

L'IMFPA est chargé d'une mission de réalisation d'actions de formations dans les champs de l'orientation, de la formation et de l'emploi ne trouvant pas leur réponse dans le champ concurrentiel. Il a ainsi la responsabilité de l'exécution de cette mission en organisant, de la manière la plus pertinente et la plus efficiente, la mise en place des moyens nécessaires à la réalisation des actions de formations qui lui sont demandées.

Il est responsable du bon fonctionnement de cette mission dans le cadre des dispositions du Contrat et se doit d'assurer la continuité du service public. Il fait son affaire personnelle de tous les litiges pouvant provenir du fait de son activité.

Dans le cadre de sa mission, l'IMFPA élabore et propose les solutions permettant de concourir à la réalisation des objectifs définis par la CTM dans le cadre de sa politique générale. A cet effet, il doit être force de propositions.

Article 6 - Continuité du service public

L'IMFPA est tenu de poursuivre l'exécution du service public, en l'espèce les actions de formations, malgré la survenance de difficultés imprévues, mais surmontables.

En particulier pour les cas suivants, les perturbations qui en découlent sont réputées prévisibles et ne sauraient constituer des cas exonérateurs :

- Grève du personnel;
- Aléas Climatique, dès lors qu'un délai de ... heures s'est écoulé depuis le déclenchement d'une alerte météorologique;
- Tout événement dont l'existence a été portée à la connaissance de l'IMFPA par la CTM depuis ... heures.

Néanmoins, la continuité de service public ne s'impose pas dans trois circonstances :

- en cas de force majeure (la grève du personnel ne constituant pas un cas de force majeure) ;
- en cas de survenance d'événements extérieurs empêchant l'exploitation du service, directement ou par des moyens de substitution ;
- en cas d'état de catastrophe naturelle.

Dans les cas précités, l'IMFPA est exonéré de sa responsabilité à l'égard de la CTM, sans préjudice de ses responsabilités éventuelles à l'égard des bénéficiaires ou des tiers. Il perçoit de la CTM la contribution annuelle, minorée du montant des charges variables non supportées par lui du fait de l'interruption du service.

En dehors de ces cas exonérateurs, il supporte l'ensemble des coûts liés au service confié. De plus, des pénalités lui sont appliquées selon les dispositions du titre « F. Suivi, contrôles et pénalités ».

En cas d'interruption partielle ou totale du service public, pour quelque motif que ce soit, l'IMFPA fait ses meilleurs efforts pour mettre en place des moyens d'urgence et de substitution, en fonction des moyens disponibles localement.

L'IMFPA en informe la CTM dans les meilleurs délais et par tout moyen. Il en fait en outre état dans le rapport annuel remis à la CTM.

Article 7 - Recours à la sous-traitance

LA CTM autorise l'IMFPA à sous-traiter une partie de la mise en œuvre des services prévus par le présent Contrat. Le cas échéant, l'IMFPA informe la CTM sur le périmètre de l'activité objet de la sous-traitance.

L'IMFPA transmet à la CTM, au moins trois mois avant la mise en œuvre, un rapport, indiquant les actions de formations sous-traitées, la durée, le nom des organismes choisis. En outre, elle rend compte à la CTM de la sous-traitance réalisée dans le cadre du rapport annuel d'activité.

La durée des contrats de sous-traitance ne peut en aucun cas excéder la durée du Contrat de service public.

Article 8 - Modalités juridiques de la sous-traitance

L'IMFPA passe les marchés avec les sous-traitants dans le respect des dispositions du droit interne et communautaire, et notamment celles relatives aux principes de mise en concurrence.

L'IMFPA doit s'assurer des capacités, techniques et financières, ainsi que des garanties présentées par les sous-traitants, notamment au regard de la législation du travail et des normes d'accessibilité.

L'IMFPA est entièrement responsable, à l'égard de la CTM de la bonne exécution des services confiés ou des prestations sous-traitées comme du respect par ses sous-traitants des clauses du présent Contrat susceptibles de leur être appliquées.

L'IMFPA fait son affaire des paiements liés aux contrats de sous-traitance et des éventuels litiges pouvant en découler.

En cas de défaillance du sous-traitant, l'IMFPA garantit la continuité du service.

B3.2 - Participation de l'IMFPA au réseau VAE

Article 9- Désignation de l'IMFPA en tant qu'opérateur du réseau VAE.

LA CTM habilite l'IMFPA comme un des opérateurs régionaux du Réseau d'accompagnement VAE, conformément à l'article L. 6423-1 du code du travail.

Article 10 - Public concerné par l'IMFPA en sa qualité d'opérateur du réseau VAE

En sa qualité d'opérateur du Réseau d'accompagnement VAE, l'IMFPA accueille toute personne ayant la qualité de demandeur d'emploi désireuse de valider ses acquis par un titre professionnel, par la voie de l'expérience et dont la candidature a été déclarée recevable par les services de l'Etat compétents.

Article 11 - Missions de l'IMFPA en sa qualité d'opérateur du réseau VAE

En sa qualité d'opérateur du Réseau d'accompagnement VAE, l'IMFPA a pour mission de proposer aux publics visés à l'article 22 du présent contrat une prestation d'accompagnement comprenant trois phases :

- Une phase d'accompagnement pour l'élaboration du Dossier de Synthèse de Pratiques Professionnelles.*
- Une phase de préparation à l'entretien avec le jury*
- Un entretien post jury pour les candidats qui ont validé partiellement ou n'ont obtenu aucune validation*

Article à rédiger pour l'organisation des jurys de sessions de validation par l'IMFPA avec un conventionnement avec la DIECCTE

Article 12- Obligations de l'IMFPA procédant de sa qualité d'opérateur du réseau VAE.

Dans l'exercice des prestations délivrées aux publics, tels que visés à l'article 22 du présent contrat, l'IMFPA s'oblige à se conformer aux dispositions visées au titre de la charte des services de l'Etat pour l'accompagnement des candidats à une certification professionnelle par la voie de la VAE, dont un exemplaire est annexé au présent contrat.

Article 13 - Objectifs quantitatifs et financiers devant être réalisés par l'IMFPA en sa qualité d'opérateur du réseau VAE.

Les moyens à mettre en œuvre dans le cadre de cette mission confiée à l'IMFPA par la CTM ainsi que les éléments de volumétrie y afférents seront déterminés dans le cadre du dialogue de gestion visé à l'article 60 du présent contrat.

C - MISE EN ŒUVRE DU SERVICES PUBLIC

C1 - DISPOSITIONS GENERALES DE MISE EN ŒUVRE DU SERVICE PUBLIC

C1.1- Mutabilité de l'offre de services

Article 14 - Adaptations à l'initiative de la CTM.

La CTM peut, chaque fois qu'il est nécessaire, adapter le service public à l'évolution des besoins collectifs et aux exigences de l'intérêt général par avenant au contrat.

Ces adaptations peuvent concerner deux domaines :

- les modalités de gestion de l'IMFPA ;
 - l'offre de formation, sa pertinence, l'efficience de sa mise en œuvre ;
 - l'efficacité de l'IMFPA sur les missions connexes telles que les modalités de communication visant à améliorer, par exemple, les taux de fréquentation des modules de formation ;
- le périmètre et l'efficacité des services transversaux confiés à l'IMFPA pour développer l'accessibilité à la formation, la qualité de la formation sur le territoire ou le bon fonctionnement de la chaîne orientation-formation-emploi.

La CTM délibère sur le projet de mutabilité de l'offre, sur la base d'un rapport technique et financier intégrant les impacts éventuels sur la contribution annuelle.

Les adaptations apportées s'imposent à l'IMFPA.

Article 15 - Adaptations à l'initiative de l'IMFPA

L'IMFPA est tenu de recenser les optimisations de gestion qu'il estime possibles et nécessaires. Sur cette base, il présente chaque année, avant le 1^{er} septembre de l'année n, un plan prévisionnel de mutabilité de la carte des formations et services transversaux proposés pour la période allant du 1^{er} janvier de l'année n+1 au 31 décembre de l'année n+1.

La CTM fait part au plus tard au 31 décembre de l'année n de son accord ou de son refus des modifications envisagées.

Ce plan comprend des propositions de modification de l'offre de services, accompagnées des éléments techniques et financiers permettant de juger de la pertinence des propositions et de mesurer leur impact sur l'économie du Contrat et pour les deux parties.

De manière générale, l'IMFPA peut procéder à des modifications ayant un impact inférieur ou égal à 3% du volume prévisionnel total d'heures de formation sur une année, en plus ou en moins, sous réserve d'en informer la CTM au moins 1 mois avant leur mise en œuvre.

Article 16 - Informations de la CTM par l'IMFPA

L'IMFPA transmettra chaque année à la CTM un bilan complet des adaptations de l'offre de services, distinguant selon qu'elles sont réalisées à l'initiative de l'IMFPA ou de la CTM.

L'IMFPA joint au rapport annuel un bilan complet de toutes les adaptations mises en place à l'initiative de la CTM ou de l'IMFPA, au titre du dernier exercice clos et de leurs effets, notamment sur les résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle des bénéficiaires et sur les résultats financiers.

C1.2 - Politique commerciale et de communication

Article 17 - Opérations commerciales et de communication relatives aux offres de service public

L'IMFPA est chargé, d'une manière générale, des opérations commerciales et de communication relatives à son offre de services, notamment celles visant à accroître le taux de remplissage des modules de formation ouverts.

La CTM conserve la maîtrise de l'ensemble de la communication institutionnelle relative à sa politique de formation professionnelle.

Article 18 - Gestion de l'affichage

Parmi ses opérations de communication, l'IMFPA procèdera à l'affichage des documents validés par la CTM, en particulier des affiches d'informations à destination du grand public.

Cet affichage sera réalisé dans les lieux appropriés (structures prescriptrices, OPCA, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers).

Tous les types de documents utilisés par l'IMFPA aux fins de communication et d'information du public doivent être soumis préalablement, pour avis, à la CTM.

Le logo de la CTM doit être présent, dans le strict respect de la charte graphique adoptée par la CTM. La déclinaison de cette charte sur l'intégralité des supports commerciaux sera réalisée en collaboration avec la CTM. Ainsi une proposition sera faite à la CTM pour tous les supports de communication ainsi que pour les documents de formation des bénéficiaires.

Enfin, l'IMFPA veillera à réaliser l'ensemble des diligences afférentes aux obligations de publicité liées au cofinancement communautaire.

Article 19 - Information devant être réalisée sur les sites d'accueil des usagers des services publics

L'IMFPA assure sur l'ensemble des sites accueillant l'offre de formation et de certification, les services d'information et de conseil sur les contenus, les modalités, les places, les validations, l'accompagnement et les conditions d'accueil des bénéficiaires proposés ainsi que, s'il y a lieu, les conditions tarifaires et les financements mobilisables.

Article 20 - Plan de communication institutionnelle et commerciale

L'IMFPA élabore son projet de plan d'action commerciale et de communication chaque année. Il est adressé à la CTM pour information au plus tard le 15 octobre de l'année N pour l'année N+1, de manière à vérifier la cohérence avec le plan de communication régional et les orientations générales validées par la CTM.

Si nécessaire, ce plan est ajusté avant la fin de l'année N de manière à garantir leur cohérence entre eux et avec les programmes ainsi que les plans ci-dessus retenus par la CTM. Le premier plan sera proposé au titre de l'année 2017.

C1.3 - Relations avec les bénéficiaires et les tiers

Article 21 - Exclusivité du lien contractuel avec les bénéficiaires

L'IMFPA a seul le lien contractuel avec les bénéficiaires. Elle en assure toutes les responsabilités.

Article 22 - Traitement des réclamations

Les observations et réclamations des bénéficiaires sont adressées à l'IMFPA, déposées aux points contact ou adressées par voie électronique sur le site internet de l'IMFPA.

L'IMFPA facilite le dépôt de réclamation pour tous les bénéficiaires, analyse les observations et prend les mesures appropriées pour remédier rapidement aux défauts ou insuffisances du service qui ont motivé les réclamations. L'IMFPA s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions d'amélioration.

L'IMFPA tient à disposition de la CTM, le registre des réclamations ainsi que les réponses apportées. Elle enregistre de manière spécifique les réclamations relatives à l'accessibilité des services conformément aux prescriptions de la loi 2005-102 du 11 février 2005.

Article 23 - Programme pluriannuel d'études et d'enquêtes

L'IMFPA porte son concours aux études et aux enquêtes menées par la CTM.
L'IMFPA informe la CTM des études et enquêtes qu'elle programme.

Ces études et ces enquêtes viseront entre autre à évaluer l'accès à la qualification et l'insertion des bénéficiaires dans la vie professionnelle pour juger de l'efficacité des parcours de formation.

Ils s'adresseront principalement à deux cibles :

- ✓ les anciens bénéficiaires, pour évaluer la réussite de leur orientation, de leur qualification et de leur insertion professionnelle ;
- ✓ les entreprises employant les anciens bénéficiaires de l'EPIC OTF pour s'assurer de l'adéquation entre les formations dispensées et leurs besoins en compétences.

C1.4 - Le personnel

Article 24 - Engagements de l'IMFPA en matière de gestion du personnel

L'IMFPA s'engage au respect de la législation et de la réglementation. Il assume toutes les charges et obligations liées à son statut d'employeur des personnels nécessaires à l'exécution du présent contrat.

L'IMFPA reste seule responsable de la sécurité de son personnel dans le cadre de l'exécution du Contrat.

L'IMFPA est l'employeur de son personnel. Il en exerce donc tous les droits et en assume toutes les responsabilités, y compris ses responsabilités d'adaptation et de développement de compétences de ses salariés.

C1.5 - Qualité du service rendu

Article 25 - Mise en œuvre d'une démarche qualité par l'IMFPA

L'IMFPA s'engage sur l'élaboration d'une charte qualité en vue d'une publication dans le courant de l'année suivant la signature du Contrat.

Cette charte constituera :

- un outil de communication globale afin d'informer le grand public du niveau de qualité de service visé, des actions qui sont mises en œuvre pour améliorer le service et des mesures des résultats obtenus ;
- un outil de communication interne afin d'associer et de motiver le personnel.

L'évaluation de la qualité perçue s'effectue, une fois par an, en fonction des résultats d'enquêtes image et satisfaction.

Article 26 - Communication sur la qualité de service par l'IMFPA

L'IMFPA s'engage à communiquer les résultats obtenus en matière de qualité de service :

- ✓ auprès de la CTM au moyen d'un tableau de bord général qui doit comporter un volet qualité de service ;
- ✓ auprès du public (bénéficiaires, entreprises, prescripteurs) ;
- ✓ auprès de son personnel.

C1.6 - Services rendus au tiers

Article 27 - Possibilités offertes à l'IMFPA d'assurer des prestations pour le compte de tiers

Dans le but d'optimiser les moyens mis à disposition du service confié, l'IMFPA peut assurer, sur dérogation expresse et préalable de la CTM, et de manière accessoire, des prestations pour le compte de tiers.

D'une manière générale, les services aux tiers sont réalisés dans le respect des conditions d'exécution de la mission de service public confiée à l'IMFPA au titre du présent Contrat, à laquelle lesdits services ne doivent pas porter préjudice, et dans le respect du droit de la concurrence.

Article 28 - Prestations de l'IMFPA pour d'autres financeurs dans le domaine de la formation professionnelle

L'IMFPA informera annuellement la CTM des services effectués à ce titre pour d'autres financeurs que la CTM Martinique.

L'IMFPA gère elle-même les relations avec les tiers dans le respect des clauses du présent contrat. La CTM n'a aucune responsabilité en la matière.

Les recettes perçues à ce titre par l'IMFPA ne sont pas intégrées à l'objectif de recettes et ne sauraient excéder plus de 27 % de son total annuel de produits d'exploitation.

L'IMFPA peut, en outre, louer une partie des installations qui seraient temporairement inutilisées dans le cadre de son activité courante.

D - REGIME DES BIENS – INVESTISSEMENTS

D1 - Biens mis à disposition par l'IMFPA

Article 29 - Biens de reprise

L'IMFPA peut affecter à l'exploitation, à la date d'entrée en vigueur du contrat ou en cours de contrat, des biens dont elle est propriétaire ou locataire. Ces biens, mis à disposition par l'IMFPA et nécessaires au service, figurent à l'inventaire B joint à l'annexe n°2.

En cours de contrat, l'IMFPA peut mettre à disposition de nouveaux biens et en retirer certains devenus inutiles au service.

Les catégories de biens acquis en cours de contrat par l'IMFPA et mis à disposition sont des petits équipements, outillages, mobiliers de bureau, matériels bureautique, logiciels, serveurs associés et documentations pédagogiques.

Ces biens seront amortis dans les comptes de l'IMFPA conformément aux normes comptables en vigueur.

L'inventaire B est tenu à jour en fonction des entrées et sorties et communiqué annuellement par l'IMFPA; il fera l'objet de la mise à jour de l'annexe n°2.

Au terme du présent Contrat, la CTM pourra reprendre les biens acquis par l'IMFPA figurant à l'inventaire B à leur valeur nette comptable, dès lors qu'elle les juge nécessaires à la poursuite de l'exploitation.

L'IMFPA tient à disposition de la CTM, sur Simple demande écrite de sa part, l'ensemble des pièces comptables permettant de justifier la valeur nette comptable des biens figurant à l'inventaire B.

Article 30 - Biens propres

Certains biens, propriété de l'IMFPA, mais non indispensables à la poursuite de l'exécution du service, qualifiés de biens propres, peuvent être mis à disposition du service et demeurent sa propriété en fin de contrat.

A première demande de la CTM, l'IMFPA pourra lui communiquer l'inventaire de ses biens propres, dans la mesure où ils sont utilisés pour l'exploitation du service délégué.

D3 - Maintenance des biens affectés aux services publics

Article 31 - Répartition de missions de maintenance entre la CTM et l'IMFPA

La répartition des missions de maintenance s'applique sous réserve et en tenant compte :

- des pouvoirs de la CTM, qui conserve un droit de contrôle sur les décisions prises par l'IMFPA en sa qualité de maître d'ouvrage de la maintenance à sa charge ;
- de l'obligation pour l'IMFPA de mettre en place les moyens nécessaires au respect de ses obligations de maintenance ;
- des opérations qui résultent d'actes de vandalisme, accidents ou, de manière générale, faisant suite à un sinistre couvert par les compagnies d'assurance ;
- de l'obligation pour l'IMFPA de prendre les mesures provisoires et/ou conservatoires nécessaires, quel que soit le niveau de maintenance et quel que soit le domaine de compétences, pour assurer la sécurité des personnes et la continuité du service public en cas de survenance de désordres et de dommages ;
- de l'obligation de l'IMFPA de vigilance et d'information de la CTM sur l'état des biens ;
- du respect par la CTM des préconisations formulées par l'IMFPA portant sur la maintenance préventive et corrective qui sont à sa charge ;
- de la notion d'obsolescence des biens et/ou de leurs sous-ensembles qui constitue un cas de fin de cycle de vie d'un bien et est, à ce titre, exclue du champ de la maintenance.

Article 32 - Information et contrôle par la CTM

L'IMFPA met en place un programme de maintenance avec un suivi de l'état des matériels et équipements. L'IMFPA signalera par écrit (fax, courrier), dans les 48 h de leur survenance, les anomalies dont les corrections incombent à la CTM, en application des niveaux de maintenance définis au présent article ou pour les biens en période de garantie.

La CTM ou son mandataire engagera les actions correctrices dans les 48 h de la réception du signalement. Avant le 1er juin de l'année N+1, l'IMFPA transmettra à la CTM un tableau de bord contenant les éléments lui permettant d'être informée de la maintenance réalisée sur les biens mis à disposition l'année N.

Dans le cadre du pouvoir du contrôle de la CTM, les agents ou organismes agréés par la CTM ont un droit d'accès, à tout moment, aux locaux d'exploitation dans le respect des prescriptions d'exploitation et de sécurité en vigueur.

D4 - Modifications et extensions : exécution de travaux sous maîtrise d'ouvrage de la CTM

Article 33 - Modifications et extensions

La CTM peut réaliser ou faire réaliser des modifications et mettre en service des ouvrages ou biens supplémentaires ou mettre en conformité des biens existants affectés au service.

En cours de Contrat, l'IMFPA peut proposer à la CTM la réalisation de modifications, d'ouvrages supplémentaires ou la modernisation et mise en conformité des ouvrages, installations ainsi que d'équipements affectés au service public. L'objectif poursuivi est de mieux répondre aux attentes et d'améliorer les performances du service public, en termes notamment de qualité, accessibilité, sécurisation, innovation, attractivité des actions de formation professionnelle. Ces propositions devront être étayées par un rapport présentant une étude de marché, une étude économique et financière.

Article 34 - Assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la CTM

Pour la réalisation des investissements nouveaux, la CTM peut confier à l'IMFPA des missions d'études, de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, notamment en ce qui concerne les fonctionnalités et les incidences sur l'activité du service, la conception des ouvrages, installations et équipements affectés au service.

Article 35 - Information de l'IMFPA

La CTM, ou son mandataire, tient informée l'IMFPA sur les interventions qu'elle effectue en tant que maître d'ouvrage et lui communique les documents nécessaires à une bonne connaissance des projets, préalablement au démarrage de ceux-ci.

L'IMFPA suit l'exécution des travaux et projets et assiste aux réunions de chantier et de suivi d'exécution des prestations. Il peut formuler toutes remarques utiles à la CTM ou à son mandataire, dans un délai compatible avec les impératifs du calendrier d'exécution des investissements concernés.

L'IMFPA doit informer la CTM des dispositions qu'elle met en œuvre en son sein pour préparer l'évolution du programme de formation compte tenu des investissements réalisés, notamment en matière de management interne.

Article 36 - Mise à disposition des biens par l'IMFPA

En cas de nécessité de mise à disposition par l'IMFPA des équipements et ouvrages figurant à l'inventaire A pour l'accomplissement des travaux et investissements réalisés par la CTM ou son mandataire, l'IMFPA devra être informé préalablement par écrit, dans un délai de trois mois avant le démarrage des opérations, afin qu'il puisse prendre toutes mesures utiles pour limiter la gêne sur l'activité du service.

Article 37 - Réception des biens et ouvrages

L'IMFPA est invité aux opérations de réception des travaux et de recettes, afin de communiquer, le cas échéant, ses observations à la CTM ou au mandataire de celle-ci.

Les observations seront formulées par l'IMFPA à la CTM par écrit.

Après réception, les ouvrages, installations ou équipements sont remis à l'IMFPA. Un procès-verbal de remise est établi contradictoirement, et sera joint ultérieurement à l'annexe n°3.

Article 38 - Mandat donné à l'IMFPA

A titre exceptionnel et dérogatoire et lorsque cela est justifié pour des raisons, notamment d'optimisation de ressources, la CTM peut confier à l'IMFPA un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'investissements. Dans ce cas, l'IMFPA interviendra au nom et pour le compte de la CTM.

D5 - Réforme des biens

Article 39 - Biens devenus inutiles ou obsolètes

La CTM peut décider de retirer des biens de l'inventaire A devenus inutiles à l'exploitation du service ou obsolètes et de procéder à leur aliénation ou à leur destruction.

L'IMFPA propose, chaque année le programme de réforme des biens de l'inventaire A. La liste établie par l'IMFPA comporte notamment les caractéristiques principales des biens et une estimation de leur valeur vénale.

D6 - Propriétés des données et modalités de mise à disposition associées

Article 40 - Données produites ou utilisées par les systèmes d'information de l'IMFPA

L'ensemble des données produites ou utilisées par les systèmes d'information de l'IMFPA pour assurer ses missions et dont l'IMFPA assure le maintien en condition opérationnelle, sont et demeurent la propriété de la CTM.

Elles sont considérées comme faisant partie intégrante du patrimoine de la CTM qui peut en demander une extraction selon des modalités à formaliser et lui seront restituées en fin de Contrat.

L'IMFPA en assure, dans le cadre du présent contrat, la mise à jour, la qualification et la consolidation. Il en est de même avec les outils et applications nécessaires à leur recueil, à leur stockage, à leur administration, à leur gestion et à leur mise à disposition.

L'IMFPA devra proposer une solution technique simple permettant de partager ces données avec la CTM et de lui en faciliter l'accès sur demande ou de manière automatisée dans certains cas spécifiques.

L'usage principal qui sera fait de ces données par la CTM concerne les études, l'aide à la décision, la communication et l'information.

Cette exigence s'inscrit dans une volonté de mutualisation des données et d'optimisation de leur traitement ou de leur gestion.

Réciproquement, la CTM s'engage à mettre à la disposition de l'IMFPA, les données dont elle bénéficie d'un droit d'usage, issues d'acquisitions, d'échanges réalisés avec des partenaires institutionnels, d'études et enquêtes réalisées par des prestataires externes, ou encore produites en interne qui sont en rapport avec le périmètre d'activités de l'IMFPA.

E - REGIME FINANCIER

E1 - Economie générale du contrat

Article 41 - Contrepartie accordée par la CTM à l'IMFPA pour l'accomplissement des missions confiées

En contrepartie de la mission qui lui est confiée, et afin de prendre en compte les sujétions de service public imposées par la CTM à l'IMFPA, ce dernier percevra une rémunération annuelle versée par la CTM selon les conditions et modalités définies au présent titre.

Cette contribution constitue un flux unique et forfaitaire, établi sur la base d'une analyse des coûts d'exploitation du service établie dans le cadre du dialogue de gestion, et notamment basée sur :

- l'ensemble des frais de personnel de toute nature;
- les frais de location des locaux et matériels ;
- les frais générés par l'hébergement et la restauration des bénéficiaires ;
- les fournitures, consommables et matières d'œuvre liées à la formation ;
- les frais généraux ;
- la politique de communication et d'information selon les dispositions visées ci-après ;
- les charges de sous-traitance le cas échéant ;
- l'ensemble des impôts et taxes existants à l'entrée en vigueur du présent Contrat ;
- les frais financiers ;
- les charges d'amortissement des biens en propriété de l'EPIC OTF.

E2 - Modalités comptables, de gestion, de facturation et de paiement de la contribution annuelle

Article 42 - Déroulement du rapport de gestion

Le budget de l'IMFPA est déterminé annuellement dans le cadre d'un échange contradictoire entre la CTM et l'IMFPA dénommé « dialogue de gestion ».

Ainsi :

- l'IMFPA propose à la CTM le 15 septembre de l'année N :
 - ➔ un projet de budget de l'exercice N+1
 - ➔ un Plan pluriannuel de financement (PPF) de l'IMFPA, détaillant les perspectives des charges et produits de l'IMFPA sur une durée totale de 3 ans ;

- le dialogue de gestion se tient sur la base de cette proposition dans le courant du mois d'octobre de l'année N, pour une détermination du budget à arrêter pour vote avant le 15 novembre de l'année N.

Article 43 - Cadre comptable de l'IMFPA

La tenue de la comptabilité générale de l'IMFPA doit être conforme à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics locaux à caractère industriel et commercial ; la comptabilité est tenue pour des périodes allant du 1er janvier au 31 décembre de l'année N.

En outre, les coûts liés à l'activité du service public confié par le présent Contrat seront détaillés au sein d'un document comptable dénommé « compte d'exploitation de l'IMFPA ». Afin d'établir ce compte d'exploitation, l'IMFPA tient une comptabilité analytique qui permet de distinguer les différents coûts liés à chacun des services mis en place dans le cadre des missions confiées par le présent Contrat.

Article 44 - Paiement de la contribution annuelle

La contribution annuelle de l'IMFPA sera réglée en deux versements à partir du budget annuel voté à l'issue du dialogue de gestion annuel entre l'IMFPA et la CTM :

- un acompte de 50% sera versé au mois de janvier de l'année N ;
- un deuxième acompte de 30% sera versé au mois de juillet de l'année N sur présentation d'un bilan intermédiaire
- Le solde sera versé au mois de avril de l'année N+1 sur présentation d'un rapport d'activité, d'un descriptif du suivi, d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier validé par le conseil d'administration et certifié par le commissaire aux comptes

Si nécessaire, la CTM versera une contribution complémentaire sur proposition argumentée et valorisée de l'IMFPA au regard de nouvelles contraintes de charges et/ou de produits non prévus et/ou connus lors du dialogue de gestion.

Les versements seront réalisés par virement bancaire ou mandat au profit de l'agent comptable de l'IMFPA.

Les modifications de règles fiscales ou sociales liées à l'application de réformes législatives ou réglementaires ou à la signature d'accords de branche ayant des répercussions majeures sur les charges de l'IMFPA de l'année N devront faire l'objet d'un avenant précisant qu'elles en seront les conséquences sur la contribution annuelle.

La régularisation de ces versements s'effectuera sur l'année N+1 après présentation du compte d'exploitation définitif présenté par l'IMFPA au titre de l'exercice écoulé et après son approbation par la CTM.

E3 - Recette de l'IMFPA

Article 45 - Recettes des services publics

Les recettes du service public comprennent l'ensemble des recettes perçues par l'IMFPA auprès des bénéficiaires ou d'autres financeurs publics ou privés (OPCA notamment), au titre de l'exécution de ses missions de service public en application du présent Contrat.

Bien que propriété de la CTM, Ces recettes sont perçues par l'IMFPA au travers de l'agent comptable, au nom et pour le compte de la CTM.

Ces recettes sont reversées par l'IMFPA à la CTM tous les trimestres par virement ou mandat. Les recettes sont encaissées et comptabilisées par l'IMFPA en compte de tiers et donnent lieu à reddition de comptes selon une périodicité trimestrielle.

Afin de permettre à la CTM de remplir ses obligations déclaratives en matière de TVA, la reddition de comptes devra lui être communiquée, au plus tard, le 15 du mois suivant celui de l'encaissement des recettes par l'IMFPA.

Article 46 - Recettes à caractère industriel et commercial

Les recettes correspondant aux services aux tiers tels que définis aux articles 43 et 44 constituent les recettes propres de l'IMFPA. Elles comprennent :

- les recettes perçues directement auprès des bénéficiaires d'autres financeurs pour des actions de formation ou des services spécifiques réalisés de manière accessoire par l'IMFPA;
- les autres recettes non liées directement à la formation professionnelle.

L'IMFPA tient une comptabilité de toutes les factures basées sur le nombre de parcours de formation produits, et met à disposition de la CTM l'ensemble des éléments en permettant le contrôle. L'IMFPA tient en particulier un état mensuel de synthèse des ventes qui doit pouvoir être rapproché des factures.

E4 - Obligations afférentes aux financements du FSE

Article 47 - Obligations générales

L'IMFPA s'engage à respecter l'ensemble des obligations d'affichage, de contrôle et de justification liées au cofinancement communautaire pour toute contribution annuelle versée par la CTM à l'IMFPA ayant vocation à pouvoir être cofinancée par le Fonds social européen (FSE).

Article 48 - Remontées de pièces justificatives

L'IMFPA s'engage à fournir au service régional de la formation professionnelle bénéficiaire du cofinancement communautaire :

- Des états sur le nombre et la typologie des bénéficiaires des différents services ;
- Des états sur le nombre et la typologie des certifications partielles ou totales obtenues ;
- Des états sur les accès à l'emploi ou entrée en activité des bénéficiaires ;
- les feuilles d'émargement-stagiaires portant contreseing du formateur ;
- les feuilles d'émargement-formateurs pour les temps hors face à face ;
- les feuilles d'émargement stagiaires en entreprise portant contreseing du tuteur-référent.

Article 49 - Visites sur place

Le cofinancement communautaire implique également la réalisation par le service gestionnaire du FSE de la CTM, autorité de gestion du FSE, de visites sur place régulières.

Dans ce cadre, l'IMFPA s'engage à accueillir les contrôleurs de la CTM, ou toute personne désignée à cet effet pour cette mission. Elle s'engage, en outre, à leur présenter toutes les pièces nécessaires à ces contrôles.

F - SUIVI CONTROLES ET PENALITES

Article 50 - Rapport annuel de l'IMFPA

L'IMFPA produit, chaque année avant le 1^{er} juin de l'année N+1 à la CTM un rapport annuel d'activité comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du présent contrat et une analyse de la qualité du service réalisé durant l'année N. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à la CTM d'apprécier les conditions d'exécution du service public et des éléments d'évolution des coûts.

Le cas échéant, ce rapport pourra être intégré au rapport d'activité de la CTM.

Le défaut de transmission du rapport annuel de l'IMFPA donne lieu à des pénalités mentionnées à l'article 53 du présent Contrat.

La consistance du rapport de l'IMFPA retrace notamment les éléments suivants :

- la qualité du service : le rapport annuel doit comporter une analyse de la qualité du service et exposer l'ensemble des mesures prises par l'IMFPA pour améliorer la qualité du service confié ;
- les données quantitatives: le rapport annuel doit comporter une analyse volumétrique du service rendu, présentant une version détaillée par natures et objectifs des parcours de formation et de validation des acquis réalisés ;
- les livrables (bases de données, études, enquêtes) réalisés au titre des services transversaux ;
- les données techniques: le rapport annuel retrace l'ensemble des conditions d'exécution du service, et précise les moyens mis en œuvre et leur évolution par rapport à l'année précédente ;
- les données financières: le rapport annuel retrace l'ensemble des données financières d'exécution du service. Il détaille l'ensemble des charges et des recettes effectivement exposées et perçues et fournit toutes explications relatives à leurs évolutions ; il est établi sur la base de données comptables vérifiables.

L'IMFPA présente ces données de manière à ce qu'elles puissent être mises en perspective du budget et des données prévisionnelles de l'année considérée.

Le rapport annuel est transmis sur support papier et numérique. L'IMFPA veille à la compatibilité des applications informatiques.

Article 51 - Contrôle de la CTM

La CTM a le droit d'exercer un contrôle sur le périmètre et les conditions d'exécution des missions de l'IMFPA, et détermine les obligations de qualité de service, qualité de la formation délivrée et de qualité de prise en charge des bénéficiaires.

De manière générale, la CTM conserve un droit de regard sur l'activité de l'IMFPA par le biais des conseillers régionaux membres du Conseil d'Administration de l'IMFPA. Ce dernier devra délibérer sur ce sujet à minima deux fois par an.

En outre, la CTM se dote, d'une manière générale, d'outils de suivi au moyen de procédures de contrôle, d'indicateurs de conformité, de qualité et de sécurité qui s'imposent à l'IMFPA.

La CTM peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs choisis par elle ; les procédures de contrôle sont alors définies de manière indépendante par ces derniers en accord avec la CTM et les résultats sont validés par celle-ci.

Toutes les personnes accréditées à cet effet par la CTM peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle. Elles peuvent procéder à toute vérification utile pour s'assurer que les biens mis à disposition de l'IMFPA sont exploités et entretenus dans les conditions du présent contrat et que les intérêts contractuels de la CTM sont sauvegardés.

Dans tous les cas, les procédures de contrôle mises en œuvre s'imposent à l'IMFPA.

La CTM pourra vérifier ou faire vérifier par tous moyens à sa convenance les méthodes, outils et données de base servant à l'établissement des documents produits par l'IMFPA en application du présent Contrat.

L'IMFPA ne peut modifier les structures des documents communiqués et les méthodes d'élaboration des données sans l'accord exprès et préalable de la CTM.

Article 52 - Enquêtes

Afin de mieux cerner l'efficacité et la qualité du service rendu, des enquêtes seront effectuées régulièrement par l'IMFPA dans le cadre ou en dehors du Programme pluriannuel d'études et d'enquêtes.

La CTM a également la liberté de mener ou de faire réaliser à ses frais des enquêtes sur tout aspect de l'activité dont elle souhaiterait connaître la performance.

Ces enquêtes peuvent aussi être réalisées soit par des agents de la CTM, soit par des prestataires externes indépendants de l'IMFPA.

Les enquêtes peuvent faire l'objet de modifications par la CTM, à son initiative ou sur proposition de l'IMFPA.

L'IMFPA facilitera la réalisation des enquêtes que souhaiterait conduire la CTM.

La CTM peut faire tout usage des résultats des enquêtes. De son côté, l'IMFPA peut utiliser les résultats des enquêtes transmis par la CTM afin d'assurer la promotion commerciale de son offre de formation professionnelle.

Article 53 - Pénalités

La CTM se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités à l'encontre de l'IMFPA, notamment dans les cas suivants :

- interruption générale de l'offre de services de plus de 48 heures en dehors des circonstances prévues à l'article 6 « continuité de service public » ;
- absence de mise en œuvre des dispositions concernant l'information des bénéficiaires ;
- non-respect des obligations d'informations auprès de la CTM, notamment en ce qui concerne la remise pleine et régulière du compte d'exploitation et rapport annuel d'activité de l'IMFPA ;
- non-respect du calendrier budgétaire défini par les statuts et le Contrat, portant préjudice à la qualité, au volume ou à la continuité du service public.

La constatation des faits entraînant les sanctions prévues supra est effectuée à la diligence de la CTM qui utilise à cet effet des agents habilités.

Ces pénalités, auxquelles s'ajoutent les frais de constat éventuel, sont notifiées à l'IMFPA qui doit en verser le montant, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant ; en cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal augmenté de deux (2) points.

Les montants de pénalités, fixés à l'annexe n°4, s'entendent à la date de la signature de la convention ; il est précisé qu'en cas de cumul de pénalités pour une même cause, seule la pénalité la plus élevée sera appliquée.

G - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Article 54 - Responsabilités de l'IMFPA

L'IMFPA est entièrement responsable de l'activité du service tant à l'égard de la CTM que des bénéficiaires et des tiers, dans les conditions du présent Contrat.

Il répond de tous dommages résultant de l'exécution de ses missions incluant l'entretien des installations et équipements qui relèvent de sa propriété et affectés au service public et, le cas échéant, la maîtrise d'ouvrage des tâches de maintenance ou de travaux.

Concernant les biens qui relèvent de la propriété de la CTM, l'IMFPA doit alerter sans délai cette dernière de tout incident, dysfonctionnement ou intervention sur le bâti pouvant nécessiter des travaux d'entretien ou de renouvellement. A défaut, la responsabilité de l'IMFPA sera engagée en termes de prise en charge des frais nécessaires à la remise en état desdits biens.

Enfin, l'IMFPA garantit la CTM de toute condamnation éventuelle prononcée à l'encontre de cette dernière pour des dommages trouvant leur origine dans l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des missions confiées à l'IMFPA.

Article 55 - Règles d'assurabilité des ouvrages, installations et équipements dans le cadre des services publics

Dès la prise en charge des installations, l'IMFPA est responsable du bon fonctionnement du service confié.

Tous les ouvrages, installations et équipements du service sont exploités conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et aux règles de l'art dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de la CTM, les droits des tiers et la préservation de l'environnement.

L'IMFPA est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement, causés par le fonctionnement du service dont elle a la charge. Elle garantit la CTM contre tout recours des tiers.

Plus particulièrement, l'IMFPA est tenu de couvrir sa responsabilité civile par les polices d'assurance appropriées dont il donne annuellement une copie à la CTM. Il s'engage à lui communiquer sans délai et par écrit toute modification survenue dans ces polices au cours de l'exécution du contrat.

Les polices d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance;
- les activités garanties;
- les risques garantis;
- les montants de chaque garantie;
- les principales exclusions, les franchises et les plafonds de garantie;

- la période de validité.

La présentation de ces attestations d'assurance ne modifie en rien l'étendue des responsabilités assumées par l'IMFPA.

L'IMFPA présente chaque année à la CTM, à la remise du rapport annuel, les attestations d'assurances correspondant aux polices qu'il a souscrites.

Article 56 - Assurance des Immeubles, équipements et meubles confiés à l'IMFPA dans le cadre du contrat

Pour les dommages causés aux immeubles, équipements et meubles confiés par la CTM à l'IMFPA, ce dernier devra avoir contracté les assurances couvrant tous les dommages consécutifs à risques locatifs, incendie, explosion, dégâts des eaux, vol et risques habituels couverts par une police multirisque usuelle afférents aux locaux, agencements, matériels, mobiliers, ainsi que les dommages consécutifs à des risques spéciaux (tempête, séisme, cyclone, foudre ...) résultant de l'exploitation du service confié.

L'ensemble de ces risques doit être couvert par une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour les équipements, meubles et matériels appartenant à l'IMFPA. Celui-ci déclare être assuré ou faire son affaire de tous dommages causés aux équipements meubles et matériels lui appartenant dans les lieux objets des présentes, pour tout dommage consécutif à l'incendie, explosion et risques assimilés, dégâts des eaux, vol et risques habituels couverts par une police multirisque usuelle.

Article 57 - Assurance de l'exploitation des services publics et responsabilité

L'IMFPA fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de son exploitation. La responsabilité de la CTM ne peut être recherchée à ce titre.

L'IMFPA est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous risques inhérents à une exploitation normale du service confié.

L'IMFPA est assuré de manière à couvrir parfaitement la responsabilité qu'elle peut encourir du fait de l'exploitation des ouvrages et équipements.

L'IMFPA fera son affaire personnelle de toute insuffisance éventuelle d'assurance du fait de son exploitation, sauf cas de force majeure et événements non assurables.

Article 58 - Clauses générales à prévoir dans les contrats d'assurance

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurances souscrits par l'IMFPA que:

- ➔ les compagnies d'assurance ont communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties ;
- ➔ les compagnies ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article L. 113-3 du Code des assurances, pour retard de paiement des primes de la part de l'IMFPA, que trente jours

après la notification à la CTM de ce défaut de paiement. La CTM a la faculté de se substituer à l'IMFPA défaillant pour effectuer ce paiement sans préjudice de son recours contre le défaillant.

- Chaque année, avant la date d'échéance du contrat d'assurance, l'IMFPA doit procéder à une réactualisation des garanties.

Article 59 - Gestion des sinistres et accidents

L'IMFPA assume dans ses obligations de maintenance, la réparation des biens du service confié.

En cas de survenance de sinistres sur les autres biens mis à disposition par la CTM, lorsque la réparation de ses sinistres relève de sa maîtrise d'ouvrage en vertu de la répartition des missions de maintenance, la CTM pourra donner mandat de gestion des sinistres à l'IMFPA en application des dispositions du Code des marchés publics.

L'IMFPA, en vertu de ce mandat, exercera, à titre dérogatoire, la maîtrise d'ouvrage des opérations de maintenance qui relèvent des opérations sous maîtrise d'ouvrage de la CTM.

Son mandat inclura la gestion du sinistre et la défense des intérêts de la CTM et de l'IMFPA devant les compagnies d'assurances ainsi que l'autorisation de versement des acomptes sur indemnités par l'IMFPA.

La proposition d'indemnités définitive émanant du ou des assureurs devra avoir reçu quitus de la CTM qui autorisera l'affectation des fonds mis à disposition, à l'IMFPA ou à elle-même, selon la répartition des travaux effectués et de l'appartenance des biens sinistrés à un inventaire ou un autre.

H - SANCTIONS ET EXPIRATION ANTICIPEE DU CONTRAT

Article 60 - Sanction résolutoire et déchéance du contrat

Sauf cas de force majeure, la CTM pourra prononcer la déchéance de l'IMFPA des droits résultant de la présente convention:

- en cas de fraude ou de malversation de la part de l'IMFPA;
- en cas d'inobservations graves et de transgressions répétées des obligations contractuelles du Contrat par l'IMFPA ou l'un de ses sous-traitants ;
- dans tous les cas où, par incapacité, négligence ou mauvaise foi, l'IMFPA ou l'un de ses sous-traitants compromettrait l'intérêt général.

La déchéance devra être précédée de l'envoi d'une mise en demeure de remédier aux fautes constatées dûment motivée et contenant déclaration par la CTM de son intention d'user de la présente clause.

Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration d'un délai d'un (1) mois, la déchéance pourra être prononcée à tout moment par la CTM.

Lorsque la déchéance est prononcée, les dispositions relatives à l'échéance du contrat s'appliquent. Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge de l'IMFPA.

L'IMFPA s'engage en outre à régler, sans délai, les dommages et intérêts dus à la CTM en réparation du préjudice qu'il a subi du fait de sa défaillance, et selon l'état exécutoire dûment justifié, établi par la CTM.

I - FIN DU CONTRAT

Article 61 - Cas de fin du contrat

Le Contrat prend fin :

- à l'expiration de sa durée normale ;
- en cas de résiliation ;
- en cas de force majeure ou d'événement extérieur rendant impossible la poursuite de l'exécution du Contrat ;
- en cas d'annulation juridictionnelle ou de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle.

Article 62 - Subrogation de la CTM dans les droits et obligations de l'IMFPA

A la fin du Contrat, pour quelque cause que ce soit, la CTM est subrogée dans les droits et obligations de l'IMFPA au titre du Contrat.

La CTM se réserve le droit de faire poursuivre par un nouvel opérateur ou elle-même les contrats que l'IMFPA a conclus pour l'exécution normale du service objet du présent Contrat ; en tout état de cause, la continuité du service public devra être assurée.

L'IMFPA doit, dans les contrats qu'il conclut pour l'exploitation normale du service, transcrire les présentes stipulations.

Article 63 - Personnel

La CTM s'engage à imposer l'obligation de respecter les dispositions du Code du Travail relatives à la reprise du personnel en cas de reprise par un nouvel opérateur.

Article 64 - Remise des biens

L'IMFPA doit remettre à la CTM les biens, figurant à l'annexe n° 1 mise à jour, en état normal d'entretien, compte tenu de leur âge et de leur destination, et dans la limite de ses obligations.

La remise est effectuée gratuitement, sauf paiement de la valeur non amortie d'investissements nouveaux réalisés à la demande de la CTM, majorée de la TVA éventuellement due au Trésor public.

Dans les 6 mois précédant l'expiration du présent contrat, les parties établissent contradictoirement un inventaire complet et un procès-verbal de l'état des biens, avec l'assistance d'un ou plusieurs experts agréés par la CTM, aux frais de l'IMFPA.

Celui-ci doit effectuer, à ses frais, les travaux nécessaires à la remise en état des biens en cas de mauvais entretien dûment constaté. A défaut, la CTM fait effectuer ces travaux aux frais de l'IMFPA.

La CTM se réserve le droit de reprendre, en totalité ou en partie, à leur valeur vénale, les biens de l'inventaire B figurant à l'annexe n°2 régulièrement mise à jour, qu'elle estime utiles à la poursuite de l'exploitation normale des ouvrages et du service.

Ne pourront toutefois être considérés comme biens de reprise que les biens pour lesquels, préalablement à leur acquisition, la CTM aura donné son accord formel sur la réalisation de l'investissement, le montant de la valeur et la durée d'amortissement. Pour les biens qui seraient amortis à la fin du présent Contrat, la reprise se fait à titre gratuit.

En l'absence d'un accord formel de la CTM sur ces trois éléments, les biens considérés seront des biens de retour.

Article 65 - Continuité du service

Dans le délai de six mois précédant l'expiration du présent contrat, la CTM a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour l'IMFPA, de prendre toutes mesures utiles pour assurer la continuité du fonctionnement des services confiés par le présent Contrat.

De façon générale, la CTM peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif au nouveau régime d'exploitation, sauf prorogation ou renouvellement du présent contrat, dans le respect de la législation en vigueur.

J - STIPULATIONS DIVERSES

Article 66 - Cession du contrat — Evolution des cocontractants

Toute cession du présent Contrat est interdite.

N'est pas considérée comme une « cession » au sens du Contrat :

- l'exercice par l'IMFPA de la faculté de sous-traitance qui lui est reconnue à l'article 10 du présent contrat;

Dans les cas de changement de la nature des cocontractants, le Contrat sera exécuté par le(s) nouveau(x) cocontractants pour la période restant à couvrir jusqu'à l'échéance normale du Contrat.

Article 67 - Règlement des différends

Les différends qui résultent de l'interprétation ou de l'exécution du Contrat ou de ses annexes sont soumis au Tribunal Administratif de Fort-de-France.

Préalablement à toute instance contentieuse, les deux parties peuvent convenir de demander au Président du Tribunal Administratif de mener une mission de conciliation.

Article 68 - Election de domicile

Les Parties élisent respectivement domicile en leurs sièges sociaux respectifs figurant en en-tête du Contrat, où seront valablement faites toutes notifications ou mises en demeure.

**STATUTS MODIFIES
PAR DELIBERATION DE LA CTM
N°XXXXX EN DATE DU XX/XX/2016**

**DE L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION
PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA)
DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

Table des matières

.....	2
STATUTS.....	2
DE L'OPÉRATEUR TERRITORIAL DE FORMATION.....	2
DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE.....	2
.....	2
1. Préambule.....	5
2. Titre 1-Dispositions générales.....	6
2.1 ARTICLE 1 : OBJET.....	6
2.2 ARTICLE 2 : ATTRIBUTIONS.....	6
3. Titre II -Administration de l'opérateur.....	8
3.1 ARTICLE 3 : CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	8
3.1.1. Mandat des administrateurs.....	8
3.1.2. Incompatibilités.....	8
3.1.3. Remplacement.....	9
3.1.4. Election du Président(e), des Vice-Président(e)s et des membres de la Commission d'appel d'offres	9
3.2 ARTICLE 4 : FONCTIONNEMENT.....	9
3.2.1 Convocation du Conseil -Ordre du jour.....	9
3.2.2 Représentation d'un administrateur.....	10
3.2.3 Quorum.....	10
3.2.4 Déroulement des séances.....	10
3.2.5 Participation du Directeur et du comptable direct du Trésor.....	10
3.2.6 Participation d'un représentant de l'autorité organisatrice.....	11
3.2.7 Participation de tiers.....	11
3.3 ARTICLE 5 : DOMAINE DE COMPETENCES.....	11
3.4 ARTICLE 6 : LE PRÉSIDENT.....	12
3.5 ARTICLE 7 : LE DIRECTEUR.....	12
3.5.1 Nomination, durée et cessation des fonctions.....	12
3.5.2 Incompatibilités.....	12
3.5.3 Attributions.....	12
3.5.4 Représentation.....	13
3.5.5 Délégations.....	13
3.6 ARTICLE 8: LE COMPTABLE DIRECT DU TRÉSOR.....	13
3.6.1 Nomination et conditions d'exercice des fonctions.....	13
3.6.2 Opérations de recouvrement et de paiement.....	14
3.6.3 Opérations de recettes.....	14
3.6.4 Organisation des services.....	14

3.6.5	Délégations	15
3.7	ARTICLE 9 : LE PERSONNEL	15
4.	Titre III-Régime financier.....	16
4.1	ARTICLE 10 : NORME COMPTABLE APPLICABLE	17
4.2	ARTICLE 11 : GESTION DES BIENS	17
4.3	ARTICLE 12 : DISPOSITIONS D'ORDRE BUDGETAIRE	17
4.4	ARTICLE 13 : COMPENSATION DE SERVICE PUBLIC	18
4.5	ARTICLE 14 : RECETTES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES.....	19
4.6	ARTICLE 15 : FONDS	19
4.7	ARTICLE 16 : CLOTURE ANNUELLE DES COMPTES DE L'EXERCICE	19
4.8	ARTICLE 17 : RAPPORT SUR LES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC	20
5.	Titre IV -Dissolution de l'Etablissement public.....	21
5.1	ARTICLE 18 : DISSOLUTION	21
5.1.1	Arrêt d'exploitation.....	21
5.1.2	Liquidation	21
6.	Titre V – CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT.....	16
6.1	ARTICLE 19 : INSTITUTION DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT	16
6.2	ARTICLE 20 : MISSIONS DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT	16
6.3	ARTICLE 21 : MODALITES DE DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT.	16
6.4	ARTICLE 22 : LE PRESIDENT DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT.....	17
7.	Titre VI -Dispositions diverses.....	22
7.1	ARTICLE 23 : MODIFICATION DES STATUTS.....	22
7.2	ARTICLE 24 : ANNEXES.....	22

1. Préambule

Vu la Constitution française, notamment son article 73 ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12 qui énonce que « *la Région définit et met en œuvre la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle* » ;

Vu le Code du Travail, notamment ses articles L. 6121-1, 6121-2 et 6121-3 qui définissent le rôle des Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi du 13 août 2004 n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales qui investit les Régions d'une compétence de coordination de la programmation de l'ensemble des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes et qui leur confère la gestion des formations sanitaires et sociales ainsi que celle de l'organisation de l'information et du conseil sur la validation des acquis de l'expérience ;

Vu la loi du 24 novembre 2009 n°2009-1437 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie qui précise notamment que « *la formation professionnelle continue a pour objet de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs, de permettre leur maintien dans l'emploi, de favoriser le développement de leurs compétences et l'accès aux différents niveaux de qualification professionnelle, de contribuer au développement économique et culturel, à la sécurisation des parcours professionnels et à leur promotion sociale* » ;

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale qui confère notamment au Conseil Régional :

- *la responsabilité d'organiser le service public régional de l'orientation (SPRO)*
- *la charge de mener la politique régionale à la formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle* ».

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le Conseil régional le 15 Avril 2013

Vu le programme opérationnel PO-FSE 2007-2013

Vu les demandes d'habilitation législative adoptée au Congrès du 20 juin 2013 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1726-1 du 13 novembre 2014 ;

Entendu le rapport et la délibération du Conseil Régional n°15-650-2 du 26 mars 2015 ;

La Collectivité Territoriale de Martinique crée un établissement public industriel et commercial appelé « Opérateur territorial de formation » (ci-après « IMFPA ») destiné à contribuer à des réalisations spécifiques du Service Public Régional de Formation (SPRF).

2. Titre 1-Dispositions générales

2.1 ARTICLE 1 : OBJET

L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES, désigné sous le sigle « IMFPA », est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Son siège est fixé à l'adresse suivante : *IMFPA – 6, avenue des Arawaks-Chateaubœuf - CS 39 - 97200 FORT DE FRANCE.*

L'IMFPA se voit confier par la Collectivité Territoriale de Martinique la réalisation de services spécifiques dans les champs de l'orientation, de la formation et de l'emploi, pour mettre en place des parcours individualisés et sécurisés de formation professionnelle au profit de bénéficiaires disposant d'un projet professionnel mais ayant besoin pour le réaliser d'un accompagnement pédagogique et/ou social particulier, du fait de leur éloignement de la qualification et/ou de l'emploi, et de l'absence d'offres de services suffisantes sur le territoire, et ce dans les conditions définies par les présents statuts et par le contrat de service public liant la Collectivité à l'IMFPA, et corrélé aux présents statuts.

De manière générale, l'IMFPA peut adhérer à des groupements, des associations professionnelles ou toute entité juridique de promotion et de partage de savoir-faire en matière de formation professionnelle.

Les activités accessoires, prises de participations et adhésions de l'IMFPA ne doivent toutefois pas avoir pour effet de compromettre les conditions financières, techniques, commerciales ou administratives d'exercice de l'activité principale de l'IMFPA.

Les présents statuts sont complétés par:

- le Contrat de service public conclu entre l'IMFPA et la Collectivité Territoriale de Martinique
- le Règlement Intérieur adopté par le Conseil d'administration de l'IMFPA.

2.2 ARTICLE 2 : ATTRIBUTIONS

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT) d'une part, et à la loi du 24 novembre 2009 n°2009-1437 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie d'autre part, la Collectivité Territoriale de Martinique est à la fois coordinateur et cofinanceur du système régional de formation. A ce titre, elle conduit ses propres politiques et détermine leurs modalités de mise en œuvre.

L'IMFPA a pour activité principale une offre de services spécifique dans le champ de la formation, au travers de la délivrance de formations qualifiantes et de la mise en place de parcours individualisés et sécurisés de formation à des bénéficiaires disposant d'un projet professionnel mais ayant besoin pour le réaliser d'un accompagnement pédagogique et/ou social particulier, du fait de leur éloignement de la qualification et/ou de l'emploi, et de l'absence d'offre de services suffisante sur le territoire. La consistance et les modalités précises de cette offre de services sont définies par le contrat de service public conclu entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'IMFPA.

A ce titre, l'IMFPA doit notamment:

- privilégier une dynamique de parcours
- rechercher les sorties positives par la qualification
- assurer l'individualisation des parcours des bénéficiaires selon une logique de modularité
- sécuriser les parcours par la certification et l'accompagnement des bénéficiaires
- garantir l'accompagnement et la prise en charge globale des bénéficiaires
- prendre en charge les publics les plus en difficulté
- envisager la mixité des publics au sein des actions mises en œuvre (*demandeurs d'emploi, jeunes, salariés, et plus généralement tous publics dont la situation professionnelle n'est pas sécurisée par la détention d'une certification reconnue et permettant l'entrée, le maintien ou la progression dans l'emploi*).

Par ailleurs, l'IMFPA peut se voir confier, à la demande ou avec l'accord de la Collectivité Territoriale de Martinique, l'exploitation d'autres services de formation professionnelle. Pour l'exploitation de l'ensemble de ces services, l'IMFPA peut faire appel à la sous-traitance sous réserve d'un accord préalable de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En outre, l'IMFPA est habilité et incité à proposer à la Collectivité Territoriale de Martinique, toute action qu'il juge utile à l'amélioration du service public de formation professionnelle.

D'une manière générale les activités de l'IMFPA doivent contribuer à la satisfaction des besoins des usagers dans des conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité, ainsi que concourir au développement de la qualité de la formation sur le territoire et participer à la mise en œuvre d'un droit effectif à la formation tout au long de la vie.

A ce titre l'IMFPA est responsable du bon emploi de ses moyens en personnel et de ses moyens matériels et financiers, en particulier ceux mis à disposition par la collectivité régionale. Il a le devoir d'en assurer la gestion au meilleur coût, et d'en améliorer en permanence l'efficacité et la productivité.

L'IMFPA rend compte à la Collectivité Territoriale de Martinique de l'état et des conditions d'exécution des services dont il a la charge à travers un rapport annuel d'activité.

3. Titre II -Administration de l'opérateur

3.1 ARTICLE 3 ; CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, l'IMFPA est administré par un Conseil d'administration qui élit, en son sein, son (sa) Président(e) et deux (2) Vice-Président(e)s.

Le Conseil d'administration est composé de treize (13) membres désignés par la Collectivité Territoriale de Martinique sur proposition de son (sa) Président(e). Il comprend :

- huit (8) membres de la Collectivité Territoriale de Martinique, dont 5 membres de la majorité et 3 de l'opposition *désignés par la Collectivité Territoriale de Martinique*
- deux (2) personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence *désignées par la Collectivité Territoriale de Martinique*
- le Secrétaire du Comité d'Entreprise de l'EPIC IMFPA
- un (1) représentant des stagiaires
- un (1) représentant des partenaires sociaux.

Les administrateurs doivent être en pleine possession de leurs droits civils et politiques.

Les membres sont nommés par la Collectivité Territoriale de Martinique dans les conditions suivantes :

- *par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique pour les membres qui en sont l'émanation;*
- *par décision du Conseil Exécutif ~~délibération~~ de la Collectivité Territoriale de Martinique pour les personnes qualifiées;*
- *par nouvelle élection pour le représentant du personnel de l'IMFPA.*

Sont réputés démissionnaires d'office, les membres de la Collectivité Territoriale de Martinique lors de la fin de leur mandat à la Collectivité Territoriale de Martinique.

3.1.1. Mandat des administrateurs

La durée du mandat des administrateurs est de trois (3) années.

Le mandat d'un administrateur est renouvelable, sauf avis contraire exprimé par l'organisme dont il est l'émanation.

Dans l'hypothèse où un administrateur perdrait la qualité ayant motivé sa désignation et de ce fait, verrait ses fonctions cesser immédiatement et de plein droit, ou en cas de vacance de poste, il est procédé à son remplacement comme prévu *dans l'article 3* ci-dessus jusqu'aux échéances normales de renouvellement ou de dissolution du Conseil.

Sauf déchéance, le mandat des anciens administrateurs se prolonge jusqu'à la veille de la réunion du nouveau Conseil d'administration.

3.1.2. Incompatibilités

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent :

- * prendre ou conserver un intérêt dans les entreprises et organismes en rapport d'affaires avec l'IMFPA
- * occuper une fonction dans ces entreprises et organismes;
- * assurer une prestation pour ces entreprises et organismes;
- * prêter leur concours à titre onéreux à l'IMFPA.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé(e) est déchu(e) de son mandat, soit par le Conseil d'administration à la diligence de son Président(e), soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du (de la) Président(e) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

3.1.3. Remplacement

Les administrateurs remplaçant les membres décédés, démissionnaires, déchus de leur mandat par application de l'article R. 2221-8 du Code général des collectivités territoriales ou devant être remplacés pour toute autre cause, sont nommés dans les conditions fixées à l'article 3 pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Si cette durée est inférieure à six mois, le remplacement se fait à l'échéance normale.

3.1.4. Election du (de la) Président(e), des Vice-Président(e)s et des membres de la Commission d'appel d'offres

Dès la désignation des membres du Conseil d'Administration suivant le renouvellement de la Collectivité Territoriale de Martinique ou lors du renouvellement de l'ensemble des administrateurs, le (la) Président(e) de la Collectivité Territoriale de Martinique convoque le Conseil d'Administration de l'IMFPA, afin que ce dernier, sous la présidence du doyen d'âge, procède à l'élection aux postes suivants:

- * le (la) Président(e) et les deux (2) Vice-Président(e)s;
- * les membres de la commission d'appel d'offres, à savoir le (la) Président(e), deux membres titulaires et deux suppléants, choisis parmi les représentants issus de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le (La) Président(e) et les Vice-Président(e)s sont élu(e)s pour la durée normale du mandat des administrateurs, soit trois (3) ans. Ils sont rééligibles.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

3.2 ARTICLE 4 : FONCTIONNEMENT

3.2.1 Convocation du Conseil -Ordre du jour

Le Conseil d'administration se réunit au minimum tous les trois mois sur convocation de son (sa) Président(e).

Sa convocation est par ailleurs obligatoire si plus du tiers de ses membres en formule la demande,

adressée par écrit au (à la) Président(e) du Conseil d'administration et accompagnée d'un projet d'ordre du jour.

Le Conseil d'administration est en outre réuni chaque fois que son (sa) Président(e) le juge nécessaire.

L'ordre du jour, arrêté par le (la) Président(e), et accompagné des projets de délibérations s'y rapportant, est envoyé à chaque administrateur au moins cinq jours francs avant chaque séance, sauf urgence exceptionnelle qui justifierait de l'inscription de points supplémentaires à la demande de tout membre du Conseil d'administration.

3.2.2 Représentation d'un administrateur

Un administrateur empêché d'assister à une séance du Conseil d'administration, peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter à cette seule séance. Pour être valable, le mandat doit être remis par écrit au (à la) Président(e) avant l'ouverture de la séance et doit figurer au procès-verbal de celle-ci.

L'administrateur ainsi désigné ne peut recevoir qu'un seul mandat par séance.

3.2.3 Quorum

Le Conseil d'administration délibère valablement si la moitié au moins de ses membres, titulaires ou suppléants, sont présents ou représentés et que la moitié au moins des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique soit présente ou représentée.

A défaut, une nouvelle réunion sans nécessité de quorum peut se tenir dans un délai de trois (3) jours francs ou un (1) jour franc en cas d'urgence exceptionnelle.

Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des votes, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites par ordre de dates sur un registre coté et paraphé par le (la) Président(e).

3.2.4 Déroulement des séances

Les séances du Conseil d'administration ne sont pas publiques.

Les séances sont animées par le (la) Président(e) du Conseil d'administration qui en dirige les débats.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par le (la) Président(e) et enregistrées par ordre de date.

Le Directeur est responsable de la conservation de ces procès-verbaux et de leur transmission au Contrôle de légalité.

3.2.5 Participation du Directeur et du comptable direct du Trésor

Le Directeur assiste aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Le comptable direct du Trésor assiste aux séances. Le Directeur et le comptable direct du Trésor peuvent, avec l'accord du (de la) Président(e), se faire accompagner du (ou des) collaborateur(s) concerné(s) par le (ou les) sujet(s) inscrit(s) à l'ordre du jour.

3.2.6 Participation d'un représentant de l'autorité organisatrice

Le Président(e) de la Collectivité Territoriale de Martinique, ou son représentant désigné à cet effet, peut assister aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative.

Il peut, avec l'accord du Président(e) du Conseil d'administration, se faire représenter et/ou accompagner du (ou des) collaborateur(s) concerné(s) par le (ou les) sujet(s) inscrit(s) à l'ordre du jour.

3.2.7 Participation de tiers

Les séances du Conseil d'administration ne sont pas publiques ; cependant, le (la) Président(e) *peut* inviter ou entendre à sa demande toute personne qualifiée dont la présence lui paraît utile au vu de l'ordre du jour.

3.3 ARTICLE 5 : DOMAINE DE COMPETENCES

Dans le cadre de sa mission générale d'administration de l'IMFPA, le Conseil d'administration délibère sur tous les domaines importants ou significatifs.

Le Conseil d'administration délibère notamment sur:

- la nomination du Directeur et sa cessation d'activité;
- l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur ainsi que les modalités de compte-rendu de ces délégations;
- les principes généraux de la mise en œuvre de l'offre de service telle que définie par la Collectivité Territoriale de Martinique;
- les budgets annuels et leurs révisions éventuelles à soumettre à la Collectivité Territoriale de Martinique;
- la politique de financement et de réalisation des emprunts ;
- les principes de gestion du personnel et en particulier les grandes orientations en matière de politique sociale;
- les comptes de chaque exercice et l'affectation du résultat;
- le rapport de gestion du Directeur sur l'activité de l'exercice, notamment l'exécution du budget et les conditions d'exécution du service public au cours de l'année écoulée;
- le contrat de service public conclu avec la Collectivité Territoriale de Martinique et son exécution, ainsi que tout document contractuel conclu avec la Collectivité Territoriale de Martinique;
- les acquisitions, aliénations et prise en location de biens immobiliers;
- la composition de la Commission d'Appel d'Offres et toutes les questions pour lesquelles la réglementation des marchés publics lui donne compétence;
- la proposition aux autorités compétentes (Préfet, après avis du TPG) de nomination de l'Agent comptable lorsque celui-ci n'est pas un comptable direct du Trésor nommé par le Ministre chargé du budget après information préalable de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- la ratification ou compte-rendu selon les pouvoirs délégués, des contrats passés par l'IMFPA ainsi que les conventions et contrats, autres que les marchés et commandes, pouvant avoir une incidence significative d'ordre structurel, financier, juridique ou administratif sur le fonctionnement et la gestion de l'IMFPA ;
- le rapport annuel d'activité à transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique.

3.4 ARTICLE 6 : LE (LA) PRÉSIDENT (E)

Le Président(e):

- arrête l'ordre du jour et convoque le Conseil d'administration;
- dirige les débats et fait procéder aux votes;
- a voix prépondérante, en cas de partage égal des voix;
- signe les procès-verbaux des séances;
- s'assure auprès du Directeur de l'exécution des délibérations du Conseil ;
- s'assure de l'expédition des délibérations du Conseil au Contrôle de légalité;
- fixe la rémunération du Directeur en accord avec le Conseil d'administration.

La durée du mandat du (de la) Président(e) est de trois (3) années ; ce mandat est renouvelable. Par mandat spécial du (de la) Président(e), un Vice-Président(e) remplace le (la) Président(e) empêché.

3.5 ARTICLE 7 : LE DIRECTEUR

3.5.1 Nomination, durée et cessation des fonctions

Le Directeur de l'IMFPA est nommé par le Conseil d'administration.

Le Directeur revêt la qualité d'agent de droit public.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes sauf dans les cas prévus à l'article R. 2221-11 du Code général des collectivités territoriales.

3.5.2 Incompatibilités

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de parlementaire européen, sénateur, député, conseiller régional, conseiller général, conseiller communautaire ou conseiller municipal.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'administration de l'IMFPA.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises et organismes financièrement liés à l'IMFPA ou entretenant des liens commerciaux ou partenariaux avec celle-ci, n'occuper aucune fonction dans ces entreprises ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Président(e) de la Collectivité Territoriale de Martinique, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

3.5.3 Attributions

Le Directeur assure, sous l'autorité du (de la) Président(e) du Conseil d'administration, le fonctionnement de l'IMFPA.

Outre les pouvoirs qui peuvent lui être délégués par le Conseil d'administration, il a seul autorité sur le personnel, fixe l'organisation du travail, prépare le projet du budget et en assure l'exécution.

Il est responsable de son activité devant le Conseil d'administration. A cet effet, et notamment, il :

- prend toutes les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'administration;
- assiste aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion;
- exerce seul la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions relatives à l'Agent comptable;
- recrute le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires, et le licencie;
- assure les conditions du dialogue social et du management qualité;
- peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par les services de l'Etat;
- passe en exécution des délibérations ou, sur délégation du Conseil d'administration, tous actes, contrats, traités et marchés, conformément aux lois et règlements en vigueur;
- est l'ordonnateur de l'IMFPA et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses; prend, sur délégation du Conseil d'administration, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le suivi et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui doivent être passés sans formalités ou en la forme de mise en concurrence simplifiée;
- prend les mesures d'urgence qu'il juge nécessaires au vu de la situation ou des événements;
- rend compte annuellement de sa gestion au Conseil d'administration qui en évalue les résultats sur le plan social, financier ainsi que sur celui des services rendus et de leurs impacts par rapport aux objectifs visés.

3.5.4 Représentation

Le Directeur est le représentant légal de l'IMFPA.

A ce titre, après autorisation du Conseil d'administration, il peut intenter, au nom de l'IMFPA, les actions en justice et défendre l'IMFPA dans les actions intentées contre lui.

Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur peut, sans autorisation préalable du Conseil d'administration, faire tout acte conservatoire des droits de l'IMFPA.

3.5.5 Délégations

Dans l'exercice de ses compétences, et sous sa responsabilité et sa surveillance, le Directeur peut déléguer expressément ses pouvoirs et sa signature à un ou plusieurs chefs de service.

3.6 ARTICLE 8: LE COMPTABLE DIRECT DU TRESOR

3.6.1 Nomination et conditions d'exercice des fonctions

L'agent comptable est, soit un comptable direct du Trésor nommé par le Ministre chargé du budget après information préalable de l'autorité organisatrice, soit un agent comptable spécial nommé par le Préfet, sur proposition du Conseil d'administration après avis du Directeur des Finances Publiques et placé sous l'autorité administrative du Directeur. Il ne peut être révoqué que dans les mêmes formes.

Le comptable direct du Trésor assure le fonctionnement des services de la comptabilité et tient la comptabilité générale et, le cas échéant, analytique sous la responsabilité du Directeur.

Le comptable direct du Trésor est personnellement et pécuniairement responsable de sa gestion et de la

sincérité des écritures.

Lorsque le comptable direct du Trésor notifie une décision de suspendre le paiement d'une dépense. Le Directeur peut lui adresser un ordre de réquisition.

Sa gestion est soumise aux contrôles prévus par la loi, notamment celui exercé par la Chambre régionale des comptes.

3.6.2 Opérations de recouvrement et de paiement

Pour le compte de l'IMFPA, le comptable direct du Trésor peut effectuer les opérations matérielles de recouvrement et de paiement sous toutes formes prévues par la réglementation en vigueur.

3.6.3 Opérations de recettes

Les opérations de recettes sont effectuées par des régisseurs de recettes nommés par le Directeur Général de l'IMFPA après avis du Comptable direct du Trésor.

3.6.4 Organisation des services

Le Comptable direct du Trésor doit notamment prendre toutes dispositions utiles pour assurer la tenue de la comptabilité, la conservation des pièces justificatives et de tous les éléments et documents comptables dans les conditions fixées par la réglementation relative à la comptabilité publique. Il a seul qualité pour exécuter les mouvements de trésorerie.

En cas de refus de paiement, le Comptable Direct du Trésor doit aussitôt en indiquer les motifs au Directeur de l'IMFPA.

Celui-ci peut alors requérir, par écrit et sous sa responsabilité, qu'il y soit passé outre.

Le comptable Direct du Trésor doit alors se conformer à cette réquisition dans les conditions fixées par la réglementation relative à la comptabilité publique.

3.6.5 Délégations

Le comptable direct du Trésor peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs et sa signature à un ou plusieurs agents de l'IMFPA par le biais d'une procuration régulière.

3.7 ARTICLE 9 : LE PERSONNEL

Le personnel de l'IMFPA est recruté sur les bases du Code du travail, de la Convention collective nationale ou des usages correspondant au domaine d'activité principal de l'IMFPA qui le régit.

L'IMFPA est l'employeur de son personnel. Il en exerce tous les droits et en assume toutes les responsabilités (*contrat de travail, négociation collective, formation, embauche, licenciement, avancement, promotion, sanction, etc.*).

L'IMFPA affecte le personnel qualifié nécessaire à l'exécution du service, conformément aux dispositions prévues, et veille à sa bonne tenue et à sa parfaite correction.

Dans le cadre de sa mission, le personnel concerné bénéficie, par délégation expresse de l'Agent comptable et sous la responsabilité pleine et entière de celui-ci, d'une autorisation de maniement des fonds en tant que mandataires dans le cadre des activités recensées à l'article 1.

L'IMFPA s'engage à remplacer, dans les limites permises par le Code du travail, tout agent dont le comportement met en cause gravement la sécurité des personnes et des biens et ceux coupables d'autres manquements tels que le défaut de probité ou l'inobservation grave et répétée des lois et règlements.

4. Titre III – CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

4.1 ARTICLE 10 : INSTITUTION DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

Il est institué un Conseil de Perfectionnement qui se compose de 20 membres répartis en trois collèges à savoir :

- 9 (neuf) membres au titre des organisations professionnelles patronales
- 9 (neuf) membres au titre des organisations syndicales de travailleurs représentatives sur le plan régional.
- 1 (un) membre au titre de la Direction des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi. (DIECCTE)
- 1 (un) membre au titre de la Direction de Pôle Emploi de la Martinique

Les membres du Conseil de perfectionnement assurent leurs fonctions gratuitement pour une durée de mandat de trois années.

Les membres du Conseil de perfectionnement ne peuvent en aucun cas exercer une activité salariée dans l'EPIC ou dans l'un des organismes dépendant de l'EPIC.

4.2 ARTICLE 11 : MISSIONS DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT.

Le Conseil de Perfectionnement donne son avis sur toutes les questions d'ordre pédagogique ayant trait à la formation professionnelle des adultes qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration.

Le Conseil de perfectionnement se réunit également, autant que de besoin, à la demande du Conseil d'administration pour donner son avis sur la programmation des actions de formation que l'EPIC est en charge de conduire au titre du service public dont il a la responsabilité.

Le Conseil de perfectionnement a la possibilité de se réunir à l'initiative de ses propres membres pour faire des propositions sur les actions de formation qu'elle juge opportune d'inscrire dans la programmation de l'EPIC.

4.3 ARTICLE 12 : MODALITES DE DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT.

Le Président(e) de l'EPIC consulte les organisations visées à l'article 19 afin de leur demander de désigner leurs représentants au conseil de perfectionnement à l'effet d'établir la liste de chaque collège.

Le Président(e) du Conseil d'administration présente la liste de chaque collège ainsi établie au Conseil d'administration qui l'arrête.

Le mandat de membre du conseil de perfectionnement est renouvelable sauf avis contraire, exprimé par courrier au Président(e) du Conseil d'administration, de l'organisme de tutelle du membre visé à l'article 19 des statuts.

4.4 ARTICLE 13 : LE PRESIDENT DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT.

Le Conseil de perfectionnement procède à l'élection de son Président(e) lors de la séance de son installation.

Les fonctions de (de la) Président(e) seront assumées à tour de rôle par un membre du collège des organisations professionnelles patronales et par un membre des organisations syndicales.

Le (la) Président(e) du Conseil de perfectionnement assiste au Conseil d'administration, sur invitation du (de la) Président(e), pour communiquer au Conseil d'administration de l'EPIC les avis que le Conseil de perfectionnement a pu formuler lors des réunions visées à l'article 20.

5. Titre IV-Régime financier

5.1 ARTICLE 14 : NORME COMPTABLE APPLICABLE

L'ensemble des activités de l'IMFPA fait l'objet d'une comptabilité tenue dans les conditions définies par l'instruction comptable M4.

5.2 ARTICLE 15 : GESTION DES BIENS

L'IMFPA assure l'entretien et la maintenance courante des biens dont il dispose dans le cadre de la mission de service public qui lui est dévolue et doit, à tout moment, prendre les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, leur sécurité soit normalement assurée.

L'IMFPA tient à jour un inventaire des biens qui sera complété lors de toute mise à disposition supplémentaire éventuelle.

L'IMFPA souscrit les polices d'assurance relative à la responsabilité civile attachée à la garde de ces biens, à leur destruction totale ou partielle, à leur vol, sauf pour des garanties éventuellement couvertes à la diligence du propriétaire.

5.3 ARTICLE 16 : DISPOSITIONS D'ORDRE BUDGETAIRE

La Collectivité Territoriale de Martinique définit, avec la participation technique de l'IMFPA, ses orientations générales concernant l'évolution des missions et prestations de service public de formation professionnelle.

Sur la base de ces orientations générales, le Directeur prépare les orientations budgétaires et le budget primitif de l'IMFPA. Celui-ci présente la nature des services offerts, les prévisions de recettes et de dépenses.

Il fait apparaître la contribution financière nécessaire à la compensation par la Collectivité Territoriale de Martinique du coût des prestations de service public de formation assurées pour son compte.

Le projet de budget est communiqué à la Collectivité Territoriale de Martinique pour appréciation des éléments de dépenses et de recettes et pour validation préalable de l'équilibre budgétaire qui s'en dégage.

Le budget de l'exercice (N) est voté par le Conseil d'Administration -en équilibre -en principe avant le 31 mars de l'exercice (N).

Conformément aux règles applicables aux collectivités locales et à leurs établissements publics, le budget voté par le Conseil d'administration est transmis au représentant de l'Etat dans le Département dans le cadre du contrôle de légalité.

Le budget présente les prévisions de recettes et de dépenses en équilibre pour la section de fonctionnement ainsi que pour la section d'Investissement.

Le budget peut donner lieu, en cours d'exercice, à des modifications, qui seront proposées au Conseil d'administration, qui les soumet ensuite à la Collectivité Territoriale de Martinique pour validation.

Dans la mesure où ces modifications seraient susceptibles d'entraîner une modification de la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique, la procédure serait identique à celle du budget principal.

Faute d'un budget initial ou révisé, exécutoire en temps utile, l'IMEPA assure la continuité de son fonctionnement par référence au budget de l'exercice précédent pour les opérations de fonctionnement et sur autorisation du Conseil d'administration, dans la limite de la quotité des crédits d'investissement de l'exercice précédent pour les opérations d'investissement. La contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique est alors calculée sur les mêmes bases.

L'Agent Comptable établit, après inventaire, la balance générale des comptes, le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Ces comptes, accompagnés d'un rapport du Directeur portant notamment sur l'exécution du budget, sont communiqués à la Collectivité Territoriale de Martinique avant leur présentation au Conseil d'administration. Ce dernier procède au vote arrêtant les comptes avant le 30 juin de l'exercice suivant.

En cas d'excédent, les résultats de chaque exercice donneront lieu à déduction correspondante sur la contribution financière de l'exercice suivant de la Collectivité Territoriale de Martinique.

5.4 ARTICLE 17 : COMPENSATION DE SERVICE PUBLIC

L'IMEPA doit pouvoir justifier à tout moment, par la nature et le volume des prestations réalisées, les versements de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des compensations de service public. La convention de services précise les modalités de versement de la contribution financière. L'IMEPA doit à tout moment pouvoir apporter à la Collectivité Territoriale de Martinique toute justification utile des versements faits au titre de cette contribution financière. L'IMEPA doit tenir toute justification nécessaire ainsi que tout document comptable ou statistique à la disposition de la Collectivité Territoriale de Martinique qui peut faire procéder à toute vérification qu'il juge utile.

La Collectivité Territoriale de Martinique a, par l'intermédiaire de ses représentants ou mandataires

dument habilités, un droit permanent d'accès et de contrôle sur l'ensemble des documents se rapportant à l'exécution du service public.

Le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique à la création, au développement et au fonctionnement de l'IMFPA peut intervenir sous toutes les formes prévues au plan comptable et notamment:

- dotation en capital;
- subvention d'équipement;
- subvention d'exploitation;
- avance en compte courant;
- mise à disposition de biens;
- garantie d'emprunts.

Les relations juridiques, administratives et financières entretenues par l'IMFPA et la Collectivité Territoriale de Martinique, et en particulier la détermination des objectifs et des moyens qui lui sont assignés, le contenu de la contribution financière qui lui est versée, font l'objet de la signature d'une convention de services.

Celle-ci précise entre autres les locaux et biens mis à disposition par la Région.

5.5 ARTICLE 18 : RECETTES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

L'IMFPA est autorisé à recouvrer, pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique:

- les recettes perçues directement auprès d'autres financeurs d'actions de formation réalisées par l'IMFPA;
- toute autre recette accessoire à l'activité de formation professionnelle de l'IMFPA.

5.6 ARTICLE 19 : FONDS

Les fonds de l'IMFPA sont déposés au Trésor Public.

A titre dérogatoire, l'IMFPA peut également procéder au placement de sa trésorerie dans les conditions fixées par les textes applicables.

5.7 ARTICLE 20 : CLOTURE ANNUELLE DES COMPTES DE L'EXERCICE

En fin d'exercice, et après inventaire, le Directeur fait établir le compte financier par l'Agent comptable.

Celui-ci comprend:

- la balance définitive des comptes;
- le développement des dépenses et recettes budgétaires;
- le bilan; le compte de résultat et ses annexes;
- le tableau d'affectation des résultats ;
- la balance des stocks établie après inventaire.

Ces comptes sont accompagnés d'un rapport de gestion du Directeur portant notamment sur l'exécution

du budget et les conditions d'exécution du service public au cours de l'année écoulée. Le Conseil d'Administration procède au vote arrêtant les comptes avant le 30 juin de l'exercice suivant.

Conformément à l'article R. 2221-48 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil d'administration délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget selon les modalités suivantes:

- l'excédent comptable est affecté à un fonds de réserve ; le Conseil d'administration l'utilise en priorité pour subvenir, s'il y a lieu, à l'insuffisance des recettes prévues pour couvrir les dépenses d'exploitation et au renouvellement du matériel;
- le déficit éventuel comptable est couvert en priorité par une reprise totale ou partielle sur le report à nouveau créditeur et par une prise en charge de la part de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Un Inventaire est produit à l'appui du compte financier en fin d'exercice, conformément aux principes du plan comptable général.

5.8 ARTICLE 21 : RAPPORT SUR LES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

L'IMFPA fournit en temps et heure à la Collectivité Territoriale de Martinique les informations qui le concerne et qui sont nécessaires à la publication par cette autorité du rapport global établi conformément à l'article 7.1 du Règlement CE n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 et portant sur les obligations de service public relevant de sa compétence, les opérateurs de service public retenus ainsi que les compensations et les droits spéciaux ou exclusifs qui leur sont octroyés en contrepartie.

6. Titre V -Dissolution de l'Etablissement public

6.1 ARTICLE 22 : DISSOLUTION

6.1.1 Arrêt d'exploitation

L'IMFPA cesse d'assurer le service en exécution d'une délibération de l'Assemblée délibérante de la Collectivité Territoriale de Martinique décidant de renoncer à l'exploitation sous cette forme. Cette délibération détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de l'IMFPA après expiration des délais légaux de préavis et achèvement des contrats de travail à durée déterminée, sauf pour la Collectivité Territoriale de Martinique de reprendre ces contrats à son compte ou de les interrompre en supportant les conséquences de droit et financières.

6.1.2 Liquidation

Les opérations de liquidation sont effectuées selon les conditions prévues à l'article R. 2221-17 du Code des collectivités territoriales. L'actif et le passif de l'IMFPA sont repris dans les comptes de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président(e) du Conseil d'administration est chargé de procéder à la liquidation de l'IMFPA. Il peut désigner, par arrêté, un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.

Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable.

Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au Préfet du département, siège de l'IMFPA, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le Comptable.

Cette comptabilité est annexée à celle de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Au terme des opérations de liquidation, la Collectivité Territoriale de Martinique corrige ses résultats et la reprise des résultats de l'IMFPA, par délibération budgétaire.

7. Titre VI -Dispositions diverses

7.1 ARTICLE 23 : MODIFICATION DES STATUTS

Les présents statuts peuvent être modifiés sur décision de la Collectivité Territoriale de Martinique, de sa propre initiative ou sur proposition du Conseil d'administration de l'IMFPA, dans les mêmes conditions et formes que pour l'approbation du document initial.

7.2 ARTICLE 24 : ANNEXES

Aux présents statuts seront annexés : le règlement intérieur de l'IMFPA et la convention de services avec la Collectivité Territoriale de Martinique, qui précisera notamment les moyens financiers, humains et matériels mis à disposition.

Les présents statuts ont été votés par le Conseil d'administration de l'IMFPA.

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-237-1

PORTANT MISE EN PLACE D'UNE PRIME D'INCITATION AU DÉVELOPPEMENT DES CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3,
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu le code du travail et notamment sa 6^{ème} partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2;
Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application;

Vu le décret n°83-804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la délibération du Conseil régional n°12-1773-1 portant mise en place d'une prime régionale d'incitation au développement des contrats de professionnalisation;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;

Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage le 29 septembre 2016;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique met en place, à compter de la rentrée 2016, une prime d'incitation au développement des contrats de professionnalisation d'un montant de deux mille cinq cents euros (2 500 €) par année de contrat, en faveur des entreprises, pour les formations n'existant pas dans le domaine de l'apprentissage sur le territoire.

Les modalités de paiement de cette prime s'effectueront comme suit :

- Pour un contrat de 12 mois, la prime représente un montant total de 2 500 €,
Un premier versement de 50% qui s'effectue au bout du 6^{ème} mois après présentation des 3 dernières fiches de paie de la période et le solde en fin d'année sous présentation des trois dernières fiches de salaire du contrat.
En cas de rupture anticipée du contrat de 12 mois, l'entreprise n'est pas éligible au versement de la prime de la collectivité.
- Pour un contrat supérieur à 12 mois, la prime est de 2 500 € par année de contrat.
Pour la première année les mêmes modalités que le contrat de 12 mois sont appliquées.
Et au-delà du 12^{ème} mois, le versement se fait sur le calcul au prorata du temps de présence du stagiaire dans l'entreprise.
En cas de rupture anticipée du contrat supérieur à 12 mois, le versement ne se fait que si la présence du salarié est effective au moins pendant les 12 premiers mois.
- L'entreprise a un délai de 6 mois à compter de la date de signature du contrat de professionnalisation pour transmettre sa demande à la Collectivité Territoriale de Martinique, sous peine d'annulation de la prime»

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932-26 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités fixées par convention. »

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

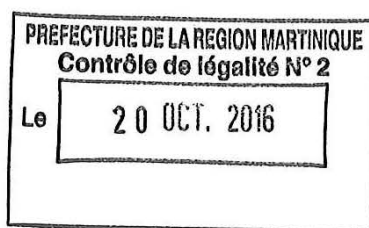
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-238-1

PORTANT MISE A DISPOSITION AU PROFIT DES GROUPES D'ELUS DE L'ASSEMBLÉE DE LOCAUX INDIVIDUELS ET DE MOYENS MATÉRIELS ET EN PERSONNEL

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.7222-26,
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le règlement intérieur de l'Assemblée, notamment ses articles 57 et 58 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que les délibérations de l'Assemblée de Martinique peuvent prévoir des mesures d'application arrêtées par le Président du Conseil Exécutif de Martinique dans les conditions prévues à l'article L. 7224-14 ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Afin que les groupes d'élus de l'Assemblée de Martinique puissent fonctionner, et conformément au règlement intérieur de cette Assemblée, il est proposé que chaque groupe politique régulièrement constitué, dispose :

- de locaux individuels, pourvus en mobiliers et moyens informatiques et de télécommunications.

Les frais de documentation, de courrier et de télécommunications sont pris en charge dans leur intégralité par l'Assemblée.

- de personnels affectés,

Mandat est donné à cet effet au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour affecter, trois collaborateurs aux groupes d'élus, dont deux au groupe de la majorité et un au groupe de l'opposition.

ARTICLE 2 : Les crédits nécessaires à la prise en charge de ces moyens matériels et en personnel sont imputables au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

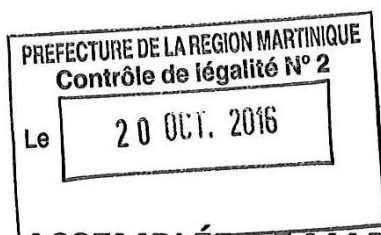
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-239-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2433-1 DU 17 NOVEMBRE 2015 DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE PORTANT RÉFORME DE BIENS CORPORELS

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son livre deuxième;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer,
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n°15-2433-1 du 17 novembre 2015 du Conseil régional de Martinique « portant réforme de biens corporels du Conseil régional »;
Vu la lettre - arrivée le 26 juillet 2016 à la Collectivité Territoriale de Martinique - du Commandant de la Gendarmerie de Martinique;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération susvisée n°15-2433-1 du 17 novembre 2015 du Conseil régional est modifié ainsi qu'il suit :

« Les voitures, camions et véhicules industriels mis à la réforme y compris ceux qui sont hors d'usage, seront vendus aux enchères, à l'exception de ceux dont la cession gratuite à la « Gendarmerie Nationale, Commandement de la Gendarmerie de Martinique » est approuvée, tels que figurant dans la liste jointe en annexe à la présente délibération ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes initiatives et signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LIS



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 16-239-1



LISTE DES VEHICULES A CEDER AU COMMANDEMENT
DE LA GENDARMERIE DE MARTINIQUE

Marque	Modèle	Immatriculation	Date de MEC	Km
PEUGEOT	207	458 BBE 972	25/10/2007	82 000
PEUGEOT	207	473 BBE 972	25/10/2007	93 000
PEUGEOT	207	474 BBE 972	25/10/2007	85 000
PEUGEOT	207	475 BBE 972	25/10/2007	72 000
PEUGEOT	207	476 BBE 972	25/10/2007	80 400
PEUGEOT	207	477 BBE 972	25/10/2007	HS – intérêt pour pièces
PEUGEOT	207	484 BCN 972	02/04/2009	80 000
PEUGEOT	207	485 BCN 972	02/04/2009	90 182
PEUGEOT	207	488 BCN 972	02/04/2009	55 560
PEUGEOT	307	98 BAR 972	16/03/2007	92 000
PEUGEOT	307	99 BAR 972	16/03/2007	181 000
PEUGEOT	307	100 BAR 972	16/03/2007	112 874
PEUGEOT	307	968 BAW 972	19/06/2007	146 000
PEUGEOT	307	179 BBA 972	20/08/2007	145 000
PEUGEOT	PARTNER	101 BAR 972	16/03/2007	79 889
PEUGEOT	PARTNER	951 BCF 972	23/08/2007	78 000
PEUGEOT	BOXER	494 BBA 972	23/08/2007	36 000
PEUGEOT	BOXER	493 BBA 972	23/08/2007	62 000
IVECO	DAILY	704 AXT 972	10/03/2007	50 000

BSF COMGEND MQ
V200716

Collectivité
Territoriale
de Martinique



Collectivité Territoriale de Martinique

ARCHIVAGE LE : 20 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-240-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION DE PRESTATIONS DE RESTAURATION AVEC L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA)

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son livre deuxième ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la lettre du 8 août 2016 de la Président de l'IMFPA au Président du Conseil exécutif;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle; Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique;

Vu l'avis émis par la Commission formation professionnelle et apprentissage en date du 29 septembre 2016;

Considérant que cette convention s'inscrit dans le cadre de la politique d'implication de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) dans le champ de l'apprentissage et aussi de valorisation du savoir-faire de l'IMFPA dans ce secteur de la formation. Elle consiste à cet égard à mettre à disposition, par l'intermédiaire de l'IMFPA, à des stagiaires en formation et à leur formateur, le plateau technique du restaurant de l'Hôtel de la CTM, en sorte de leur permettre de développer des compétences professionnelles en situation réelle;

Considérant que les délibérations de l'Assemblée de Martinique peuvent prévoir des mesures d'application arrêtées par le Président du Conseil Exécutif de Martinique dans les conditions prévues à l'article L. 7224-14 du code général des collectivités territoriales;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion et à l'exécution d'une convention de prestations de restauration avec l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA), ayant pour objet, la fourniture de repas aux personnels, aux élus et aux membres des Conseils Consultatifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Cette convention prend effet à compter du 1^{er} novembre 2016 pour une première période se terminant le 31 décembre 2017 et est reconductible pour des périodes de douze mois – du 1^{er} janvier au 31 décembre – par tacite reconduction sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour fixer en Conseil Exécutif, dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention, relatif à la prise en charge du coût repas, les quotes-parts tarifaires respectives de la collectivité et de l'utilisateur, et d'une manière générale, pour prendre toutes mesures d'application des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes à l'exécution de la présente convention sont imputables à l'article 6188, chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

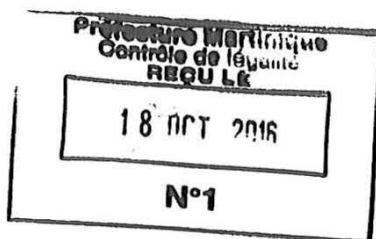
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISÉ



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-241-1

PORTANT RELOGEMENT DES SERVICES SOCIAUX DE LA COLLECTIVITÉ INDEMNISATION POUR TRAVAUX DE LA SARL DE LA HOUSSAYE

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L. 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 15 septembre 2016 ;

Vu le bail du 05 octobre 2015 avec la SARL DE LA HOUSSAYE;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement d'une indemnité à la SARL DE LA HOUSSAYE d'un montant de deux cent quatre vingt trois mille huit cent trente six euros et trois centimes toutes taxes comprises (283 836,03 € TTC), correspondant à la dépense générée par les travaux dans le cadre de l'aménagement des locaux lui appartenant et pris à bail au 6-12 rue Ernest Desproges à Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 9344 - code opération D 2170014- code analytique 1232 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

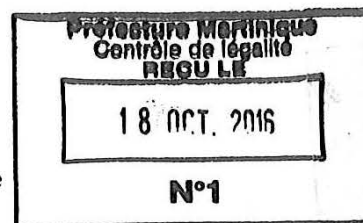
Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique

Annexe à la délibération n°16-241-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Fort-de-France, le

**CONVENTION FINANCIÈRE PORTANT INDEMNISATION
DE LA SARL DE LA HOUSSAYE
DU COÛT DES TRAVAUX DANS LES LOCAUX
SIS AU 6-12 RUE ERNEST DESPROGES À FORT-DE-FRANCE**

Code : delahoussaye-conventionfinancière

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique,

Sise Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, CS 30137– 97201 Fort-De-France CEDEX,
Représentée par son président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération de
l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

Ci-après dénommée la « CTM »

D'une part,

ET

La SARL DE LA HOUSSAYE,

Dont le siège social est à route Fort de France, Zone industrielle de la Jambette – 97200 Fort-de-
France, identifiée au SIREN sous le numéro B 303 157 721,
Représentée par son Gérant, Monsieur HOUSSAYE,

Ci-après dénommée la « Société »

D'autre part,

PRÉALABLEMENT AUX PRÉSENTES, IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT

Vu les articles L 7211-2 et L 7331-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
disposant que la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) succède au département de la
Martinique et à la région de Martinique dans tous ses droits et obligations ;

Considérant le bail du 5 octobre 2015 conclu avec la SARL DE LA HOUSSAYE pour ses locaux sis au 6-
12 rue Ernest DESPROGES à Fort-de-France ;

Vu l'arrêté délibéré , autorisant le versement d'une indemnité à la SARL DE LA
HOUSSAYE ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La CTM verse à la Société qui accepte, une indemnité pour solde de tout compte **de DEUX CENT QUATRE-VINGT-TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE-SIX EUROS ET TROIS CENTIMES (283.836,03 €)**, correspondant à la dépense générée par les travaux et aménagements nécessaires à l'installation des agents, notamment les cloisonnements, le câblage informatique, la climatisation, la signalétique et le mobilier.

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ

La CTM se libèrera de cette dépense comme suit, par mandat administratif au nom de la SARL DE LA HOUSSAYE.

- 50 % payable dès la signature de la convention sur présentation du devis des travaux et honoraires accepté par la CTM ;
- Le solde à réception des travaux, sur présentation d'une facture établie par la Société.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux débiteront au plus tard deux (02) semaines après le versement de l'acompte. Ils devront s'achever au plus tard le 20 décembre 2016.

ARTICLE 4 – LITIGES

Tout litige qui résulterait des clauses de la présente convention fera l'objet d'une procédure de conciliation entre les parties.

Si elle n'aboutit pas, le conflit sera porté devant la juridiction administrative par la partie la plus diligente.

Fait en deux (02) exemplaires originaux

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
Président de la CTM

Monsieur HOUSSAYE
Gérant de la SARL

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-242-1

PORTANT CESSION AMIALE DE CERTAINS BIENS IMMOBILIERS DÉCLARATION PROCÉDURE SANS SUITE REMBOURSEMENT DE CAUTIONS

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;

Considérant que le critère d'analyse retenu est la meilleure offre de prix, appréciée au regard de l'estimation des Domaines ;

Considérant l'insuffisance de l'offre proposée pour la villa « Côte de Grâce » ;

Considérant les projets de la Collectivité pour les villas « Hilaire » et « Nicole » ;

Considérant l'absence d'offre pour la villa « Fleur de Jade » ;

Considérant le dépôt de garantie versé par les candidats ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est déclarée sans suite la procédure visant à la cession des résidences suivantes situées au quartier Didier à Fort-de-France :

- Villa « Côte de Grâce » ;
- Villa « Hilaire » ;
- Villa « Nicole » ;
- Villa « Fleur de Jade ».

ARTICLE 2 : Est autorisée la restitution du dépôt de garantie versé par les candidats, soit :

- 40 000 euros à Madame pour la Villa Côte de Grâce ;
- 50 000 euros à Monsieur et Madame pour la Villa Hilaire ;
- 50 000 euros à la Société SOCIPAR pour la Villa Hilaire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE.

DÉLIBÉRATION N° 16-243-1

**PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR
DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE
TERRASSEMENT DE L'OBSERVATOIRE VOLCANIQUE ET SISMOLOGIQUE DE LA
MARTINIQUE – PARCELLE CADASTRÉE SECTION E N° 61- FONDS SAINT-DENIS**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Monsieur [] d'une indemnité d'un montant de cinq mille sept cent cinquante euros (5 750 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux de terrassement de l'Observatoire volcanique et Sismologique de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D214O013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

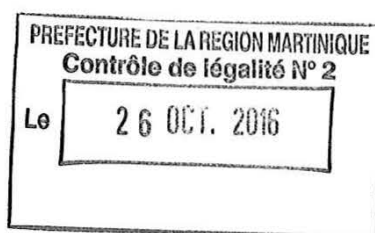
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
de Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-243-2

**PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS
AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES
CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE LIAISON DES ROUTES
DÉPARTEMENTALES N° 43 (ANCIENNE ROUTE DE SCHOELCHER) ET 44**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Madame d'une indemnité d'un montant de cent soixante douze euros et quarante deux centimes (172,42 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux de liaison des routes départementales n°43 et 44 sur l'ancienne route de Schoelcher.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D2140013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-243-3

**PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR
DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT
ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 24 BIS AU PR 3+300- SAINTE-MARIE**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Monsieur d'une indemnité d'un montant de sept cents euros (700 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux d'assainissement sur la route départementale n°24 bis- PR 3+300 à Sainte-Marie.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D214O013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-243-4

**PORTANT VERSEMENT À MONSIEUR D'UNE INDEMNITÉ POUR DÉGATS
AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES OCCASIONNÉS À SES
CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT
ROUTE DÉPARTEMENTALE N°18- PR 9+400- RIVIÈRE-PILOTE**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Monsieur d'une indemnité d'un montant de mille quarante et un euros et quarante sept centimes (1041,47 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux d'assainissement sur la route départementale n°18 au PR 9+400 à Rivière-Pilote.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D214O013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-243-5

**PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ
POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE
RECONSTRUCTION DE L'OUVRAGE HYDRAULIQUE
ROUTE DÉPARTEMENTALE N°18A- PR 0+400- RIVIÈRE-PILOTE**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Madame d'une indemnité d'un montant de deux cent treize euros (213 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux de reconstruction de l'ouvrage hydraulique sur la route départementale n°18A au PR 0+400 à Rivière-Pilote.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D2140013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-243-6

**PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ POUR
DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉPARATION
DE CANALISATION - PARCELLE CADASTRÉE SECTION I N°77- FOND D'ORANGE- DUCOS**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Madame d'une indemnité d'un montant de mille six cent cinquante cinq euros et cinquante centimes (1 655,50 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux de réparation de canalisation du PISE à Ducos.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D2140013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

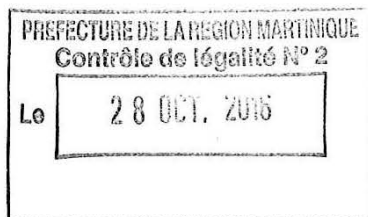
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 28 OCT. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-243-7

**PORTANT VERSEMENT À MADAME D'UNE INDEMNITÉ
POUR DÉGATS AUX CULTURES EN RÉPARATION DES DOMMAGES ET DÉSORDRES
OCCASIONNÉS À SES CULTURES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RECALIBRAGE
D'UNE VOIE D'ACCÈS AU NOUVEL OBSERVATOIRE VOLCANIQUE ET SISMOLOGIQUE DE
LA MARTINIQUE PARCELLE CADASTRÉE SECTION E N°97- FONDS SAINT-DENIS**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif, pour décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
Vu la délibération du Conseil Général n° CP/612-08 du 24 juillet 2008 déterminant l'indemnisation des riverains en réparation des dommages et désordres occasionnés à leurs biens immobiliers suite à l'exécution des ouvrages publics décidée par la collectivité ;
Vu le barème d'indemnisation des calamités agricoles de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 octobre 2015 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement à Madame d'une indemnité d'un montant de mille sept cent cinquante sept euros et vingt-sept centimes (1 757,27 €) pour les dommages causés à ses cultures suite aux travaux de recalibrage d'une voie d'accès au nouvel observatoire volcanique et sismologique de la Martinique parcelle cadastrée section E n°97- Fonds Saint-Denis.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 938 article 678 code opération D214O013 nature analytique 2474 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

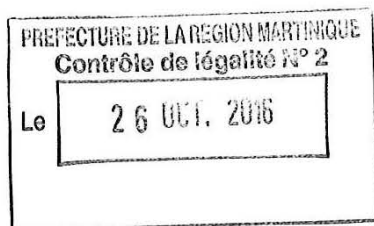
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
de Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-244-1

PORTANT ACQUISITION DES PARCELLES OBJET DES EMPRISES D'UNE SUPERFICIE TOTALE DE 4100 M2 RÉALISÉES SUR LES TERRAINS CADASTRÉS SECTION RN°254 ET 357, PROPRIÉTÉ DE LA SCI DE MAHAULT ROUTE DÉPARTEMENTALE N°15- LAMENTIN DANS LE CADRE DE LA MISE HORS D'EAU ENTRE LES GIRATOIRES MAHAULT ET PETIT PRÉ

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n°CP/392-14 du 28 mai 2014;
Vu les estimations des Domaines des 10 août 2012 et 13 juin 2013;
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif en sa séance du 11 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;
Considérant les travaux de mise hors d'eau de la RD 15 au Lamentin, entre les giratoires Mahault et Petit Pré, engagés par la collectivité suite à l'accord des propriétaires riverains concernés;
Considérant la nécessité de mettre en sécurité ce tronçon de route;
Considérant les emprises réalisées sur des parcelles privées pour la réalisation de ces travaux;
Considérant la prise de possession anticipée de ces emprises par la collectivité;
Considérant les négociations engagées avec ces propriétaires;
Considérant la situation géographique des parcelles concernées et leur commune d'implantation;
Considérant le protocole transactionnel en date du 23 juin 2014 passé avec un des propriétaires concernés
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique des deux bandes de terre, objet des emprises d'une superficie totale de 4 100m² effectuées sur les parcelles cadastrées section R n°s 254 et 357 sises au Lamentin et appartenant à la SCI de Mahault, dans le cadre des travaux de mise hors d'eau de la route départementale n°15 entre les giratoires Mahault et Petit pré.

ARTICLE 2 : Cette acquisition se fait au prix total de cent soixante quatre mille euros (164 000 €) se décomposant comme suit :

- valeur nette des parcelles : 0,30 euro x 4 100m² = 1 230 euros;
- indemnités diverses : 162 770 euros.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 article 2111 nature analytique 487 code opération D 2300001 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

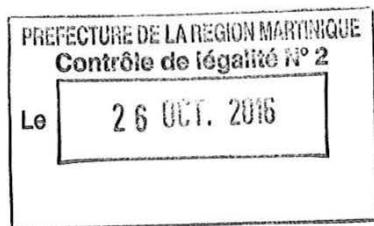
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'acte subséquent et tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-245-1

**PORTANT AUTORISATION DE PASSER AVEC LA SOCIÉTÉ ÉCO-TRAITEMENT UNE
CONVENTION TRANSACTIONNELLE RELATIVE A DES PRESTATIONS DE
DÉSINSECTISATION / DÉSINFECTION, DÉRATISATION ET TRAITEMENT ANTI-TERMITES /
ANTI CHAUVES-SOURIS EFFECTUÉES POUR LE COMPTE DE
L'EX-CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son livre deuxième;

Vu le code civil notamment les articles 2044 et 2058;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis du 31 août 2016 de la Commission d'Appel d'Offres;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société Eco-Traitement, pour le règlement de factures pour un montant de quatre vingt douze mille trois cent vingt huit euros soixante dix huit centimes (92 328,78 € TTC), pour des prestations effectuées pour le compte de l'ex Conseil régional de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée à l'article 615221 chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, conformément au projet joint, ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



[Signature]

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-245-1

ANNEXE 1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL EXÉCUTIF



Fort de France le

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-après par le terme :
« La CTM »

d'une part,

ET

La Société ECO TRAITEMENT représentée par son gérant M.
habilité à cet effet et désignée ci-après par le terme :
« La société »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu le marché n°13SCP072 du 10/09/13 portant sur des prestations de désinfection et désinsectisation des divers sites propriétés de la CTM.

Vu le marché n°13SCP077 du 10/09/13 portant sur des prestations de dératisation des divers sites propriétés de la CTM.

Vu le marché n°13SCP078 du 20/09/13 portant sur des prestations de traitement anti-termites et chauves-souris des divers sites propriétés de la CTM.

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Pour assurer des prestations de dératisation, de désinfection/désinsectisation et de traitements anti-termites/anti chauves-souris, l'ex Conseil régional a passé plusieurs marchés avec la Société ECO-TRAITEMENT :

- n° 13SCP072 du 10/09/13 - lot 1 : désinsectisation et désinfection,
- n° 13SCP077 du 10/09/13 - lot 2 : dératisation
- n° 13SCP078 du 10/09/13 – lot 3 : traitement anti-termites et chauve-souris

Des factures correspondant à des prestations effectivement réalisées n'ont pu cependant être payées.

En effet, des prestations exécutées par la Société ECO-TRAITEMENT, à la demande de la collectivité territoriale, ont été sollicitées oralement - bien souvent pour des raisons d'urgence – sans être ensuite formalisées par écrit ou/et par bon de commande.

Ces factures d'un montant total de 92 328,78 €, ne pouvaient ainsi, faute de bons de commande, être payées. Les prestations concernées sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

LOTS	SITES CONCERNES	N° FACTURE	DATE	MONTANT EN €
1 Désinsectisation et désinfection	Bâtiments de la direction des routes, AFPA Pointe de Jaham, Immeuble Montgérald, Immeuble St Pierre (rue Victor Hugo), Immeuble Foyal 2000	FA2015296	23/02/15	3 358,01
	Bâtiments de la direction des routes, Immeuble Mansour, AFPA Pointe de Jaham, Immeuble Montgérald, Immeuble St Pierre (rue Victor Hugo), Immeuble Foyal 2000, villa Heliconias, Immeuble Prudent, Ex Ecole Monsigny, site Didier plaza	FA20151427	31/08/15	4 239,97
	Hôtel de région, les 4 musées	FA20151651	30/09/15	1 437,70
		FA20152074	30/11/15	1 437,70
	Bâtiments de la direction des routes, AFPA Pointe de Jaham, Immeuble Montgérald, Immeuble St Pierre (rue Victor Hugo), Immeuble Foyal 2000, Immeuble Prudent, site Didier plaza	FA20152073	30/11/15	3 641,52

Sous - total				14 114,90
2 Dératisation	Hôtel de région, bâtiments de la direction des routes, AFPA Pointe de Jaham, Immeuble Montgérald, Immeuble St Pierre (rue Victor Hugo), Immeuble Foyal 2000	FA2015295	23/02/15	2 204,96
	Bâtiments de la direction des routes, AFPA Pointe de Jaham, villa Heliconias, Immeuble Prudent, Immeuble Mansour, Immeuble Montgérald, Ex Ecole Monsigny, Site Didier Plaza, Immeuble St pierre (rue Victor Hugo), Immeuble Foyal 2000	FA20151426	31/08/15	2 086,65
	Les 4 musées	FA20151650	30/09/15	344,81
	Bâtiments de la direction des routes, AFPA Pointe de Jaham, Immeuble Montgérald, Immeuble St Pierre (rue Victor Hugo), Immeuble Foyal 2000, Didier Plaza, Immeuble Prudent	FA20152072	30/11/15	1 804,94
Sous - total				6 441,36
3 Traitement anti-termite et chauve-souris	Service routier du Marin	FA20141033	30/06/14	1 915,78
	Service routier Fond Corée à St Pierre	FA20151197	13/07/15	885,74
	Service routier du Lamentin	FA20151318	31/07/15	7 464,72
	Service routier du Lamentin	FA20151409	28/08/15	835,24
	Hôtel de région, les bâtiments de la direction des routes, les 4 musées, Immeuble Mansour	FA20151688	30/09/15	30 335,52
		FA20151878	30/10/15	30 335,52
Sous - total				71 772,52
TOTAL GENERAL				92 328,78

Les prestations ayant été effectivement effectuées, les parties soucieuses de parvenir à un règlement amiable pour le paiement de ces factures, se sont rapprochées et sont convenues de transiger :

D'où la présente proposition de convention transactionnelle en vue du règlement des factures en cause, arrêté au montant total de **92 328,78 € TTC**.

ARTICLE 1 : Versement d'une indemnité à la société ECO-TRAITEMENT

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, la CTM s'engage à verser à cette société, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant au montant des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **92 328,78 € TTC**. Elle sera versée dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme indiquée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La Société ECO-TRAITEMENT s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

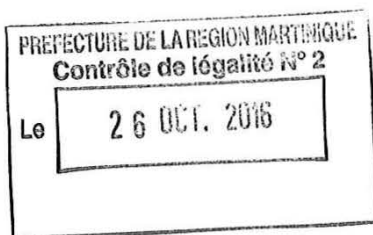
**Le gérant de la Société
ECO-TRAITEMENT**

**Le Président du
Conseil exécutif de la CTM**

M.

M. Alfred MARIE-JEANNE
Dûment habilité par délibération
N°.....

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-246-1

**PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE
AVEC LA SOCIÉTÉ GMES BUGBUSTER SUITE À LA RÉALISATION PAR CELLE-CI
D'UNE PRESTATION DE SUPPORT ET D'ASSISTANCE INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L7224-14,

Vu le code Civil et en particulier ses articles 2044 et 2058;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 10 août 2016;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société GMES BUGBUSTER pour le règlement de factures pour un montant de six mille cinq cents euros (6.500,00 € TTC), suite à la réalisation d'une prestation de support et d'assistance informatique pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique en janvier 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le montant de l'indemnité est versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, conformément au projet joint, ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

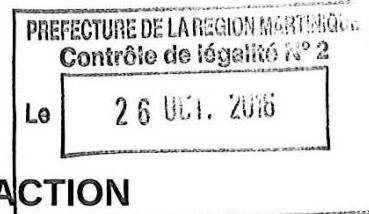
Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-246-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le
Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-après
par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société GMES BUGBUSTER représentée par Mr
habilitée à cet effet et désigné ci-après par le terme :

« BUGBUSTER »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu l'avis du ... en date dudu Conseil exécutif portant autorisation de signer la présente convention,

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

En début d'exercice 2016, il a été constaté un certain nombre de dysfonctionnements sur les procédures de passation de marchés publics.

Ainsi, depuis le mois d'août 2013, la Société GMES BUGBUSTER a assuré une prestation de support et d'assistance informatique d'abord à titre expérimental, puis de manière régulière pour le compte de la Région Martinique, sur la base de bons de commande renouvelés trimestriellement jusqu'au dernier trimestre 2015.

Les montants des bons de commande annuels correspondants aux paiements se répartissent comme suit :

- 14.314,80€ HT en 2013
- 35.984,80€ HT en 2014
- 40.797,35€ HT en 2015

Les factures concernées ont été intégralement payées.

Cependant, la procédure n'a pas été conforme aux dispositions des marchés publics, puisque l'on constate que des bons de commande récurrents ont été passés au-delà du seuil des 15.000,00€ HT avant la date du 1^{er} octobre 2015, seuil relevé à 25.000,00€ HT par le Décret n° 2015-1163 du 17 septembre 2015.

En 2016, BUGBUSTER a réalisé cette même prestation durant le mois de janvier sans commande. Aussi, le responsable de la société a été invité à restituer le matériel mis à sa disposition par la Collectivité, par lettre recommandée du 25 février 2016 du Président du Conseil Exécutif, suite à la fin de la prestation, en vertu de l'application des articles 26 et 27 du code des marchés publics.

Car non seulement la prestation était assurée sans commande, mais également parce que celle-ci était devenue sans objet compte-tenu de la reprise de cette activité de support informatique et d'assistance technique, par les services de la Collectivité Territoriale de Martinique, dès février 2016.

La facture présentée initialement pour la prestation réalisée en Janvier 2016, n°FA1076 du 12 avril 2016 s'élevait à 9 755,02€ TTC incluant la valeur estimée du préjudice subi pour « fin de mission anticipée » et ne pouvait donc être mandatée en l'état.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger.

Ainsi, tel que le prévoit l'article 2044 du code civil, il est proposé de procéder à «un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître», la convention transactionnelle.

Le prestataire a donc émis une nouvelle facture de 6.500,02€ TTC, en vue du règlement de la prestation réalisée en janvier 2016 et correspondant aux traitements des demandes d'assistance enregistrées dans le logiciel de suivi des incidents informatiques.

Par conséquent, le montant total de l'indemnité due à l'entreprise en raison de l'enrichissement sans cause de la collectivité et correspondant au préjudice subi est estimé à **6.500,00 € TTC**.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société GMES BUGBUSTER

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société GMES BUGBUSTER, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **6.500,00 € TTC**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

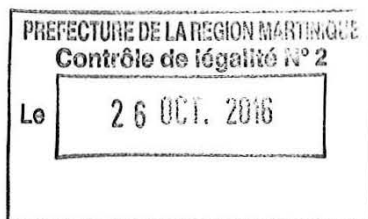
La société GMES BUGBUSTER s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Directeur de La Société
GMES BUGBUSTER

Le Président du
Conseil exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° De l'Assemblée Plénière

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-247-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 et particulièrement son article L7224-19;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, en charge des infrastructures et réseaux numériques, formation professionnelle, et porte-parole du conseil exécutif;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 31 mai au 5 septembre 2016.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-248-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU CHUM POUR LE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PARAMÉDICALES ET DE SAGES-FEMMES AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances, Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016;
Vu l'avis émis par la Commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur recherche et innovation le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux millions six cent vingt mille euros (2 620 000 €) est accordée au Centre Hospitalier Universitaire de la Martinique (CHUM) pour le fonctionnement de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), de l'Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes, de l'Ecole IBODE et de l'Ecole de sages-femmes au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 fonction 27 article 6568 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2016 : 2 358 000 €,
- Exercice 2017 : 262 000 €.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération et signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°16-248-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**CONVENTION N°16- -1
ENTRE LE CHUM ET LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR LE
FONCTIONNEMENT DES INSTITUTS PARAMEDICAUX
ET DE SAGES-FEMMES AGREES**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; au 3^{ème} alinéa de son article 10, l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 Mai 2016 portant adoption du Budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016,

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération n° 15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président, d'une part,

Et

Le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique BP 632 - 97261 Fort-de-France, Représenté par son Directeur général, Monsieur Nicolas ESTIENNE, d'autre part, ci-après dénommé « le CHUM » ou « le bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIV :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la dotation accordée au CHUM à titre de participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses de fonctionnement : de l'Ecole de Sages-femmes, de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), de l'Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes (IFMK) et de l'IBODE au titre de l'année 2016.

Article 2 : Dispositions financières

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser la somme **de deux millions six cent vingt mille euros (2 620 000 €)** au CHUM, pour le fonctionnement de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), de l'Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes et de l'IBODE au titre de l'année 2016.

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 sous fonction 27 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016.

Cette subvention, d'un montant de **2 620 000 €**, sera liquidée conformément à l'échéancier suivant :

- **1 300 000 €**, dès que la convention sera rendue exécutoire,
- **1 058 000 €** au mois de novembre 2016,
- **262 000 €** sur présentation d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier certifié par le responsable financier chargé de la certification des comptes du CHUM.

Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cofinancements,
- faciliter le contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique de l'utilisation des fonds alloués ;

➤ **Obligations financières et comptables**

Il s'engage à fournir:

- ✓ dès leur approbation, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clôt, certifiés par le comptable supérieur et arrêtés par le conseil de surveillance comme le prévoit les articles R-6145-43 et suivants du code de la santé publique.
- ✓ le compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque formation (formation initiale),

Il s'engage en outre à :

- ✓ informer la Collectivité Territoriale de Martinique des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention,
- ✓ fournir, le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles L.4151-9, L4244-1 et L.4383-1 du code de la santé publique.

➤ **Obligations en matière de communication**

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer sur tous ses documents publics de communication et de promotion le logotype de la Collectivité Territoriale de Martinique et à préciser que la formation est financée par la Collectivité Territoriale de Martinique. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Tous les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Collectivité Territoriale selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

➤ **Obligations à l'égard des étudiants**

- ✓ proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant
- ✓ préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances,
- ✓ préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés ou pas, par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée,
- ✓ fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juillet 1986 relatif à l'agrément et au fonctionnement des écoles de sages-femmes, de l'arrêté du 20 avril 2012 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux et des articles D4311-16 à D4311-23 du Code de la Santé Publique relatif à l'organisation des études.
- ✓ s'assurer de la protection sociale des étudiant-e-s.

➤ **Suivi des diplômés**

Outre le rapport d'activité visé à l'article 2, le CHUM s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice, un rapport faisant notamment apparaître :

✓ ***Le taux de diplômés concernant les formations de l'année***

Ce taux revêt une grande importance pour la Collectivité Territoriale de Martinique dans la mesure où celui-ci servira pour l'évaluation quantitative du dispositif.

✓ ***Le Taux de placement à 6 mois du dispositif diplômant***

1^{er} ratio : nombre de diplômés ayant été recrutés par rapport aux lauréats.

Nombre de diplômés placés/ Nombre de diplômés sortis du dispositif

2^{ème} ratio : nombre de diplômés embauchés par rapport au nombre de stagiaires ayant suivi la formation.

Article 4 : Annulation – Reversement

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le CHUM.

Article 5 : Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2016 et prendra fin lorsque les parties auront rempli leurs engagements respectifs.

Article 6 : Litiges

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France,

**Le Directeur Général du Centre
Hospitalier Universitaire de Martinique**

**Le Président du Conseil
exécutif de la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-249-1

PORTANT MANDAT DONNÉ AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF POUR ATTRIBUER DES SUBVENTIONS À DES ÉTABLISSEMENTS ET DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage du 29 septembre 2016;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour attribuer par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, des subventions spécifiques de fonctionnement aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche ainsi qu'aux associations oeuvrant dans les domaines de l'enseignement et de la recherche.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Collectivité
Territoriale
de Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-249-2

PORTANT MANDAT DONNÉ AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF POUR SIGNER DES CONVENTIONS AVEC DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ACCUEILLANT DES ÉTUDIANTS PRÉPARANT LEUR THÈSE DE DOCTORAT ET ENGAGER LES DÉPENSES Y AFFÉRENTES

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage du 29 septembre 2016;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des aides aux doctorants et dans la limite de cinq (5) par exercice budgétaire, mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer des conventions avec des établissements publics accueillant des doctorants et engager les dépenses y afférentes.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

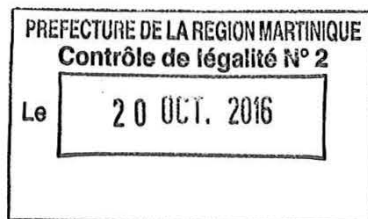
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-250-1

PORTANT OCTROI D'UN COMPLÉMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'URASS-IFMES AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-90-1 portant octroi d'une avance exceptionnelle de subvention à l'URASS-IFMES pour l'exercice 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation;
Vu l'avis émis par la Commission Finances, Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016;
Vu l'avis émis par la Commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur recherche et innovation le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention de fonctionnement accordée à l'U.R.A.S.S pour le fonctionnement de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs, Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S) au titre de l'année 2016 est fixée à un million cinq cent mille euros (1 500 000 €).

ARTICLE 2 : Une somme de huit cent soixante-quinze mille euros (875 000 €) est attribuée à l'U.R.A.S.S en complément de l'avance d'un montant de six cent vingt cinq mille euros (625 000 €) déjà versée au titre d'une dotation globale de 1 500 000 € pour l'année 2016.

ARTICLE 3 : La dépense est imputée au chapitre 932 fonction 27 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2016 : 650 000 €
- Exercice 2017 : 225 000 €.

ARTICLE 4 : Cette somme est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération et signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

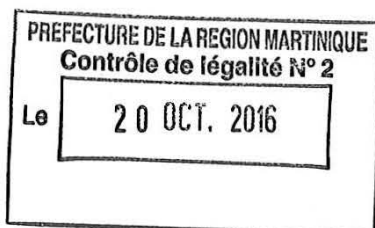
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 16-250-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**CONVENTION N° 16- RELATIVE A L'OCTROI D'UN
COMPLEMENT DE SUBVENTION
ENTRE L'U.R.A.S.S ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'I.F.M.E.S**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; au 3^{ème} alinéa de son article 10, l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Vu la délibération n° 16-122-1 du 26 Mai 2016 portant adoption du Budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016,

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601
97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération n° 15-0003 de l'assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président, d'une part

Et

L'Union Régionale des Associations du Secteur Social (U.R.A.S.S), Immeuble Pythagore, 30 lotissement Dillon Stade, 97252 Fort-de-France, représentée par le Président du Conseil d'administration de l'U.R.A.S.S ci-après dénommée « URASS-IFMES » ou le bénéficiaire

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée à l'U.R.A.S.S, destinées à couvrir une partie des dépenses prévisionnelles de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S) au titre de l'année 2016.

Article 2 : Dispositions financières

La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à verser la somme **de huit cent soixante-quinze mille euros (875 000 €)** à l'U.R.A.S.S, en complément de l'avance d'un montant de 625 000 € déjà versée, sur la base d'une subvention annuelle de 1 500 000 € pour le fonctionnement de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S) au titre de 2016 .

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 sous fonction 27 du budget territorial pour l'exercice 2016.

Cette subvention, d'un montant de **875 000 €**, sera liquidée conformément à l'échéancier suivant :

- **350 000 €** dès que la convention sera rendue exécutoire,
- **300 000 €** sur présentation et approbation d'un rapport intermédiaire pédagogique et financier au 3^{ème} trimestre de l'année 2016
- **225 000 €**, sur présentation d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier certifié par le responsable financier chargé de la certification des comptes de l'I.F.M.E.S.

Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cofinancements,
- faciliter le contrôle par la Collectivité territoriale de l'utilisation des fonds alloués ;

➤ **Obligations financières et comptables**

Il s'engage à fournir, lors de la demande de subvention:

- ✓ le budget
- ✓ dès leur approbation, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clôt, certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce
- ✓ le compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque formation (formation initiale),
- ✓ la fiche pédagogique certifiant de l'ouverture des formations

Il s'engage en outre à :

- ✓ informer la Collectivité des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention,
- ✓ fournir, le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles L 920-5, L 920-8 et R 921-7 du Code du Travail.

➤ **Obligations en matière de communication**

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer sur tous ses documents publics de communication et de promotion le logotype de la Collectivité Territoriale de Martinique et à préciser que la formation est financée par la Collectivité Territoriale de Martinique. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Collectivité selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

➤ **Obligations à l'égard des étudiants**

- ✓ proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Collectivité, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant
- ✓ préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances,
- ✓ préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée,
- ✓ fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions des articles L.6352-3 et suivants du code du Travail,
- ✓ s'assurer de la protection sociale des étudiant-e-s.

➤ **Suivi des diplômés**

Outre le rapport d'activité visé à l'article 2, l'URASS-IFMES s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice, un rapport faisant notamment apparaître :

✓ ***Le taux de diplômés concernant les formations de l'année***

Ce taux revêt une grande importance pour la Collectivité dans la mesure où celui-ci servira pour l'évaluation quantitative du dispositif.

✓ ***Taux de placement à 6 mois du dispositif diplômant***

1^{er} ratio : nombre de diplômés ayant été recrutés par rapport aux lauréats.

Nombre de diplômés placés/ Nombre de diplômés sortis du dispositif

2^{ème} ratio : nombre de diplômés embauchés par rapport au nombre de stagiaires ayant suivi la formation.

Article 4 : Annulation – Reversement

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'URASS-IFMES.

Article 5 : Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2016 et prendra fin lorsque les parties auront rempli leurs engagements respectifs.

Article 6 : Litiges

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

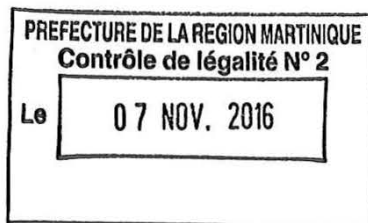
En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France,

**Le Président du Conseil
d'Administration de l'URASS**

**Le Président du Conseil
exécutif de la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-251-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE MARTINIQUE POUR LE FINANCEMENT DU PROJET INTITULÉ « SPORTEZ-VOUS BIEN »

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation;

Vu l'avis émis par la Commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur recherche et innovation le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) est accordée à l'Association « Fédération des Etudiants de Martinique » pour la réalisation du projet intitulé « Sportez-vous bien ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 sous fonction 28 article 65738 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération et signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

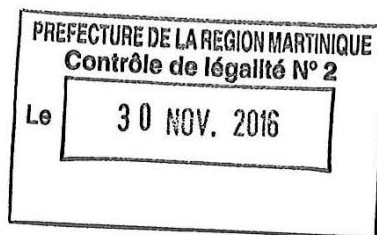
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE 

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE
Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 DEC. 2016
DÉLIBÉRATION N° 16-252-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE À L'ASSOCIATION CARBET DES SCIENCES POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION « FÊTE DE LA SCIENCE 2016 »

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4,
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants,
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, président de l'assemblée de Martinique,
Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, président du conseil exécutif de Martinique,
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-7-1 du 20 janvier 2014 portant octroi d'une subvention au Carbet des Sciences au titre de la réalisation de son programme d'activités pluriannuel 2014-2016,

Vu la convention pluriannuelle de partenariat 2014-2016 du 20 février 2014 signée entre l'ex Région et le Carbet des Sciences,
Vu la demande du porteur de projet en date du 22 juillet 2016,
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation;
Vu l'avis émis par la Commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur recherche et innovation le 29 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide complémentaire de vingt-quatre mille quatre cent euros (24 400€) est attribuée à l'association CARBET DES SCIENCES pour l'organisation de la manifestation « Fête de la Science 2016 ».

La contribution totale de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'association CARBET DES SCIENCES dans le cadre de la convention pluriannuelle de partenariat 2014-2016 est donc fixée au montant de 157 713 €, dont trente-quatre mille quatre cent euros (34 400 €) pour l'action « Fête de la Science 2016 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 fonction 67 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par l'avenant n°3.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle de partenariat du 20 février 2014 susvisée, ayant pour objet de ratifier la modification de la participation de la Collectivité pour l'année 2016 au programme d'actions du Carbet des Sciences.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-253-1

PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE DÉCRET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ADAPTATION ET DE SIMPLIFICATION DANS LE DOMAINE DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES DÉCHETS

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 et suivants, notamment son article L. 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la saisine du Préfet en date du 21 Juin 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la Commission Affaires juridiques et Textes en date du 23 septembre 2016;
Vu l'avis émis par la Commission Développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques du 03 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique notent toutefois que la présence d'un représentant des outre-mer au sein de la Commission consultative sur le statut des déchets n'est pas prévue dans le projet de texte, or cela pourrait faciliter la mise en œuvre de certaines dispositions de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte dans les outre-mer.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

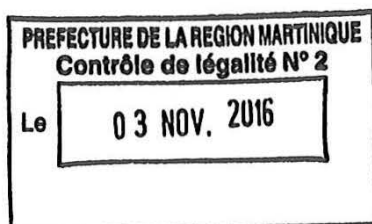
Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-254-1

**PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE PROJET DE DECRET ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE
DECRET N° 83-5 DU 5 JANVIER 1983 PRIS POUR L'APPLICATION EN GUADELOUPE,
EN GUYANE, EN MARTINIQUE, A LA REUNION, DANS LE DEPARTEMENT DE
MAYOTTE, À SAINT-BARTHELEMY, A SAINT-MARTIN, ET A SAINT-PIERRE-ET MIQUELON
DE LA LOI N°81-766 DU 10 AOUT 1981 RELATIVE AU PRIX DU LIVRE**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 et suivants, notamment son article L. 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L. 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la saisine du Préfet en date du 21 Juin 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la Commission Affaires juridiques et Textes en date du 23 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret abrogeant et remplaçant le décret n°83-5 du 5 janvier 1983 pris pour l'application en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, dans le département de Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, et à Saint-Pierre et- Miquelon de la loi n°81-766 du 10 aout 1981 relative au prix du livre.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

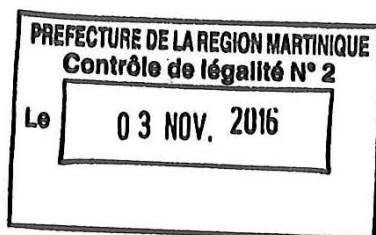
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-255-1

PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE CODE DES TRANSPORTS

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 et suivants, notamment son article L. 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

Vu l'avis émis par la Commission Affaires juridiques et Textes en date du 23 septembre 2016;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret modifiant le code des transports.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique soulignent néanmoins que la question du financement de l'extension de l'aide proposée n'est pas abordée dans le projet de texte.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-256-1

**PORTANT AVIS SUR LE PROJET MODIFIANT LE DÉCRET N°2015-917 DU 30
DÉCEMBRE 2015 ET RELATIF AU RENOUELEMENT DES CONSEILS ÉCONOMIQUES,
SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX RÉGIONAUX AINSI QUE CELUI DES CONSEILS DE LA
CULTURE, DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENVIRONNEMENT
- PREND ACTE -**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 et suivants, notamment son article L. 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et Suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la Commission Affaires juridiques et Textes en date du 23 septembre 2016;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du maintien jusqu'au 31 décembre 2017 des deux conseils consultatifs : le Conseil Économique Social et Environnemental et le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.


Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-257-1

PORTANT AVIS FAVORABLE SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DU CODE GÉNÉRAL DE LA PROPRIÉTÉ DES PERSONNES PUBLIQUES

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 et suivants, notamment son article L. 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et Suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la Commission Affaires juridiques et Textes en date du 23 septembre 2016;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

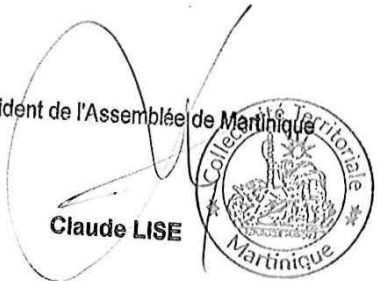
ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret modifiant diverses dispositions réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

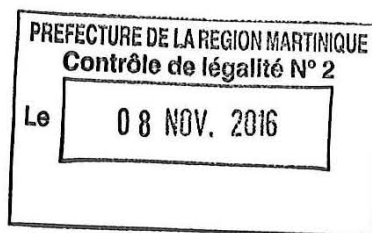


Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-258-1

PORTANT AVIS DÉFAVORABLE SUR LE PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION RELATIVE À L'ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 et suivants, notamment son article L. 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis émis par la Commission Affaires juridiques et Textes en date du 23 septembre 2016;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis défavorable sur le projet de loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer.

Nonobstant l'accueil favorable de l'usage plus systématique des outils proposés par les articles 37 et 72 de la constitution en matière d'expérimentation, ainsi que les mesures d'adaptation et les habilitations prévues à l'article 73, les conseillers à l'Assemblée de Martinique regrettent l'absence de propositions claires pour parvenir à une égalité réelle.

Qu'il s'agisse des retraites, du chômage ou de l'éducation, le texte n'apporte pas de réponses claires pour réduire les écarts constatés entre les outre-mer et la France hexagonale.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique regrettent qu'un tel projet soit proposé en fin de mandature présidentielle.

Ils constatent en outre que s'agissant du plan de convergence visant à diminuer les écarts de développement, un flou demeure quant à son incidence sur les autres plans existants.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 32 voix pour et 13 voix contre, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-259-1

PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7224-18, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses - autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-89-1 du 25 avril 2016 portant compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au président du conseil exécutif en matière de contentieux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-191-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au président du conseil exécutif en matière de contentieux ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et les affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

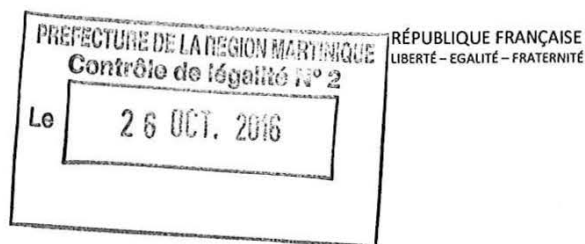
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

DÉLIBÉRATION N° 16-260-1

PORTANT RECONDUCTION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA TARIFICATION DES DROITS DITS D'ACCÈS AUX DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES, ANCIENS OU PICTURAUX DU FONDS MUSÉOGRAPHIQUE DES MUSÉES DE LA CTM,

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5,

L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame LEOTIN Marie-Hélène, conseillère exécutive, en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la Commission Culture, Identité et Patrimoine le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la reconduction de la tarification des droits dit d'accès aux documents photographiques, anciens et picturaux du fonds muséographique de la Collectivité Territoriale de Martinique, conformément à l'annexe jointe à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer avec les demandeurs une convention définissant les modalités d'utilisation de ces documents.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-260-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

REPUBLIQUE FRANÇAISE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

TARIFICATION DES DROITS DITS « D'ACCES »
AUX DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES OU PICTURAUX

I. CONDITIONS GENERALES DE LOCATION

Toute utilisation de documents photographiques est soumise à l'autorisation préalable de la Collectivité Territoriale de Martinique et fait l'objet de la signature d'une convention en triple exemplaire : la demande d'autorisation sera adressée par écrit au Conservateur ou au Directeur du musée concerné.

Les étudiants, chercheurs, associations, collectivités, établissements scolaires, peuvent, s'ils le désirent, fournir une demande d'exonération de droits de location qui sera examinée par Le Président du Conseil Exécutif pour accord après avis de Mme La Conseillère Exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture.

Pour toute reproduction de document, le bénéficiaire devra :

- 1 - régler à un photographe professionnel, les frais d'exécution des travaux photos pour les duplicata car **aucun original** ne sera prêté, ou loué.
- 2 - faire figurer, dans le document écrit, visuel ou sonore, la mention « **Cliché- Collectivité Territoriale de Martinique (Fonds Muséographique) – N° d'inventaire : - reproduction interdite - Tous droits réservés** »
- 3 - communiquer un justificatif, c'est à dire un exemplaire du document, au musée concerné de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- 4 - acquitter les frais de droits de location : les règlements, libellés au nom du Payeur ou du Trésor Public, doivent être effectués auprès du musée concerné.
- 5 - restituer le duplicata du cliché au musée concerné après un délai de prêt de deux mois, car celui-ci demeure propriété de la Collectivité Territoriale de Martinique.

II. FOURNITURES DE DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES :

Les travaux photo sont effectués si besoin, par un photographe professionnel (tirages papier, diapositives N & B ou couleur, CD Rom)

Le paiement se fait directement auprès du professionnel. La Collectivité Territoriale de Martinique devra fournir un bon de commande car aucun duplicata ne sera remis sans accord de paiement préalable.

III - TARIFS DE LOCATION

1 – EDITION :

IMPRESSION	NOIR ET BLANC	COULEUR
TIRAGE	- de 5 000 ex / + de 5000 ex	- de 5 000 ex / + de 5000 ex

Vignette	23€	30€	63€	84€
Pleine page	46€	61€	96€	128€
Double page	64€	85€	119€	159€
couverture	76€	102€	131€	174€

Les droits mondiaux sont multipliés par deux.

PRESSE

IMPRESSION	NOIR ET BLANC	COULEUR
TIRAGE	- de 150 000 ex / + de 150 000 ex	- de 150 000 ex / + de 150 000 ex

Vignette	27€	55€	67€	134€
Pleine page	50€	98€	101€	201€
Double page	69€	137€	123€	247€
Couverture	81€	162€	136€	271€

Les droits mondiaux sont multipliés par deux.

2 - EDITIONS DIVERSES, CONDITIONNEMENT:

IMPRESSION	NOIR ET BLANC	COULEUR
TIRAGE	- de 5 000 ex / + de 5000ex	- de 5 000 ex / + de 5000ex

Calendrier, carte de voeux, carte postale, jeux de cartes, image, poster, puzzle, diapositives, reproduction d'art, agenda, timbre-poste, menu, programme, syndicat d'initiative	119 €	160 €	244 €	335 €
--	-------	-------	-------	-------

CONDITIONNEMENT	NOIR ET BLANC		COULEUR	
TIRAGE	- de 3 000 ex / + de 3000 ex		- de 3 000 ex / + de 3000 ex	
Tissu, cahier, dessus de boîte, plateau, étiquette, ticket restaurant, impression sur chèque, papier à lettre, logo, carte téléphone, télégramme	198 €	253 €	335 €	386 €

PUBLICITE

IMPRESSION	NOIR ET BLANC	COULEUR
TIRAGE	- de 5 000 ex / + de 5000 ex	- de 5 000 ex / + de 5000 ex

Annonces pages publicitaires	366 €	439€	480€	537 €
Affiches	404 €	468 €	610 €	674 €

3 - *TARIFS DITS DE REPRESENTATION (principalement pour les expositions) :

Droit de représentation	NOIR ET BLANC	COULEUR
-------------------------	---------------	---------

Exposition culturelle	53 €	91 €
Exposition commerciale	128 €	168 €

*** ils s'ajoutent aux tarifs de location.**

4 - AUDIOVISUEL :

TELEVISION

AUDIOVISUEL	NOIR ET BLANC	COULEUR
Télévision 1 passage	130 €	168 €
Télévision plusieurs passages	194 €	252 €
Vidéo culturelle	65 €	98 €
Vidéo commerciale	305 €	427 €
Edition électronique (droits mondiaux inclus)	427 €	518 €

Les droits mondiaux sont multipliés par deux.

Une réduction à hauteur de 50% sera accordée aux collectivités (mairies, conseils généraux et régionaux, syndicats d'initiative, offices du tourisme, associations, ministères divers), aux organismes d'état qui éditeront des publications à but non lucratif (brochures, dépliants à caractère touristique ou culturel, expositions (et à caractère virtuel), affiches, documentaires.

La gratuité pourra être accordée aux étudiants qui publient leur mémoire, leurs travaux de recherche ou leur thèse, et à titre exceptionnel à certaines demandes des collectivités qui recevront l'accord préalable du Président du Conseil Exécutif.

ANNEXE 21

Liste des Sociétés de Perception et Répartition des Droits (non exhaustive)

Droit d'auteur

- ADAGP (société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques) : 11, rue Berryer, 75008 Paris.

01.43.59.09.79. www.adagp.fr

Droits gérés : œuvres des arts graphiques et plastiques, dessins, modèles et jeux.

- ARP (société civile des auteurs réalisateurs producteurs) : 7, avenue de Clichy, 75017 Paris. 01.53.42.40.00.

larp@larp.fr

Droits gérés : œuvres audiovisuelles.

- SACD (société civile des auteurs et compositeurs dramatiques) : 11 bis, rue Ballu, 75442 Paris Cedex 09.

01.40.23.44.44. www.infosacd@sacd.fr

Droits gérés : œuvres dramatiques (radiodiffusion, films, théâtre).

- SACEM (société civile des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) : 225 avenue Charles de Gaulle,

92521 Neuilly s/Seine Cedex. 01.47.15.47.15. www.sacem.fr.

Droits gérés : œuvres musicales.

- SDRM (société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) : même adresse.

Droits gérés : filiale SACEM, SCAM, SACD ; gestion du droit de reproduction mécanique.

- SCAM (société civile des auteurs multimédia) : 5, avenue Velasquez, 75008 Paris. 01.56.69.58.58.

www.scam.fr

Droits gérés : œuvres littéraires, documentaires et reportages, magazines, œuvres informatiques et télématiques, jeux.

Ⓟ - SESAM : 16, place de la Fontaine aux Lions, 75019 Paris, Parc de la Villette - BP 11 593 75920 Paris Cedex 19. 01.47.15.49.06 / 01.47.15.49.76. www.sesam.org

Répertoire : œuvres originales ou préexistantes intégrées dans un multimédia.

- SOFIA (Société Française des Intérêts des Auteurs de l'écrit) : 38, rue du Faubourg Saint-Jacques, 75014

Paris. 01.53.10.12.13. www.sofia.org

Droits gérés : œuvres littéraires

Droits voisins

- Des artistes interprètes

- ADAMI : (Société pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes) : 10, rue de Ballu,

75009 Paris. 01.44.63.10.00. www.adami.org

Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-261-1

PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR EXONÉRER DES DROITS D'UTILISATION OU DE REPRODUCTION DE PHOTOS OU DE DOCUMENTS, DES OBJETS ET DES TABLEAUX DU FONDS MUSÉOGRAPHIQUE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5,

L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-260-1 du 5 octobre 2016 portant reconduction par la Collectivité Territoriale de Martinique de la tarification des droits dits d'accès aux documents photographiques, anciens ou picturaux du fonds muséographique des musées de la CTM ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame LEOTIN Marie-Hélène, conseillère exécutive, en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la Commission Culture, Identité et Patrimoine le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute décision concernant l'exonération des droits d'utilisation et de reproduction de photos ou de documents, des objets et des tableaux du fonds muséographique de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions définissant les modalités de ces exonérations.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 16-262-1 AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

**PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX
VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES**

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame LEOTIN Marie-Hélène, conseillère exécutive, en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la Commission Culture, Identité et Patrimoine le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour participer aux ventes aux enchères publiques dans le cadre de l'enrichissement des fonds et collections culturels et patrimoniaux de la Collectivité Territoriale de Martinique (musées, archives, bibliothèques).

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

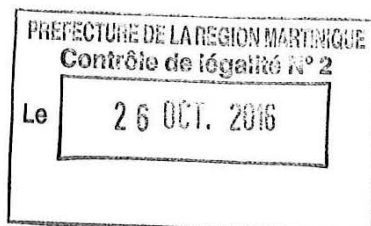
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-263-1

PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR EXONÉRER DES DROITS D'UTILISATION OU DE REPRODUCTION DES DOCUMENTS CONSERVÉS AUX ARCHIVES DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5,

L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération du Conseil général n°CP/1066-06 du 7 septembre 2006 portant tarifs de reproduction des documents conservés aux archives départementales ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame LEOTIN Marie-Hélène, conseillère exécutive, en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la Commission Culture, Identité et Patrimoine le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :



ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute décision concernant l'exonération des droits d'utilisation et de reproduction des documents conservés aux Archives de la Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions définissant les modalités de ces exonérations.

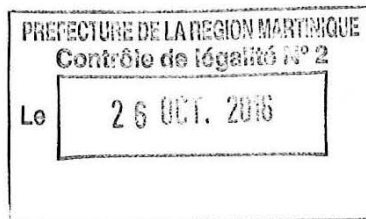
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-264-1

PORTANT FIXATION DU PRIX POUR LE CATALOGUE

« 1929 : LA MONTAGNE PELÉE » ET AFFECTATION DES EXEMPLAIRES PRODUITS

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame LEOTIN Marie-Hélène, conseillère exécutive, en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la Commission Culture, Identité et Patrimoine le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est fixé à quatorze euros (14 €) le prix de vente du catalogue d'exposition :
« 1929 : la Montagne Pelée ».

ARTICLE 2 : Sont autorisées la publication et l'affectation comme suit de :

- 700 exemplaires destinés à la vente
- 300 exemplaires réservés aux dons.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions utiles à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

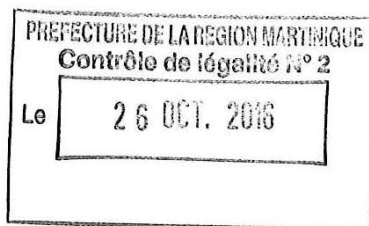
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique J



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-265-1

PORTANT CONVENTION RELATIVE À L'OPÉRATION GRAND MÉMORIAL ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la Commission Culture, Identité et Patrimoine le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet de convention tel annexé à la présente, à conclure entre le Ministère de la Culture et de la communication et la Collectivité territoriale de Martinique relative à l'opération « Grand mémorial ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer ladite convention fixant les règles de partenariat pour l'opération « Grand mémorial » pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction, ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°16-265-1

**CONVENTION
RELATIVE À LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE À L'OPÉRATION NATIONALE « GRAND MEMORIAL »**



Entre

le Ministère de la culture et de la communication, représenté par Monsieur Hervé LEMOINE, directeur,
chargé des Archives de France,

d'une part, ci-après dénommé le Ministère,

et

la Collectivité Territoriale de Martinique, représenté par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil
Exécutif

d'autre part, ci-après dénommée la Collectivité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le livre II du code du patrimoine,

Vu le code de la propriété intellectuelle, et en particulier ses articles L. 341-1 à L. 343-7 relatifs aux droits
des producteurs des bases de données,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations
entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,

Vu l'autorisation unique AU 029 du 12 avril 2012 de la Commission nationale de l'Informatique et des
Libertés,

Vu la délibération n° 2013-281 du 10 octobre 2013 de la Commission nationale de l'informatique et des
libertés,

Il a préalablement été exposé ce qui suit :

Considérant que la Collectivité territoriale de Martinique a numérisé et indexé de nombreux documents
d'archives, notamment les états signalétiques et des services des soldats regroupés dans des registres
matricules et conservés aux Archives de Martinique,

Considérant que le Ministère de la culture et de la communication a créé un portail national d'accès aux
données numérisées, dénommé moteur Généalogie, dont une déclinaison spécifique, sous le nom de
Grand Mémorial, est consacrée aux soldats de la Première Guerre Mondiale, et que cette dernière est
accessible sur le portail www.culture.fr ou sur les sites Internet des services d'archives, au moyen
d'appliquettes distantes fournies sur demande aux Départements,

ANNEXE A LA DELIBERATION N°16-265-1

Considérant que le Grand Mémorial est constitué d'une base de données nationale, créée à partir des bases de données départementales,

Considérant que les données d'indexation issues des registres matricules relatives aux classes ayant combattu peuvent être intégrées à la base nationale interrogeable par le Grand Mémorial,

Considérant que l'interrogation de la base de données nationale Grand Mémorial facilitera l'accès aux états signalétiques et des services des soldats de la Première Guerre mondiale consultables sur les sites Internet des Archives départementales,

Considérant que l'opération est soutenue par l'Assemblée des départements de France et le Secrétariat d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La Collectivité territoriale de Martinique décide de participer au Grand Mémorial et, à cette fin, de mettre sa base de données nominatives à la disposition du Ministère de la culture et de la communication

Article I - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la base de données nominatives décrite à l'article II est mise à la disposition du Ministère par la Collectivité, et les conditions dans lesquelles le Ministère est autorisé à l'utiliser.

Article II - Données concernées par la convention

La présente convention porte sur la base de données nominatives produite à partir des registres matricules des classes 1889 à 1921, dont la Collectivité reconnaît être le propriétaire et détenteur des droits d'exploitation.

Cette base de données peut comporter les champs suivants : numéro de matricule – nom –prénoms - cote du registre –classe -bureau de recrutement- date de naissance - commune de naissance - département de naissance - pays ou territoire de naissance – URI identifiant

Article III - Mise à disposition de la base de données au Ministère de la culture et de la communication

La Collectivité met à la disposition du Ministère, gratuitement et pour la durée de la présente convention, la base de données décrite à l'article II.

Cette mise à disposition peut s'effectuer :

- sous la forme d'une copie de la base de données se présentant sous la forme de fichiers CSV ou XML, dont les modèles sont fournis par le Ministère
- par l'intermédiaire d'un entrepôt OAI
- par tout procédé technique présent et à venir qui conviendra aux deux parties

Article IV - Utilisation de la base de données par le Ministère de la culture et de la communication

La base de données cédée par la Collectivité au Ministère ne sera utilisée que dans le cadre du Grand Mémorial. Il ne s'agit pas d'une réutilisation au sens du chapitre II de la loi du 17 juillet 1978, dans la mesure où cette opération participe de l'exercice de la mission de service public de communication des documents d'archives.

ANNEXE A LA DELIBERATION N°16-265-1

L'utilisation de la base de données respectera l'autorisation unique AU 029 du 12 avril 2012 et la délibération n° 2013-281 du 10 octobre 2013 de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés.

La base de données sera intégrée à la base de données nationale élaborée par le Ministère. La base de données nationale sera interrogeable depuis le site Internet www.culture.fr et, le cas échéant, au moyen d'appliquettes fournies gratuitement à la Collectivité par le Ministère, sur les sites Internet de la Collectivité, particulièrement le site de la Banque numérique des patrimoines martiniquais (patrimoines-martinique.org).

Les résultats des recherches effectuées dans la base nationale renverront pour la consultation des images proprement dites vers le site de la Banque numérique des patrimoines martiniquais (patrimoines-martinique.org). Les données remises par la Collectivité ne seront pas modifiées ni corrigées, sauf accord de la Collectivité (Archives de la Collectivité Territoriale de Martinique).

Le Ministère n'est pas autorisé à utiliser la base de données mise à disposition à d'autres fins et dans d'autres conditions que celles qui sont définies ci-dessus, ni à céder, en tout ou partie, une copie à des tiers, ni à en autoriser la réutilisation au sens de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. Toute autre utilisation de la base de données par le Ministère fera l'objet d'un avenant à la présente convention ou d'une nouvelle convention avec la Collectivité. Toute demande de cession ou de réutilisation au sens de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 par des tiers sera redirigée vers la Collectivité (Archives de la Collectivité Territoriale de Martinique).

Article V - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature par les deux parties. Elle sera reconduite tacitement par périodes successives de cinq ans. Elle pourra être dénoncée avant son expiration par notification écrite de l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

Article VI. Règlement des litiges

Tout litige ou contestation pouvant s'élever quant à l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente convention, qui ne trouverait pas de solution amiable dans un délai raisonnable, relèvera du tribunal administratif de Paris.

Pour le ministère de la culture et de la
communication

M. Hervé LEMOINE
Directeur chargé des Archives de France

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique

M. Alfred MARIE-JEANNE
Président du Conseil Exécutif

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-266-1

PORTANT MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME TERRITORIAL DE MAITRISE DES DÉCHETS (PTMD) CONVENTION PLURIANNUELLE ADEME-CTM 2016-2020

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu le Contrat de Plan État-Région, Département, signé entre l'État, le Conseil Régional et le Conseil Général de Martinique, en date du 10 novembre 2015;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-08-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie : Economie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture);
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Durable, Environnement, Energie, Risques Naturels et Technologiques le 3 octobre 2016 ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en oeuvre du « Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) ».

ARTICLE 2: Est autorisée la signature de la convention pluriannuelle ADEME-Collectivité Territoriale de Martinique 2016-2020 relative au « Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) ».

ARTICLE 3: Les dépenses correspondantes au programme sont imputées à hauteur de seize millions six cent vingt mille euros (16 620 000 €) aux chapitres 907 (14 620 000 €) et 937 (2 000 000 €) du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. La liquidation est programmée comme suit :

- 200 000 € en CP 2016
- 9 920 000 € en CP 2017
- 3 500 000 € en CP 2018
- 1 500 000 € en CP 2019
- 1 500 000 € en CP 2020.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure d'application liée à la présente délibération par arrêtés délibérés au sein du Conseil Exécutif et signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-266-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Convention pluriannuelle

2016-2020

N° LOCO 1644E0002

Annexée au Contrat de Plan Etat-Région-Département

PROGRAMME TERRITORIAL de MAÎTRISE des DECHETS (PTMD)

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur Fabrice Rigoulet-Roze, Préfet de Martinique,

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement

Ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 Angers Cedex 01

Inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309

Représentée par Monsieur agissant en qualité de Président,

Désignée ci-après par "l'ADEME",

d'une part,

ET :

La Collectivité Territoriale de Martinique,

N° SIRET : 200 055 507 00012

Ayant son siège social : Rue Gaston Defferre – CS 30137 – 97 201 Fort de France

Représentée par Monsieur Alfred Marie-Jeanne, agissant en qualité de Président du Conseil Exécutif

Désignée ci-après par « la Collectivité Territoriale »,

d'autre part,

- Vu le Contrat de Plan État-Région-Département, signé entre l'État, le Conseil Régional et le Conseil Général de Martinique, en date du 10 novembre 2015 ;

- Vu la convention annuelle 2015 N°1544E0003, entre le Conseil Régional de Martinique, l'État et l'ADEME notifiée en date du 23 octobre 2015, relative au Programme Régional de Gestion des Déchets ;

- Vu la convention annuelle 2015 N°1544E0002, entre le Conseil Général de Martinique, l'État et l'ADEME notifiée en date du 07 septembre 2015, relative au Programme Départemental de Maîtrise des Déchets et de l'Énergie ;

- Vu l'avis favorable de la Commission régionale des aides de l'ADEME en date du.....

- Vu la délibération de la Commission Nationales des Aides de l'ADEME lors de sa séance du 24 mai 2016 ;

- Vu la délibération de l'assemblée de la Collectivité Territoriale en date du.....

Étant préalablement exposé que :

En application du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) pour 2015-2020, **la Collectivité Territoriale, l'ADEME et l'Etat (désignés ci-après par « les partenaires »)** s'inscrivent dans une démarche partenariale de convention pluriannuelle visant à amplifier les actions de développement de l'économie circulaire ainsi que de protection de l'environnement et de développement durable en cohérence avec la Loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte.

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique :

La Collectivité Territoriale entend poursuivre l'engagement des anciennes collectivités régionale et départementale en faveur de l'amélioration de la qualité de vie des Martiniquais, de la gestion durable des ressources, ainsi que de la protection de l'environnement.

Si de réelles avancées ont pu être constatées ces dernières années, de nouveaux défis restent à relever notamment du fait du renforcement des exigences réglementaires en matière de gestion, de réduction à la source, de valorisation et de recyclage des déchets.

La Collectivité Territoriale s'implique auprès des acteurs locaux afin de les mobiliser autour des nouveaux enjeux de l'économie circulaire et de favoriser l'émergence d'une gestion des déchets modernisée adaptée aux réalités du territoire.

Une nouvelle étape a été franchie en 2015 avec l'engagement « Territoire Zéro Déchets, Zéro Gaspillage » et l'adoption du Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux.

Par conséquent, il s'agit de poursuivre et de consolider la dynamique enclenchée et d'engager résolument la transition durable vers l'économie circulaire, nouveau modèle économique porteur de sens et de valeur ajoutée pour notre territoire, car source majeure d'innovation, de compétitivité, d'emplois et de qualité de vie pour les Martiniquais.

Pour l'ADEME :

Dans le cadre des politiques définies par l'État, l'ADEME a pour mission de susciter, animer, coordonner, faciliter et, le cas échéant, réaliser toutes opérations ayant pour finalité :

- Le développement de l'économie circulaire dont la limitation de la production de déchets, leur récupération et leur valorisation,
- La remise en état des sites pollués et la reconquête de friches industrielles ;
- La réduction des impacts environnementaux.

A ce titre, elle conseille les collectivités publiques et les entreprises et soutient leurs projets. Elle contribue à sensibiliser tous les acteurs et à faire évoluer les comportements y compris ceux du grand public.

La présente convention intervient dans un contexte national et international marqué par une forte progression des problématiques liées au changement climatique et par des tensions de plus en plus fortes sur le marché des matières premières et des énergies fossiles.

Ces déterminants majeurs de l'évolution de nos sociétés appellent des réponses adaptées de protection de l'environnement inscrites dans des démarches de développement durable que **l'Etat, l'ADEME, et la Collectivité Territoriale** comptent conduire au travers de cette convention et en application du contrat de plan Etat-Région-Département (CPERD) pour 2015-2020, afin d'atteindre les objectifs de la Loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention précise les modalités selon lesquelles les partenaires s'associent en vue de définir un programme d'actions sur la période 2016-2020 dénommé Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) et de participer techniquement et financièrement à sa mise en œuvre.

ARTICLE 2 – PRINCIPES D'INTERVENTION

Compte tenu des orientations actuelles en matière de protection de l'environnement et des objectifs définis par les politiques nationales, les partenaires décident de mener conjointement pour la période 2016-2020 une politique locale de maîtrise des déchets, de développement de l'économie circulaire, de protection de l'environnement et de développement durable en cohérence avec les orientations données par la Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte et le Plan déchets.

Celle-ci se concrétise par la création du Programme Territorial respectivement de Maîtrise des Déchets et Economie Circulaire (PTMD).

A travers une démarche d'économie circulaire, la convention vise à promouvoir des modes de production et de consommation responsables, c'est-à-dire à la fois moins polluants, moins prédateurs en termes de ressources et de milieux naturels, et limitant au maximum les risques pour l'environnement (par le soutien à l'animation locale des démarches locales d'écologie industrielle et territoriale, le soutien à la mise en place de filières de recyclage à haute valeur ajoutée pertinentes en fonction des spécificités économiques de la Martinique, le soutien à l'innovation par l'écoconception de biens ou services, et, le cas échéant le soutien aux réseaux locaux de réparation et de réutilisation des produits notamment en lien avec l'économie sociale et solidaire).

En matière de déchets, afin d'atteindre les objectifs de réduction du volume (7%) de déchets ménagers produits d'ici 2020, et de faciliter l'atteinte des objectifs de réduction des volumes (50%) mis en décharge d'ici 2025, la mise en place de programmes locaux de prévention et de schémas de planification seront à adapter aux réalités locales (avec une attention particulière à la gestion des bio-déchets). Enfin, il convient sur la période de poursuivre le travail de rattrapage structurel (ou de « mise en conformité de la réglementation européenne »), en accompagnant les investissements permettant la mise en place de filières, notamment pour les déchets dangereux, et en soutenant des contrats de développement déchets (intégrant des contrats d'objectifs OM).

L'éco-conditionnalité sera largement recherchée.

Au travers de cette politique conjointe, les partenaires entendent mener des actions permettant de :

- Optimiser la gestion des déchets ;
- Soutenir les investissements destinés aux filières régionales émergentes et soutenir leur développement ;
- Favoriser les investissements exemplaires et innovants ;
- Soutenir la recherche.
- Aider à la décision (diagnostics, études de faisabilité, conseils...) :
 - Pour permettre d'éclairer et de rationaliser les actes d'achat et d'investissement ;
 - Pour développer une capacité de conseil en bureau d'études (nouveaux cahiers des charges renforcés en termes d'éco-conditionnalité notamment) ;
- Participer à la construction durable de politiques environnementales de territoires et d'agglomérations ;
- Accompagner et promouvoir une ingénierie nouvelle ou orientée vers de nouvelles activités (formation, soutien à la création de nouveaux profils d'emploi) :
 - Pour permettre l'émergence de nouveaux métiers et emplois,
 - Pour renforcer la professionnalisation des prescripteurs existants ;
- Constituer et animer les systèmes d'observations permettant d'asseoir l'expertise et répondre aux attentes des acteurs ;

- Informer et sensibiliser le grand public, les milieux professionnels et les collectivités locales permettant d'adopter des modes de consommation et de production responsables.

ARTICLE 3 – BENEFICIAIRES ET DOMAINES D'INTERVENTION

L'objectif majeur de cette politique étant d'améliorer l'environnement sous ses aspects naturels, économiques et sociaux pour la région, ses habitants et ses entreprises, l'ensemble des secteurs économiques sont concernés à des degrés divers par sa mise en œuvre, qu'il s'agisse des secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tertiaire public ou privé, de l'habitat individuel ou collectif.

En conséquence, de nombreux acteurs économiques locaux sont susceptibles de bénéficier des modalités d'intervention prévues à cet effet avec en priorité :

- Les entreprises, notamment les PME et PMI, qu'elles exercent une activité industrielle, agricole ou tertiaire ;
- Les collectivités et autres organismes publics ou parapublics, collectivités territoriales et leurs groupements ou mandataires, organismes d'habitat social, hôpitaux, associations, chambres consulaires ;
- Le grand public : les consommateurs, le public « jeunes ».

ARTICLE 4 - MODALITES D'INTERVENTION

Les principes d'intervention définis à l'article 2 ci-dessus vont conduire à réaliser diverses actions de soutien, de sensibilisation, de conseil et d'investissement en les dotant de moyens financiers, pour faciliter la mise en œuvre des opérations retenues.

Les interventions s'orienteront vers :

- **Des aides à la réalisation** (diagnostic et accompagnements de projet),
- **Des aides aux changements de comportement** (aides aux relais et leurs programmes d'actions),
- **Des aides à l'investissement** en rapport avec les objectifs listés ci-dessus,
- **Des aides aux contrats d'objectifs** fixant des programmes d'actions précises en matière de prévention déchets, d'accompagnement d'une politique déchets...)
- **Des aides à la mise en place d'outils de financements innovants** (ingénierie financière), afin de faciliter l'accès à la ressource financière des collectivités ou entreprises.

A cet effet, les partenaires affecteront des moyens humains et/ou financiers pour aider les personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, mettant en œuvre des opérations correspondant aux objectifs visés.

Des crédits européens (FEDER, FEADER, LEADERS, etc...) pourront venir s'ajouter aux engagements financiers mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 5 - DEFINITION ET EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIONS ENVISAGE

5.1. - Contenu du programme

Le programme d'actions est décrit dans les annexes thématiques et fait partie intégrante de la présente convention. Ce programme prévisionnel précise les interventions conjointes, leurs modalités de mise en œuvre, les budgets nécessaires et leur répartition entre la Collectivité Territoriale et l'ADEME, les taux maximaux de participation de la Collectivité Territoriale et l'ADEME ainsi que les éventuels plafonds retenus pour chaque type d'action. Les systèmes d'aides sont rendus publics et envoyés pour information ou notifiés à la Commission européenne lorsque les règles communautaires l'exigent.

5.2. – Exécution du programme

Le programme d'actions pluriannuel sera exécuté sous forme de décisions ou de conventions de financement (pour l'ADEME) ou de décisions d'attribution des aides (délibérations ou arrêtés délibérés) accordées aux bénéficiaires (pour la Collectivité Territoriale). Ces décisions ou conventions seront signées par le Président de l'ADEME et par les instances délibérantes de la Collectivité Territoriale jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est toutefois convenu que des décisions ou conventions signées par l'ADEME ou par la Collectivité Territoriale postérieurement au 1^{er} janvier 2016 et antérieurement à la date de notification de la présente convention pourront être intégrées à ladite convention sur décision du comité de gestion.

Les paiements consécutifs seront réalisés conformément au règlement financier de la Collectivité Territoriale et/ou aux règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

Un avenant de clôture sera établi dans un délai maximal de 4 mois au terme de la période 2016 – 2020 à compter des derniers paiements effectués par la Collectivité Territoriale et l'ADEME.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La présente convention est signée pour une durée de cinq ans.

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa notification par l'ADEME. Par notification, il faut entendre la date d'envoi par l'ADEME à la Collectivité Territoriale et au Préfet de région d'un des exemplaires originaux de la présente convention signée par les trois parties.

ARTICLE 7 - MONTANT DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

Pour la période 2016-2020, les partenaires prévoient de mobiliser au titre du Programme Territorial de Maitrise des Déchets (PTMD) le montant de :

pour la Collectivité Territoriale : 16 620 000 €

et

pour l'ADEME : 8 000 000 €

suivant les principes et selon les modalités d'intervention indiquées aux articles 2, 3 et 4 de la présente convention pluriannuelle.

Les annexes de la présente convention indiquent, par domaines, les actions prévues pendant la période 2016-2020, et en constituent de ce fait partie intégrante. Elles apportent les éléments de programmes complémentaires non intégrés au CPERD et/ou venant les compléter.

Soit, pour rappel, des engagements du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) pour la période 2015-2020 :

pour la Collectivité Territoriale : 28 233 267 €

et

pour l'ADEME : 9 600 000 €

ARTICLE 8 - CONTRIBUTIONS FINANCIERES ANNUELLES DES PARTENAIRES

A titre indicatif, la contribution financière des partenaires chaque année sera équivalente à 1/5^{ème} des montants prévus à l'article 7.

Les montants prévisionnels des contributions financières annuelles des partenaires seront déterminés et fixés, chaque année en fonction du bilan des actions menées antérieurement et du programme prévisionnel de l'année suivante. Si ces montants devaient être significativement, soit plus ou moins

30%, inférieurs ou supérieurs au 1/5 du montant total prévu, cette modification serait validée par voie d'avenant.

Les engagements financiers annuels de l'ADEME resteront subordonnés, d'une part, à l'obtention des autorisations d'engagement compte tenu des moyens financiers inscrits par les lois de finances et, d'autre part, au respect des procédures d'attribution y afférentes.

Les engagements financiers annuels de la Collectivité Territoriale resteront subordonnés à l'inscription des crédits correspondants à son budget.

ARTICLE 9 - SUIVI, BILAN ET EVALUATION

Les partenaires se tiendront informés réciproquement et périodiquement de l'état d'avancement des engagements, des paiements, des désengagements et des remboursements effectués dans le cadre de la présente convention.

Un bilan financier sera effectué à la fin de chaque année établissant un arrêté des comptes d'engagement. Les crédits non engagés constatés dans le bilan des décisions d'attribution des aides, visées à l'article 5.2. ci-dessus, seront reportés sur l'exercice suivant ou réintégrés, respectivement dans le budget de la Collectivité Territoriale et de l'ADEME.

Un bilan définitif financier et qualitatif de la réalisation finale du programme 2016-2020 sera effectué par le comité de gestion au plus tard dans un délai de 4 mois à compter des derniers paiements effectués auprès des bénéficiaires par la Collectivité Territoriale et l'ADEME. Les crédits non engagés constatés dans ce bilan seront réintégrés, respectivement dans le budget de la Collectivité Territoriale et dans celui de l'ADEME.

Un bilan d'exécution de la convention sera effectué à mi-parcours en 2017, afin de procéder, si nécessaire, à un éventuel redéploiement des actions et des crédits pour les années 2018 à 2020.

A cet effet, l'ADEME s'engage à mettre en place un suivi des actions retenues dans le cadre de la présente convention, de manière à en faciliter l'évaluation. A cette fin, la Collectivité Territoriale transmettra à l'ADEME les informations nécessaires relatives à chacune des opérations. La Collectivité Territoriale et l'ADEME établiront les synthèses et évaluations à partir de l'ensemble des données collectées.

Les informations relatives aux engagements et à l'évaluation des dossiers financés par l'ADEME seront transmises périodiquement par l'agence à l'Etat. Elles sont destinées à alimenter SYNERGIE (outil informatique de l'Etat et de la Collectivité Territoriale destiné notamment au suivi des CPERD et des fonds structurels européens).

ARTICLE 10 - MODALITES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

10.1. – Comité de gestion

Un Comité de Gestion, composé du Préfet de Martinique, du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale et du Président de l'ADEME, ou leurs représentants, se prononce sur les demandes d'aides ou les achats de prestations susceptibles d'être financées au titre de la convention pluriannuelle.

10.2. – Comité technique

Un comité technique de programmation, composé des services en charge de la gestion du PTMD de l'ADEME et de la Collectivité Territoriale, instruit au préalable les demandes d'aides ou les achats de prestations, en garantissant leur cohérence stratégique, technique et financière.

Les modalités de fonctionnement du Comité de Gestion et du Comité technique de programmation figurent en annexe.

ARTICLE 11 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES

11.1 Instruction des dossiers

Les modalités de réception, d'instruction et de financement des dossiers traduisent les principes suivants :

- publicité des fonds ;
- unicité de guichet pour les demandeurs ;
- éco-conditionnalité environnementale pour les dossiers instruits ;
- respect des dates limites de réception des dossiers de demandes d'aide sachant qu'une demande ne peut être instruite que si le dossier est déclaré complet ;
- établissement de délais d'instruction, de décisions et d'envoi des actes juridiques nécessaires à la bonne gestion des dossiers par les bénéficiaires finaux ;
- cohérence avec les procédures d'instruction ou de consultation internes aux partenaires ;
- consultation, autant que de besoin, de l'ensemble des services ou organismes concernés notamment de l'État et de la Collectivité Territoriale, chacun dans son domaine de compétence, et au travers de sa commission régionale des aides pour l'ADEME ;
- évaluation réalisée par l'outil de l'ADEME ou par un outil commun aux partenaires compatible avec celui de l'ADEME.

11.2. - Décision d'attribution des aides, décision ou convention de financement et délai de réalisation

Les décisions d'attribution des aides sont prises, chacun pour la partie le concernant, sur la base des propositions du Comité de Gestion, selon les règles communes arrêtées par la présente convention, et selon les modalités internes de validation propres à chaque partenaire :

Pour la Collectivité Territoriale, le Président du Conseil Exécutif rapporte devant le Conseil Exécutif ou l'Assemblée Plénière les propositions du Comité de Gestion dans les termes où ils ont été arrêtés par celui-ci, pour arrêté délibéré ou délibération exécutoire.

Pour l'ADEME, la décision ou convention de financement est signée par le Président de l'ADEME ou son représentant habilité.

Les paiements au bénéficiaire par la Collectivité Territoriale et l'ADEME seront réalisés dans un délai maximal de 44 mois à compter de la date de notification des décisions et/ou conventions de financement au bénéficiaire. De plus, un avenant de clôture sera établi dans un délai maximal de 4 mois à compter des derniers paiements effectués par la Collectivité Territoriale et par l'ADEME.

11.3 Notification des décisions ou conventions, publicité et diffusion des résultats des opérations aidées

Chaque décision attributive d'aide ou décision ou convention de financement au titre de la convention pluriannuelle et de ses avenants est notifiée par le Président du Conseil Exécutif et le Président de l'ADEME, ou par leurs représentants dûment habilités, suivant les modalités arrêtées en Comité de Gestion, chacun pour la partie le concernant. Il est rappelé explicitement au bénéficiaire que l'aide lui est attribuée au titre de la convention pluriannuelle et que ces engagements interviennent en application du Contrat de Plan Etat-Région-Département 2015-2020.

Tout document d'information relatif à la réalisation d'une opération aidée, toute manifestation publique, tout document technique relatif à la présentation de ses résultats devront mentionner que l'aide dont ils ont bénéficié a été obtenue en application de la convention pluriannuelle entre l'ADEME et la

Collectivité Territoriale au titre du volet "Infrastructures et vulnérabilité" et du Contrat de Plan Etat-Région-Département 2015-2020.

11.4. - Règlement des aides

Pour chaque opération, les conditions et modalités de règlement financier des aides sont définies dans les conventions de financements passés avec les bénéficiaires des aides.

11.5. Mode de gestion des fonds d'intervention

Il est convenu que les aides financières accordées par la Collectivité Territoriale et l'ADEME après délibération du comité de gestion seront gérées de façon séparée par chaque partenaire suivant ses modes budgétaires propres.

La contribution financière de chacun des partenaires financiers est conservée sur son budget propre et gérée selon ses propres procédures.

Les partenaires de la convention pluriannuelle se tiendront périodiquement informés de l'état d'engagement et d'avancement des opérations aidées dans le cadre des contributions financières annuelles.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS

Chaque année, il pourra être procédé à une révision de la convention pluriannuelle après accord préalable sur les modifications proposées, les partenaires conviendront de modifier par voie d'avenant les dispositions de la présente convention en conséquence.

Si le Contrat de Plan Etat-Région-Département venait à être résilié, les partenaires étudieront alors les incidences de ladite résiliation sur les conditions et modalités d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 – RESILIATION, LITIGES

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des partenaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Le non-respect d'une des dispositions de la présente convention par la Collectivité Territoriale ou l'ADEME pourrait entraîner de plein droit sa résiliation par l'autre partie.

Dans cette hypothèse, les éventuels avenants demeureront en vigueur jusqu'à leur complet achèvement.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 14 – VALIDITE

Cette convention demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

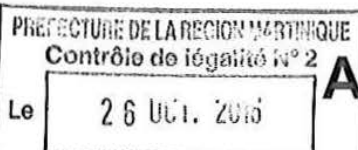
Fait en six exemplaires originaux, à , le

Le Président du Conseil Exécutif

Le Président de l'ADEME

Le Préfet
de Martinique

DATE DE LA NOTIFICATION :



Annexes financières

Tableau de financement du Programme Territorial de Maitrise des Déchets (PTMD)

Convention PTMD 2016-2020 Etat-ADEME-Collectivité Territoriale (CTM) (en k€)				CPERD 2015-2020 (pour rappel)
Programmes	CTM	ADEME	TOTAL	TOTAL
A – Rattrapage Structurel (planification, aide à la décision, investissement...)	16 620	3 833	24 620	37 833
B – Transition vers l'économie circulaire (Ecologie Industrielle et Territoriale, écoconception, économie de ressources, réparation, consommation, méthanisation, observation, ZDZG...)		4 167		
TOTAL	16 620	8 000	24 620	37 833

Règles générales concernant les contributions apportées par l'ADEME et la Collectivité Territoriale et les modalités d'intervention soutenues

Les enveloppes financières figurant au tableau ci-dessus et dans les fiches ci-après représentent une prévision indicative de répartition des montants totaux prévus à la présente convention.

Chaque fiche présente les plafonds et taux maximaux d'intervention applicables aux différentes opérations. A défaut de régime d'aide ou d'aménagement spécifique précisé dans les fiches jointes, les actions soutenues dans le cadre de la présente convention doivent respecter les systèmes d'aide et les règles associées, approuvés par le Conseil d'Administration de l'ADEME et la Collectivité Territoriale et validés à la date de notification des aides correspondantes. En tout état de cause, les aides respectent les règles d'encadrement communautaire des aides d'Etat.

Les modalités pourront concerner :

1. le soutien à la constitution et l'animation des systèmes d'observation permettant d'asseoir l'expertise et de répondre aux attentes des acteurs ; ce soutien pourra notamment porter sur les études réalisées dans ce cadre, et le développement d'outils
2. le soutien aux actions de communication et de formation
3. le soutien au développement de relais de conseils et aux missions d'animation sur les territoires : ce soutien pourra notamment prendre la forme de contrats avec des structures porteuses définissant des objectifs quantitatifs d'animation et de conseil et de performances liés
4. l'aide à la décision (diagnostics, études de faisabilité, conseils...)
5. l'aide aux investissements, notamment exemplaires et innovants.

Par ailleurs, des règles générales sont adoptées concernant les taux d'aide pour les types d'opération suivants :

- OPERATIONS D'INTERET GENERAL

Le Comité de Gestion peut décider le financement jusqu'à 100 % par la Collectivité Territoriale et l'ADEME d'actions d'intérêt général (études, suivi, évaluation, communication) s'inscrivant dans les priorités de la présente convention et pour l'ensemble des volets et programmes.

- AIDE A LA DECISION

Les modalités d'aide à la décision sont fixées selon les dispositifs d'aides de l'ADEME et de la Collectivité Territoriale ou selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après. Les montants et pourcentages d'aides affichés doivent toujours s'entendre comme des montants et pourcentages maximaux.

- GUICHET UNIQUE

Un dispositif de guichet unique est mis en place afin de faciliter l'instruction des dossiers. La présente convention précise qui de la Collectivité Territoriale ou de l'ADEME prend en charge le guichet unique dispositif par dispositif. Toutefois, afin de respecter les dotations financières de chaque financeur par programme, le guichet unique pourra être inversé à des fins d'ajustements.

Annexes thématiques

A - RATTRAPAGE STRUCTUREL EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS

OBJECTIFS ET ENJEUX

Même si la Martinique, comparativement à d'autres départements ou territoires d'outre-mer est plutôt bien dotée en termes d'équipements structurants : 8 déchèteries, l'incinérateur de Fort de France, l'unité de méthanisation du Robert, un centre de tri d'emballages, plusieurs plateformes de compostage ou co-compostage de déchets verts et de boues de stations d'épuration, un centre de traitement et de stockage des déchets du BTP au Lamentin, un centre de prétraitement des déchets dangereux, des filières de prétraitement pour certaines filières à Responsabilité Élargie au Producteur (VHU, pneus, DEEE...) et pour certaines catégories de déchets des entreprises..., il n'en résulte pas moins que le territoire est en quasi pénurie d'exutoire, jusqu'à l'ouverture de la nouvelle installation de stockage de déchets, que le niveau d'équipement en déchèterie n'est que de 50% et que de nombreuses filières ne sont pas encore opérationnelles sur le territoire ne permettant pas aux entreprises, voire aux collectivités de gérer certains déchets dans des conditions acceptables (déchets d'ameublement, sous-produits animaux, certains déchets d'entreprises...).

Le tri des déchets est également en retard, certes en matière d'équipements, mais plus en matière de geste de tri, nécessitant de toujours mobiliser la population pour augmenter les taux de recyclage.

La mise en œuvre des politiques nationales en matière de gestion des déchets a été faite d'une manière décalée dans le temps dans les outre-mer, parfois à l'initiative des pouvoirs publics notamment dans le développement des filières REP. Il est donc nécessaire de continuer à combler le rattrapage structurel existant avec le territoire continental.

Il s'agira principalement de :

- Finaliser la révision des plans de gestion des déchets (déchets dangereux, déchets du BTP) et de les fusionner,
- Accompagner les équipements prévus dans ce(s) plan(s),
- Développer et de moderniser les unités de traitement des déchets déjà existantes dans un objectif de mise à niveau technique par rapport aux nouveaux enjeux industriels et économiques nationaux,
- Promouvoir et accompagner de nouvelles filières de prétraitement et/ou de valorisation des déchets dont le territoire n'est pas encore pourvu...

BENEFICIAIRES

- Entreprises,
- Chambres consulaires, Syndicats ou organisations représentatives des entreprises,
- Associations,
- Collectivités ou leurs regroupements.

DESCRIPTION DES ACTIONS

Communication - Formation – Relais :

- Actions de communication ciblées (communication généraliste sur les déchets...)
- Actions d'éducation à l'environnement
- Actions de formation
- Actions développées par les relais...

Aide à la décision :

- Etudes nécessaires à la mise en œuvre des opérations (AMO, diagnostic, étude de faisabilité, ...),
- Etudes d'état des lieux et de définition de plan d'actions pour certains secteurs d'activités ou certaines catégories de déchets (mise en œuvre de schéma de prévention et de gestion)
- Soutien aux études complémentaires aux conseils portés par les relais
- Etude généraliste relative au champ d'action du relais (par exemple : état des lieux et de définition de plan d'actions – amélioration ou création de filières de recyclage...)

Aide à l'investissement :

- Accompagnement financier des équipements prévus dans le(s) plan(s) de prévention et de gestion des déchets
- Accompagnement financier des investissements des entreprises pour limiter leur impact sur l'environnement (équipements de prévention et/ou de tri des déchets dans les entreprises ou interentreprises (déchèteries...))
- Autres aides à l'investissement permettant l'amélioration de la gestion des déchets des entreprises.

MODALITES D'INTERVENTION

La répartition des taux d'intervention entre les partenaires sera définie en phase d'instruction des opérations selon les régimes d'aides utilisés par l'un et l'autre des partenaires :

Les actions d'intérêt commun (appels à projets, actions ciblées de sensibilisation, de communication) pourront être financées à 100%. Le financement pourra être pris en charge par l'un des Partenaires ou en cofinancement.

B - TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE MARTINICAISE

OBJECTIFS ET ENJEUX

La production de déchets, si elle ne peut être évitée, doit permettre autant que faire se peut, la création de richesse sur le territoire. Le réemploi, la réutilisation doivent être développés afin de retarder la création du déchet.

Concernant le recyclage, la Martinique exporte l'essentiel des déchets triés. Pour autant, les déchets des uns peuvent être les matières premières des autres et certaines filières pourraient être créées pour façonner des produits à partir de matières premières issues des déchets, en substitution à des produits d'importation. Il convient d'optimiser les filières de traitement et/ou de valorisation des déchets et de créer celles qui n'existent pas afin de pouvoir répondre aux besoins du territoire. Dans ce cadre, un soutien ponctuel aux opérations de résorption des stocks dans le cadre du montage des filières peut être envisagé.

Au-delà du volet « déchets : recyclage, réemploi, réparation, réutilisation » de l'économie circulaire, les objectifs sont de développer les autres volets de l'économie circulaire tels que l'approvisionnement durable, l'écoconception, l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable tant au niveau des achats que de l'utilisation.

La nouvelle Collectivité Territoriale de Martinique a repris les compétences de la Région en matière de développement économique et, plus récemment, de planification d'une stratégie régionale d'économie circulaire. Une étude préalable est en cours de réalisation, pour permettre aux différents acteurs du territoire de positionner leurs actions dans un objectif d'économie circulaire. Cette étude doit permettre également à la Collectivité Territoriale de mettre en œuvre sa stratégie d'économie circulaire.

La mobilisation et la coordination des acteurs du territoire représentent la « clé de voute » pour la réussite de la transition énergétique et écologique et la définition d'objectifs communs. Sur cette période, l'Etat et la Collectivité Territoriale viseront également au déploiement de démarches intégrées, ambitieuses et cohérentes autour des enjeux du développement durable.

Les actions envisagées sont donc multiples et complémentaires :

- Soutien aux initiatives de réemploi et de réutilisation,
- Soutien aux opérations de transformation des déchets en matières premières secondaires et/ou en nouveau produit,
- Résorption des dépôts sauvages ou des stocks, dans le cadre de la mise en place de filières,
- Soutien aux projets territoriaux exemplaires (Zéro Gaspillage Zéro Déchets, agriculture...)
- Contribuer à l'observation régionale.

BENEFICIAIRES

- Entreprises,
- Chambres consulaires, Syndicats ou organisations représentatives des entreprises,
- Associations,
- Collectivités ou leurs regroupements.

DESCRIPTION DES ACTIONS

Communication - Formation - Relais :

- Actions de communication ciblées (faire connaître les notions d'économie circulaire aux acteurs du territoire (collectivités, entreprises) et les bienfaits de l'économie circulaire au grand public (emplois non délocalisables, consommation locale, annuaire de la réparation, mise en réseau des producteurs de déchets avec les recycleurs locaux...))
- Actions d'éducation à l'environnement

- Actions de formation (par exemple former les entreprises et les collectivités aux clauses environnementales dans leur acte d'achat...)
- Actions développées par les relais...

Aide à la décision :

- Aide à la décision relative aux études nécessaires à la mise en œuvre des opérations,
- Etudes de marchés, de faisabilité et d'opportunités pour la création de filières locales de réemploi, de réutilisation, de valorisation des déchets collectés triés en produits finis (cartonnerie, unité de plasturgie...)
- Etudes d'optimisation des filières : sur la synergie des moyens à mettre en œuvre (capacités, moyens techniques et humains), sur la mise en commun de moyens entre les entreprises et la définition des améliorations et des compléments à apporter pour le bon fonctionnement de la filière.
- Etudes sur la prévention dans les entreprises (notamment consignation des emballages, écoconception et éco-production)
- Soutien aux études complémentaires aux conseils portés par les relais
- Etude généraliste relative au champ d'action du relais (par exemple : état des lieux et de définition de plan d'actions – amélioration ou création de filières de recyclage...)
- Collecte de données pour alimenter les observatoires.

Accompagnement de démarches :

- Déchet-Economie circulaire : ZDZG...
- Observatoire Déchets et Economie circulaire...

Aide à l'investissement :

- Accompagner le développement des filières de réduction à la source, de prévention, de réemploi et de réutilisation
- Résorption des dépôts sauvages dans le cadre de la mise en place de nouvelles filières
- Accompagner les entreprises pour leur permettre la sortie du statut déchets pour les matières dont elles assurent le prétraitement (installations de transformation des déchets en matières premières secondaires valorisables localement, notamment)
- Projets de recyclage et de valorisation en matières premières secondaires valorisables à l'export ou en produits finis locaux.
- Autres aides à l'investissement permettant l'amélioration de la gestion des déchets (notamment surcoût d'investissement pour mise en œuvre de la consignation d'emballages, d'éco-production, ou de prévention...)
- Investissement en lien avec l'écologie industrielle et territoriale (EIT)
- Expérimentations, opérations de démonstration.

Recherche - Innovation :

- Programme de recherche, thèses
- Etude, développement

MODALITES D'INTERVENTION

La répartition des taux d'intervention entre les partenaires sera définie en phase d'instruction des opérations selon les régimes d'aides utilisés par l'un et l'autre des partenaires :

- Actions d'intérêt commun (appels à projets, actions ciblées de sensibilisation, de communication) : financement à 100% possible par l'un des Partenaires ou en cofinancement.

Annexe relative à la comitologie

Comité de gestion

Il se compose des représentants dûment habilités de la Collectivité Territoriale, de l'ADEME et de l'Etat.

La présidence du comité est assurée par le Président de l'Exécutif ou son représentant de la Collectivité Territoriale et le secrétariat par l'ADEME.

L'ordre du jour est arrêté sur proposition du secrétaire du comité, du Président du Conseil Exécutif et du Président de l'ADEME ou leurs représentants.

A ce titre, et au nom des Partenaires, l'ADEME fera office de guichet unique. L'agence sera en charge du suivi des dossiers, de la rédaction des attestations de dépôt, de la mise en partage des pièces constitutives des dossiers, de la rédaction des comptes rendus du comité de gestion.

Le Comité de gestion se réunit au moins deux fois par an.

L'ordre du jour est arrêté sur proposition du secrétaire du comité, du Président du Conseil Exécutif et du Président de l'ADEME ou leurs représentants.

Le Préfet de Martinique ou son représentant veille au respect des orientations du Contrat de Plan Etat-Région-Département.

Le comité de gestion assure le suivi du programme conjoint, définit les priorités et les réorientations le cas échéant ainsi que toute communication nécessaire à la mise en œuvre des actions et procède aux arbitrages éventuels concernant les dossiers qui poseraient problème.

Préalablement à la réunion du comité de gestion, l'ADEME recueille l'avis de ses instances (Commission régionale des aides, Commission nationale des aides, Conseil d'administration), selon les règles arrêtées par son Conseil d'administration.

Les dossiers relevant d'un financement exclusif de l'ADEME ou de la Collectivité Territoriale dans le cadre de thématiques relevant de la Transition Energétique et de la Croissance Verte feront l'objet d'une présentation documentée en comité de gestion.

Le comité de gestion se prononce conformément aux règles relatives au cumul des aides publiques dans le cadre des réglementations européenne et nationale. Le Comité de Gestion veille en outre à la publicité et au respect des critères et systèmes d'aide applicables à chaque partenaire, tels que définis notamment par le Conseil d'Administration de l'ADEME. Il s'assure de la communication à mettre en œuvre pour les actions aidées dans le cadre du présent programme.

Les partenaires de la présente convention pluriannuelle se tiennent périodiquement informés de l'état d'engagement et d'avancement des opérations aidées dans le cadre de cette convention et de ses avenants, conformément à l'article 9 de la présente convention.

A l'issue de chaque année, le comité de gestion propose une actualisation du plan d'actions pour l'année suivante, et il établit l'arrêté des comptes de l'année écoulée.

Après passage en comité de gestion, les dossiers relevant du CPERD feront l'objet d'un bilan annuel au comité de programmation du CPERD et des fonds européens.

Comité technique de programmation de la présente convention

Un comité technique régional peut être organisé préalablement à chacun des comités de gestion.

Il réunit les services chargés au sein de la Collectivité Territoriale de la gestion des programmes concernés, et les ingénieurs et chargés de mission de l'ADEME.

Il a pour but de finaliser chaque dossier d'aide en garantissant la cohérence régionale, dans la mise en œuvre des Plans, Schémas et programmes d'éco-responsabilité complémentaires.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Octobre 2016 -
PROGRAMME TERRITORIAL DE MAÎTRISE DES DÉCHETS (PTMD)
SYSTEME D'AIDE ADEME-CTM
LISTING DES OPERATIONS

212

Programmes	Actions	Bénéficiaires	ADEME : aide maximum	CTM : aide maximum	PTMD* : Taux maximum
Toutes Thématiques					
Aide à la décision	Diagnostic, Audit, Evaluation, Démarches environnementales (certifications, labélisations etc.) Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, Etude de faisabilité, Etude d'optimisation, Etude de marché ou étude de fiscalité, Planification, Préfiguration, Etude de benchmark...	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 70%	jusqu'à 50%	jusqu'à 70%
Formation / Communication	Formations spécifiques à certains corps de métier, formations de sensibilisations des acteurs de l'environnement (élus, Bureau Etude, techniciens, réseau de référents ...), formations liées à la réglementation ou à l'octroi des aides (Reconnu Garant de l'Environnement)	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 70%	jusqu'à 50%	jusqu'à 70%
	Organisation d'ateliers pratiques, de séminaires ou autres évènements ciblés	entreprises, collectivités, associations, PTMD (sur appel à projets)	jusqu'à 70%	jusqu'à 50% plancher opération : 5 000 €	jusqu'à 70%
	Communications ciblées, Education à l'environnement, communication grand public	entreprises, collectivités, associations, PTMD (sur appel à projets)	jusqu'à 70%	jusqu'à 50% plancher opération : 5 000 €	jusqu'à 70%
	Equipements pédagogiques ciblés dans le cadre de formations et/ou de qualifications	établissements scolaires et universitaires, associations, collectivités	jusqu'à 50% plafonné à 40 000 €	jusqu'à 50%	jusqu'à 50%
Innovation / Recherche	Programmes de recherche, thèses...	organismes de recherche, associations, voire entreprises en coopération	jusqu'à 70%	jusqu'à 4 000€/an	jusqu'à 70%
	Etude, Développement	organismes de recherche, entreprises, associations	jusqu'à 50%	jusqu'à 65%	jusqu'à 50%
Accompagnement	Dispositifs régionaux d'observation et d'évaluation	collectivités, associations	jusqu'à 50% et 150k€/an + forfait création max 30 k€	0 sauf en cas de contractualisation CTM	Taux et plafond selon la nature du projet
Rattrapage structurel Déchets					
Accompagnement	Relais : CODOM (Contrat d'Objectif Déchets d'Outre Mer)	collectivités	forfait 310 500 € sur 3 ans + bonus 1,5 €/hab plafonné à 490 000 €	-	forfait 310 500 € sur 3 ans + bonus 1,5 €/hab plafonné à 490 000 €
Investissement	Réhabilitation de décharges	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 50% plafonné à 500 k€	jusqu'à 50% plafonné à 500 k€	jusqu'à 50%
	Déchèteries et centres de transfert	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 50% - pfd inv 1,5 M€	jusqu'à 70% plafonnés à 2,5 M€	jusqu'à 90%
	Gestion de proximité des biodéchets	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 50% - pfd inv 0,5M€ (compostage domestique) + 55% - plafond inv. 1 M€	jusqu'à 50% plancher opération : 5 000€	jusqu'à 70%
	Equipement de collecte séparative	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 70% - pfd inv 1 M€	jusqu'à 50% plancher opération : 5 000€	jusqu'à 70%
	Incinération avec valorisation énergétique	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 20% - pfd inv 50 M€	jusqu'à 20% - pfd inv 50 M€	jusqu'à 40%
	Création de centre de stockage	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 20% - pfd inv 10 M€	jusqu'à 20% pfd inv. 45 M€	jusqu'à 20%

**PROGRAMME TERRITORIAL DE MAITRISE DES DECHETS (PTMD)
SYSTEME D'AIDE ADEME-CTM
LISTING DES OPERATIONS**

Programmes	Actions	Bénéficiaires	ADEME : aide maximum	CTM : aide maximum	PTMD* : Taux maximum
Economie circulaire					
Accompagnement	Relais : chargé de mission chambres consulaires (Chambre Commerce Industrie, Métiers, Agriculture), BTP ...	entreprises, collectivités, associations	sur 3 ans : 82,8 k€ fonctionnement + 15 k€ inv 1ère année + 60 k€ comm et études	Accompagnement sur la communication et les études : 50% au-delà des 60 k€ ADEME	sur 3 ans : 82,8 k€ fonctionnement + 15 k€ inv 1ère année comm et études : forfait de 60 k€ + 50% au-delà
	Programmes Locaux de Prévention	collectivités	forfait à l'habitant	jusqu'à 50% plafond investissement 60 k€	jusqu'à 50%
	CODEC (Contrat d'Objectif Déchets Economie Circulaire)	collectivités	forfait 310 500 € sur 3 ans + bonus 1,5 €/hab plafonné à 490 000 €	Accompagnement sur la communication et les études : 50% au-delà des 60 k€ ADEME	sur 3 ans : forfait 310 500 € + bonus 1,5 €/hab plafonné à 490 000 € comm et études : forfait de 60 k€ + 50% au-delà
Investissement	Technologies de réduction à la source, équipements de prévention, ressourceries, recycleries, activités de réemploi, mise en œuvre de la taxe incitative	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 70% - pfd inv 1,1 M€	jusqu'à 70% - pfd 2,5 M€	jusqu'à 70%
	Centre de tri, surtri Déchets (tous types de déchets) (hors dérogation Pt Galion)	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 55% - pfd inv 11 M€	jusqu'à 70% - pfd 2,5 M€	jusqu'à 70%
	Unité de recyclage, valorisation organique (dont hygiénisation), Combustible Solide de Récupération et méthanisation	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 55% - pfd inv 11 M€	jusqu'à 70% - pfd 2,5 M€	jusqu'à 70%
	Investissement en lien avec Ecologie Industrielle et Territoriale	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 55% - pfd inv 11 M€	jusqu'à 70% - pfd 2,5 M€	jusqu'à 70%
	Résorption de dépôts sauvages dans la mise en place de nouvelles filières	entreprises, collectivités, associations	jusqu'à 50% - pfd inv 1 M€	jusqu'à 50% - pfd inv 1 M€	jusqu'à 50%
Opérations de démonstration**	Expérimentation d'outils développés au niveau national, premières applications régionales de projets		Taux et plafond selon la nature du projet	Taux et plafond selon la nature du projet	Taux et plafond selon la nature du projet

L'ADEME et/ou la CTM sont susceptibles d'intervenir à 100%, pour les opérations en maîtrise d'ouvrage de l'un ou de l'autre des partenaires.

*Ces taux d'interventions sont contraints par les régimes d'aides en vigueur (taux et plafond) et au règlement général d'exemption par catégories pour ce qui concerne les activités économiques. Pour l'aide à l'investissement, un calcul économique est réalisé pour fixer le montant d'aide. Les taux indiqués sont des maximums.

****Opération de démonstration :** Elles concernent des premières mises en œuvre de technologies issues de la R&D ou de technologies existantes transférées vers des applications nouvelles.

L'ADEME attache une grande importance à l'étude préalable du caractère démonstratif, donc reproductible, des projets de démonstration, sur la base d'une approche explicite du marché prévisible de l'innovation aidée, dans ses aspects économiques et techniques.

opérations exemplaires : Elles visent à introduire et développer, dans un territoire ou un secteur d'activités, des technologies, des pratiques ou modes d'organisation permettant de progresser de manière exemplaire dans la voie d'un développement plus "durable". Il s'agit là de se donner les moyens de prouver, par des réalisations pratiques et accessibles, la faisabilité de projets perçus comme innovants par les maîtres d'ouvrage locaux, et d'en tirer un maximum d'enseignements en vue d'une diffusion plus large.

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-267-1

PORTANT SURSIS À STATUER SUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE DE L'ASSOCIATION 3ED POUR LA RÉALISATION DE LA MANIFESTATION VALORA 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu le Contrat de Plan État-Région, Département, signé entre l'État, le Conseil Régional et le Conseil Général de Martinique, en date du 10 novembre 2015;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-08-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie : Economie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture);
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Durable, Environnement, Energie, Risques Naturels et Technologiques le 3 octobre 2016 ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est sursis à statuer sur la demande de financement complémentaire formulée par l'association 3ED pour la réalisation de la manifestation VALORA 2016.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-268-1

PORTANT MODIFICATION DES CONVENTIONS RELATIVES À L'OCTROI DE SUBVENTIONS DE L'EX RÉGION MARTINIQUE ET DE L'EX DÉPARTEMENT À LA VILLE DE SAINT-PIERRE, POUR L'OPÉRATION « TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE » (PHASE 1)

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 4141-1 à L 4142-4, L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-11 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-08-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de la Commission Permanente de l'ex Conseil Général n°CP/349/13 du 6 juin 2013 portant attribution à la ville de Saint-Pierre pour la restauration de la Cathédrale du Mouillage-phase 1-le Chœur et sa convention y afférente;
Vu la délibération de la Commission Permanente de l'ex-Conseil Régional n°13-1501-1 du 23 juillet 2013 portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre pour les travaux de rénovation de la cathédrale de Saint-Pierre et sa convention y afférente ;
Vu la délibération de l'Assemblée plénière de l'ex- Conseil Régional n°15-130-1 portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil régional aux Communes ACRC pour la période 2014-2015-2016 ;
Vu la demande de la ville de Saint-Pierre en date du 21 mars 2016 sollicitant un avenant modifiant le plan de financement de ce projet ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie : Economie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture);
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement d'une subvention d'un montant de quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-deux euros, quarante-huit centimes (96 782,48 €) en AP/CP correspondant au solde de subvention des Conseil régional et Conseil général, par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) à la ville de Saint-Pierre pour l'opération rénovation de la cathédrale du Mouillage-phase 1.

ARTICLE 2: La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 article 204112 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la ville de Saint-Pierre selon les modalités précisées par avenant entre la ville de Saint-Pierre et la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'avenant mentionné à l'article 2 et tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

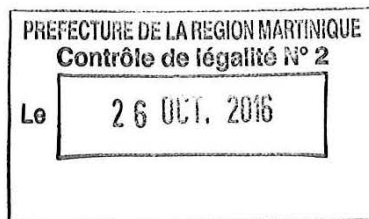
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-269-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À LA VILLE DU VAUCLIN POUR RÉALISATION D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE AU QUARTIER LA BROUE AU VAUCLIN

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 4141-1 à L 4142-4, L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n° 16-16.-I du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2016 ;
Vu la demande de la ville du Vauclin en date du 28 avril 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie : Economie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture) ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT:

ARTICLE 1 : Une aide exceptionnelle d'un montant de Deux cent mille six cent quarante sept euros vingt centimes (200 647,20 €) est allouée à la ville du Vauclin pour la réalisation d'un ouvrage de franchissement de la rivière du Vauclin au quartier la Broue.

ARTICLE 2: Cette somme sera imputée sur le chapitre 905-53, article 20414 12 du budget de la collectivité territoriale de Martinique

ARTICLE 3: Mandat est donné au Président de l'Assemblée pour signer la convention précisant les conditions de versement de la subvention et d'une manière générale les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de ses membres votants, en sa séance publique du 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-269-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**CONVENTION N°
CTM/VILLE DU VAUCLIN**

PROJET

Vu la demande présentée par la ville du Vauclin,

Vu La délibération de l'assemblée de Martinique en date du

Vu la délibération n°16-16-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 16 février 2016,

ARTICLE 1 - OBJET

La ville du Vauclin s'engage, avec la participation financière de la Collectivité territoriale de Martinique, **à réaliser un ouvrage hydraulique au quartier la Broue**, opération définie à l'article 2 et décrite dans l'annexe technique et financière ci-jointe qui en précise l'objet, les modalités de réalisation et les postes de dépenses retenues.

ARTICLE 2 - OBJECTIFS ET DEFINITION DE L'OPERATION

La ville envisage ces travaux car le passage à gué existant a été emporté par les intempéries du 6 novembre 2015. En période de fortes pluies le quartier est enclavé et la voie permettant de rejoindre la route départementale n°8 est inaccessible. Ce secteur est peuplé d'une quinzaine d'habitants mais beaucoup d'exploitations agricoles y sont implantées. Ainsi, ces travaux s'avèrent nécessaires tant pour les déplacements des riverains que des agriculteurs.

La ville souhaite construire un pont cadre de 12,00 m de portée avec une hauteur de 4,00 m. Des gardes corps sont prévus pour sécuriser le lieu.

ARTICLE 3 - MONTANT ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

Le coût total de l'opération est évalué à un montant de 501 618,00 € HT selon l'estimation financière présentée.

La participation financière de la Collectivité territoriale de Martinique s'élève à **200 647,20 €** représentant **40,12 %** de la **dépense subventionnable retenue, soit 500 118,00 € HT. Le poste « Frais divers » (insertion) de 1 500,00 € a été déduit.**

Les engagements de la ville et de la Collectivité territoriale de Martinique sont arrêtés selon le plan de financement suivant calculé en Hors Taxes et présenté en Euro (€) :

EXERCICE	VILLE	CTM	AUTRES	TOTAL
2016	94 121,55	200 647,20	205 349,25	500 118,00*

*Dépense subventionnable

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES PARTIES

La dépense sera imputée au chapitre 905-53, article 2041412 du Budget de la Collectivité de Martinique selon les modalités de paiement ci-après :

- un acompte de **50 %** soit **100 323,60 €** lorsque la convention passée entre la ville et la Collectivité territoriale de Martinique sera rendue exécutoire,
- le solde à la réception des travaux.

La ville s'engage à :

- inscrire à son Budget les crédits nécessaires à la bonne programmation physico-financière de l'opération ;
- réaliser l'opération dans les conditions définies dans la présente convention, et dans le respect des règles générales s'appliquant à l'opération ;
- tenir la Collectivité territoriale de Martinique informée de toute modification éventuelle du programme de réalisation de l'opération susceptible d'affecter l'objet de la présente convention ;
- fournir, en cas de demande de la Collectivité territoriale de Martinique, toutes les pièces justifiant le total des dépenses réalisées pour l'exécution de l'opération, telles que certifiées dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention ;
- faire mention de la participation de la Collectivité territoriale de Martinique sur tous panneaux de signalisation du chantier ou supports de communication de l'opération, conformément à la « charte graphique
- fournir à la Collectivité territoriale de Martinique un bilan global au terme de la réalisation de l'opération, et, sur demande de celle-ci, les éléments permettant d'évaluer l'impact, notamment, au plan socio-économique.

ARTICLE 5 - PIECES JUSTIFICATIVES

La subvention de la Collectivité territoriale de Martinique sera versée :

- 50 % lorsque la convention sera rendue exécutoire,
- le solde, sur présentation des pièces suivantes :
 - le procès-verbal de réception des travaux,
 - un état visé du comptable de la collectivité, récapitulant par dépenses et par bénéficiaires les mandatement effectués pour la réalisation de l'opération ;
 - le rapport final d'exécution des travaux.

ARTICLE 6 - DELAIS DE REALISATION / EXTINCTION DE L'ENGAGEMENT

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la notification de la délibération attributive de subvention, la réalisation du projet, de l'opération ou de la phase d'opération au titre duquel elle a été accordée n'a pas été dûment constatée par la production des pièces justificatives réglementaires mentionnées à l'article 5 de la convention, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision, et procède à l'annulation de la délibération.

L'exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique liquide la subvention dans les conditions fixées à l'alinéa suivant. Le cas échéant, il demande le reversement des acomptes versés, ou trop perçus. Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne peut intervenir après expiration du délai.

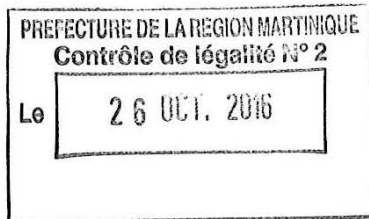
L'engagement de la Collectivité territoriale de Martinique est éteint à la liquidation de la subvention dans le respect de l'objet et du montant retenu par la convention dans la limite de la réalisation effective de l'opération en cas de minoration du coût final de celle-ci.

Fait à Fort-de-France, le

Le Président
du Conseil exécutif de la CTM

Le Maire,

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-270-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE HANDBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-08-1 du 19 janvier 2016 procédant aux délégations de pouvoir de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie : Economie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture);
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 3 octobre 2016 ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent trente-trois mille euros (133 000 €) est allouée à la Ligue de Handball de Martinique, au titre de la saison 2015-2016, pour la réalisation de son programme d'actions.



ARTICLE 2: Cette somme, imputée au chapitre 933-326 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée à la Ligue de handball de Martinique, en crédit de paiement 2016, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

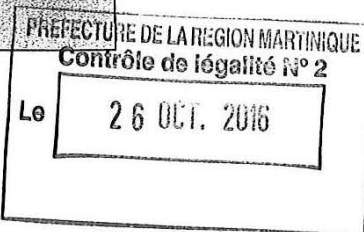
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-270-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONVENTION SN°



ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA LIGUE DE HANDBALL DE MARTINIQUE, représentée par son président, M. dont le siège est sis à :

Maison des Sports
Pointe de la Vierge

97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du co-contractant pour la réalisation de son programme d'actions 2015-2016.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°16- de l'Assemblée de Martinique du 2016, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT TRENTE TROIS MILLE EUROS (133 000 €).

2/ Le mandatement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70 % de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des comptes certifiés de l'exercice.

3/ La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du co-contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du co-contractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de son programme d'actions.
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions.
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité Territoriale de Martinique des billets d'accès aux différentes manifestations.
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté.
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

Collectivité
de Territoriale
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-271-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Politique des Sports le 3 octobre 2016 ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent quarante-cinq mille euros (145 000 €) est allouée à la Ligue de Football de Martinique, au titre de la saison 2015-2016, pour la réalisation de son programme d'actions.

ARTICLE 2 : Cette somme, imputée au chapitre 933-326 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique est versée à la Ligue de Football de Martinique, en crédit de paiement 2016, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-271-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité N° 2
Le 26 OCT. 2016

CONVENTION SN°

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE représentée par son Président, M.
dont le siège est sis à :

2, rue Saint John Perse
Morne-Tartenson – BP 307

97203 FORT DE FRANCE CEDEX

désignée dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du co-contractant pour la réalisation de son programme d'actions 2015-2016.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°16-..... de l'Assemblée de Martinique du 2016, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT QUARANTE CINQ MILLE EUROS (145 000 €).

2/ Le mandatement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70 % de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des comptes certifiés de l'exercice.

3/ La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du co-contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du co-contractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de son programme d'actions.
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions.
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité Territoriale de Martinique des billets d'accès aux différentes manifestations.
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté.
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-272-1

PORTANT MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME TERRITORIAL DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (PTME) CONVENTION PLURIANNUELLE ADEME-CTM 2016-2020

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu le Contrat de Plan État-Région, Département, signé entre l'État, le Conseil Régional et le Conseil Général de Martinique, en date du 10 novembre 2015;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté délibéré du Conseil Exécutif du 7 juillet 2016 portant désignation de Monsieur BOUTRIN représentant du Président du Conseil exécutif de Martinique dans le comité de gestion du Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie : Economie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et croissance verte (agriculture);
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Développement Durable, Environnement, Energie, Risques Naturels et Technologiques le 3 octobre 2016 ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT:

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en oeuvre du « Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) ».

ARTICLE 2 : Est autorisée la signature de la convention pluriannuelle ADEME- Collectivité Territoriale de Martinique 2016-2020 relative au «Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME).

ARTICLE 3: Les dépenses correspondantes au programme sont imputées à hauteur de treize millions cent cinquante mille euros (13 150 000 €) aux chapitres 907 (11 150 000 €) et 937 (2 000 000 €) du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. La liquidation est programmée comme suit :

- 1 500 000 € en CP 2016
- 2 912 500 € en CP 2017
- 2 912 500 € en CP 2018
- 2 912 500 € en CP 2019
- 2 912 500 € en CP 2020.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure d'application liée à la présente délibération par arrêtés délibérés au sein du Conseil Exécutif et signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de la dite délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de ses membres votants, en sa séance publique du 5 octobre 2016.

Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-272-



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Convention pluriannuelle

2016-2020

N° LOCO 1644E0001

Annexée au Contrat de Plan Etat-Région-Département 2015-2020

PROGRAMME TERRITORIAL de MAITRISE de l'ENERGIE (PTME)
Collectivité Territoriale de Martinique / ADEME / SMEM / EDF

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur Fabrice Rigoulet-Roze, Préfet de Martinique,

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,

Établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement

Ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 Angers Cedex 01

Inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309

Représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN, agissant en qualité de Président,

Désignée ci-après par "l'ADEME",

d'une part,

ET :

La Collectivité Territoriale de Martinique,

N° SIRET : 200 055 507 00012

Ayant son siège social : Rue Gaston Defferre – CS 30137 – 97 201 Fort de France

Représentée par Monsieur Alfred Marie-Jeanne, agissant en qualité de Président du Conseil Exécutif

Désignée ci-après par « la Collectivité Territoriale »,

ET :

Le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique (SMEM),

Sis à la ZAC de l'Etang Zabricot BP 528, 97206 Fort de France,

N° SIRET : 259 720 100 00017

Représenté par Monsieur

agissant en qualité de Président

Désigné ci-après par « le SMEM »,

ET :

Electricité de France (EDF),

société anonyme, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le N° RCS Paris B 552

081 317, dont le siège est 22-30 avenue de Wagram 75008 Paris, faisant élection de domicile à

EDF Martinique, Siège Pointe des Carrières, 97242 Fort-de-France, représentée par

, agissant en qualité de directeur du centre EDF MARTINIQUE

Désigné ci-après par « EDF »,

d'autre part,

La Collectivité Territoriale, l'ADEME, le SMEM et EDF pouvant également être désignés chacun et chacune, ou collectivement par « **la Partie** », ou « **les Parties** ».

- Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, ainsi que ses décrets et arrêtés d'application définissant des objectifs de maîtrise de la demande et la part des énergies renouvelables ;
- Vu les objectifs du « Grenelle de l'environnement » qui s'est tenu entre juillet à novembre 2007
- Vu le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) de la Martinique, adopté le 18 juin 2013 par la Préfecture de Martinique (arrêté n°2013169-0007) ;
- Vu l'Agenda 21 Martinique version 2.0 approuvé par le Conseil Général de Martinique le 18 septembre 2014, 2^{ème} génération de l'Agenda 21 Martinique initialement approuvé en 2007, reconnu Agenda 21 local France et labellisé Ruban du Développement Durable ;
- Vu le Plan Climat Energie Départemental (PCED) adopté par le Conseil Général de Martinique le 18 mars 2013 ;
- Vu le Contrat de plan État-Région-Département, signé entre l'État et le Conseil Régional et le Conseil Général de Martinique, en date du 10 novembre 2015 ;
- Vu la convention annuelle 2015 N°1544E0001, entre le Conseil Régional de Martinique, le SMEM, l'État et l'ADEME notifiée en date du 30 juin 2015, relative au Programme Régional de Maîtrise de l'Energie ;
- Vu la convention annuelle 2015 N°1544E0002, entre le Conseil Général de Martinique, l'État et l'ADEME notifiée en date du 07 septembre 2015, relative au Programme Départemental de Maîtrise des Déchets et de l'Energie ;
- Vu l'avis favorable de la Commission régionale des aides de l'ADEME en date du
- Vu la délibération de la Commission Nationales des Aides de l'ADEME lors de sa séance du 24 mai 2016 ;
- Vu la délibération de l'assemblée de la Collectivité Territoriale en date du
- Vu la délibération du Conseil Syndical du SMEM en date du...

Étant préalablement exposé que :

La Collectivité Territoriale, la Délégation Régionale de l'ADEME, le SMEM et EDF œuvrent ensemble depuis de nombreuses années en faveur du développement durable et assument, en particulier, un rôle primordial en matière de maîtrise de la demande en énergie (MDE) et le développement des énergies renouvelables en Martinique.

En application du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) pour 2015-2020, **la Collectivité Territoriale, l'ADEME et l'Etat (désignés ci-après par les partenaires)** s'inscrivent dans une démarche partenariale de convention pluriannuelle visant à amplifier les actions de lutte contre le changement climatique, de protection de l'environnement et de développement durable en cohérence avec la Loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte.

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique :

Dans le cadre de ses compétences tant en matière économique, sociale et environnementale, la Collectivité Territoriale a pour mission de soutenir le développement de l'économie locale sur le long terme et de favoriser un développement économique respectueux de l'environnement. A ce titre, elle soutient les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables au moyen d'actions utilisées comme levier pour le développement local. Elle souhaite donc, dans le cadre du présent partenariat, améliorer l'autonomie énergétique, de même que réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre du territoire.

Par ailleurs, la Collectivité est inscrite dans une démarche de développement durable ; Dans cette perspective, elle impulse les logiques de responsabilité sociale, en interne avec l'éco-exemplarité et à l'échelle du territoire pour contribuer à la transition écologie et énergétique vers le Développement Durable.

Pour le SMEM:

Le SMEM, Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Electricité en Martinique, est garant du contrôle, de la qualité et du développement du réseau de distribution public de l'énergie électrique sur tout le territoire. A ce titre il doit tenir compte, tant du contexte énergétique mondial que de la situation particulière de la Martinique en zone non interconnectée, pour bien négocier l'évolution de son réseau électrique et d'en assurer la pérennité : il faut préparer les modifications structurelles qui devront intervenir.

L'intégration des progrès techniques aux concepts modernes des réseaux électriques montre qu'il est désormais nécessaire de coordonner l'ensemble des acteurs du système, des producteurs aux consommateurs. Ainsi, le SMEM souhaite parallèlement une accentuation des actions de MDE, de la recherche et du développement des énergies renouvelables, l'évaluation et l'intégration progressive des technologies émergentes : stockage et réseaux intelligents...

La sensibilisation et l'information des collectivités demeurent aussi des points essentiels du dispositif, destinés à conscientiser et préparer les citoyens de demain.

Pour EDF:

Dans le cas spécifique des Départements d'Outremer et de la Corse, en sus des obligations d'achat d'énergie, EDF a la charge de la gestion des systèmes électriques. A ce titre, EDF souhaite s'associer au présent accord dans un souci de maîtrise des consommations d'électricité, de réduction de la puissance électrique maximum appelée et de développement de l'activité économique sur l'île.

EDF, acteur obligé au titre de la loi des certificats d'économies d'énergie, a développé des offres d'efficacité énergétique pour aider les particuliers, les entreprises et les collectivités à améliorer la performance énergétique de leur patrimoine.

EDF propose de soutenir les opérations de promotion du solaire thermique, le développement d'une filière locale de protection thermique des bâtiments, le déploiement de la LED pour tous les usages d'éclairage et le lancement de grands projets d'infrastructure (exemple : réseau de chaleur et/ou de froid, SWAC...)

Pour l'ADEME :

Dans le cadre des politiques définies par l'État, l'ADEME a pour mission de susciter, animer, coordonner, faciliter et, le cas échéant, réaliser toutes opérations ayant pour finalité :

- la réalisation d'économies d'énergie et le développement des énergies et matières premières renouvelables ;
- la lutte contre le changement climatique et la limitation de gaz à effet de serre ;
- la réduction des impacts environnementaux ;

A ce titre, elle conseille les collectivités publiques et les entreprises et soutient leurs projets. Elle contribue à sensibiliser tous les acteurs et à faire évoluer les comportements y compris ceux du grand public.

La présente convention intervient dans un contexte national et international marqué par une forte progression des problématiques liées au changement climatique et par des tensions de plus en plus fortes sur le marché des matières premières et des énergies fossiles.

Ces déterminants majeurs de l'évolution de nos sociétés appellent des réponses adaptées de protection de l'environnement inscrites dans des démarches de développement durable que l'Etat, l'ADEME, et la Collectivité Territoriale comptent conduire au travers de cette convention et en application du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) pour 2015-2020, afin d'atteindre les objectifs de la Loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte.

Il a été en conséquence convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 La présente convention précise les modalités selon lesquelles les partenaires s'associent en vue de définir un programme d'actions sur la période 2016-2020 dénommé Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) et de participer techniquement et financièrement à sa mise en œuvre. La Collectivité Territoriale, l'ADEME, le SMEM et EDF ont décidé d'associer leurs moyens et compétences afin de définir un programme commun ambitieux et pluriannuel de maîtrise de la demande en énergie et le développement des énergies renouvelables.

1.2 Territoire

En matière de réseau électrique, la Martinique est une ZNI : La Zone Non Interconnectée. La compétence des Parties porte sur cette zone.

1.3 Définition

On entend ici par MDE, toute action destinée à la maîtrise de la demande en énergie et répondant au moins à l'un des 2 objectifs suivants :

- Réduire la consommation d'électricité. Unité de mesure : le MWh (Méga Watt Heure)
- Corriger la courbe de charge et en particulier limiter la puissance maximum demandée ou puissance de pointe. Unité de mesure : le MW (Méga Watt).

On entend ici par développement des énergies renouvelables, toute action destinée à diversifier le bouquet énergétique et répondant aux différents objectifs de transition énergétique.

ARTICLE 2 – PRINCIPES D'INTERVENTION

Compte tenu des orientations actuelles en matière de protection de l'environnement et des objectifs d'économie d'énergie définis par les politiques nationales, les partenaires décident de mener conjointement pour la période 2016-2020 une politique territoriale de maîtrise de l'énergie, de protection de l'environnement et de développement durable en cohérence avec les orientations données par la Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte, le SRCAE, de l'Agenda 21 Version 2.0 (dont le Plan Climat Energie) et la Programmation Pluriannuelle de l'Energie .

La rénovation énergétique du bâtiment sera l'une des priorités, en cohérence avec les objectifs du plan de rénovation énergétique de l'habitat (PREH), du Plan Logement Outre-Mer, et en tenant compte des enjeux de qualité de l'air intérieur.

Il s'agira de développer des projets de plates-formes intégrant le conseil-info-énergie et la formation des professionnels de la construction. Le soutien à la démonstration des solutions techniques innovantes (bâtiments démonstrateurs, constructions neuves ou réhabilitations exemplaires, technologies d'information sur le bâti, dispositifs de comptage énergétique...) ne sera pas exclu.

Les objectifs du Schéma Régional Climat, Air et Energie et de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie demeurent les lignes directrices des investissements sur les énergies renouvelables. L'observation "climat et énergies" liée à la mise en œuvre des objectifs du SRCAE devra également être développée. Les programmes de maîtrise de la demande d'électricité seront également privilégiés.

L'éco-conditionnalité sera largement recherchée (par exemple : sur l'air intérieur sur les investissements relatifs à l'efficacité énergétique).

Les PCET seront orientés sur des niveaux d'exigence plus élevés et l'obtention de résultats effectifs en demandant aux collectivités chef de file de s'engager dans des plans d'actions opérationnels notamment sur la mobilisation des renouvelables, la rénovation énergétique des bâtiments, les services de mobilité et l'aménagement.

La fonction transversale des PCET permettra de faire le lien avec les autres politiques « territoriales » soutenues par l'État ou la Collectivité Territoriale.

Au travers de cette politique conjointe, les partenaires entendent mener des actions permettant de :

- Diminuer la dépendance énergétique du territoire ;
- Soutenir les investissements destinés aux filières locales émergentes et soutenir leur développement ;
- Aider à la décision (diagnostics, études de faisabilité, conseils...) :
 - Pour permettre d'éclairer et de rationaliser les actes d'achat et d'investissement des clients,
 - Pour développer une capacité de conseil en bureau d'études (nouveaux cahiers des charges renforcés en termes d'éco-conditionnalité notamment) ;
- Constituer et animer les systèmes d'observations permettant d'asseoir l'expertise et répondre aux attentes des acteurs ;
- Informer et sensibiliser le grand public, les milieux professionnels et les collectivités locales permettant d'adopter des modes de consommation et de production responsables ;
- Accompagner et promouvoir une ingénierie nouvelle ou orientée vers de nouvelles activités (formation, soutien à la création de nouveaux profils d'emploi) :
 - Pour permettre l'émergence de nouveaux métiers et emplois,
 - Pour renforcer la professionnalisation des prescripteurs existants ;
- Favoriser les investissements exemplaires et innovants :
 - Pour couvrir les risques courus par les premiers investisseurs,
 - Pour entretenir un centre de ressources de haute qualité,
 - Pour disposer et entretenir une capacité d'expertise de bon niveau ;
- Participer à la construction durable de politiques énergétiques et environnementales de territoires et d'agglomérations ;
- Soutenir la recherche sur les domaines de l'énergie et du climat.

ARTICLE 3 – BENEFICIAIRES ET DOMAINES D'INTERVENTION

L'objectif majeur de cette politique étant d'améliorer l'environnement sous ses aspects naturels, économiques et sociaux pour le territoire, ses habitants et ses entreprises, l'ensemble des secteurs économiques sont concernés à des degrés divers par sa mise en œuvre, qu'il s'agisse des secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tertiaire public ou privé, de l'habitat individuel ou collectif.

En conséquence, de nombreux acteurs économiques locaux sont susceptibles de bénéficier des modalités d'intervention prévues à cet effet avec en priorité :

- Les entreprises, notamment les PME et PMI, qu'elles exercent une activité industrielle, agricole ou tertiaire ;
- Les collectivités et autres organismes publics ou parapublics, collectivités territoriales et leurs groupements ou mandataires, organismes d'habitat social, hôpitaux, associations, chambres consulaires ;
- Le grand public : les consommateurs, le public « jeunes ».

ARTICLE 4 - MODALITES D'INTERVENTION

Les principes d'intervention définis à l'article 2 ci-dessus vont conduire à réaliser diverses actions de soutien, de sensibilisation, de conseil et d'investissement en les dotant de moyens financiers, pour faciliter la mise en œuvre des opérations retenues.

Les interventions s'orienteront vers :

- **Des aides à la réalisation** (diagnostic et accompagnements de projet),
- **Des aides aux changements de comportement** (aides aux relais et leurs programmes d'actions),
- **Des aides à l'investissement** en rapport avec les objectifs listés ci-dessus,
- **Des aides aux contrats d'objectifs** fixant des programmes d'actions précises en matière de maîtrise de l'énergie et/ou de développement des énergies renouvelables, ...),
- **Des aides à la mise en place d'outils de financements innovants** (ingénierie financière), afin de faciliter l'accès à la ressource financière des collectivités ou entreprises.

A cet effet, les parties affecteront des moyens humains et/ou financiers pour aider les personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, mettant en œuvre des opérations correspondant aux objectifs visés.

Des crédits européens (Programme Opérationnel FEDER 2014-2020, FEADER, LEADER etc...) viendront s'ajouter aux engagements financiers mentionnés ci-dessus.

Par ailleurs, la loi programme d'orientation de la politique énergétique du 13 Juillet 2005 et ses textes d'application ont désigné EDF, signataire de la présente convention d'application, comme un des « obligés » en matière de maîtrise des consommations d'énergie. A ce titre, EDF valorisera les opérations d'investissements de maîtrise des consommations d'énergie auxquelles elle aura participé financièrement seule ou avec la Collectivité Territoriale ou le SMEM, sous forme de certificats d'économie d'énergie, et donc hors financement ADEME.

ARTICLE 5 - DEFINITION ET EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIONS ENVISAGE

5.1. - Contenu du programme

Le programme d'actions est décrit dans les annexes thématiques et fait partie intégrante de la présente convention. Ce programme prévisionnel précise les interventions conjointes, leurs modalités de mise en œuvre, les budgets nécessaires et leur répartition entre **les Parties**, les taux maximaux de participation **des Parties** ainsi que les éventuels plafonds retenus pour chaque type d'action. Les systèmes d'aides sont rendus publics et envoyés pour information ou notifiés à la Commission européenne lorsque les règles communautaires l'exigent.

5.2. - Exécution du programme

Le programme d'actions pluriannuel sera exécuté sous forme de décisions ou de conventions de financement (pour l'ADEME) ou de décisions d'attribution des aides (délibérations ou arrêtés délibérants) accordées aux bénéficiaires (pour la Collectivité Territoriale, le SMEM et EDF). Ces décisions ou conventions seront signées par le Président de l'ADEME et par les instances délibérantes de la Collectivité Territoriale, du SMEM et d'EDF jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est toutefois convenu que des décisions ou conventions signées par **les Parties** postérieurement au 1^{er} janvier 2016 et antérieurement à la date de notification de la présente convention pourront être intégrées à ladite convention sur décision du comité de gestion.

Les paiements consécutifs seront réalisés conformément au règlement financier de la Collectivité Territoriale, du SMEM, d'EDF et/ou aux règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

Un avenant de clôture sera établi dans un délai maximal de 4 mois au terme de la période 2016 - 2020 à compter des derniers paiements effectués par la Collectivité Territoriale et l'ADEME.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La présente convention est signée pour une durée de cinq ans.

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa notification par l'ADEME. Par notification, il faut entendre la date d'envoi par l'ADEME à la Collectivité Territoriale au SMEM à EDF et au Préfet de Martinique d'un des exemplaires originaux de la présente convention signée par les cinq parties.

ARTICLE 7 - MONTANT DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

Pour la période 2016-2020, les partenaires prévoient de mobiliser au titre du Programme Territorial de Maîtrise de l'Energie (PTME) le montant de :

pour la Collectivité Territoriale : 13 150 000 €

pour l'ADEME : 10 000 000 €

pour le SMEM : 6 630 000 €

pour EDF : 17 400 000 €

suivant les principes et selon les modalités d'intervention indiqués aux articles 2, 3 et 4 de la présente convention pluriannuelle.

Les annexes de la présente convention indiquent, par domaines, les actions prévues pendant la période 2016-2020, et en constituent de ce fait partie intégrante. Elles précisent pour information les crédits européens FEDER apportés au titre du présent programme. Elles apportent les éléments de programmes complémentaires non intégrés au CPERD et/ou venant les compléter.

Soit, pour rappel des engagements du Contrat de Plan Etat-Région-Département (CPERD) pour la période 2015-2020 :

pour la Collectivité Territoriale : 13 150 000 €

et

pour l'ADEME : 12 000 000 €

ARTICLE 8 - CONTRIBUTIONS FINANCIERES ANNUELLES DES PARTENAIRES ET DE L'ADEME

A titre indicatif, la contribution financière des partenaires chaque année sera équivalente à 1/5ème des montants prévus à l'article 7.

Les montants prévisionnels des contributions financières annuelles des partenaires seront déterminés et fixés, chaque année en fonction du bilan des actions menées antérieurement et du programme prévisionnel de l'année suivante. Si ces montants devaient être significativement inférieurs ou supérieur, soit plus ou moins 30%, au 1/5 du montant total prévu, cette modification serait validée par voie d'avenant.

Les engagements financiers annuels de l'ADEME resteront subordonnés, d'une part, à l'obtention des autorisations d'engagement compte tenu des moyens financiers inscrits par les lois de finances et, d'autre part, au respect des procédures d'attribution y afférentes.

Les engagements financiers annuels de la Collectivité Territoriale et du SMEM resteront subordonnés à l'inscription des crédits correspondants dans leurs budgets respectifs.

Les engagements financiers annuels d'EDF resteront subordonnés à l'obtention des autorisations d'engagement délivrées par les instances décisionnelles de l'entreprise.

ARTICLE 9 - SUIVI, BILAN ET EVALUATION

Les partenaires se tiendront informés réciproquement et périodiquement de l'état d'avancement des engagements, des paiements, des désengagements et des remboursements effectués dans le cadre de la présente convention.

Un bilan financier sera effectué à la fin de chaque année établissant un arrêté des comptes d'engagement. Les crédits non engagés constatés dans le bilan des décisions d'attribution des aides, visé à l'article 5.2. Ci-dessus, seront réintégrés respectivement dans le budget **des Parties**.

Un bilan définitif financier et qualitatif de la réalisation finale du programme 2015-2020 sera effectué par le comité de gestion au plus tard dans un délai de 4 mois à compter des derniers paiements effectués auprès des bénéficiaires par la Collectivité Territoriale et l'ADEME.

Un bilan d'exécution de la convention sera effectué à mi-parcours en 2017, afin de procéder, si nécessaire, à un éventuel redéploiement des actions et des crédits pour les années 2018 à 2020.

A cet effet, l'ADEME s'engage à mettre en place un suivi des actions retenues dans le cadre de la présente convention, de manière à en faciliter l'évaluation. A cette fin, la Collectivité Territoriale, le SMEM et EDF transmettront à l'ADEME les informations nécessaires relatives à chacune des opérations. La Collectivité Territoriale et l'ADEME établiront les synthèses et évaluations à partir de l'ensemble des données collectées.

Les informations relatives aux engagements et à l'évaluation des dossiers financés par l'ADEME seront transmises périodiquement par l'agence à l'Etat. Elles sont destinées à alimenter SYNERGIE (outil informatique de l'Etat et de la Collectivité Territoriale destiné notamment au suivi des CPER et des fonds structurels européens).

ARTICLE 10 - MODALITES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

Un Comité de Gestion, composé du Préfet de Martinique, du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale, du Président de l'ADEME, du Président du SMEM, et du Directeur d'EDF ou leurs représentants se prononce sur les demandes d'aides ou les achats de prestations susceptibles d'être financées au titre de la convention pluriannuelle.

La participation des parties peut varier en fonction du type d'action et peut amener à ne concerner que 2 parties sur les 4. La règle de l'unanimité des financeurs concernés étant applicable.

Les modalités de fonctionnement du Comité de Gestion, du Comité technique de programmation figurent en annexe.

ARTICLE 11 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES

11.1 Instruction des dossiers

Les modalités de réception, d'instruction et de financement des dossiers traduisent les principes suivants :

- publicité des fonds ;
- unicité de guichet pour les demandeurs ;
- éco-conditionnalité environnementale pour les dossiers instruits ;
- respect des dates limites de réception des dossiers de demandes d'aide sachant qu'une demande ne peut être instruite que si le dossier est déclaré complet ;

- établissement de délais d'instruction, de décisions et d'envoi des actes juridiques nécessaires à la bonne gestion des dossiers par les bénéficiaires finaux ;
- cohérence avec les procédures d'instruction ou de consultation internes aux partenaires ;
- consultation, autant que de besoin, de l'ensemble des services ou organismes concernés notamment de l'État et de la Collectivité Territoriale, chacun dans son domaine de compétence, et au travers de sa commission régionale des aides pour l'ADEME.
- évaluation réalisée par l'outil de l'ADEME ou par un outil commun aux partenaires compatible avec celui de l'ADEME.

Après réception des dossiers selon un dispositif défini en commun, l'instruction est réalisée au regard des critères et des systèmes d'aides applicables :

- Les parties assureront une instruction conjointe ou séparée des dossiers soumis au Comité de Gestion, suivant les cas.
- La Collectivité Territoriale et l'ADEME veillent à recueillir, autant que de besoin, l'avis des organismes et/ou services d'Etat ou de la Collectivité Territoriale concernés, chacun dans son domaine de compétence technique, notamment au travers de la commission régionale des aides de l'ADEME.
- Les parties consultent leurs instances conformément à l'article 10.2 de la présente convention.

11.2. - Décision d'attribution des aides, décision ou convention de financement et délai de réalisation

Les décisions d'attribution des aides sont prises, chacun pour la partie le concernant, sur la base des propositions du Comité de Gestion, selon les règles communes arrêtées par la présente convention, et selon les modalités internes de validation propres à chaque partenaire :

Pour la Collectivité Territoriale, le Président du Conseil Exécutif rapporte devant le Conseil Exécutif ou l'Assemblée Plénière les propositions du Comité de Gestion dans les termes où ils ont été arrêtés par celui-ci, pour arrêté délibérant ou délibération exécutoire.

Pour l'ADEME, la décision ou convention de financement est signée par le Président de l'ADEME ou son représentant habilité.

Pour le SMEM, le Président rapporte devant le conseil syndical, les propositions du Comité de Gestion dans les termes où ils ont été arrêtés par celui-ci, pour délibération exécutoire.

Les paiements au bénéficiaire par **les parties** seront réalisés dans un délai maximal de 44 mois à compter de la date de notification des décisions et/ou conventions de financement du bénéficiaire. De plus, un avenant de clôture sera établi dans un délai maximal de 4 mois à compter des derniers paiements effectués par la Collectivité Territoriale, par l'ADEME, par le SMEM et par EDF.

11.3 Notification des décisions ou conventions, publicité et diffusion des résultats des opérations aidées.

Chaque décision attributive d'aide ou décision ou convention de financement au titre de la convention pluriannuelle et de ses avenants est notifiée par le Président du Conseil Exécutif, le Président du SMEM, le Directeur d'EDF et le Président de l'ADEME, suivant les modalités arrêtées en Comité de Gestion, ou par leurs représentants dûment habilités, chacun pour la partie le concernant. Il est rappelé explicitement au bénéficiaire que l'aide lui est attribuée au titre de la convention pluriannuelle et que ces engagements interviennent en application du Contrat de plan Etat-Région-Département.

Tout document d'information relatif à la réalisation d'une opération aidée, toute manifestation publique, tout document technique relatif à la présentation de ses résultats devront mentionner que l'aide dont ils ont bénéficié a été obtenue en application de la convention pluriannuelle entre les parties, au titre du volet "Transition écologique et énergétique et écologique" et du contrat de plan Etat-Région-Département.

11.4. - Règlement des aides

Pour chaque opération, les conditions et modalités de règlement financier des aides sont définies dans les conventions de financements passés avec les bénéficiaires des aides.

11.5 Mode de gestion des fonds d'intervention

Il est convenu que les aides financières accordées par **les parties** après délibération du comité de gestion seront gérées de façon séparée par chaque partenaire suivant ses modes budgétaires propres.

La contribution financière de chacun des partenaires financiers est conservée sur son budget propre et gérée selon ses propres procédures. Les modalités de gestion de la convention sont précisées conformément à la composition et au fonctionnement du comité de gestion.

Les partenaires de la convention pluriannuelle se tiendront périodiquement informés de l'état d'engagement et d'avancement des opérations aidées dans le cadre des contributions financières annuelles.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS

Chaque année, il pourra être procédé à une révision de la convention pluriannuelle après accord préalable sur les modifications proposées, les partenaires conviendront de modifier par voie d'avenant les dispositions de la présente convention en conséquence.

Si le Contrat de Plan Etat-Région-Département venait à être résilié, les partenaires étudieront alors les incidences de ladite résiliation sur les conditions et modalités d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 – RESILIATION, LITIGES

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des partenaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Le non-respect d'une des dispositions de la présente convention par **les parties** pourrait entraîner de plein droit sa résiliation par l'autre partie.

Dans cette hypothèse, les éventuels avenants demeureront en vigueur jusqu'à leur complet achèvement.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 14 – VALIDITE

Cette convention demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Fait en dix exemplaires originaux, à , le

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique,

Le Président de l'ADEME,

Le Président du SMEM,

Le Directeur d'EDF,

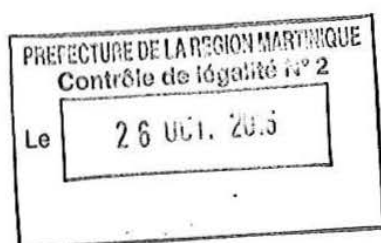
Le Préfet
de Martinique,

DATE DE LA NOTIFICATION

Annexe financière

Tableau de financement du Programme Territorial de Maitrise de l'Energie(PTME)

Convention Etat ADEME CTM SMEM EDF (en k€)						
Programmes	CTM	ADEME	SMEM	EDF	TOTAL	CPERD
	2016 - 2020	2016 - 2020	2016 - 2020	2016 - 2020	2016 - 2020	2015-2020
A – Maitrise de la Demande en Energie et Efficacité Energétique (Bâtiments, Entreprises, Collectivités,...)	7 000	4 167		8 500		12 000
B – Energies Renouvelables (Animation, investissements, évaluation, communication, formation thermiques, électriques, réseaux,...)	3 150	3 333		8 500		7 150
C - Projets territoriaux de développement durable (dispositif d'observation, aménagement, mobilité, PCET, TEPCV,...)	3 000	2 500		400		6 000
MONTANT TOTAL	13 150	10 000	6 630	17 400	47 180	25 150



Règles générales concernant les contributions apportées par l'ADEME et la Collectivité Territoriale et les modalités d'intervention soutenues

Les enveloppes financières figurant au tableau (annexe titre 1) et dans les fiches ci-après représentent une prévision indicative de répartition des montants totaux prévus à la présente convention.

Chaque fiche présente les plafonds et taux maximaux d'intervention applicables aux différentes opérations. A défaut de régime d'aide ou d'aménagement spécifique précisé dans les fiches jointes, les actions soutenues dans le cadre de la présente convention doivent respecter les systèmes d'aide et les règles associées, approuvés par le Conseil d'Administration de l'ADEME et la Collectivité Territoriale et validés à la date de notification des aides correspondantes. En tout état de cause, les aides respectent les règles d'encadrement communautaire des aides d'Etat.

Les modalités pourront concerner :

1. le soutien à la constitution et l'animation des systèmes d'observation permettant d'asseoir l'expertise et de répondre aux attentes des acteurs ; ce soutien pourra notamment porter sur les études réalisées dans ce cadre, et le développement d'outils
2. le soutien aux actions de communication et de formation
3. le soutien au développement de relais de conseils et aux missions d'animation sur les territoires : ce soutien pourra notamment prendre la forme de contrats avec des structures porteuses définissant des objectifs quantitatifs d'animation et de conseil et de performances liés
4. l'aide à la décision (diagnostics, études de faisabilité, conseils...)
5. l'aide aux investissements, notamment exemplaires et innovants.

Par ailleurs, des règles générales sont adoptées concernant les taux d'aide pour les types d'opération suivants :

- OPERATIONS D'INTERET GENERAL

Le Comité de Gestion peut décider le financement jusqu'à 100 % par la Collectivité Territoriale et l'ADEME d'actions d'intérêt général (études, suivi, évaluation, communication) s'inscrivant dans les priorités de la présente convention et pour l'ensemble des volets et programmes.

- AIDE A LA DECISION

Les modalités d'aide à la décision sont fixées selon les dispositifs d'aides de l'ADEME et de la Collectivité Territoriale ou selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après. Les montants et pourcentages d'aides affichés doivent toujours s'entendre comme des montants et pourcentages maximaux.

- OPÉRATIONS BÉNÉFICIAIRE DE CEE

Les porteurs de projets bénéficiant, dans le cadre d'une opération, du dispositif public des Certificats d'économie d'énergie (CEE) pourront, le cas échéant, et pour cette même opération, bénéficier d'une aide de l'ADEME au titre de la présente convention, dès lors qu'il ne s'agit pas d'une aide à l'investissement. Sont notamment visées par cette disposition les plates-formes de rénovation énergétique de l'habitat."

- GUICHET UNIQUE

Un dispositif de guichet unique est mis en place afin de faciliter l'instruction des dossiers. La présente convention précise qui de la Collectivité Territoriale ou de l'ADEME prend en charge le guichet unique dispositif par dispositif. Toutefois, afin de respecter les dotations financières de chaque financeur par programme, le guichet unique pourra être inversé à des fins d'ajustements.

Annexes thématiques

A - MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE ET EFFICACITE ENERGETIQUE

OBJECTIFS ET ENJEUX

Afin d'atteindre l'autonomie énergétique de l'île en 2030, il est nécessaire de développer d'avantage l'efficacité énergétique des installations et équipements car l'ensemble de cette demande ne saurait être couverte par les EnR.

La maîtrise de l'énergie est le défi majeur de la transition énergétique notamment en Martinique car elle revêt des enjeux environnementaux mais également économiques et sociaux.

Sur cette période, les parties amplifieront leur politique énergétique en faveur des particuliers, des collectivités et des acteurs économiques et de l'innovation.

Objectif : Permettre d'engager au cours de la période une diminution de la consommation énergétique, compatible avec les objectifs de l'autonomie énergétique à l'horizon 2030.

1) La performance énergétique des bâtiments publics et privés en neuf et en rénovation

Ces quinze dernières années, du fait de la hausse des niveaux de confort, la consommation énergétique des logements a connu une croissance quasi exponentielle. La baisse de la facture énergétique des ménages est un enjeu environnemental mais également social avec l'expansion de la *précarité énergétique*.

La cible première des actions de maîtrise de l'énergie dans le secteur résidentiel est la réduction de la consommation d'électricité de la climatisation ainsi que la généralisation de l'eau chaude solaire, aussi bien dans le neuf que dans la rénovation. Dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la CTM, en accord avec les politiques existantes, notamment le *Plan Logement Outre-Mer*, seront déployées des actions renforcées en matière :

- d'accompagnement de proximité des particuliers (Espaces Info Energie, Plateformes de la rénovation...),
- de montée en compétences des professionnels du secteur (Plateaux techniques de formation, Animation de la filière, développement du RGE...),
- de lutte contre la précarité énergétique,
- de soutien au passage à l'acte de rénovation
- de soutien à la démonstration de solutions techniques innovantes (bâtiments démonstrateurs PREBAT, technologie d'information sur le bâti, dispositifs de comptage énergétiques,...).

Le soutien à la rénovation des logements sociaux et la construction de logements sociaux exemplaires est également intégré à ce chapitre.

2) L'efficacité énergétique des acteurs économiques

Du fait d'un usage important de la climatisation, le secteur tertiaire est le principal consommateur de « froid » en Martinique. Le parc étant en partie vétuste, le gisement d'économie d'énergie est l'un des plus importants. Par ailleurs, le secteur de l'industrie est indispensable au fonctionnement de l'économie martiniquaise. L'augmentation de son efficacité énergétique est nécessaire pour réduire les coûts de production et pérenniser ces emplois dans le temps. Enfin, le transport étant le premier poste de consommation de l'île, les entreprises devront veiller à optimiser leur mobilité.

Le contrat de plan État-Région encourage les entreprises à engager une démarche d'utilisation rationnelle de l'énergie, passant par :

- des aides à la décision (diagnostic, étude de faisabilité),
- l'accompagnement à la montée en compétences (information, animation, formation, ...),
- la mise en place de systèmes de gestion énergétique,
- la mise en œuvre de politique de gestion de la mobilité et d'émergence de nouveaux services,
- l'investissement dans des procédés plus sobres et plus propres,
- la mise en œuvre du Système de Management de l'Energie (ISO 50 001),
- la valorisation ou la récupération d'énergie,
- la réduction des consommations d'énergie (climatisation, éclairage...).

Une attention particulière est portée à la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles et à leur suivi dans le temps.

3) Les économies d'énergies au sein des collectivités

La majorité des collectivités martiniquaises rencontre des difficultés financières et les factures énergétiques pèsent lourd dans leur budget. L'éclairage public est le premier poste de dépenses et ce dernier a un lourd impact sur la « pointe électrique » du soir. Par ailleurs, une partie du parc de bâtiments publics étant vétuste, l'enjeu y est fort, sur le plan énergétique comme sur celui du confort des occupants. Enfin, les flottes de véhicules étant également importantes, l'évolution de la mobilité doit permettre aux communes et collectivités d'alléger leur budget.

Ces dernières pourront être accompagnées pour déployer sur leur territoire des initiatives en matière :

- de management de l'énergie,
- de montée en compétences,
- d'éclairage public, de plateaux sportifs et stades,
- de rénovation exemplaire du parc bâti public,
- de modes de déplacements durables et de nouveaux services à la mobilité.

Les acteurs du tertiaire public ou non lucratif sont également concernés par ces actions.

BENEFICIAIRES

- Les associations
- Les entreprises et les prestataires d'études
- Les organismes publics, les bailleurs sociaux et les maîtres d'ouvrage privés
- Les collectivités territoriales ou leurs groupements
- Les particuliers (sauf pour les aides de l'ADEME)

DESCRIPTION DES ACTIONS

Communication - Formation – Relais :

- Actions de communication ciblées (communication généraliste sur la rénovation énergétique, l'efficacité énergétique ...)
- Actions d'éducation aux éco-gestes via les relais
- Actions de formations initiales et formations continues des professionnels
- Soutien aux relais et à leurs actions développées (Espaces Info Energie, Plateforme de la Rénovation, associations...)

Aide à la décision :

- Etudes nécessaires à la mise en œuvre des opérations (AMO, diagnostic, étude de faisabilité, plans de déplacement ...),
- Etudes d'état des lieux et de définition de plan d'actions pour certaines typologies de bâtiments ou d'équipements énergivore (programme pluriannuel de rénovation)
- Etudes nécessaires à la mise en place des Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique
- Accompagnement à la mise en place de management de l'énergie
- Dispositif de lutte contre la précarité énergétique

Aide à l'investissement :

- Accompagnement financier des opérations de rénovations énergétiques de bâtiments ou de constructions neuves exemplaires
- Accompagnement financier des investissements des entreprises et des collectivités pour limiter leurs consommations énergétiques
- Accompagnement financier sous forme de prêt participatif d'EDF
- Autres aides à l'investissement permettant la réduction des consommations énergétiques

Aide à la recherche et innovation :

- Accompagnement financier des projets innovants ou de recherche liés à l'efficacité énergétique et répondant aux problématiques territoriales

MODALITES D'INTERVENTION

La répartition des taux d'intervention entre les partenaires sera définie en phase d'instruction des opérations selon les régimes d'aides utilisés par l'un et l'autre des partenaires :

Les actions d'intérêt commun (appels à projets, actions ciblées de sensibilisation, de communication) pourront être financées à 100%. Le financement pourra être pris en charge par l'un des Partenaires ou en cofinancement

Participations financières envisagées (en K€) :

CTM :	7 000
ADEME :	4 167
SMEM :	XXX
EDF :	8 500

B - ENERGIES RENOUVELABLES

OBJECTIFS ET ENJEUX

La production électrique de la Martinique est fortement dépendante des énergies fossiles, puisqu'elle dépend à 93 % du pétrole importé. L'électricité est produite principalement par des centrales au fioul très émettrices de gaz à effet de serre (en Martinique la production d'électricité émet en moyenne 800 kg de CO₂/ MWh).

Comme la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies renouvelables, est un levier fort, pour réduire de manière significative sa dépendance énergétique et ses émissions de gaz à effet de serre.

Le SRCAE et la Loi de Transition énergétique fixe des objectifs ambitieux : 50% d'ENR en 2020 et l'autonomie énergétique à l'horizon 2030. Ces objectifs seront retranscrits dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).

L'augmentation à rythme soutenu des énergies renouvelables posent la question de leur intégration sur le réseau d'électricité martiniquais. En effet, si les énergies renouvelables thermiques n'ont pas d'incidences sur le réseau électrique, le caractère intermittent de certaines énergies renouvelables électriques (photovoltaïque, éolien) implique un effort particulier pour accompagner leur développement.

Sur cette période, les parties amplifieront leur politique énergétique en faveur des particuliers, des collectivités et des acteurs économiques et de l'innovation.

L'ADEME pourra accompagner les acteurs par la mise en place de Contrat de Développement Territorial ou Patrimonial des ENR.

Objectif : Augmenter la part des ENR dans le mix énergétique en vue de l'autonomie énergétique à l'horizon 2030 (objectif SRCAE) avec les contraintes propres à un territoire insulaire

Pour la chaleur renouvelable, il s'agira de poursuivre et d'amplifier le soutien aux projets en modulant les règles d'éligibilité pour une optimisation de l'usage des fonds dédiés, en améliorant leur complémentarité et leur combinaison avec les autres fonds publics et financiers (FEDER...).

Pour l'électricité renouvelable, Il s'agira principalement de :

- Soutenir la production d'électricité renouvelable et son intégration sur le réseau électrique martiniquais
- Soutenir les opérations exemplaires et innovantes de production d'électricité renouvelable
- Soutenir les technologies innovantes en matière de stockage d'énergie et de réseau intelligent permettant d'accompagner l'intégration des énergies renouvelables intermittentes
- Accompagner le programme d'exploration géothermique en Martinique

BENEFICIAIRES

- Les associations
- Les entreprises et les prestataires d'études
- Les organismes publics, les bailleurs sociaux et les maîtres d'ouvrage privés
- Les collectivités territoriales ou leurs groupements
- Les particuliers (sauf pour les aides de l'ADEME)

DESCRIPTION DES ACTIONS

Communication - Formation :

- Actions de communication ciblées (communication généraliste ENR, campagnes de sensibilisation...)
- Organisation d'ateliers pratiques, de séminaires ou autres événements ciblés
- Actions d'éducation à l'environnement
- Actions de formation

Aide à la décision :

- Diagnostic / Etudes de faisabilité et/ou mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage (ou Maîtrise d'Œuvre) pour la mise en place de système ENR,
- Evaluation des actions réalisées (audit de qualité, campagnes de mesures)

Aide à l'investissement : accompagnement financier des équipements de production thermique et électrique

- Opérations de diffusion du solaire thermique (eau chaude solaire dans le logement individuel ou collectif, dans les secteurs touristiques et industriels, solaire thermique pour autre usage)
- Géothermie basse température, récupération de chaleur fatale et réseau de chaud/froid associé
- Opérations exemplaires et innovantes de production d'électricité renouvelable
- Valorisation électrique ou thermique du biogaz issu de déchet ou de l'agriculture
- Valorisation électrique ou thermique des coproduits d'activité

Aide à la recherche et innovation

- Accompagnement d'opération de recherche, et d'innovation de nouvelles technologies (par exemple : stockage d'énergie, smart grid électromobilité...)
- Accompagnement du programme d'exploration géothermique en Martinique (forages et accompagnement scientifique)
- Expérimentation de climatisation solaire thermique ou photovoltaïque

MODALITES D'INTERVENTION

La répartition des taux d'intervention entre les partenaires sera définie en phase d'instruction des opérations selon les régimes d'aides utilisés par l'un et l'autre des partenaires :

Les actions d'intérêt commun (appels à projets, actions ciblées de sensibilisation, de communication) pourront être financées à 100%. Le financement pourra être pris en charge par l'un des Partenaires ou en cofinancement

Participations financières envisagées (en K€) :

CTM :	3 150
ADEME :	3 333
SMEM :	XXX
EDF :	8 500

C - PROJETS TERRITORIAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET OBSERVATOIRES

OBJECTIFS ET ENJEUX

La mobilisation et la coordination des acteurs du territoire représentent la « clé de voûte » pour la réussite de la transition énergétique et la définition d'objectifs communs.

Sur cette période, l'Etat et la CTM viseront au déploiement de démarches intégrées, ambitieuses et cohérentes autour des enjeux du développement durable.

Objectif : Renforcer la dynamique de territorialisation en termes de :

- Lutte contre le changement climatique par la réduction des gaz à effet de serre.
- Développement local et territorial adoptant des modes de consommation, de production industrielle, de mobilité et d'aménagement écoresponsables.
- Déploiement des stratégies d'adaptation au changement climatique.

Il s'agit de favoriser les changements de comportement grâce à la consolidation de moyens d'observer les origines et les conséquences des différents impacts environnementaux sur le territoire (énergie, déchets ...) et du changement climatique. Il conviendra d'informer et de conseiller tous les acteurs. Le développement d'outils et de compétences favorisera la prise de décisions.

Les observatoires :

Objectif : Renforcer les activités d'observation comme outils pertinents d'aide à la programmation des actions territoriales et au suivi de l'action dans le domaine de l'énergie, des déchets et de la lutte contre le changement climatique.

Dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la CTM, en accord avec la loi de la Transition Energétique, seront déployées des actions renforcées en matière :

- ✓ D'accompagnement aux activités des observatoires et la mise à disposition périodique de bilans territoriaux « Energie et gaz à effet de serre ».
- ✓ De montée en compétence des observatoires en les enrichissant de données thématiques, sectorielles, particulières et territoriales.
- ✓ De partenariat avec les autres observatoires (environnement (DEAL), qualité de l'air, déplacements (ADUAM)) et autres instances pertinentes (UAG, etc).

Démarches Territoriales :

L'article 1 de la loi de la Transition Energétique promeut l'émergence de territoires à énergie positive qui favorisent l'efficacité énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la sobriété énergétique et le déploiement des énergies renouvelables.

Le territoire dispose d'acteurs pertinents en mesure d'intégrer des démarches exemplaires servant la transition énergétique. Cette déclinaison territoriale est un gage d'efficacité pour tenir les engagements territoriaux en termes de développement durable.

Depuis 2008, l'ADEME soutient la « réalisation de projets territoriaux exemplaires » via ses réseaux locaux :

- Territoires Energie Climat : regroupant les chargés de mission en charge de l'animation et du suivi du Plan Climat Air Energie Territorial à l'échelle intercommunal.
- Territoire Durable regroupant les acteurs de l'urbanisme à tous les échelons (animation d'un réseau Territoire Durable Martinique par l'ADEME)

- Approches territoriales en termes de transport et de mobilité

Objectif : Encourager les démarches transverses répondant aux engagements territoriaux fixés dans le cadre de la Transition Energétique.

Dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la CTM, en accord avec la loi de la Transition Energétique, seront déployées des actions renforcées en matière :

- ✓ D'accompagnement de relais territoriaux :
 - les collectivités via des démarches intégrées et exemplaires relevant des thématiques énergie et gaz à effet de serre (Contrat d'Objectif, Cit'ergie, TEPOS, etc) en soutenant des actions de sensibilisation en lien avec les politiques locales (PCAET, SRCAE) et en fournissant des moyens techniques et méthodologiques à ces territoires.
 - urbanisme : soutenir les démarches de planification et d'aménagement durable (SAR, SCOT, PLU, opérations d'aménagement...)
 - Mobilité durable : soutenir les démarches de Plans de Déplacements Inter-Entreprises dans les zones d'activités et de Plans de Déplacements Etablissements Scolaires.
- ✓ De mise à disposition d'outils et de compétence au service de la décision, permettant aux acteurs de se saisir de thématiques émergentes.
- ✓ De développement d'une offre de formation et de recherche permettant une montée en compétence des acteurs et le déploiement de programmes de recherche.

BENEFICIAIRES

- Entreprises,
- Chambres consulaires, Syndicats ou organisations représentatives des entreprises,
- Associations,
- Collectivités...

DESCRIPTION DES ACTIONS

Communication - Formation – Relais :

- Actions de communication ciblées, actions de sensibilisation
- Organisation d'ateliers pratiques, de séminaires ou autres évènements ciblés
- Actions d'éducation à l'environnement
- Actions de formation (par exemple des membres des réseaux, des relais, des collectivités...)
- Actions développées par les relais

Aide à la décision :

- Etudes nécessaires à la mise en œuvre des actions et des démarches (exemple : diagnostic de flotte dans le cadre des PDIE, études liées au Plans Climats Territoriaux...)
- Création d'outils et méthodes à destination des relais, des réseaux, des collectivités, des entreprises... (par exemple sur la thématique du changement climatique)
- Collecte de données pour nourrir les observatoires

Accompagnement de démarches :

- Climat Air Energie : PCAET, TEPOS, TEPCV, Cit'ergie
- Urbanisme durable : AEU, référentiels/chartes
- Déplacements : Plans de déplacements (PDA, PDIE, PDES...), développement de nouveaux modes de transport collectif (par exemple : à la demande dans les zones d'activité...), chartes de professionnels du transport...
- Observatoire Energie et GES, ...

Aide à l'investissement :

- Sur les actions thématiques de la présente contractualisation
- Ou hors fonds de la présente contractualisation (TEPCV, TEPOS...)

Recherche - Innovation :

- Soutien de programmes de recherche et développement sur les thématiques transversales (exemple : climat, déplacement, ...) ou ciblées à l'échelle du territoire (exemple : développement d'une filière locale de biomasse)
- Expérimentation d'outils et méthodes innovants sur le territoire (exemple : méthode d'évaluation et suivi des documents de planifications)

MODALITES D'INTERVENTION

La répartition des taux d'intervention entre les partenaires sera définie en phase d'instruction des opérations selon les régimes d'aides utilisés par l'un et l'autre des partenaires :

Les actions d'intérêt commun (appels à projets, actions ciblées de sensibilisation, de communication) pourront être financées à 100%. Le financement pourra être pris en charge par l'un des Partenaires ou en cofinancement.

Participations financières envisagées (en K€) :

CTM :	3 000
ADEME :	2 500
SMEM :	XXX
EDF :	400

Annexe relative à la comitologie

Comité de gestion

Il se compose des représentants dûment habilités de la Collectivité Territoriale, de l'ADEME, de l'Etat du SMEM et d'EDF.

La présidence du comité est assurée par la Collectivité Territoriale et le secrétariat par l'ADEME.

A ce titre, et au nom des Partenaires, l'ADEME fera office de guichet unique. L'agence sera en charge du suivi des dossiers, de la rédaction des attestations de dépôt, de la mise en partage des pièces constitutives des dossiers, de la rédaction des comptes rendus du comité de gestion.

L'ordre du jour est arrêté sur proposition du secrétaire du comité, par le Président du Conseil Exécutif et le Président de l'ADEME ou leurs représentants dûment habilités.

Le Comité de gestion se réunit au moins deux fois par an.

Le Préfet ou son représentant veille au respect des orientations du Contrat de Plan Etat-Région-Département.

Le comité de gestion assure le suivi du programme conjoint, définit les priorités et les réorientations le cas échéant ainsi que toute communication nécessaire à la mise en œuvre des actions et procède aux arbitrages éventuels concernant les dossiers qui poseraient problème.

Préalablement à la réunion du comité de gestion, l'ADEME recueille l'avis de ses instances (Commission régionale des aides, Commission nationale des aides, Conseil d'administration), selon les règles arrêtées par son Conseil d'administration.

Les dossiers relevant d'un financement exclusif de l'ADEME ou de la Collectivité Territoriale dans le cadre de thématiques relevant de la Transition Energétique et de la Croissance Verte feront l'objet d'une présentation documentée en comité de gestion.

Le comité de gestion se prononce conformément aux règles relatives au cumul des aides publiques dans le cadre des réglementations européenne et nationale. Le Comité de Gestion veille en outre à la publicité et au respect des critères et systèmes d'aide applicables à chaque partenaire, tels que définis notamment par le Conseil d'Administration de l'ADEME. Il s'assure de la communication à mettre en œuvre pour les actions aidées dans le cadre du présent programme.

Les partenaires de la présente convention pluriannuelle se tiennent périodiquement informés de l'état d'engagement et d'avancement des opérations aidées dans le cadre de cette convention et de ses avenants, conformément à l'article 9 de la présente convention.

A l'issue de chaque année, le comité de gestion propose une actualisation du plan d'actions pour l'année suivante, et il établit l'arrêté des comptes de l'année écoulée.

Après passage en comité de gestion, les dossiers relevant du CPERD feront l'objet d'un bilan annuel au comité de programmation du CPERD et des fonds européens.

Comité technique de programmation de la présente convention

Un comité technique peut être organisé préalablement à chacun des comités de gestion.

Il réunit les services chargés au sein de la Collectivité Territoriale, du SMEM et d'EDF de la gestion des programmes concernés, et les ingénieurs et chargés de mission de l'ADEME.

Il a pour but de finaliser chaque dossier d'aide en garantissant la cohérence locale, dans la mise en œuvre des Plans climat territoriaux, du SRCAE, et les programmes d'éco-responsabilité complémentaires.

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-273-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS « LES CYCAS » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) DE SAINTE-THÉRÈSE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général n°CP/422-15 du 11 juin 2015 attribuant une participation financière aux frais de fonctionnement du Foyer de Jeunes Travailleurs « Les Cycas » pour l'exercice 2015 ;
Vu la demande de subvention de l'association d'Éducation Populaire de Sainte-Thérèse en date du 02 février 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » géré par l'Association d'Éducation Populaire de Sainte-Thérèse s'élève à la somme de quatre cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-neuf euros (454 089,00 €) au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels répartis comme suit :

- 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre : cent douze mille sept cent quatre-vingt-neuf euros (112 789 €)

- 4^{ème} trimestre : cent quinze mille sept cent vingt-deux euros (115 722 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention jointe en annexe définissant les conditions d'attribution et de versement de ladite subvention.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

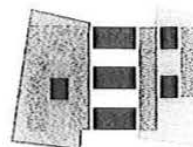
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-273-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE
DE SAINTE-THERÈSE



CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (AEP)
DE STE-THERESE gestionnaire
du FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS « LES CYCAS »
Représentée par son Président

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu l'inscription du Foyer de jeunes Travailleurs « LES CYCAS » au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux sous le numéro 970200366, indiquant une date d'ouverture au 1^{er} janvier 1972 ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de participation financière aux dépenses de fonctionnement du Foyer des jeunes de l'Association d'Education Populaire de Sainte-Thérèse en date du 02 février 2016 ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une participation financière d'un montant de..... aux dépenses de fonctionnement du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » géré par l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Deferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE DE SAINTE-THERESE

Gestionnaire du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS »

Zac de Châteauboeuf

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par **Monsieur**

N° SIRET : 316 882 711 000 21

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

L'Association d'Education Populaire (AEP) participe à la politique de prévention et de protection de l'enfance sur le territoire de la Martinique et contribue ainsi aux missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle gère et anime le Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « LES CYCAS » qui a pour mission de mettre à disposition des jeunes séparés de leur famille, un ensemble d'installations matérielles pour leur hébergement et leur restauration, ainsi que des moyens permettant leur insertion dans la vie sociale.

Cet établissement relève de la politique d'aide au logement définie à l'article L.301-1 du Code de la Construction Habitation, et constitue également un établissement social et médico-social au sens de l'article L.312-1-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles. .

Ainsi, dans le cadre de l'organisation sociale préventive en faveur de l'Enfance, le service de l'ASE est amené à confier au Foyer des Jeunes Travailleurs « Les CYCAS » la prise en charge de jeunes afin de leur assurer un logement et une aide à leur insertion sociale et professionnelle.

Cette action vient relayer celle mise en œuvre en amont par les établissements et services sociaux concourant à la protection de l'enfance (Maisons d'Enfants à Caractère Sociale), notamment lorsque les jeunes qui y sont hébergés ne satisfont plus à leurs critères d'éligibilité (critère d'âge, situation d'insertion professionnelle...).

L'hébergement en Foyer des Jeunes Travailleurs constitue alors une option permettant à ces jeunes d'éviter des situations de ruptures économiques et sociales.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » géré par l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse.

- *Accueil et accompagnement des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle ;*
- *Proposer un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs et des locaux affectés à la vie collective ;*
- *Favoriser l'insertion des jeunes par l'habitat et par différentes formes d'action concernant la vie quotidienne, l'emploi, la mobilité, la formation, les loisirs, la culture.*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse.

L'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue aux dépenses de fonctionnement du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » géré par l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse, par l'attribution d'une subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **454 089,00 €** (QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRE MILLE QUATRE-VINGT-NEUF EUROS).

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels répartis comme suit :

- 1er, 2ème et 3ème trimestre : **112 789 €**
(CENT DOUZE MILLE SEPT-CENT QUATRE-VINGT-NEUF EUROS).
- 4ème trimestre : **115 722 €**
(CENT QUINZE MILLE SEPT-CENT VINGT-DEUX EUROS)

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : ASSOCIATION AEP
- Domiciliation : CREDIT AGRICOLE MARTINIQUE-GUYANE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
19806	00003	25094041001	16

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

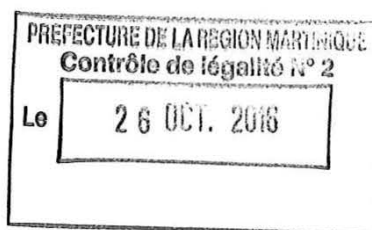
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association d'Education Populaire (AEP)
de Sainte-Thérèse

Collectivité
de Territoriale
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-274-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (FJT) « LA RUCHE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération Conseil Général n°CP/423-15 du 11 juin 2015 attribuant une participation financière aux frais de fonctionnement du foyer de jeunes travailleurs « la Ruche » pour l'exercice 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la demande de subvention de l'Association «La Ruche » en date du 12 octobre 2015;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs «La Ruche » géré par l'association «La Ruche » s'élève à la somme de trois cent soixante-treize mille trois cent quarante-six euros (373 346,00 €), au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels répartis comme suit :

- 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre : quatre-vingt-douze mille sept cent trente-trois euros et soixante-quinze centimes (92 733,75 €)

- 4^{ème} trimestre : Quatre-vingt-quinze mille cent quarante-quatre euros et soixante-quinze centimes (95 144,75 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention jointe en annexe définissant les conditions d'attribution et de versement de ladite subvention.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°16-274-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION « LA RUCHE »
gestionnaire
du FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS « LA RUCHE »
Représentée par son Président

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
 - ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
 - ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222-6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
 - ✓ *Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
 - ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
 - ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
 - ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
 - ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
 - ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
-
- ✓ *Vu l'arrêté n°86 1014 du 14 mai 1986 du Préfet, Commissaire de la République de la Région Martinique, autorisant la reconversion partielle de 20 places de la maison d'Enfants à Caractère Social gérée par l'association « LA RUCHE », en 20 places de Foyer de Jeunes Travailleurs ;*
 - ✓ *Vu l'arrêté n° 87 0657 du 20 août 1987 du Président du Conseil Général de Martinique portant habilitation du Foyer des Jeunes Travailleurs géré par l'association « LA RUCHE » à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale ;*
 - ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
 - ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
 - ✓ *Vu la demande de participation financière aux dépenses de fonctionnement du Foyer des jeunes Travailleurs « LA RUCHE » formulée par l'association « LA RUCHE » par courrier du 7 octobre 2015 ;*
 - ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une participation financière d'un montant de..... aux dépenses de fonctionnement du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » géré par l'association « LA RUCHE » ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Deferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association « LA RUCHE »

Gestionnaire de la Maison d'enfants à caractère social « La Ruche »

114, Route de Moutte

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 314 291 782 000 14

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

L'Association LA RUCHE participe à la politique de prévention et de protection de l'enfance sur le territoire de la Martinique et contribue ainsi aux missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle gère et anime le Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « LA RUCHE » qui a pour mission de mettre à disposition des jeunes séparés de leur famille, un ensemble d'installations matérielles pour leur hébergement et leur restauration, ainsi que des moyens permettant leur insertion dans la vie sociale.

Cet établissement relève de la politique d'aide au logement définie à l'article L.301-1 du Code de la Construction Habitat, et constitue également un établissement social et médico-social au sens de l'article L.312-1-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, dans le cadre de l'organisation sociale préventive en faveur de l'Enfance, le service de l'ASE est amené à confier au Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » la prise en charge de jeunes afin de leur assurer un logement et une aide à leur insertion sociale et professionnelle.

Cette action vient relayer celle mise en œuvre en amont par les établissements et services sociaux concourant à la protection de l'enfance (Maisons d'Enfants à Caractère Sociale), notamment lorsque les jeunes qui y sont hébergés ne satisfont plus à leurs critères d'éligibilité (critère d'âge, situation d'insertion professionnelle...).

L'hébergement en Foyer des Jeunes Travailleurs constitue alors une option permettant à ces jeunes d'éviter des situations de ruptures économiques et sociales.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » géré par l'association « LA RUCHE » :

- *Accueil et accompagnement des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle ;*
- *Proposer un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privés et des locaux affectés à la vie collective ;*
- *Favoriser l'insertion des jeunes par l'habitat et par différentes formes d'action concernant la vie quotidienne, l'emploi, la mobilité, la formation, les loisirs, la culture.*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'association « LA RUCHE »

L'association « LA RUCHE » doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue aux dépenses de fonctionnement du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » géré par l'Association la RUCHE, par l'attribution d'une subvention dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de TROIS CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE TROIS CENT QUARANTE SIX EUROS (373 346,00 €).

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels répartis comme suit :

- 1er, 2ème et 3ème trimestre : 92 733,75 €
(QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE SEPT CENT TRENTE-TROIS EUROS ET SOIXANTE-QUINZE CENTIMES).
- 4ème trimestre : 95 144,75 €
(QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT QUARANTE QUATRE EUROS ET SOIXANTE-QUINZE CENTIMES)

La contribution financière sera créditée au compte de l'association « LA RUCHE » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : LA RUCHE
- Domiciliation : BRÉD BANQUE POPULAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10107	00167	00512677494	75

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

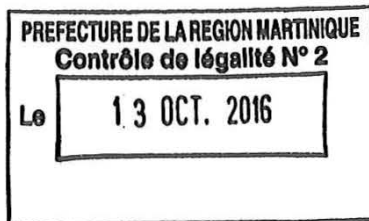
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association « LA RUCHE »

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-275-1

PORTANT ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL D'ATTRIBUTION DES SECOURS EXCEPTIONNELS AUX FAMILLES, AUX PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ET AUX VICTIMES D'INCENDIE OU DE CALAMITÉS RELEVANT DE L'ACTION SOCIALE FACULTATIVE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 121-1 à L 121-4 ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération du Conseil Général n°CP/451-07 du 3 mai 2007 pour tant délégation au président du conseil général pour l'attribution de secours d'urgence ;

Vu la délibération du Conseil Général n°CP/438-14 du 16 juin 2014 portant règlement départemental d'attribution des secours exceptionnels aux familles en situation de précarité et aux victimes d'incendie ou de calamités relevant de l'action sociale facultative ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le règlement départemental d'attribution des secours exceptionnels aux familles, approuvé par les délibérations du Conseil général n°CP/451-07 du 03 mai 2007 et n°CP/438-14 du 07 juin 2014 susvisées, est remplacé par le présent règlement territorial d'attribution des secours exceptionnels, dès publication de la présente délibération.

ARTICLE 2 : Est adopté le projet de règlement territorial d'attribution des secours exceptionnels aux familles, aux personnes en situation de précarité et aux victimes d'incendie ou de calamités relevant de l'action sociale facultative conforme au projet ci-joint.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à l'attribution de secours exceptionnels et d'urgence d'un montant plafonné à dix mille euros (10 000 €) aux familles et aux personnes en situation de précarité et aux victimes d'incendie ou de calamités relevant de l'action sociale facultative, après enquête ou avis des services sociaux de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée sur le chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

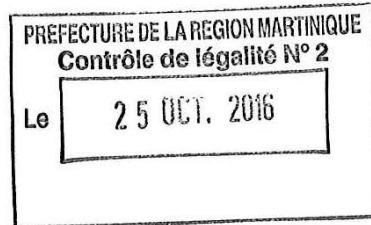
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



ANNEXE A LA DELIBERATION N°16-275-1



***PROJET DE REGLEMENT TERRITORIAL
D'ATTRIBUTION DES SECOURS EXCEPTIONNELS
AUX FAMILLES ET AUX PERSONNES EN
SITUATION DE PRECARITE ET AUX VICTIMES
D'INCENDIE OU DE CALAMITES RELEVANT DE
L'ACTION SOCIALE FACULTATIVE***

Il s'agit d'être solidaire, équitable et de rationaliser la dépense publique et à partir de critères d'attribution des aides financières au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et des procédures y afférentes mentionnées dans un règlement intérieur.

REGLEMENT D'ATTRIBUTION

Deux types de secours sont alloués par la CTM dans le cadre de l'action sociale facultative, les secours exceptionnels et les secours aux victimes de calamités ou d'incendie. Ces aides financières sont subsidiaires et doivent intervenir en complément des aides légales et de la saisine des autres dispositifs internes et externes à la Collectivité.

Ces aides sont destinées à venir en aide aux personnes en situation de précarité ou victimes d'accident de la vie.

Les objectifs sont multiples, il s'agit :

- d'assurer la solidarité de la collectivité aux personnes les plus vulnérables ;
- de prévenir une situation de surendettement, ou d'endettement;
- de renforcer la cohésion ;
- de pallier momentanément à une autonomie budgétaire;
- de lutter contre l'exclusion sociale.

A- CONDITIONS POUR L'ATTRIBUTION DES AIDES

Dispositions générales

Les secours exceptionnels ne peuvent être en aucun cas un complément de ressources. La décision d'attribution est prise par arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique selon la procédure décrite dans le présent règlement.

Ces secours exceptionnels et les secours aux victimes de calamités ou d'incendie sont attribués sauf situations exceptionnelles qu'une seule fois sur l'année civile et par foyer justifiant d'une résidence principale sur le territoire de la Martinique.

Le reste à vivre du foyer au moment de la demande (Dépenses-charges fixes) et le revenu fiscal de l'année N- 1 constituent les valeurs d'ajustement du montant des secours.

Conditions de résidence

Toute personne résidant dans la Collectivité peut bénéficier, si elle remplit les conditions d'attribution, des secours exceptionnels et des aides aux victimes de calamité.

La condition de résidence s'entend d'une résidence habituelle et non passagère.

Justificatifs de la situation sociale

Les secours exceptionnels et les aides aux victimes de calamités sont conditionnés à la fourniture des justificatifs correspondants (sauf dispositions particulières), parmi lesquelles :

Justificatifs d'identité :

- Pour les usagers de nationalité française : copie recto-verso de la Carte Nationale d'identité en cours de validité, ou copie intégrale du passeport en cours de validité portant une mention autorisant le séjour en France;
- Pour les usagers de nationalité étrangère : copie intégrale du passeport en cours de validité ou copie intégrale de la carte de séjour ou de résidence en cours de validité.

Justificatifs de domicile :

- Pour les propriétaires : copie intégrale de la taxe d'habitation et de la taxe foncière;
- Pour les locataires : copie des trois dernières quittances de loyer;
- Pour les hébergés; certificat d'hébergement de moins de trois mois accompagné de la copie du justificatif de domicile de l'hébergement (voir justificatifs propriétaire ou locataire);
- Pour les domiciliés: attestation de domiciliation de l'organisme habilité ou certificat d'hébergement de la Mairie.

Justificatifs de ressources :

- Copie intégrale du dernier avis d'imposition ou de non-imposition;
- Copie des trois dernières fiches de salaire.

Justificatifs bancaires :

- Relevé d'Identité Bancaire;

Le cas échéant, la Collectivité Territoriale de Martinique, pourra demander certains justificatifs complémentaires ou spécifiques pour chacune des aides citées.

B - CONDITIONS DE RESSOURCES

Les demandes pour les familles ou personnes dont les ressources sont supérieures au montant mensuel brut du SMIC majoré de 150% au 1^{er} janvier de l'année civile, sont irrecevables par la Collectivité Territoriale de Martinique, sans la mise en place d'un plan d'apurement dans le cadre de la commission de surendettement.
Le montant ne doit pas dépasser 2 fois ½ le SMIC.

C - PROCEDURES

Elle se décompose en deux étapes :

1. Évaluation sociale

Une priorité est donnée à l'évaluation sociale menée par un travailleur social exerçant sur le territoire. Cette évaluation fera l'objet d'un rapport circonstancié comportant :

- un projet social ;
- un plan de financement cohérent avec la participation des partenaires en fonction de la difficulté (CCAS, CAF, CGSS ...) ;
- un avis circonstancié du cadre ou de la hiérarchie ;
- des pièces justificatives relatives à l'identité, aux ressources et charges (datant de moins de 3 mois) et à la problématique de l'usager. Il convient d'identifier le reste à vivre et le revenu fiscal du foyer.

2. Décision

- Instruction par les services (évaluation sociale, avis technique ...) ;
- Validation par le Conseiller Exécutif ;
- Décision du Président du Conseil Exécutif.

CRITERES D'ATTRIBUTION ET DE RECEVABILITE

DOMAINES	MOTIFS	PUBLICS CIBLES	OBSERVATIONS	PLAFOND D'AIDE (à titre indicatif)
Logement	Participation à la réalisation de mur de soutènement	Personnes âgées, propriétaires Personnes en situation de handicap BRSA Famille monoparentale bénéficiaire des minimas sociaux	- Occuper le logement à titre de résidence principale - Sous réserve avis technique	7 000 € à 10 000 €
	Travaux de sécurisation urgente du logement (danger imminent)	Personnes âgées, propriétaires Personnes en situation de handicap BRSA Famille monoparentale bénéficiaire des minimas sociaux	- Occuper le logement à titre de résidence principale - Sous réserve avis technique - En complément des dispositifs de droit commun	5 000 €
	Accessibilité du logement (pour favoriser l'aménagement ou l'accès): voie, équipement spécifique	Personnes en situation de handicap Personnes âgées, propriétaires	En complément des dispositifs de droit commun. (CGSS, MDPH, action sociale des mutuelles)	5 000 €
	Participation sur apport personnel travaux d'amélioration de l'habitat	Personnes âgées, propriétaires Personnes en situation de handicap BRSA Famille monoparentale bénéficiaire des minimas sociaux	Travaux réalisés par un opérateur agréé	Aide maximale de 50% de l'apport réclamé à verser à l'opérateur
	Menace d'expulsion	Personnes âgées, propriétaires Personnes en situation de handicap BRSA Famille monoparentale bénéficiaire des minimas sociaux	- Saisine préalable FSL - existence d'une procédure d'expulsion (huissier...)	Participation sur la dette de 4 000 € maximum en complément du FSL
Formation des étudiants à l'étranger (stage)	Participation aux frais de formation obligatoire à l'étranger (stages...)	Etudiants boursiers (études supérieures) Jeunes de -25 ans sans ressources ou issus de familles bénéficiaires du RSA, minima sociaux...	Stage ou formation à caractère obligatoire entraînant des frais supplémentaires (frais de stage, matériel obligatoire, hébergement, transport...)	Participation variable avec un plafond de 3 500 € maximum versée / année d'étude maximum

Etudes supérieures spécifiques	Participation aux frais d'études (scolarité, hébergement, installation...) pour études spécifiques et onéreuses inexistantes en Martinique	Jeunes de -25 ans sans ressources issus de familles bénéficiaires du RSA, minima sociaux... ou familles bénéficiant de petits salaires ou petits revenus d'activité	Aide accordée : - si inexistence de la filière localement - sous réserve d'avoir sollicité le dispositif de droit commun pour les étudiants	Participation variable avec un plafond de 5 000 € maximum Aide complémentaire versée pour 1 année d'étude
Aide à la réalisation d'un projet professionnel	Aide destinée à financer partiellement les frais de formation et/ou d'installation (hébergement, transport..)	Familles bénéficiaires du RSA ou minima sociaux Jeunes de -25 ans passant un 1 ^{er} concours ou préparant une formation qualifiante non dispensable localement	- Aide complémentaire aux dispositifs de droit commun (dispositif d'insertion, FAJ, LADOM, aide des Missions Locales...) - Existence d'un projet d'insertion formalisé - Document attestant de la réussite au concours (admissibilité)	Participation pour l'hébergement et/ou les frais divers de 3 500 € maximum
Aide à la santé	Accompagnement d'un proche malade : cette aide concerne l'accompagnateur d'un malade bénéficiant de soins spécifiques non traités localement ou alors accidenté en France	Aide pour l'ascendant ou le descendant, ou le (la) conjoint (e) vivant de minima sociaux, RSA ou ayant de faibles revenus	Aide versée pour le transport de l'accompagnateur et/ou l'hébergement non pris en charge par la CGSS ou la Mutuelle Nécessité d'un certificat médical, d'un médecin hospitalier attestant de la présence obligatoire du proche	Participation de 3 500 € maximum
Décès rapatriement	Faire face à la perte d'un proche (frais funéraires pour rapatriement)	Personnes âgées, propriétaires Personnes en situation de handicap BRSA Famille monoparentale bénéficiaire des minimas sociaux	Aide complémentaire aux aides versées par la Mutuelle décès	Participation de 4 000 € maximum en complément de la Mutuelle décès à verser aux Pompes funèbres

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 20 OCT. 2016

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-276-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION «BOIS DE VIE» EN VUE DE L'AMÉNAGEMENT ET L'ÉQUIPEMENT DU FOYER DE VIE CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR HANDICAPÉS MENTAUX SIS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU SAINT-ESPRIT

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi 1 n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la demande de subvention en date du 29 juin 2016 formulée par l'Association « Bois de Vie » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé le financement à hauteur de quatre-vingt-douze mille cent quarante-trois euros quatre-vingt-six centimes (92 143,86 €) de l'aménagement et de l'équipement du Foyer de Vie - centre d'accueil de jour d'une capacité d'accueil de 40 places pour adultes handicapés mentaux et géré par l'Association « Bois de Vie ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LITZ



Annexe à la délibération n°16-276-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE
DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PREVENTION SANITAIRE

SERVICE DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX
ET MEDICO-SOCIAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Fort-de-France, le

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
REÇU LE

19 OCT. 2016

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

L'ASSOCIATION « BOIS DE VIE »
Gestionnaire du Foyer de Vie- Centre d'Accueil de Jour
pour adultes handicapés mentaux
Représentée par sa Présidente

- 1 -

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1-7, R.314-105 et R.314-181 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu l'arrêté du Président du Conseil Général n° 1168 du 29 juin 2010 portant autorisation de création d'un foyer de vie – Centre d'accueil de jour pour adultes handicapés mentaux par l'Association pour l'Epanouissement et le Développement de la Personne (A.E.D.P) sur le territoire de la ville du Diamant ;*
- ✓ *Vu l'arrêté n° 1715 du 13 juin 2013 portant transfert de l'autorisation de création d'un foyer de vie – centre d'accueil de jour de 40 places pour adultes handicapés mentaux accordée à l'Association pour l'Epanouissement et le Développement de la Personne (A.E.D.P) au profit de l'Association « Bois de Vie » ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention d'investissement en date du 29 juin 2016 présentée par l'Association « Bois de Vie » en vue de l'aménagement et l'équipement du Foyer de Vie – Centre d'accueil de jour pour adultes handicapés mentaux sis sur le territoire de la ville du Saint-Esprit ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de quatre-vingt-douze mille cent quarante-trois euros et quatre-vingt-six cents (92 143,86 €) à l'Association Bois de Vie en vue de l'aménagement et*

l'équipement du Foyer de Vie – Centre d'accueil de jour pour adultes handicapés mentaux sis sur le territoire de la ville du Saint-Esprit ;

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015

D'une part,

ET

L'Association « BOIS DE VIE »

Gestionnaire du Foyer de Vie – Centre d'Accueil de Jour pour adultes handicapés mentaux

Impasse le Tamarinier

Morne la Valeur

97270 SAINT ESPRIT

Représenté par sa Présidente **Madame**

N° Siret : 751 350 356 00026

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Aussi , dans le cadre de sa politique d'accompagnement des personnes en situation de handicap notamment en matière de d'hébergement, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à la mise en œuvre des conditions d'accueil de ces personnes bénéficiant d'une certaine autonomie physique ou intellectuelle mais ne pouvant pas exercer une activité professionnelle.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Association « BOIS DE VIE » gestionnaire du Foyer de Vie – Centre d'Accueil de jour d'une capacité d'accueil de 40 places pour adultes handicapés mentaux sis sur le territoire de la ville du Saint-Esprit.

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'Association « Bois de Vie »

L'Association « Bois de Vie » doit :

- Se conformer au formalise et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utilisation la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement par l'attribution d'une subvention à l'Association « Bois de Vie », dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de **trois ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **92 143,86 €** (*quatre-vingt-douze mille cent quarante-trois euros et quatre-vingt-six cents*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- Les factures acquittées et certifiées par l'expert-comptable de l'association ;
- le rapport final de réalisation des travaux (accompagné le cas échéant du procès-verbal de réception des travaux) ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte du Foyer de Vie - Centre d'accueil de jour selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : Association BOIS DE VIE
- Domiciliation : Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
11315	00001	08006882578	38

La dépense sera imputée au chapitre 904 - du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association « Bois de Vie » devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif

La Présidente de l'Association « Bois de Vie »

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-277-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SMHLM AU TITRE DES CRÉDITS D'INSERTION POUR LA CONSTRUCTION DE 22 LLTS

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au titre des crédits d'insertion à la société SMHLM la somme globale de trois cent onze mille neuf cent seize euros (311 916 €) pour la construction de 22 logements locatifs très sociaux (LLTS) répartie de façon suivante :

opération	Commune	Montant travaux	LBU	surcharge foncière Etat	surcharge foncière CTM	Prêt CDC	Autre subvention	Fonds Propres	Crédits d'insertion
10 LLTS la Farelle Manzo	François	1 037 659,05 €	50 024,34 €	61 783,80 €	6 178,38 €	777 892,53 €	0,00 €	0,00 €	141 780,00 €
6 LLTS GESTRAMS	Anses d'Arlet	610 873,71 €	29 320,05 €	18 914,41 €	1 891,44 €	382 967,81 €	92 712,00 €	0,00 €	85 068,00 €
6 Résidences séniors Moutte	Fort-de-France	494 306,39 €	23 849,08 €	43 956,14 €	4 395,63 €	337 037,34 €	0,00 €	0,00 €	85 068,00 €
TOTAL		2 142 839,15 €	103 193,47 €	124 654,55 €	12 465,45 €	1 497 897,68 €	92 712,00 €	0,00 €	311 916,00 €

ARTICLE 2 : Ces subventions sont versées à la demande de la société SMHLM selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% sur présentation de la déclaration d'ouverture de chantier,
- Le solde sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

Étant précisé que pour les ventes en futur état d'achèvement, la copie du contrat de réservation est requise.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 204 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-277-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



**CONVENTION FINANCIERE
RELATIVE AU FINANCEMENT
DE LA CONSTRUCTION DE 22 LLTS
AU TITRE DES CREDITS D'INSERTION
311 916 €
EXERCICE 2016
SMHLM
OPERATIONS
LA FARELLE MANZO (FRANCOIS),
GESTRAMS (ANSES D'ARLETS)
RESIDENCE SENIORS DE MOUTTE (FORT-DE-FRANCE)**

ENTRE D'UNE PART

La Collectivité Territoriale de Martinique, sise Rue Gaston Deffere Cluny 97 201 Fort-de-France, représentée par le président du Conseil Exécutif en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE.

ET D'AUTRE PART

La société SMHLM sise Immeuble Tempo JAMBETTE BEAUSEJOUR voie n°13 97 200 Fort-de-France représentée par son (sa), Président(e) en exercice, Monsieur X, Madame

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement des Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS) au titre des crédits d'insertion découle de l'arrêté du 21 juin 1999, relatif aux prêts aidés par l'État et aux subventions de l'État aux organismes réalisant des LLTS dans les départements d'Outre-mer, qui pose le principe du financement au titre des crédits d'insertion des LLTS.

L'engagement financier de la Collectivité Territoriale de Martinique vient en complément de celui de l'Etat acté par l'arrêté Ligne Budgétaire Unique (LBU)

L'objectif de cette participation est de diminuer le coût de sortie des loyers de ces logements, afin de faciliter l'accès et le maintien dans un logement social des personnes défavorisées, et d'adapter le parc de logements sociaux publics aux capacités financières de ce public.

Article premier : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique participe au financement de la construction de 22 LLTS opérée par le bailleur social public SMHLM.

Article deuxième : Modalités de versement de la subvention d'investissement au bailleur social public SMHLM

Cette subvention d'un montant de **311 916 €** sera versée à la demande de la société SMHLM selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % à la signature de la convention financière de l'exercice et sur présentation de la déclaration d'ouverture de chantier
- Le solde sur présentation de la déclaration d'achèvement des travaux.

Article troisième : Obligation des parties

A – Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) s'engage à procéder, sous réserve de ses disponibilités budgétaires, au versement de la subvention portant participation financière à la construction de 22 Logements Locatifs Très Sociaux.

La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fonction des documents budgétaires annuels dans la limite des crédits disponibles.

B – Obligations de la société SMHLM :

La société SMHLM s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions,
- fournir un dossier de participation,
- fournir un compte-rendu, des opérations financées par la Collectivité Territoriale de Martinique, au terme de chaque exercice budgétaire.

Elle s'engage à faire état par tout moyen de la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à la réalisation de ses objectifs.

Elle s'emploie enfin, à faire apparaître sur tous les supports informatifs ou promotionnels, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article quatrième : Durée

La durée de la présente convention financière s'étale de sa notification à l'achèvement des travaux.

Article cinquième : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses de la présente convention financière annuelle.

La résiliation se fera par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 3 mois.

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article sixième : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Fort-de-France, le

En deux exemplaires originaux, dont un remis à chacune des parties signataires.

La Collectivité Territoriale de Martinique
Le Président du Conseil Exécutif
Alfred MARIE-JEANNE

La société SMHLM
Le Président

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-278-1

PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (OED) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX TARIFÉS POUR L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612 ; L 4111-1 à 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement son livre III - Titre I – Chapitre IV à VI ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de fixer pour l'exercice 2016, un taux d'actualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux des secteurs « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance-Famille » sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif de Martinique, limité à 0,65% pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de fixer à 93 784 512 € le montant de l'enveloppe limitative de crédits 2016, opposable aux structures gestionnaires d'établissements sociaux et médico-sociaux tarifés selon les modalités suivantes :

- une enveloppe budgétaire de reconduction des moyens arrêtée à la somme de quatre-vingt-huit millions trois cent trente-neuf mille cent vingt-trois euros (88 339 123 €) et répartie comme suit :

- S/enveloppe « Personnes Âgées »:	47 753 526 €
- S/enveloppe « Personnes Handicapées »	6 938 913 €
- S/enveloppe « Enfance-Famille »	33 646 684 €.

Cette enveloppe budgétaire intègre les résultats à affecter retenus par la collectivité au titre des comptes administratifs de l'exercice 2014 et résultats antérieurs.

- une enveloppe de crédits arrêtée à la somme de cinq millions quatre-cent quarante-cinq mille trois cent quatre-vingt-neuf euros (5 445 389 €), destinée à financer des mesures nouvelles (mises en service d'établissements en 2016, dotations exceptionnelles pour travaux, aides financières non reconductibles pour le financement des projets d'animation), dans les secteurs :

- S/enveloppe « Personnes Âgées »:.....	4 010 588 €
- S/enveloppe « Personnes Handicapées »	417 434 €
- S/enveloppe « Enfance-Famille »	1 017 367 €.

ARTICLE 3 : En cas de nécessité, il est possible de procéder à la « fongibilité » des sous-enveloppes « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance-Famille ».

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

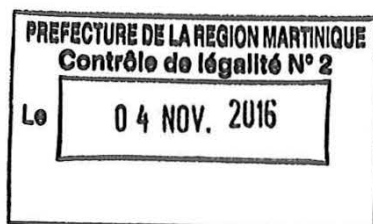
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-279-1

PORTANT DISPOSITIF CADRE POUR LE FINANCEMENT DES ACTIONS AUX TITRE DE LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Action Sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en place d'un dispositif cadre au titre de la prévention de la délinquance et de la lutte contre les violences qui comprend :

1/ Un programme d'accompagnement incluant :

- La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement partiel du diagnostic sécurité pouvant aller jusqu'à 30% au plus du coût du projet sans que le montant accordé ne dépasse 20 000 € ;
- La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement d'actions d'accompagnement des publics initiées ou suscitées par les municipalités.

2/ Un volet « appui » aux forces de sécurité avec la mise à disposition de professionnels (travailleurs sociaux) de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la direction départementale de la sécurité publique et du commandement de gendarmerie.

3/ Un volet aide aux victimes autorisant le financement de places d'hébergement pour les femmes victimes de violences et leurs enfants, le financement d'actions d'accompagnement en direction des mineurs victimes d'abus sexuels, le financement d'actions d'accompagnement portées par les associations d'aide aux victimes.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour examiner au sein du Conseil exécutif, les demandes de financement présentées dans le cadre du dispositif mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

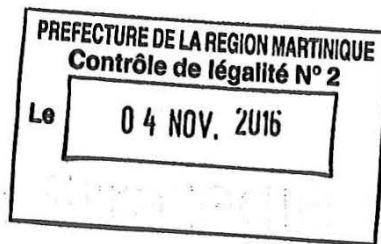
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





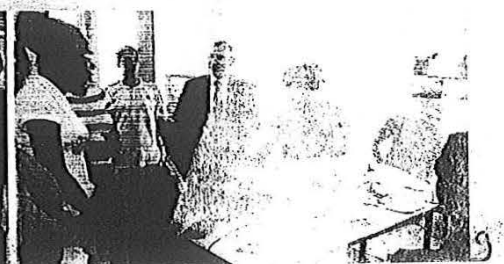
Annexe à la délibération n° 16-279-1



prévention de la délinquance et de lutte contre la violence

pour la Martinique

2014-2017



PREAMBULE

La stratégie présentée est le fruit d'un travail mené conjointement **depuis juillet 2013 entre l'Etat, le Conseil régional, le Conseil général, l'Association des maires, l'autorité judiciaire, l'autorité académique et tous les acteurs territoriaux de la prévention** mobilisés autour des problématiques de prévention de la délinquance.

Autour de priorités partagées, elle vise à promouvoir des projets permettant d'éviter ou de réduire les comportements délinquants.

Tout en **réaffirmant le rôle central des maires pour impulser et piloter**, dans le cadre des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, la politique de prévention de la délinquance à l'échelle de leur commune, **la stratégie met l'accent sur le partenariat, et la mobilisation de tous les partenaires.**

Elle a vocation à guider les actions et à orienter les projets locaux fondés sur un travail en réseau autour d'objectifs conjoints et symbolise l'engagement conjoint des signataires, tant sur le volet administratif que financier.

ORIENTATIONS PRIORITAIRES

Priorité n°1 : Lutter contre les facteurs de passage à l'acte délinquant

La Martinique se distingue par le niveau très élevé des faits de violences. Rapportés à la population, ils placent la Martinique dans le triste palmarès des dix départements les plus violents. Très souvent, la consommation d'alcool ou de stupéfiants, ou la détention d'armes facilitent le passage à l'acte.

Afin d'agir sur les faits de délinquance, les pouvoirs publics s'engagent sur deux axes :

- anticiper des événements ce qui nécessite une capacité à rassembler des informations diverses et à les analyser ;
- agir en amont sur les facteurs identifiés ou supposés de la délinquance comme l'émergence d'actes de violence.

Ces stratégies nécessitent la mobilisation de tous les acteurs de la sphère sociale, mais également des institutions intervenants dans le champ de l'application des lois, de la répression des infractions et de la justice.

=> Action n°1 : poursuivre la campagne sur la non-violence, initiée par le Conseil Régional afin de sensibiliser la population, en particulier les jeunes, aux conséquences de la violence.

La prévention des addictions

La consommation de produits stupéfiants est cause de graves troubles psychologiques, facteurs d'inadaptation sociale et de violence. Les addictions sont de plus en plus souvent multiples et simultanées (alcools, stupéfiants...) et donnent lieu à des phénomènes de polytoxicomanie. Compte-tenu de sa localisation géographique, à proximité des lieux de production de la cocaïne et de territoires-rebonds, la Martinique est particulièrement exposée à ces risques. La déstabilisation des réseaux et la mise en cause des trafiquants relèvent de l'activité de lutte contre la délinquance. En matière de prévention, l'objectif des pouvoirs publics est de dissuader les consommations et de prévenir l'entrée dans des parcours de dépendance, avec leur lot de conséquences néfastes.

=> Action n°2 : Sensibiliser les jeunes sur le thème des drogues en mutualisant les actions déjà menées, en développant le nombre et la portée, et en renforçant la visibilité des structures vers lesquelles les orienter, pour agir contre la banalisation de l'usage. Cette action supposera la mise en place d'un comité de coordination ad hoc

La lutte contre la banalisation du port d'arme

En 2013, 926 armes ont été saisies par les services de police et de gendarmerie, soit une augmentation de 9% par rapport à 2012. Il s'agissait principalement d'armes de 6ème catégorie (couteaux, ciseaux...).

Si aucun trafic d'armes structuré vers la Martinique n'a été mis à jour, de fait, nombre de faits de violences sont commis à l'aide d'armes blanches (coutelas, ciseaux, cutter...) et, dans une moindre mesure, d'armes à feu. Ces dernières sont souvent trafiquées à partir d'armes de chasse dérobées ou acquises par ailleurs légalement.

Face à ce phénomène, des opérations de contrôles ciblées sont menées quotidiennement pour saisir toute arme. Les grands événements (carnaval, tour des yoles...) font l'objet d'un suivi spécifique. Dans le cadre de la sécurité des établissements scolaires, des contrôles sont réalisés aux abords des établissements et dans les bus. Les lieux sensibles (armureries, centres de tir sportif) sont régulièrement inspectés.

En matière de prévention, les actions visent à informer les jeunes des risques encourus et à réaliser. Le public a été sensibilisé aux conditions de détention et de stockage des armes à domicile. Pour autant, cette sensibilisation nécessite d'être régulièrement renouvelée.

=> Action n°3 : Mettre en œuvre une opération « Déposez les armes » afin de permettre aux particuliers désireux de se débarrasser des armes et munitions qu'ils détiendraient, licitement ou pas, de les remettre à la police et à la gendarmerie, en contrepartie de l'abandon des poursuites administratives et judiciaires qu'ils pourraient encourir pour détention illicite.

Les brigades de gendarmerie et les commissariats de police accueilleront pendant cette campagne, lancée en janvier 2014, tout particulier souhaitant se débarrasser d'une arme à feu qu'il détiendrait, soit légalement, soit par héritage. En contrepartie, il sera exempt de toute poursuite administrative ou judiciaire pour les faits de port et de détention d'armes prohibés. Ces armes seront ensuite détruites par l'État.

Priorité n°2 : Mieux prévenir la délinquance des mineurs et des jeunes majeurs

La conduite de cet axe de travail nécessite un outil de pilotage propre.

=> Action n°1 : Réactivation du Comité Opérationnel de lutte contre la Délinquance des Mineurs (COLDEMI) avec pour rôle de coordonner les dispositifs déjà mis en place par les différents partenaires.

Toucher les jeunes durant le temps scolaire

La prise en compte des difficultés scolaires : le décrochage scolaire participe, entre autres, au développement de la délinquance car trop souvent il laisse place à l'absentéisme et au désœuvrement du jeune qui s'estime alors déconsidéré. En effet, s'il n'est pas suivi et accompagné, le jeune exclu du système scolaire ou sorti prématurément sans aucune formation compromet ses chances d'insertion sociale et professionnelle et peut très rapidement basculer dans la délinquance. Actuellement les dispositifs existants sont insuffisamment coordonnés.

Aussi, il convient de formaliser un traitement conjoint de l'absentéisme persistant.

L'article L.131-8 du code de l'éducation issu de la loi n°2013-108 du 31 janvier 2013 met en place une procédure centrée sur l'établissement qui doit permettre de poursuivre un dialogue avec les personnes responsables de l'élève. Le directeur de l'établissement d'enseignement réunit les membres concernés de la communauté éducative afin de proposer aux personnes responsables de l'enfant une aide et un accompagnement adaptés et contractualisés avec celles-ci. La mise en place d'une procédure de sanctions pénales constitue l'ultime recours pour mettre fin à une situation d'absentéisme persistant après épuisement de toutes les étapes de médiation. Le directeur académique des services de l'éducation nationale peut saisir le procureur de la République des faits constitutifs de l'infraction prévue à l'article R. 624-7 du code pénal qui juge des suites à donner et qui pourra, dans ce cadre, effectuer un rappel à la loi.

=> Action n°2 : Création au sein des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) d'une cellule de travail sur la question de la prise en charge des élèves sanctionnés par une mesure d'exclusion, par des associations locales ou des centres sociaux... afin d'offrir des alternatives positives aux exclusions temporaires et ainsi de prévenir le décrochage scolaire en limitant le temps oisif hors de l'établissement.

La dernière réforme des procédures disciplinaires des établissements du second degré (juin 2011) met l'accent sur le caractère éducatif des sanctions. Ainsi les mesures de responsabilisation ont pour objectif de faire participer les élèves, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives. Elles peuvent consister en l'exécution d'une tâche et être exécutée à l'extérieur de l'établissement. L'externalisation de la mesure de responsabilisation nécessite la signature préalable de conventions avec les partenaires susceptibles d'accueillir des élèves.

=> Action n°3 : Systématiser l'information des Maires des situations individuelles des jeunes absents avant la saisine du procureur de la République, afin d'engager un traitement en Conseil des Droits et des Devoirs des Familles (CDDF).

Les actions de prévention spécifiques menées en milieu scolaire : Les interventions des services de sécurité au sein des établissements permet aux jeunes de disposer d'une information diffusée par des représentants de la loi, dont ils ont l'habitude de connaître sous des aspect plus répressifs. Aussi, l'impact du discours transmis est différent de celui d'un professeur.

=> Action n°4 : Poursuivre la mobilisation de la Gendarmerie (BPDJ), des PFAD (Police nationale) et des formateurs de la PJJ afin de sensibiliser les jeunes aux risques liés à la consommation de drogues, à la violence (racket, dangers d'internet...).

=> Action n°5 : Intégrer la question de la citoyenneté aux projets d'écoles, afin de sensibiliser les enfants à la question du vivre ensemble dès leur plus jeune âge.

La sanctuarisation des établissements scolaires : les établissements scolaires et leurs abords relèvent d'un traitement spécifique afin de garantir à l'ensemble de la communauté scolaire la sérénité nécessaire à la transmission du savoir, cela constitue une priorité de l'État. La réalisation régulière d'opérations de contrôle aux fins de recherche d'armes ou de produits stupéfiants contribue également à la sanctuarisation des établissements scolaires.

=> Action n°6 : Poursuivre et renforcer le partenariat entre les services de sécurité pour conduire des opérations de contrôle ciblées sur les armes et les stupéfiants, et développer et coordonner les actions de prévention menées au sein des établissements scolaires privés et publics, afin d'agir en matière de lutte contre la vente et la consommation de stupéfiants.

=> Action n°7 : Organiser le ré-examen, par le Rectorat et les Conseils régional et général, de l'ensemble des diagnostics de sécurité selon un calendrier défini et priorisant les établissements les plus « sensibles » pour identifier les travaux prioritaires non encore réalisés (installation de la vidéo-protection, sécurisation des enceintes, etc.) et les diagnostics à ré-actualiser afin d'assurer la sécurité physique au sein des établissements scolaires.

Les 66 établissements scolaires publics de l'académie (43 collèges, 5 lycées généraux et technologiques, 8 lycées polyvalents, 10 lycées professionnels) ont été diagnostiqués. A l'issue, 177 préconisations ont été établies, environ la moitié a été mise en œuvre. Ces préconisations portent sur le renforcement de la sécurité physique des bâtiments, de la sécurité aux abords de ces derniers et sur l'amélioration de la qualité de la vie scolaire au sein des établissements. Quelques établissements, du fait de leur sensibilité, nécessitent une attention particulière. Une actualisation de leurs diagnostics est nécessaire pour l'année 2014-2015.

Responsabiliser les élèves comme acteurs de la prévention des violences

L'action de « sanctuarisation » des établissements scolaires martiniquais est un objectif majeur des services de police et de gendarmerie, en lien avec l'autorité académique et son équipe mobile de sécurité, mais elle ne se limite pas à une action de contrôle, voire répressive. Ainsi, le dispositif des « élèves-pairs » piloté par le COMGEND a démontré sa pertinence en permettant une réduction significative des phénomènes de violences au sein de 6 établissements la cité scolaire Frantz Fanon (Trinité), du LP La Jetée au François, du Lycée de Bellefontaine et du LP Pernock. Depuis la rentrée scolaire 2013-2014, 2 établissements de la ZPN (LP Chateaubœuf et LP petit manoir) expérimentent le dispositif.

=> Action n°8 : Consolider le dispositif des élèves pairs en l'étendant à une dizaine d'établissements sur l'ensemble de la Martinique.

Dans les autres établissements ne bénéficiant pas du dispositif des élèves-pairs, le concours d'associations spécialisées sera activé, aux côtés des équipes pédagogiques et, le cas échéant, avec le soutien du FIPD. Depuis 2013, l'ADAFAE intervient ainsi dans une quinzaine d'établissements et propose des actions de médiation sociale.

=> Action n°9 : Créer un groupe de travail Rectorat - Conseil régional - Conseil général en charge d'expertiser les modalités de la mobilisation du réseau associatif pour développer la mise en place de médiateurs adultes et élèves et de points d'écoute qui fonctionnerait en lien avec les EMS.

Les médiateurs adultes animent les points d'écoute et formeraient les médiateurs élèves. Ces derniers effectueraient simplement de la veille autour des problématiques de harcèlement, addictions, violence, mal-être.

Toucher les jeunes en-dehors de la sphère scolaire

Si les établissements scolaires constituent un lieu privilégié pour toucher les jeunes, il est en revanche plus difficile d'aborder ceux-ci en-dehors du temps scolaire, que les jeunes se trouvent en situation de décrochage, ou bien tout simplement en vacances.

La médiation sociale offre, de ce point de vue, un angle intéressant. Elle est aujourd'hui largement reconnue comme un mode efficace de résolution des tensions et de mise en relation entre les populations des quartiers et les institutions. Mobilisant des professionnels spécialisés (éducateurs, médiateurs...), elle permet de maintenir un dialogue, de désamorcer les problèmes et de prévenir des comportements délinquants. Située en amont de l'intervention de la police ou de la gendarmerie, elle permet d'offrir une alternative au dialogue exclusif autorités-jeunes, et donne à chacun des acteurs de rester dans son rôle.

Présente dans certaines communes de la Martinique, la médiation sociale doit pouvoir être étendue à de nouveaux territoires (nord-atlantique, nord-caraïbe notamment). Lorsque les moyens d'une commune ne sont pas suffisants, des actions de médiation sociale intercommunales pourront être encouragées.

=> Action n°10 : développer les actions de médiation urbaine et sociale dans l'ensemble de la Martinique. Encourager, le cas échéant, la mutualisation des moyens entre plusieurs communes.

L'oisiveté de certains jeunes est souvent mentionnée comme un élément facilitant le passage à l'acte. En complément avec l'ensemble des dispositifs relatifs à la formation professionnelle et à la lutte contre le chômage, il apparaît nécessaire de développer l'offre d'activités afin de combler les temps morts propices aux dérapages et offrir à des jeunes qui ne disposent pas des moyens l'occasion de nouvelles activités. Le dispositif « OVV » - Opération ville vie vacances a de ce point de vue démontré sa pertinence et son efficacité. Décliné à l'échelle de quelques communes aujourd'hui, il sera opportunément étendu à de nouvelles communes.

=> Action n°11 : Déterminer de nouvelles communes ou de nouveaux quartiers bénéficiaires du dispositif OVV villes afin d'assurer un véritable maillage du territoire

=> Action n°12 : Poursuivre la mobilisation de la Gendarmerie (BPDJ), des PFAD (Police nationale) et des formateurs de la PJJ afin de sensibiliser les jeunes suivis dans le cadre des 3 écoles de la deuxième chance de Rivière salée, Trinité et Fort de France – Ste Thérèse aux risques liés à la consommation de drogues, à la violence (racket, dangers d'internet...). Ces structures accueillent chaque année une centaine de jeunes en manque de repères et en très grande précarité sociale et sanitaire.

Chaque jeune sorti du système scolaire doit pouvoir acquérir les outils lui permettant de se projeter concrètement dans un avenir professionnel à sa portée, en l'aidant à repérer et à reprendre confiance en ses capacités personnelles et à renforcer l'image et l'estime qu'il a de lui. La création d'un espace de travail dynamique dont l'objectif est de donner au jeune la conscience et la confiance en ses outils personnels, afin qu'il se propulse vers sa réussite professionnelle paraît nécessaire.

=> Action n°13 : Développer les actions d'accompagnement personnalisé des jeunes décrocheurs sortis du système scolaire dans le cadre des 3 plates-formes de décrochage scolaire. Il s'agit de pérenniser l'expérimentation « Atelier psycho-social » financée dans le cadre du Fonds d'expérimentation Jeunesse en 2012- 2013, avec des jeunes décrocheurs sortis du système scolaire sans qualification mais aussi, pour nombre d'entre eux, sans projet de vie.

L'atelier psycho-social consiste en un soutien et accompagnement psychologique personnalisé, alliant des entretiens individuels et des séances de groupes, des jeux de rôles thérapeutiques et éducatifs portant sur des thèmes personnels et professionnels. Une forme de mise en situation et d'entraînement avant le retour à l'action concrète pour ces jeunes.

Priorité n°3 : Soutenir l'exercice de la parentalité

Le modèle familial a connu une évolution progressive qui a provoqué une fragilisation de l'autorité parentale. Les situations d'exclusion économique peuvent notamment alimenter la dévalorisation du statut de l'adulte et entraver l'exercice des prérogatives parentales. Lorsque l'autorité des parents est défaillante ou mise en difficulté il s'agit, sans se substituer aux parents, de renforcer leur capacité éducative à travers le dialogue, l'échange et le conseil.

NB : La conduite de cet axe de travail dispose d'une instance de pilotage propre : le comité martiniquais de soutien à la parentalité, mis en place en juillet 2013.

=> Action n°1 : Développer les dispositifs de médiation familiale proposés par les associations afin de soutenir la parentalité, et replacer les parents dans leur mission d'encadrement notamment face aux jeunes qui connaissent des difficultés.

Il s'agit de renforcer la capacité des acteurs existants à faire face aux besoins nombreux formulés par les différents partenaires.

=> Action n°2 : Développement des actions Ecole/Famille/Quartier du Conseil Général.

=> Action n°3 : Encourager le développement et accompagner la création des Conseils des Droits et Devoirs des Familles (CDDF)

Le CDDF est une instance d'aide à la parentalité pilotée par le maire. Obligatoire dans les communes de plus de 50000 habitants (seul Fort-de-France est concernée), il peut être mis en œuvre à l'initiative de tout maire.

Le CDDF s'adresse aux parents d'enfants en difficulté et vise à leur proposer un accompagnement dans l'exercice de leurs fonctions parentales. Composé de représentants des services municipaux, des services de l'État (Éducation nationale, DJSCS...), de représentants des collectivités, d'acteurs mobilisés dans le champ de l'action sociale, et de la prévention, il est présidé par le maire ou son représentant.

Dans les communes où il a été mis en place (Ducos et le François), le CDDF donne toute satisfaction. Il permet de prévenir la dérive de certains jeunes insuffisamment encadrés, en amont d'une phase judiciaire.

Dans l'hypothèse où les parents du jeune refusent l'accompagnement parental qui leur est offert par le maire pour les soutenir et les aider dans leur fonction éducative, le maire peut saisir le président du conseil général (art. L141-2 du code de l'action sociale et des familles). Le maire peut également saisir le juge des enfants pour qu'il décide d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familiale.

=> Action n°4 : Développer des protocoles procureur de la République/maires pour le recours aux mesures de rappel à l'ordre et de transaction.

Aux termes de l'article L. 132-7 du code de la sécurité intérieure, le maire dispose du pouvoir de procéder verbalement à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne à l'origine de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la

et
112...

s'agit d'un mineur, les représentants légaux doivent être présents. Cette intervention se fait à titre préventif, en amont d'une phase judiciaire. Il s'agit d'une injonction verbale adressée par le maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police et de ses compétences en matière de prévention de la délinquance. Pour ce faire, le maire peut convoquer l'intéressé en mairie.

A titre indicatif, sont susceptibles de faire l'objet d'un rappel à l'ordre : les conflits de voisinage, les incivilités commises par des mineurs, les faits d'absentéisme, la présence de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives....

Le rappel à l'ordre est encadré par deux principes :

- le rappel à l'ordre ne s'applique pas aux crimes et délits que le maire a l'obligation de porter à la connaissance du procureur de la République,
- quand une plainte a déjà été déposée et quand une procédure pénale est déjà engagée, le rappel à l'ordre ne peut intervenir.

Afin d'encourager le développement de cet outil à la disposition du maire, la signature de protocoles entre le procureur de la République et les maires de la Martinique sera encouragée, pour développer ce dispositif tout en précisant le champ et les contours.

=> Action n°5 : Améliorer l'information des maires sur les situations familiales posant problème

Pour que le Maire soit en mesure d'exercer pleinement ses pouvoirs, il doit disposer des informations nécessaires sur les situations posant problème. La loi prévoit déjà toute une série de canaux de transmission des informations :

- le maire est informé par les services de police ou de gendarmerie nationales des faits causant un trouble à l'ordre publics dans sa commune ;
- le maire est informé, à l'initiative du procureur de la République, des mesures de décisions de justice portant éventuellement sur des décisions individuelles,
- en matière d'action sociale et éducative, le maire est informé de toute difficulté rencontrée par les services de police, les riverains, les bailleurs sociaux (article 121-6-2 du code de l'action sociale et des familles). Ainsi, lorsqu'un professionnel de l'action sociale constate une aggravation des difficultés sociales, éducatives ou matérielles d'une personne ou d'une famille, il doit saisir le maire et le président du conseil général
- s'agissant des enfants de sa commune soumis à l'obligation d'assiduité scolaire, le maire est informé par les services de l'éducation nationale des difficultés rencontrées par les enfants de sa commune soumis à l'obligation scolaire ;
- en sa qualité de président du CDDF, il est informé des suivis éducatifs administratifs et judiciaires en cours.

Toutefois, le constat est fait d'une remontée partielle des informations en direction des maires, qui ne permet pas à ceux-ci de mobiliser toutes leurs prérogatives en appui des familles.

Aussi, une fiche-action sera élaborée en concertation avec l'association des maires de la Martinique et diffusée à tous les acteurs en vue de pallier les carences constatées.

Action n°6 : Concevoir des messages simples en direction des parents pour les responsabiliser et les inciter à plus de contrôle à l'endroit de leurs enfants afin de prévenir les faits de violence, réinstaurer la fonction parentale et rappeler les obligations qui leur incombent en matière d'absentéisme scolaire des enfants de moins de 16 ans.

Priorité n°4 : Améliorer la prise en charge des victimes

Un travail global en matière de violences conjugales

Les femmes victimes de violences conjugales sont souvent très fragilisées tant d'un point de vue psychologique (lié tout autant à la crainte permanente de nouvelles agressions qu'au choc psychique qu'elles causent) que sanitaire ou social.

La prise en charge de ces problématiques de manière globale et encadrée doit permettre de les ré-assurer dans leur vie quotidienne. De ce point de vue, la coordination des acteurs du champ des violences faites aux femmes (DRDFE, référente départementale, associations spécialisées...) est incontournable.

Le Centre de soins du Psycho-traumatique du CHU prend en charge toutes victimes d'événements traumatiques. Ces victimes, nécessitant des soins bien spécifiques, sont alors prises en charge par une équipe de psychologues, encadrée par des psychiatres.

=> Action n°1 : Intégrer un bilan de santé mentale au parcours d'accompagnement déjà proposé aux victimes de violences conjugales afin d'évaluer les besoins de soutien de chacune d'entre elles.

En matière de violences intra-familiales, afin qu'au statut de victime ne s'ajoute pas les problématiques et traumatismes de relogement, l'éviction de l'auteur du domicile familial peut être organisée. Cela lui évite ainsi d'entrer en contact avec la victime qui reste au domicile. Un travail spécifique d'accompagnement psycho-social, peut également être mené en direction des auteurs.

=> Action n°2 : Travailler à la création d'un dispositif d'hébergement des auteurs de violences, permettant l'éviction du domicile conjugal et l'éloignement de leurs victimes.

=> Action n°3 : Étendre la prise en charge des auteurs de violences intra-familiales placés sous main de justice (accompagnement psycho-social, groupes de responsabilisation) avec le SPIP en repérant les associations qui travaillent sur ce domaine, en direction des auteurs.

L'extension du dispositif d'intervenant social et l'amélioration de l'accueil des victimes.

L'intervenante sociale en gendarmerie, qui assure l'interface entre la gendarmerie et les services sociaux, permet la résolution de situations familiales complexes. Ce dispositif vient d'être élargi à la zone police nationale au 1^{er} septembre avec la création d'un second poste de travailleur social. Il intervient auprès des publics reçus au sein des hôtels de police de Fort de France et du Lamentin.

=> Action n°4 : Renforcer la présence des travailleurs sociaux du Conseil général au sein des brigades de gendarmerie et commissariats de police afin d'offrir aux victimes une meilleure prise en charge sur le plan social, dans le prolongement de la prise en compte sur un plan judiciaire des faits de violence commis à leur rencontre.

Ce renforcement passera dans un premier temps par le positionnement d'un second intervenant social du Conseil général auprès du COMGEND de la Martinique cette fois-ci, dans le courant de l'année 2014 (juin-juillet). Il conviendra également de réfléchir au moyen de sécuriser et stabiliser la situation de l'actuelle intervenante sociale auprès du COMGEND, agent contractuel entièrement prise en charge par l'Etat.

A terme, sous réserve du bilan d'expérience, un second travailleur social pourra être détaché auprès des commissariats de police de Fort-de-France et du Lamentin.

L'offre d'aide aux victimes

La position de victime est traumatisante. Placée en situation de faiblesse, il convient d'accompagner la victime dans toutes ses démarches, à toutes les étapes de la procédure, de la plainte à la demande d'aide juridictionnelle, mais également dans le parcours de reconstruction personnel (psychologique, médical...). De nombreuses structures interviennent sur ce domaine, sans réelle coordination, mais surtout sans offrir une visibilité aux victimes et aux partenaires qui pourraient y avoir recours.

=> Action n°5 : Mettre en place une procédure d'orientation des victimes par la brigade de gendarmerie ou le commissariat vers des référents identifiés au CCAS ou vers l'assistante sociale de secteur en cas d'absence du travailleur social dédié afin de ne laisser personne sans solution.

Compte tenu de la diversité des acteurs associatifs intervenant dans le champ de l'aide aux victimes, il convient de structurer le réseau afin de coordonner les actions en direction des victimes, pour une prise en charge globale sur tout le département.

=> Action n°6 : Coordonner l'ensemble des acteurs associatifs intervenant dans le champ de l'aide aux victimes afin de mieux structurer le réseau d'aide aux victimes sous forme d'une plate-forme garantissant la couverture de l'ensemble du territoire et la prise en compte des différentes situations.

Priorité n°5 : Renforcer les actions de prévention de la récidive

Prévenir la récidive, c'est garantir que l'auteur d'une infraction ne s'inscrive pas durablement dans un parcours délinquant. Les actions de prévention de la récidive visent donc à transformer la peine en une opportunité de réinsertion sociale.

92 mesures de réparation en direction de mineurs ont été ordonnées en 2013, et 152 sont prévues sur 2014. Pour 2012 et 2013, 14 conventions pour les mesures de réparations de mineurs ont été signées. 15 places de Travail d'Intérêt Général sont offertes aux mineurs sur le département, elles se situent au sein des collectivités locales exclusivement, tout comme pour les adultes qui disposent de 76 places de TIG dont 69 avec les communes.

18 peines de TIG ont été prononcées en 2013 envers les mineurs, soit une de plus qu'en 2012. Pour les majeurs, 48 mesures de TIG ont été prononcées en 2012 et 23 en 2013 ; 43 Sursis TIG en 2012 et 57 en 2013.

La grande majorité des sortants de prison étaient bénéficiaires du RSA avant leur incarcération. Le RSA constitue pour un grand nombre d'entre eux leur seule source licite de revenus. En effet, bien que la cause principale d'incarcération soit la violence (39% des condamnations prononcées) ainsi que les addictions aux stupéfiants (cannabis, crack) : 18% des nombreuses condamnations sont prononcées pour trafic de stupéfiants. Prévenir de façon effective la récidive c'est permettre aux personnes sortantes de prison de disposer des outils utiles pour assurer leur réinsertion dans la vie courante. Pour ce faire, il conviendra :

=> Action n°1 : Assurer une intervention de la CAF au Centre pénitentiaire de DUCOS afin d'aider les personnes sortantes de prison à traverser la période de fragilité que constitue la sortie d'une période de détention. Il faut éviter que la personne soit tentée de récidiver faute de moyens de subsistances.

Cette action qui fera l'objet d'une convention SPIP/CAF, dans laquelle les modalités de coopération de la CAF seront précisées. Le SPIP s'engagera à transmettre au référent CP de la CAF la liste des personnes sortantes dans les deux mois. Cette liste sera réactualisée tous les mois. Le SPIP transmettra les fiches de liaisons des personnes sortantes dans les deux mois afin que la CAF puisse commencer l'instruction des dossiers pour qu'une convocation puisse leur être remise au moment de leur sortie pour un rendez-vous dans les quinze jours suivant leur libération.

=> Action n°2 : Développer et mettre en cohérence les « commissions » communales d'accompagnement des sortants de prison afin de renforcer l'accompagnement offert aux sortants de prison libérables dans le trimestre suivant, accompagner la réinsertion des détenus avant la fin de leurs peines en leur offrant, sur le principe du volontariat, un accompagnement personnalisé (emploi, logement, addictions, code/permis...). De telles commissions existent déjà dans plusieurs communes. A la condition que leur action soit menée en étroite coordination avec l'administration de la Justice (SPIP, PJJ, autorité judiciaire), et basée sur un diagnostic précis de la situation sociale du détenu, elles sont en capacité d'offrir des clefs de réinsertion aux auteurs.

=> Action n°3 : Encourager le déploiement des travaux d'intérêt général et des mesures de réparation en élargissant les opportunités offertes au sein des collectivités et institutions.

Priorité n°6 : Renforcer la tranquillité dans l'espace public

Le développement de la vidéo-protection

Outil majeur de dissuasion et d'élucidation. En Martinique, deux communes disposent d'un système opérationnel. Un travail est mené avec les communes déjà engagées dans le dispositif afin d'envisager l'avenir des centres de supervision urbains, outils de veille, d'enregistrement et d'analyse des images. Il convient de travailler également avec les communes qui ne se sont pas lancées dans la mise en œuvre de cet outil et pour lesquelles il pourrait s'avérer utile.

=> Action n° 1 : Etablir, avec les services de sécurité, un diagnostic complet des besoins de vidéo protection de voie publique afin de sensibiliser les élus.

=> Action n°1bis : Accompagner le développement des dispositifs de vidéo-protection, dès lors que la situation délinquante le nécessite, sur voie publique ou dans parties communes d'immeubles. Le développement d'une cartographie de la délinquance permettra d'orienter les choix.

La capacité d'expertise en prévention situationnelle

Les référents sûreté de la gendarmerie nationale et de la police nationale sont en mesure de conseiller les maîtres d'ouvrage et les opérateurs qui en font la demande afin de permettre de rendre les lieux moins propices aux différents types d'infractions.

La gendarmerie dispose d'un référent sûreté qui a formé 6 correspondants sûreté en 2012. Il a également réalisé 11 consultations. De même, la police dispose d'un référent sûreté, qui a lui-même formé un autre référent. 4 consultations et 4 diagnostics ont été effectués en 2012.

=> Action n°2 : Renforcer la capacité d'expertise par la formation en interne d'agents dédiés à l'analyse des espaces, de leur mise en situation et de l'usage qui peut en être fait afin de proposer des aménagements adaptés.

=> Action n°3 : Engager des actions de sensibilisation et de formation des acteurs vulnérables (commerçants...).

Le développement de la sécurité passive ou la participation citoyenne

La vigilance de tous permet également d'agir sur les phénomènes de délinquance. Les martiniquais sont les premiers à connaître les habitudes des lieux de vies qu'ils fréquentent, de leur quartier, de leurs voisins. La société moderne, qui a tendance à anonymiser les contacts, tend à faire perdre cette attention portée à son cadre de vie. La gendarmerie nationale, en accord avec les maires concernés, a identifié trois quartiers pour expérimenter le dispositif "voisins vigilants" destiné à sensibiliser la population au risque de cambriolages en créant une vigilance citoyenne dissuasive.

=> Action n°4 : Intensifier la sécurité passive par des actions de communication ou de sensibilisation en direction de publics identifiés (commerces, personnes âgées...) afin de leur permettre d'acquérir des postures de précaution.

=> Action n°5 : Accroître l'implication des habitants, au travers des dispositifs de participation citoyenne ; 1 commune s'est déjà engagée en ce sens. L'objectif est de poursuivre le déploiement de ces dispositifs, soit à l'échelle d'une commune, soit à celle d'un quartier : à ce titre un travail en direction de la ZSP devra être amorcé.

Priorité n° 7 : Mobiliser l'échelon communal

La dynamisation des CLSPD

Les Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) sont obligatoires dans les communes de plus de 10000 habitants, facultatifs en dehors.

Aujourd'hui, la Martinique compte 16 dispositifs CLSPD dont 1 conseil intercommunal. En 2012 et 2013, 5 communes ont réalisé leurs diagnostics locaux et pour certaines ont également installé leurs CLSPD.

Toutefois, le constat montre des dynamiques très variables suivant les communes. Or le CLSPD, présidé par le maire, est le lieu privilégié pour permettre aux différents acteurs de la prévention d'échanger, de définir des actions et de coordonner leurs initiatives.

Aussi la mise en place de cette instance doit-elle être encouragée dans les communes où la délinquance et les enjeux de prévention le justifient, à partir d'un diagnostic partagé. Dans les autres communes, des structures intercommunales peuvent être envisagées, à l'instar de la cellule de vielle du nord-caraïbe.

=> Action n°1 : Structurer la politique communale autour d'un plan d'actions stratégique définissant les priorités d'actions retenues.

Le plan d'action stratégique a pour objectif de fixer les priorités de la politique de prévention de la délinquance à l'échelle de la commune. C'est sur la base de ce plan que sont ensuite mises en place les actions de prévention et mobilisés les différents dispositifs d'intervention.

Pour l'élaboration de ces plans d'action, le maire peut mobiliser chacun des acteurs : services municipaux, de l'État, bailleurs, transporteurs, associations, etc. Pour sa part, l'État accompagne les maires par l'intermédiaire des sous-préfets et du cabinet du préfet.

=> Action n°2 : Garantir la cohérence des actions de prévention menées au niveau communal

Les actions de prévention menées au niveau communal doivent s'inscrire en cohérence avec les orientations prioritaires définies dans le cadre des stratégies ou plans d'actions communaux. Or les différents appels à projets suscitent des propositions construites sans concertation avec l'autorité municipale et sans véritable ancrage territorial.

Aussi, pour les actions de portée communale, l'avis des maires sera systématiquement sollicité dans le cadre des appels à projets en matière de prévention de la délinquance. Ainsi, les maires seront en mesure de faire du CLSPD le niveau de mise en cohérence des actions de prévention, entre autres en lien avec les objectifs des CLSPD.

Le soutien aux Maires dans l'exercice de leurs pouvoirs

Il faut pouvoir permettre aux maires de disposer de plates-formes ressources leur permettant de mobiliser les dispositifs ou les actions utiles à la prévention de la délinquance.

=> Action n°3 : Développer les plates-formes ou structures supports mutualisées entre communes

Certaines communes peuvent à elles-seules ne pas disposer des ressources. La mise en place d'un conseil intercommunal de prévention de la délinquance à l'échelle d'une des trois communautés d'agglomération de la Martinique peut constituer une première réponse, en créant un échelon de mise en commun des ressources et leviers d'action.

A défaut de cette structure, les démarches peuvent être malgré tout mutualisées à l'échelle de deux ou plusieurs communes. A cet égard, la Maison de la Parentalité de la Trinité pourrait constituer une véritable plate-forme ressources dans ce domaine pour l'ensemble des communes du nord-atlantique. D'autres démarches peuvent être initiées : équipes de médiateurs intercommunales, opération OVV commune à deux communes, etc...

A terme, la création de 3 ou 4 pôles-ressources permettant de couvrir les différents territoires de la Martinique, appuyés sur la géographie des communautés d'agglomération, permettrait aux différents maires de disposer des moyens nécessaires à leurs objectifs et d'assurer un maillage efficace du territoire en matière d'actions de prévention.

L'association des maires jouera en la matière un rôle d'appui et de conseil, en lien avec la préfecture et les sous-préfectures.

=> Action n°4 : Mobiliser le dispositif des emplois d'avenir pour renforcer les ressources humaines en matière de prévention

Le dispositif des emplois d'avenir apparaît particulièrement adapté aux besoins du domaine de la prévention. Collectivités comme associations ont été incitées à identifier les fiches de poste.

Le recours à ce dispositif sera privilégié pour l'animation des structures de pilotage des politiques communales de prévention (coordonnateurs CLSPD, référents sécurité, etc.) et la conduite de projets (médiateurs, éducateurs spécialisés, etc.).

=> Action n°5 : Revoir l'ensemble des conventions de coordination existantes et les actualiser sous le nouveau format (décret du 2 décembre 2012) afin de resserrer les liens entre les polices municipales, la gendarmerie et la police nationales et établir un partenariat opérationnel, dans le respect des prérogatives respectives, afin de garantir la sécurité de la population.

=> Action n°6 : Offrir aux villes, conseils et accompagnement dans le pilotage de leur démarche, en créant un référent au cabinet du Préfet et un référent par sous-préfecture.

La création d'un tissu des acteurs de la prévention

Les coordonnateurs des CLSPD ont exprimé le besoin de pouvoir régulièrement partager leurs expériences et d'être informés de l'ensemble des dispositifs existants. Le cabinet du Préfet a réorganisé le bureau de la sécurité intérieure fin 2012. Le réseau devrait prendre forme en 2014. Les villes manquent également de personnel pour la mise en œuvre des actions qu'elles élaborent.

=> Action n°7 : Mettre en place un réseau de correspondants prévention de la délinquance dans chaque collectivité et institution afin de créer et d'animer le réseau des correspondants CLSPD et prévention des collectivités, par la tenue de réunions trimestrielles.

=> Action n°8 : Accompagner les maires dans la création d'équipes communales de réservistes en matière de prévention, constituées de retraités et de bénévoles de tous profils, désireux de participer au soutien des actions de prévention. Ces brigades pourront être inspirées du modèles des réserves communales de sécurité civile.



DIRECTION TERRITORIALE
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DE LA MARTINIQUE

COMPTE RENDU DE LA REUNION COLDEMI 13 juin 2014

Rédacteur : Directeur territorial adjoint PJJ

Présents :

Juridiction :

Monsieur (Procureur de la république)
Madame (Vice président, TGI de Fort de France).

Administration Pénitentiaire :

Madame (directrice adjointe SPIP),

Protection judiciaire de la jeunesse :

Monsieur (directeur territorial),
Monsieur (directeur territorial adjoint),
Monsieur (directeur du STEMOM de Martinique),

COMGEND

(colonel commandant la gendarmerie de Martinique)
Madame (commandant de gendarmerie)

Préfecture

Monsieur (directeur de cabinet du préfet)

Police

Monsieur (DDSP)
Monsieur (adjoint SD – DDSP)

Ouverture de la réunion du COLDEMI par Monsieur le procureur de la République qui retrace les différentes phases et configuration de cette instance. Il est fait rappel de l'utilité d'une concertation élargie au niveau des acteurs décisionnels directement impliqués dans les actes de réponses à la délinquance sur le territoire.

La nécessité de rendre opérationnel ce lieu de concertation, justifie le format d'une représentation restreinte voulu par les autorités présentes.

Tour de table et prise de parole par les autorités et institutions concernées.

Le directeur départemental de la sécurité publique fait état d'éléments chiffrés et d'une analyse à la fois quantitative et qualitative de l'évolution des faits de crimes et délits commis en zone police par des mineurs ; En 2013, on observe un taux de 15% de mis en cause et une augmentation du nombre de mineurs. En 2014, on compte 187 mineurs impliqués ce qui représente 18,67% du total des mis en cause. Chez cette population, on constate une forte prégnance d'actes de violence et de vols avec arme.

Le COMGEND énonce les éléments relatifs aux chiffres portés à la connaissance des autorités. Il indique une augmentation de 24% des délits en zone gendarmerie..

Le directeur de cabinet du Préfet, remarque que sur le territoire de la Martinique ce sont des jeunes de 16 à 30 ans qui sont fortement impliqués ce qui correspond à la tranche d'âge des personnes incarcérées, il note également des spécificités liées au contexte caribéen avec une circulation d'armes et une consommation accrue de produits stupéfiants chez une jeunesse de Martinique placée dans une situation économique préoccupante.

Avec les élus et les partenaires , , le préfet a mis en place en 2013, le plan départemental de lutte contre la délinquance. Instance de concertation et de partage afin de trouver des solutions adéquates aux problématiques observées. La préfecture est soucieuse également du travail concerté mené au sein des zones de sécurité prioritaires et la nécessité du maillage des différentes interventions, d'où les efforts conduits par la préfecture afin de coordonner les actions menées dans les lieux d'avis ou de décisions (réunions ZSP, FIPD, temps de travail thématiques...)

Le directeur de la protection judiciaire de la jeunesse rend compte des actions mises en place par la PJJ au regard des missions qui lui sont confiées. Les démarches portées par les services de la PJJ notamment celles relatives aux mineurs relevant du suivi en milieu ouvert, la présence continue au sein du quartier des mineurs au CP Ducos et la conduite des prises en charges dans le cadre du placement judiciaire.

La directrice adjointe du SPIP de Martinique donne des précisions sur l'action du service d'insertion et de probation en milieu ouvert et en direction des populations sous main de justice incarcérées. Une précision porte sur la tranche d'âge des personnes détenues (16-30 ans) en majorité.

La directrice adjointe mentionne l'action des partenaires qui interviennent sur ces deux champs.

1er point : pistes de travail

Le parquet sollicite la PJJ pour la mise en place de mesures de réparation ciblées.

La vice-présidente chargée des mineurs fait remarquer la nécessité d'une anticipation des parcours par la prévention et le traitement en amont à opérer par les différents intervenants.

Le directeur territorial de la PJJ indique l'existence d'une commission « cas difficiles » qui à l'avenir pourra rassembler au sein d'un cadre à définir de manière pluridisciplinaire et élargie, une commission « anticipation des parcours ». Le directeur territorial précise que cette instance aura pour vocation l'étude de situations afin d'opérer une analyse plus individualisée permettant une orientation au plus près des besoins des mineurs concernés.

Le parquet demande à ce que l'action de la CRIP soit mieux identifiée notamment s'agissant de la saisine suite à des faits préoccupants.

2^{ème} point : Les articulations entre les différents acteurs

Le Procureur de la république fait état de la présence du parquet dans le cadre des actions liées aux ZSP, également en matière de concertation au sein du CLSPD.

S'agissant du financement par le FIPD, il apparaît nécessaire de mieux cibler les opérations. Les porteurs de projet doivent éviter les opérations « Week-end » sans réels effets ni impacts sur la délinquance.

3^{ème} point : Plus-value du COLDEMI

Les autorités présentes soulignent l'intérêt de donner un contenu au COLDEMI qui doit être un lieu opérationnel. A cet effet, il est proposé, la mise à l'ordre du jour des réunions, des thématiques et questions à traiter. En ce sens, madame Visiedo propose qu'il soit évoqué la question de la santé mentale, l'ARS pourra être invité à faire état de ces axes de travail en la matière.

5^{ème} point : Fréquence des réunions du COLDEMI

Les prochaines dates de réunion de la commission seront retenues et communiquées après concertation. Le principe de deux réunions plénières et deux réunions thématiques par an est retenu.

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-280-1

PORTANT MODIFICATION DES MODALITÉS DE VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ALLOUÉE À LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME « LES MADREPORES » DES ANSES D'ARLET, POUR SA RECONSTRUCTION

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431 -1 à L 4435-1;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général de la Martinique n° CP/149-14 du 13 mars 2014 portant attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 400 000 € à la maison de retraite publique autonome « Les Madrepores » des Anses d'Arlet ;
Vu la convention n° 372-14 du 3 janvier 2014 conclue entre le Département de la Martinique et la Maison de retraite
« Les Madrepores » des Anses d'Arlet relative aux conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement d'un montant de 400 000 € allouée pour l'opération de reconstruction de l'établissement ;
Vu les acomptes, respectivement de 40 000 € et 120 000 € versés au partenaire ;
Vu la demande de versement anticipé du solde de la subvention d'investissement formulée par le gestionnaire en date du 17 mars 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification des modalités de versement du solde représentant la somme de deux cent quarante mille euros (240 000 €) de la subvention d'investissement allouée à la Maison de retraite publique autonome « les Madrepores » des Anses d'Arlet pour sa reconstruction.

Les nouvelles modalités de versement font l'objet d'un avenant à la convention.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'avenant et tous les actes nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

 Claude LISE

Annexe à la délibération n° 16-280-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



AVENANT

**A LA CONVENTION CV N° 372 du 03 JUIN 2014
Signée entre
LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
&
LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME
« LES MADREPORES » des ANSES D'ARLET**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222-6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, R.314-105 et R.314-181 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu l'arrêté conjoint PCG/DGARS n°00025 du 3 janvier 2014 portant autorisation de reconstruction de la maison de retraite publique autonome « les Madrépores » des Anses-d'Arlet ;*
- ✓ *Vu l'arrêté conjoint PCG/DGARS n°03437 du 10 novembre 2015 portant autorisation d'extension de la capacité d'accueil de 8 places d'hébergement permanent de la maison de retraite publique autonome « les Madrépores » des Anses-d'Arlet ;*
- ✓ *Vu la délibération n° CP/149-14 du 13 mars 2014 portant attribution une subvention d'investissement de quatre cent mille euros (400 000 €) à la Maison de Retraite « Les Madrépores » dans le cadre de son programme de reconstruction ;*
- ✓ *Vu la convention n°CV-372 du 3 juin 2014 définissant les modalités de versement de la subvention d'investissement de quatre cent mille euros (400 000 €) à la Maison de retraite « Les Madrépores » pour son programme de reconstruction ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande du gestionnaire en date du 17 mars 2016 sollicitant le versement anticipé du solde de la subvention départementale ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du Portant modification des modalités de versement du solde de la subvention d'investissement allouée à la Maison de retraite publique autonome « Les Madrépores » des Anses d'Arlet pour sa reconstruction.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisé, il est passé un avenant à la convention n° CV 372 du 03 juin 2014 ;

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique **Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015 ;**

D'une part,

ET

La Maison de retraite publique autonome « Les Madrépores »

7, rue du Docteur Morestin

97217 ANSES-D'ARLET

Représenté par sa Directrice **Madame**

N° SIRET : 269 720 836 000 17

D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Dans le cadre du projet de reconstruction-extension de la maison de retraite publique autonome « Les Madrépores » des Anses d'Arlet, la collectivité départementale a attribué, par délibération n° CP/149-14 du 13 mars 2014, une subvention d'investissement d'un montant de 400 000 € à l'établissement.

Les modalités de versement de cette aide financière ont été formalisées dans le cadre d'une convention.

En application de l'article 4 dudit acte, deux acomptes, respectivement de 40 000 € et 120 000 € ont fait l'objet d'un mandatement.

Par courrier du 17 mars 2016, le gestionnaire sollicite le versement anticipé du solde de la subvention afin d'assurer le règlement des factures liées à ces travaux.

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les modalités de versement du solde de la subvention d'investissement d'un montant de 400 000,00 € allouée à la Maison de Retraite publique autonome « Les Madrépores » des Anses d'Arlet pour l'opération de reconstruction de l'établissement.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS MODIFIEES

L'alinéa n°1 de l'article 4 – « Obligations des parties », de la convention CV 372-14 du 3 juin 2014 est modifié comme suit :

- « le **solde** sera versé à la demande du bénéficiaire dès la réalisation de 100 % du gros-œuvre et sur présentation d'une attestation du maître-d'œuvre ».

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

La Directrice
de la Maison de Retraite publique autonome
« Les Madrépores » des Anses d'Arlet

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : ... 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-281-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°12-1301-1 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'HOPITAL DU FRANÇOIS POUR LA RECONSTRUCTION ET L'EXTENSION DE SON EHPAD

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1301-1 du 16 octobre 2012 portant octroi de subvention à l'hôpital du François pour la reconstruction et l'extension de son EHPAD;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération n°12-1301-1, susvisée, est modifié comme suit :

« Cette somme sera imputée au chapitre 904-410 article 204182 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités prévues par convention ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-282-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ANIMATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFAE) AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande de subvention de l'Association « ADAFAE » en date du 27 octobre 2015 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes et des familles en difficultés sociales par le Service Animation et Accompagnement Sociale de l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Éducative (ADAFAE) s'élève à la somme de trois cent deux mille quarante-cinq euros (302 045 €), au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant fixe, soit soixante-quinze mille cinq cent onze euros vingt-cinq cent (75 511,25 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

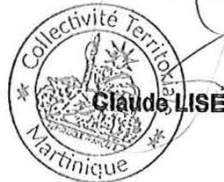
ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention jointe en annexe, définissant les conditions d'attribution et de versement de la participation financière mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

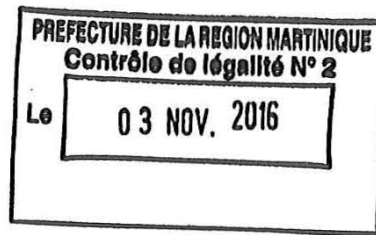
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-282-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX
FAMILLES ET D'ACTION EDUCATIVE (ADAFAE)
Représentée par son Président

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale , de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de participation financière aux dépenses de fonctionnement du Service Animation et Accompagnement Sociale formulée par l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE) par courrier du 27 octobre 2015 ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une participation financière d'un montant de..... aux dépenses de fonctionnement du Service Animation et Accompagnement Sociale de l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE)*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Deferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE)

13 Avenue Salvador Allende – Cité Dillon

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 314 292 046 00013

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

L'Association ADAFAE participe à la politique de prévention et de protection de l'enfance et des familles en difficultés sur le territoire de la Martinique et contribue ainsi aux missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle gère et anime :

- un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile qui prévoit l'intervention de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale,
- deux clubs et équipes de prévention spécialisée et,
- un service d'animation et accompagnement social.

Les deux premiers dispositifs relèvent des services sociaux définis par l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et bénéficient à ce titre de l'accompagnement financier annuel de la collectivité dans le cadre de la procédure de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Le service d'animation et d'accompagnement social, intervient en synergie avec les deux premiers dispositifs en œuvrant dans le cadre :

- d'une animation sociale globale au sein des quartiers
- d'une animation socio-éducative auprès des familles.

Ce service participe en ce sens, à l'ensemble des missions de la collectivité dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs et des familles en situation de vulnérabilité.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Service Animation et Accompagnement Sociale de l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE) :

- *Axe1 - Soutien à la parentalité :*
 - *Accompagnement socio-éducatif des familles*
 - *Créativité au service des familles*
 - *Accueil et accompagnement social des personnes en difficultés*
- *Axe2 – Animation et vie sociale*
 - *Dynamique de vie sociale – Ateliers divers/rencontres/échanges/forums*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'association « ADAFAE »

L'association « ADAFAE » doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue au fonctionnement du Service Animation et accompagnement social par l'attribution d'une subvention à l'association « ADAFAE » qui en assure la gestion.

Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de 302 045,00€.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant fixe, soit 75 511,25 € (SOIXANTE-QUINZE MILLE CINQ CENT ONZE EUROS VINGT-CINQ CENTIMES).

La contribution financière sera créditée au compte de l'association « ADAFAE » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION EDUCATIVE (ADAFAE).
- Domiciliation : CREDIT MUTUEL – CCM COOPERATIVE OUVRIERE DE CREDIT

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
16159	05204	00079807445	45

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes *(si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes)* ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

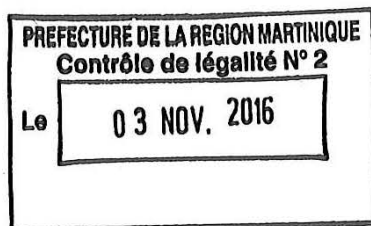
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association « ADAFAE »

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-283-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION DE SOINS ET D'AIDE POUR LE MAINTIEN À DOMICILE (A.S.A.M.A.D) POUR L'ÉQUIPEMENT DU CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES SIS AU CARBET

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431 -1 à L 4435-1;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu l'ordonnance n°2011-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'arrêté conjoint PCG/DGARS n°4111 du 16 décembre 2015 portant autorisation de création d'un centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité d'accueil de 12 places sur le territoire de proximité du Nord Caraïbe de la Martinique par l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D) ;
Vu la demande de subvention, en date du 30 mai 2016, présentée par l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D) ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé le financement à hauteur de vingt-quatre-mille quatre cent cinquante-cinq euros et dix-neuf centimes (24 455,19 €) des travaux d'agencement et d'équipement en mobiliers et matériels informatiques du Centre d'Accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 12 places géré par l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D), sis au 2, rue des Alamandas au Carbet.

ARTICLE 2: La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3: Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les dispositions et signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Annexe à la délibération n° 16-283-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Et

**L'ASSOCIATION DE SOINS ET D'AIDE
POUR LE MAINTIEN A DOMICILE (A.S.A.M.A.D)
Gestionnaire du Centre d'Accueil de Jour
Autonome pour personnes âgées dépendantes
du CARBET**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*

- 1 -

- ✓ **Vu** l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
- ✓ **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;
- ✓ **Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, R.314-105 et R.314-181 ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;
- ✓ **Vu** l'arrêté conjoint PCG/DGARS n° 4111 du 16 décembre 2015 portant autorisation de création d'un centre d'accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes d'une capacité d'accueil de 12 places sur le territoire de proximité du Nord-Caraïbe de la Martinique par l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D) ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 30 mai 2016 présentée par l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du Portant attribution d'une subvention d'un montant vingt-quatre mille quatre cent cinquante-cinq euros et dix-neuf cents (24 455,19 €) à l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile en vue de la réalisation de travaux d'agencement et d'équipement en mobiliers et matériels informatiques au Centre d'Accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes sis sur le territoire de proximité du Nord-Caraïbe ;

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

- 2 -

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité
à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015,

D'une part,

ET

L'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D)

Gestionnaire du Centre d'Accueil de jour autonome pour personnes âgées dépendantes

17 bis, rue Toussaint Louverture

97200 FORT DE FRANCE

Représenté par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 441 976 156 00014

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La politique en faveur des personnes âgées constitue une priorité de l'action publique qui vise à accompagner le maintien à domicile des personnes âgées par la diversification de l'offre en accueil de jour.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Aussi, en qualité de chef de file en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées dans le cadre de structures adaptées.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D) en vue de la réalisation de travaux d'agencement et d'équipement en mobiliers et matériels informatiques du Centre d'Accueil de Jour pour personnes âgées dépendantes sis au 2 rue des Alamandas – 97221 Le Carbet.

- 3 -

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D)

L'Association doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement par l'attribution d'une subvention à l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile (A.S.A.M.A.D), dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de **trois ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **24 455,19 €** (*vingt-quatre mille quatre cent cinquante-cinq euros et dix-neuf cents*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- Les factures acquittées et certifiées par l'expert comptable ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : **ASAMAD - Soins**.
- Domiciliation : **Crédit Agricole Martinique - Guyane**

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
19806	00250	00019839317	68

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association de Soins et d'Aide pour le Maintien à Domicile devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

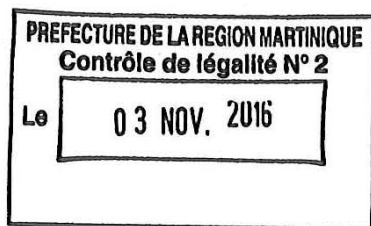
Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

Le Président de l'Association de Soins et d'Aide
pour le Maintien à Domicile

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 03 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-284-1

PORTANT VERSEMENT DE DOTATIONS AUX MISSIONS LOCALES NORD ET DU CENTRE DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES ET VERSEMENT DU SOLDE 2015

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1111-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relatives aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'Orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales et notamment son article 51 modifiant les articles L263-15 et L263-16 du CASF ;
Vu la délibération de la commission permanente du Conseil général de Martinique n° CP/159-05 du 17 février 2005 modifiant l'organisation du Fonds Départemental d'Aides Aux Jeunes ;
Vu la délibération de la commission permanente du Conseil général de Martinique n° CP/874-14 adoptant les nouvelles dispositions relatives au Fonds d'Aide aux Jeunes ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement des dotations 2016, à titre exceptionnel, aux Missions Locales désignées, selon la répartition suivante :

- Dotation Mission locale Nord : 150 000 €
- Dotation Mission locale du Centre : 130 000 €
- Frais de gestion de 2016 de 10 000 € par mission locale, soit 30 000 €
- Dotation pour les actions collectives : 61 000 € après validation du comité de pilotage conformément au règlement intérieur.

ARTICLE 2 : Est approuvé le versement des frais de gestion pour l'exercice 2016, conformément à la convention d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 3 : Est décidé le paiement du solde des frais de gestion 2015 à la Mission locale du Nord, la Mission locale du Centre, et la Mission locale de l'Espace Sud, après réception du bilan financier, soit 3 000 € par mission locale.



ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions et signer tous les actes et les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.


Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-285-1

**PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE DE LA DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION
PERMANENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N° CP/1060-15 DU 19 NOVEMBRE
2015 PAR LE TRANSFERT DE LA SUBVENTION OCTROYÉE À MADAME
AU BÉNÉFICE DE MONSIEUR
AU TITRE DU FONDS SOCIAL HABITAT (FSH)**

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relatives aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil général de la Martinique n° CP/1060-15 du 19 novembre 2015, octroyant des subventions au titre du FSH ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé le transfert de la subvention d'un montant de six mille euros (6 000 €) attribuée à Madame _____ à l'annexe de la délibération de la commission permanente du Conseil général de la Martinique n° CP/1060-15 du 19 novembre 2015 susvisée, au bénéfice de Monsieur _____

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

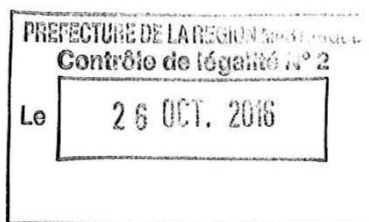
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Collectivité
de Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-286-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N° CP/1069-15 DU 19 NOVEMBRE 2015 PORTANT MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES À DOMICILE ET DE SECOURS DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612, L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relatives aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil général de la Martinique n°CP1069-15 du 19 novembre 2015 portant modification du règlement d'attribution des aides à domicile et de secours dans le cadre de la protection de l'enfance ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 14 de l'annexe à la délibération de la commission permanente du Conseil général de la Martinique n° CP/1069-15 du 19 novembre 2015 susvisée, en ce qui concerne le barème permettant de fixer le montant des aides, est modifié comme suit :

QUOTIENT FAMILIAL MENSUEL	SOMME PAR ENFANT JUSQU'À 3 ENFANTS	SOMME PAR ENFANT AU DELÀ DE 3 ENFANTS
0-100	120-180	80
100-200	80-120	80
200-300	80	80

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions utiles à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

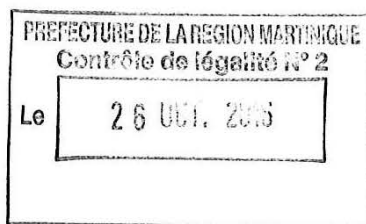
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
de Territoriale
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-287-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) POUR SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de cent mille euros (100 000 €) est octroyée à l'Union des Femmes de Martinique (UFM), pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention définissant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

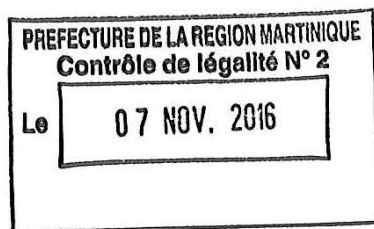
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 7 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-288-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE MATERNEL « SOS MATERNITÉ » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande de subvention d'équipement formulée en date 28 janvier 2016, par l'association «LA RUCHE», au profit du Centre Maternel « SOS MATERNITE » relocalisé au quartier de Moutte sur le territoire de la commune de Fort de France ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Considérant la nécessité de relocaliser le centre maternel «SOS Maternité» antérieurement implanté au quartier de Langellier-Bellevue en raison des problèmes de sécurité majeurs pour les jeunes femmes accueillies du fait de la configuration des locaux de la structure et de son environnement inadéquat ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association « LA RUCHE » au profit du Centre maternel «SOS MATERNITE» dont elle assure la gestion, une subvention d'équipement, d'un montant de trente mille euros (30 000 €) pour accompagner la mise en service du nouveau bâtiment d'implantation de l'établissement social au quartier de Moutte sur le territoire de la commune de Fort-de-France.



ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention définissant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

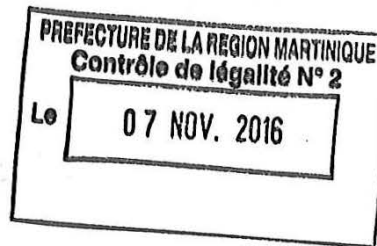
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-288-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



CONVENTION N°

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif**

Et

**L'ASSOCIATION «LA RUCHE »
gestionnaire du Centre Maternel « SOS MATERNITE »
Représentée par son Président**

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 107 ;
VU la Décision de la Commission 2005-842 CE du 28 novembre 2005 ;
VU l'encadrement communautaire 2005/C/29704 du 28 novembre 2005 des aides d'Etat sous forme de compensations de service public ;
VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République ;
VU la loi n°96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales portant notamment sur le devoir de contrôle de la collectivité territoriale (article L.1611-4) ;
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
VU l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;
VU la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, président de l'assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, président du conseil exécutif de Martinique ;
VU la demande de subvention d'investissement formulée en date du 28 janvier 2016 par l'Association « LA RUCHE » pour l'équipement et la mise en service du nouveau bâtiment d'implantation du Centre maternel « SOS MATERNITE » dont elle assure la gestion ;
VU la délibération n° portant attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 30 000 € à l'Association « LA RUCHE » pour l'équipement et la mise en service du nouveau bâtiment d'implantation du Centre maternel « SOS MATERNITE » ;

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston DEFERRE

CS 30137

97201 FORT DE FRANCE

Représenté par le Président du Conseil Exécutif, **Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association « LA RUCHE »

Gestionnaire du centre maternel « SOS MATERNITE »

114, Route de Moutte

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 314 291 782 000 14

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

PREAMBULE

Dans l'intérêt public local, la Collectivité Territoriale de Martinique mène une politique de prévention et de protection de l'Enfance sur son territoire. Sa mise en œuvre est confiée au service de l'Aide Sociale à l'Enfance – ASE (cf. art L.221-1 du CASF).

Aussi, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs en difficulté sociale, la collectivité a décidé d'accompagner plusieurs acteurs locaux œuvrant aux côtés de l'ASE.

Parmi ces acteurs, le Centre Maternel « SOS MATERNITE » assure une mission essentielle d'hébergement et d'accompagnement des jeunes femmes enceintes et des jeunes mères mineures en situation d'isolement, de détresse et de rupture sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'association « LA RUCHE » pour l'équipement et l'aménagement en mobiliers et matériels divers, du nouveau bâtiment d'implantation du Centre maternel « SOS MATERNITE ».

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

L'association « LA RUCHE » doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'équipement du Centre maternel « SOS MATERNITE » par l'attribution d'une subvention à l'association « LA RUCHE » qui en assure la gestion dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité (*décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **30 000,00 €** (*Trente mille euros*)

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- factures acquittées attestées par le commissaire aux comptes;
- compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Le versement sera effectué sur le compte de l'association La RUCHE selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : LA RUCHE
- Domiciliation : BRED BANQUE POPULAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10107	00167	00512677494	75

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget territorial.

Toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de l'exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention. Sur demande de la Collectivité, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action.

En cas de violation de ce principe, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé, la collectivité pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention territoriale précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

*Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique*

*Le Président de l'Association
« LA RUCHE » gestionnaire
du Centre Maternel « SOS MATERNITE »*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 07 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-289-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LA MAIN DANS LA MAIN »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7222-23, L.7222-25, L.7223-5, L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de dix mille euros (10 000 €) est octroyée à l'Association « La Main dans La Main ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions utiles et signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-289-1

Collectivité Territoriale de Martinique
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PREVENTION SANITAIRE
CELLULE SUBVENTION

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION « LA MAIN DANS LA MAIN »

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ **Vu** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 23 février 2016 présentée par l'Association « la Main dans la Main » ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de 10.000,00 € à l'Association « La Main dans la Main ».

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION « LA MAIN DANS LA MAIN »

Domiciliée 2 Impasse Capitaine Pierre Rose, Route de la Folie
97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'Association « Main dans la Main » créée le 10 février 2015, et régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, envisage de devenir une solide association culturelle, sportive et d'insertion.

Cette association s'est fixée pour mission :

- L'animation sociale et socio-culturelle du quartier « la Folie » situé à Fort de France et également des quartiers environnants ;
- L'insertion du public en difficulté par la mise en place d'ateliers de chantiers d'insertion ;
- L'aide au montage de dossier CMU, logement HLM ;
- Le soutien des familles et la réappropriation des quartiers en créant des espaces d'ouverture dans les zones urbaines et sensibles.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association « la Main dans la Main », pour le démarrage de son activité.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget prévisionnel de l'Association s'élève à **130.000,00 €**.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association « La Main dans la Main », une subvention d'un montant de 10.000,00 €, pour le démarrage de son activité, au titre de l'exercice 2016.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte de l'Association « La Main dans la Main » selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,

- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de le recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

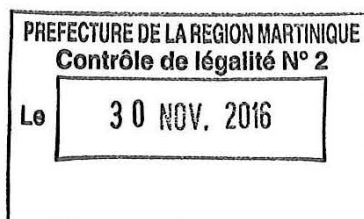
Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-290-1

PORTANT ORGANISATION DE L'ARBRE DE NOËL DES ENFANTS CONFIÉS À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7222-23, L.7222-25, L.7223-5, L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu le code de l'action sociale et familiales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et aux assistants familiaux ;

Vu le décret n°2005-1772 du 30 décembre 2005 relatif à la formation des assistants familiaux et instituant le diplôme d'État d'assistant familial ;

Vu le décret n°2006-1772 du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission santé et action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée l'organisation de la manifestation annuelle « Arbre de Noël des enfants de l'aide sociale à l'enfance » sous la présidence du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 2 : La tranche d'âge des enfants concernés par la manifestation est définie comme suit :
jeunes de 3 à 21 ans.

ARTICLE 3 : Est approuvée l'augmentation de trente mille euros (30 000 €) de la dotation allouée à cette manifestation, ce qui porte cette somme à quatre-vingt mille euros (80 000 €).

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
de Territoriale
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-291-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL (ALS) POUR SON PROJET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7222-23, L.7222-25, L.7223-5, L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association pour le Logement Social (ALS) au titre de l'année 2016, une subvention d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) pour l'accompagnement social de publics spécifiques.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 935-588 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 2016: 30 000 €,
- 2017: 20 000 €.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention définissant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 et jointe en annexe.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

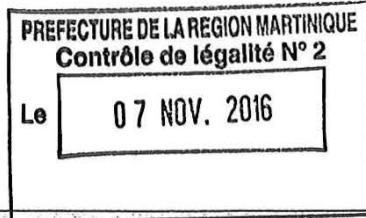
Claude LISE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal features a central emblem with a building and a sun, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and decorative stars. The signature is written over the text 'Le Président de l'Assemblée de Martinique' and the name 'Claude LISE'.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-291-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION RELATIVE AU MANDATEMENT DE LA PARTICIPATION
DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
AU FINANCEMENT D'UNE OPERATION A CARACTERE SOCIAL

DELIBERATION N°16- -1

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, rue Gaston Defferre - CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX, représenté par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, habilité aux présentes par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, **d'une part,**

et

L'Association pour le Logement Social (ALS), Bâtiment Rose 1 – Groupe Archipel – Avenue Victor Lamou - 97200 FORT-DE-FRANCE, représentée par sa Directrice, **d'autre part,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

EXPOSE :

Dans le cadre de sa politique d'action sanitaire et sociale, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a décidé d'accorder une subvention à l'**Association pour le Logement Social (ALS)**, pour l'accompagnement social de publics spécifiques en 2016.

Article 1 : La présente convention a pour objet de préciser le montant et les modalités de versement de la participation de la CTM.

Article 2 : Une subvention de :

Cinquante mille euros (50 000 €),

est allouée à l'**Association pour le Logement Social (ALS)** par délibération n°16--1, au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) à son projet d'accompagnement social de publics spécifiques :

- Familles ayant des troubles psychologiques et des troubles liés aux addictions,
- Familles dont les jeunes ont un comportement déviant
- Personnes âgées isolées.

Article 3 : Cette somme sera versée selon les modalités suivantes :

- 60%, dès que la présente convention sera rendue exécutoire,
- le solde, sur présentation :
 - du compte rendu synthétique de l'action menée auprès des 3 catégories de publics en 2015,
 - du budget réel de cette action signée du Président et du trésorier.

Article 4 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 935-588 article 6574 de la CTM.

Article 5 : Le Directeur Général des Services et le Payeur de la CTM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cette convention.

Fort de France, le

La Directrice de
L'ALS

Le Président du
Conseil Exécutif de la CTM

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-292-1

PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE POUR L'AIDE À LA CONSTRUCTION ACCORDÉE À MADAME

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°08-1557-1 du 09 décembre 2008 portant création d'une aide régionale à la construction durable - parasismique et paracyclonique ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1160-11 du 4 septembre 2012 portant octroi d'une aide à la construction durable à Madame
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La déchéance quadriennale de l'aide à la construction parasismique accordée à Madame , par la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1160-11 pour la construction de sa maison individuelle, est levée.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les mesures et signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

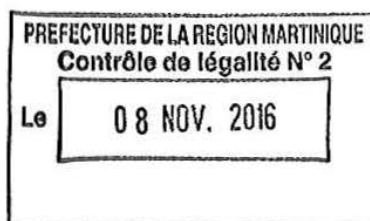
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-293-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS-CADRES ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET CAP NORD, LA CACEM, ET L'ESPACE SUD POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FSE-INCLUSION

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement UE n°1304/ 2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au fond social européen (FSE) et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion qui réaffirment le rôle de chef de file du Département dans la définition et la conduite des politiques d'insertion ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'article 18 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation de métropole, relative aux délégations de gestion de crédits des programmes européens ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion des PO(s) FEDER-FSE/FSE/FEAMP/FEADER ;
Vu l'accord-cadre ADF/DGEFP/AVE du 9 décembre 2014 pour la mise en œuvre coordonnée des interventions en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la conclusion avec la Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord Martinique), la Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) et la Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM,) des conventions-cadres pour la mise en œuvre du FSE-inclusion, conformément aux annexes à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°16-293-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION – CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FSE - INCLUSION

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE / COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DU PAYS NORD MARTINIQUE

La COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

Rue Gaston Defferre

Plateau Roy Cluny

97 220 FORT DE FRANCE

représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président en exercice

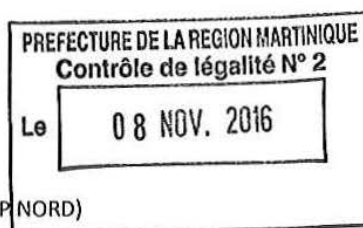
et

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS NORD MARTINIQUE (CAP NORD)

39, lotissement La Marie

97 225 Le MARIGOT

représentée par Monsieur Alfred MONTHIEUX, Président en exercice



I - L'exclusion et la pauvreté : une réalité de la Martinique

La société martiniquaise est en proie à un phénomène de précarisation croissante qui semble toucher indistinctement toutes les tranches d'âge de la population, même si l'ampleur de ce phénomène est plus marquée chez les jeunes et les personnes âgées.

I-1. Un niveau de pauvreté plus élevé que la moyenne nationale

Compte-tenu de la situation défavorable de l'emploi (*fin 2012, 21% de chômeurs ont de moins de 30 ans, 20% ont plus de 50 ans et 47% sont des chômeurs de longue durée*), la première cause de pauvreté est bien évidemment l'absence de revenu d'activité. Mais la part élevée des bas revenus chez les actifs occupant un emploi explique aussi, en grande partie les situations de précarité.

La dernière enquête réalisée en 2006 sur le budget des ménages, a montré que le seuil de bas revenus s'élève à 7 394 € par an pour la Martinique, contre 10 560 € en moyenne pour la France métropolitaine. Un cinquième des ménages dispose d'un revenu inférieur à ce seuil en Martinique.

Entre 2001 et 2006, le taux de bas revenus s'est accru de plus de 4 points en Martinique. La croissance des revenus observée sur cette période a ainsi davantage bénéficié aux ménages situés au-dessus du seuil. Dans le même temps, les ménages situés sous le seuil de bas revenus s'en sont éloignés. Ces populations ont donc vu leur situation relative se dégrader au cours des dernières années. Ces inégalités n'ont cessé depuis de progresser.



En 2007, 39 % des familles sont des familles monoparentales (*contre 13 % en France hexagonale*). Dans neuf cas sur dix, c'est la femme qui élève seule ses enfants. Or les personnes dans cette situation familiale sont les plus fragiles vis-à-vis de l'emploi : le taux d'emploi des 15-54 ans à la tête d'une famille monoparentale est de 53 %, alors que celui des personnes vivant en couple s'élève à 67 %. Les difficultés d'emploi de la famille monoparentale s'accroissent lorsqu'un ou plusieurs enfants ont moins de six ans. Dans ce cas, le taux d'emploi n'atteint que 34 %.

Ainsi, en 2013, un martiniquais sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté (*contre 14% dans l'hexagone*) et près d'un quart des enfants martiniquais grandissent au sein de ménages vivant sous ce seuil.

Les prestations sociales permettent d'atténuer en partie cette situation. Fin 2012, le nombre d'allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) s'élevait à 94 036, ce qui correspond à un nombre de personnes couvertes de 212 976 (*soit 54,56% de la population totale de la Martinique, contre 46,27% en moyenne dans l'hexagone*).

Le nombre d'allocataires du RSA (43,8% des allocataires de la CAF) s'élève à 41 145 personnes à fin 2012, soit 24,8 % de la population active. La majorité des allocataires (83,3%) est sans activité et bénéficie de la prestation RSA socle seulement. Le RSA activité et le RSA socle et activité regroupent respectivement 9,8 % et 6,9 % des bénéficiaires. Ces derniers sont principalement des personnes seules sans enfant (50,2 %) et des familles monoparentales (41,9 %). La population féminine reste majoritairement concernée ; 59,4 % en sont bénéficiaires. Les personnes de 25 à 49 ans représentent également près de deux-tiers des bénéficiaires du RSA (65,9 %).

Fin 2012, 17 912 demandeurs d'emploi de fin de droits perçoivent le RSA et 1 135 personnes le Revenu de Solidarité Outre-Mer (RSO). Plus de la moitié des bénéficiaires du RSA perçoivent l'allocation depuis plus de trois ans (57,6 %).

Ces publics sont par ailleurs souvent confrontés à de multiples difficultés d'ordre matériel, psychologique ou social (accès au logement, garde d'enfant, problèmes de santé, addictions...) qui freinent leur insertion ou leur réinsertion professionnelle et sociale.

I-2. Une offre en services essentiels peu dense et insuffisamment accessible

Contrairement aux idées reçues, tous ceux qui y ont droit ne réclament pas les aides (*ex : l'aide à la complémentaire santé (ACS) n'est versée qu'à un tiers de ceux qui y ont droit*).

Méconnaissance des dispositifs, complexité administrative, contraintes liées à l'attribution des aides, les raisons sont diverses pour expliquer le non-recours aux prestations sociales qui accentue encore davantage les situations de précarité. D'une manière générale, les difficultés d'accès aux soins de santé et aux services sociaux d'intérêt général s'expliquent par un ensemble de déterminants d'ordre géographique, économique, administratif, légal ou encore psychosocial qui compromettent fortement la cohésion sociale à l'échelle du territoire martiniquais.

En outre, la Martinique se caractérise par une forte concentration de populations « fragiles » difficilement repérables dans le parcours de soins ou de prise en charge médico-sociale et qui ont, la plupart du temps, des difficultés d'accès aux droits et aux soins.

L'accès aux services médicaux est marqué par une forte concentration territoriale de l'offre de santé : plusieurs communes du Nord caraïbe affichent des taux de médecins généralistes *nuls* (notamment le Morne-Vert et Fonds-Saint-Denis) alors que le Diamant et Fort-de-France ont des taux respectifs de 1,6 et 1,2, soient des niveaux proches de la densité médicale moyenne observée en France hexagonale.

Par ailleurs, la zone Schœlcher/Fort-de-France demeure de loin la mieux lotie en termes de services de santé (présence du CHU La Meynard, taux de médecin spécialiste les plus élevés de l'île, etc.) alors que le Nord caraïbe moins loti, est durement touché par la problématique du vieillissement de la population.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que la Martinique doit faire face à un défi majeur, celui du vieillissement accéléré de sa population. Si les tendances démographiques récentes observées se poursuivent, en 2030, les seniors martiniquais de plus de 60 ans représenteront 36% de la population totale (23% en France hexagonale) et 40% en 2040 (26% en France hexagonale). De plus, en 2013, 28% des plus de 75 ans vivant en Martinique sont atteints de la maladie dite d'Alzheimer (contre 19% en France hexagonale). Le nombre de personnes âgées dépendantes (7000 en 2010) devrait augmenter à un rythme soutenu (proche de 3,5% par an) pour atteindre les 20 000 à l'horizon 2040.

Ce phénomène de vieillissement démographique accéléré nécessite en effet d'adapter l'offre de service social et médico-social. L'étude de cette dynamique conduit à imaginer des dispositifs en faveur des personnes âgées permettant la levée des difficultés dues, notamment :

- à la diversité des acteurs : l'action gériatrique requiert la mobilisation de nombreux professionnels, d'où la nécessité d'une meilleure coordination des interventions pour en optimiser les effets, avec le souci de toujours privilégier le libre choix des usagers et de préserver le rôle de la famille ;
- au contexte martiniquais caractérisé par le déficit des places d'hébergement, la régression des solidarités familiales, les besoins d'adaptation des logements pour le maintien à domicile et l'insuffisance des ressources d'une grande partie des personnes âgées.

Les seniors de plus de 60 ans représentent également une part importante des publics précaires : la retraite moyenne versée par le régime général était de 642 € par mois en 2012 et 14 993 personnes percevaient l'Allocation Spécifique aux Personnes Agées (minimum vieillesse) la même année, soit 27% des retraités du régime général (contre 5% dans l'hexagone).

Compte tenu de l'évolution des structures familiales, de la modestie des pensions d'une partie des seniors, de l'insuffisance des structures d'hébergement adaptées, cette évolution démographique pose d'importants enjeux en termes de développement de l'offre de services solvables pour la prise en charge et d'accompagnement des personnes âgées.

Par ailleurs, les capacités d'accueil des jeunes enfants ne répondent pas aux besoins des familles. En 2013, la capacité en accueil permanent (*crèches collectives et assistantes maternelles*) pour enfants de moins de 3 ans, est de 17% en Martinique contre 41% au niveau national.

Le manque de structures adaptées aux besoins des familles, notamment monoparentales, rend plus difficile leur intégration dans l'emploi. Cette insuffisance constitue un frein en particulier pour certaines femmes qui souhaiteraient avoir une activité salariée et une source de préoccupations pour les parents salariés. Afin de favoriser les parcours d'insertion et la mobilité des personnes les plus éloignées de l'emploi et de l'accès aux droits, les familles en situation de pauvreté doivent bénéficier d'une offre élargie afin de faciliter leurs accès aux services d'accueil préscolaire et de garde d'enfants.



L'accès aux services de santé et aux services sociaux et de proximité constitue donc un enjeu majeur, face à une offre aujourd'hui mal répartie et peu dense.

En outre, l'offre de services sociaux, sanitaires, culturels, éducatifs et récréatifs peut être soutenue dans le cadre de la création d'entreprises sociales ou du domaine de l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, ce secteur est très féminisé et 70% de ces salariés sont des femmes.

I-3. De fortes disparités territoriales

La pauvreté, associée au maillage territorial insuffisant en matière de services médicaux et sociaux, et à un certain nombre de problèmes liés à l'emploi, à l'inclusion et à l'éducation (taux de chômage élevé notamment chez les jeunes, décrochage scolaire, chômage de longue durée, faible niveau d'éducation des jeunes et de qualification de la population) est accentuée sur certains territoires enclavés.

En effet, des fortes disparités existent dans les domaines de l'emploi (en 2008, 60 % des emplois étaient localisés dans la région centre contre 12% au sud caraïbe, 11 % au centre atlantique, 9% au sud, 5% au nord caraïbe et 4% au sud – forte précarité des emplois en zones rurales, ...) et de l'inclusion (déprise et vieillissement plus marqué du nord de la Martinique, niveau de formation et de revenu plus faible dans les zones rurales, quartiers urbains marqués par de très fortes fragilités sociales, ...).

Par ailleurs, les habitants des communes du Nord ont des niveaux de revenus fiscaux plus faibles que la moyenne régionale de 13,5 %. Dans la plupart de ces communes, les retraités et les personnes sans activité sont plus nombreux qu'ailleurs. En outre, les voies de communication et l'insuffisance de l'offre de transport collectif ne favorisent pas les échanges avec le reste du territoire où les bassins d'emploi sont plus attractifs.

À l'opposé, gravitant autour de la capitale, les foyers fiscaux de la façade caraïbe ont les revenus les plus importants de l'île. Ils sont supérieurs de près d'un quart aux revenus de la façade atlantique.

Le niveau de revenu moyen des habitants de la façade sud se situe entre les deux. Le revenu moyen des habitants des communes de l'intérieur des terres est proche de celui de la façade atlantique et reste inférieur de 11 % à celui de l'ensemble de l'île.

Ces territoires doivent pouvoir initier des politiques sociales actives tenant compte de leurs spécificités par la mise en place de stratégies locales de développement au niveau infrarégional mêlant différentes problématiques telles l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé et à la culture.

Dans ces conditions, les fonds européens représentent pour la Martinique un effet levier important dans la mise en œuvre des politiques publiques qui garantissent la cohésion économique et sociale. La mise en synergie de ces fonds avec les ressources existantes aux échelles locale et nationale permettra à la Martinique de proposer des solutions adaptées à ces enjeux relatifs à l'emploi, la formation et à l'inclusion et à la lutte contre la pauvreté.

I-4. L'économie sociale et solidaire : un secteur important en cours de structuration

Malgré un tissu associatif dense et dynamique, la Martinique présente un secteur de l'ESS en manque de moyens.

L'instance de coordination responsable au niveau régional de la mise en œuvre des grandes orientations de



cette démarche est la CRESS qui bénéficie d'un champ de compétence élargie grâce à la loi du 31 juillet 2014. Elle assure ainsi l'accompagnement des porteurs de projets pour la mise en place d'activités créatrices avec le concours des partenaires institutionnels.

Le secteur de l'ESS est également fortement engagé dans le domaine des services à la personne en raison notamment du vieillissement anticipé de la population mais ce constat et cette évolution impliquent que la professionnalisation et la structuration des acteurs de l'ESS soient renforcées.

II - Contribution du FSE-INCLUSION Martinique à la stratégie Europe 2020

Compte-tenu du diagnostic exposé ci-dessus, le FSE-Inclusion sera mobilisé pour favoriser l'inclusion active, l'amélioration de l'accès aux services et soutenir les stratégies de développement local dans un processus de croissance intelligente, durable et inclusive en cohérence avec la Stratégie Europe 2020 et les politiques nationales en faveur de l'emploi, de la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Conformément aux priorités fixées par les services de la Commission dans le *Position Paper* pour la France et les DROM, les priorités de financements du FSE se concentreront sur l'amélioration de l'intégration des groupes les plus vulnérables au marché du travail (OT 9, **priorité d'investissement 9.i**) et sur l'amélioration de l'offre de services essentiels (OT 9, **priorité d'investissement 9.iv**).

En matière d'inclusion, la Stratégie Europe 2020 fixe pour la France l'objectif de diminuer de 1,6 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour répondre à ces objectifs, le FSE soutiendra les projets visant à :

- créer les conditions de mise en activité des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- renforcer les conditions de l'égalité des chances en répondant aux besoins des plus fragiles ;
- veiller à une meilleure cohésion en assurant un meilleur accès aux droits et aux services ;
- favoriser l'innovation sociale ;
- accompagner opérationnellement et fonctionnellement son tissu associatif ;

Compte tenu des débouchés dans les domaines du service à la personne et de la santé, la mise en œuvre du FSE contribuera à explorer, évaluer et valoriser ces potentiels de croissance inclusive. Cela implique un renforcement du tissu associatif, et un soutien à l'économie sociale et solidaire en particulier avec les entreprises du secteur des services à la personne ou encore une synergie avec la spécialisation intelligente sur l'innovation sociale.

Le FSE-Inclusion (OT9) s'attachera au développement de l'insertion par l'activité des publics les plus éloignés de l'emploi en favorisant une approche coordonnée des différents partenaires de l'offre d'insertion au sens large (CTM, EPCI, CCAS, Pôle Emploi, CAF, CGSS, services de l'Etat, Région, prestataires de service, entreprises, etc.) sur l'ensemble du territoire (OT 9, **priorité d'investissement 9.vi**).

Aussi, l'intervention du FSE devra rendre plus lisible l'offre d'insertion, en clarifiant les responsabilités des acteurs territoriaux et les modalités de leur coordination, prioritairement dans le cadre du Pacte territorial d'insertion.



III- Stratégie du territoire de CAP NORD

III -1. Présentation contextuelle du territoire

Le territoire du Nord de la Martinique est composé de trois sous territoires d'équilibre inégal du point de vue démographique et économique : le Centre Atlantique, le Nord Atlantique et le Nord Caraïbe comptant respectivement 4, 6 et 8 communes.

Du point de vue de la situation économique et sociale, ce territoire est caractérisé par :

- un tissu économique en développement plus modéré que dans le reste de la Martinique,
- un secteur tertiaire largement majoritaire avec, en 2010, près de 60% des établissements et plus de 70% des postes salariés principalement dans le secteur non marchand
- des activités agricoles et de pêche prédominantes même si ces secteurs restent fragiles,
- une concentration des entreprises des secteurs de la construction et du commerce sur le Centre-Atlantique,
- un secteur agro-alimentaire avec une dynamique à renforcer,
- une offre culturelle et touristique encore trop peu valorisée.

Le total de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) toutes catégories confondues sur le territoire Nord est 15 247 en baisse de -1,3% sur un an. La part du Nord dans le total des demandeurs d'emploi de Martinique représente 30 % (Sud 30%, Centre 40%).

Il est important de noter une précarisation accrue des salariés avec de nettes augmentations respectivement de 5,6 % et 13,6 % concernant les catégories B et C.

L'analyse par catégorie montre une baisse de 3.3 % par rapport à l'année précédente du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A à la fin du mois de décembre 2014. A cette date, le Nord Martinique compte 12 728 demandeurs d'emploi de catégorie A. Cette baisse constatée profite plus aux hommes qu'aux femmes avec une baisse respectivement de 4,1% et 2,6 %.

La situation des demandeurs d'emploi de longue durée demeure inquiétante. En effet, la part des demandeurs d'emploi de longue durée voire de très longue durée (supérieure à 2 ans d'inscription) représente 36,60% du total de la catégorie A et connaît une hausse de près de 8%.

Les femmes représentent encore plus de la moitié des demandeurs d'emploi avec 7114 contre 5 376 hommes de catégorie A à la fin du mois de décembre 2014.

Les jeunes de moins de 30 ans, ceux de moins de 25 ans et les seniors de plus de 50 ans sont les plus touchés puisqu'ils représentent à eux seuls près des trois quarts des demandeurs d'emploi avec une dégradation de la situation des plus de 50 ans (+9 5% sur un an).

Au 31.12.2014, 11 076 bénéficiaires du RSA socle étaient recensés sur le territoire Nord.

Parmi eux, 1267 jeunes de moins de 26 ans, soit 11 %, relèvent de l'accompagnement de la mission locale, 4 501 personnes de 26 ans et plus employables et inscrites comme demandeurs d'emploi sont déjà en situation d'accompagnement avec Pole Emploi pour au moins 50% d'entre eux et 1174 autres personnes de 26 ans et plus, présentant des difficultés sociales bloquantes (santé, social, logement) demeurent prises en charge par les services sociaux de la CTM.

Enfin, le Département évalue à 433 les bénéficiaires du RSA de 26 ans et plus confrontés à des freins sociaux non bloquants pour leur mise en emploi (mobilité, garde d'enfants, aidant naturel, etc.) accompagnés par les ALI.



La situation demeure critique car le Nord recueille peu d'offres, la plus faible part (21%) en comparaison des autres territoires. 1495 offres d'emplois enregistrées sur le territoire Nord.

Elles concernent en majorité des contrats à durée indéterminée ou des contrats à durée déterminée de plus de 6 mois. Seul, un volume de 1173 offres est satisfait.

Les offres d'emploi sont recueillies plutôt dans les secteurs de l'animation de loisirs auprès d'enfants, de la polyculture, de l'élevage, de l'entretien des espaces verts, du nettoyage de locaux et de la restauration ; autant de secteurs accessibles à un public de bas niveau de qualification.

III-2. Présentation de l'administration du territoire (compétences et stratégie)

La compétence développement économique- emploi- insertion de CAP Nord a permis de doter le territoire d'outils intercommunaux tels que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) et la Cellule - Insertion par l'Activité Economique (IAE). Le PLIE a été initié en 1998 par la communauté des communes du Nord Martinique (CCNM). Le dernier protocole 2008-2014 a permis à 1917 personnes de bénéficier d'un parcours sur la période. Ce sont 540 personnes qui ont retrouvé un emploi (56%), créé leur entreprise (11%) ou sont entrées en formation qualifiante (21%).

La stratégie emploi insertion de CAP Nord s'appuie sur les grands projets de la collectivité et sur l'existence de réelles opportunités de développement du territoire.

On peut citer de nombreuses actions de développement dans le cadre du SCOT (ZAE, ZAC, etc...), la commercialisation et la promotion de nouvelles Zones d'Activités Economiques (ZAE) au Robert (Pointe Melon), à Sainte Marie (Charpentier), à Bellefontaine (ancienne usine EDF ainsi que l'accompagnement du maintien de l'activité et de la transmission d'entreprise, le développement du tourisme vert, la consolidation de l'offre de services à la personne.

Son projet de territoire fixe les orientations stratégiques, les choix prioritaires de l'action intercommunale et permet une mise en œuvre cohérente des politiques publiques dans le Nord.



Ont adopté les articles suivants :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre et les modalités d'un partenariat pour coordonner les objectifs et les interventions de la CTM et de CAP NORD afin de faciliter l'accès et le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

ARTICLE 2 – MODALITES DE COOPERATION

La CTM et CAP NORD s'engagent à :

- échanger toutes les informations de nature à optimiser le partenariat ;
- conduire les concertations nécessaires avec les principes de la présente convention.

Les signataires de la présente convention sont :

- Le Président du CTM ;
- Le Président de CAP NORD.

Les signataires désigneront les référents thématiques chargés de coordonner l'activité des 2 institutions pour les actions spécifiques.

Un comité de pilotage annuel se réunira sur les points suivants auxquels d'autres pourront être rajoutés :

- le bilan de la mise en œuvre de la convention cadre et les préconisations ;
- la présentation des comptes rendus d'activité de chacun des domaines spécifiques ;
- la préparation du programme d'actions pour l'année à venir ;

Des réunions de concertation entre les parties se tiendront à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles

Les parties s'engagent à communiquer sur la signature de cet accord cadre.

La CTM est signataire du protocole d'accord pluriannuel du PLIE porté par CAP NORD et participe à toutes les instances de ce dispositif.

CAP NORD est signataire du PTI et participe à ses travaux.

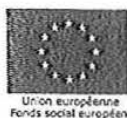
CAP NORD est associée au comité de sélection des opérations de la CTM émergeant au FSE-Inclusion à l'exception des séances où des dossiers portés par les EPCI sont inscrits à l'ordre du jour.

ARTICLE 3 : MODALITES OPERATIONNELLES

Pour la période 2014-2020, le cadre d'intervention de la CTM et des PLIE est défini par l'axe 3 " lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion" du Programme Opérationnel FSE Emploi et Inclusion.

Le FSE contribue notamment à :

- construire des parcours intégrés vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées ;
- assurer une meilleure coordination sur les territoires des différents acteurs intervenant dans le domaine de l'inclusion.



La plus-value des PLIE porte notamment sur :

- la coordination et l'animation des acteurs sur un territoire local ;
- l'accompagnement renforcé vers et dans l'emploi ;
- la construction de parcours.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES

4.1 - Mobilisation et gestion du FSE

Les dispositifs et les actions mis en œuvre en Martinique et financés par l'Union européenne dans le cadre de la subvention globale gérée par la CTM relèvent des priorités d'investissement, des objectifs spécifiques et des conditions d'éligibilité de l'axe 3 du programme opérationnel FSE – Etat intitulé "Promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté" :

- Priorité d'investissement 9.i : l'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi :
 - Objectif spécifique 1 : augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion ;
 - Objectif spécifique 2 : accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.
- Priorité d'investissement 9.iv : l'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général :
 - Objectif spécifique 3 : accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.
- Priorité d'investissement 9.vi : des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux :
 - Objectif spécifique 4 : accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

La gestion centralisée de la CTM permettra à CAP NORD de se consacrer à l'animation des dispositifs et de renforcer l'accompagnement individualisé des publics cibles au niveau infra-territorial.

Afin de sécuriser la gestion et de s'inscrire dans une gouvernance partagée et cohérente du FSE-Inclusion pour la période 2015-2017, CAP NORD pourra mobiliser 5 832 443 euros de FSE répartis comme indiqué ci-après :

▪ au titre de la priorité d'investissement 9.1 :	4 233 125 euros
▪ au titre de la priorité d'investissement 9.4 :	417 500 euros
▪ au titre de la priorité d'investissement 9.6 :	1 181 818 euros

La décomposition de ces crédits figure dans le tableau annexé à cette présente convention.

L'octroi effectif des financements FSE sera effectué après instruction des dossiers et sous réserves d'éligibilité des dépenses conformément aux obligations communautaires, au cadre de performance et à l'atteinte d'indicateurs de réalisation et de résultats.



4.2 - Financement octroyé par la CTM

Pour la même période, la CTM attribuera à CAP NORD en cofinancement des opérations FSE qu'il portera 425 000 euros au titre de la priorité d'investissement 9.1 dans le cadre de l'accompagnement de 420 bénéficiaires du RSA.

Au titre de la priorité d'investissement 9.4, 50 000 euros seront attribués en cofinancement des opérations de professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne.

La décomposition de ces crédits figure dans le tableau annexé à cette présente convention.

ARTICLE 5 - AVENANT

Toute modification à la présente convention se fera par la conclusion d'un avenant signé des deux partenaires.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, portant notamment sur les crédits FSE Inclusion gérés par la CTM, est conclue pour une période de 3 ans courant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017. Les modalités de poursuite de la présente convention seront discutées au sein du comité de pilotage.

ARTICLE 7 - RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties, avec un préavis de 6 mois. La résiliation de la convention n'entraîne pas de plein droit la résiliation des conventions spécifiques qui ont pu être conclues. Il sera procédé à leur résiliation au cas par cas.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration du délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure d'exécuter ses obligations.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige né de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Fort-de-France.

Collectivité
Territoriale
de Martinique



Fait à Fort-de-France, le

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique,

Le Président,
Alfred MARIE-JEANNE

Pour CAP NORD,

Le Président,
Alfred MONTHIEUX

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°16-293-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CACEM
Conseil d'Agglomération du Centre de la Martinique

CONVENTION – CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FSE - INCLUSION

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE / COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE

La COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

Rue Gaston Defferre

Plateau Roy Cluny

97 220 FORT DE FRANCE

représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président en exercice

et

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM)

Immeuble Cascade III

Place François Mitterrand

BP 407 – 97 204 FORT DE FRANCE

représentée par Monsieur Athanase JEANNE-ROSE, Président en exercice

I - L'exclusion et la pauvreté : une réalité de la Martinique

La société martiniquaise est en proie à un phénomène de précarisation croissante qui semble toucher indistinctement toutes les tranches d'âge de la population, même si l'ampleur de ce phénomène est plus marquée chez les jeunes et les personnes âgées.

I-1. Un niveau de pauvreté plus élevé que la moyenne nationale

Compte-tenu de la situation défavorable de l'emploi (*fin 2012, 21% de chômeurs ont de moins de 30 ans, 20% ont plus de 50 ans et 47% sont des chômeurs de longue durée*), la première cause de pauvreté est bien évidemment l'absence de revenu d'activité. Mais la part élevée des bas revenus chez les actifs occupant un emploi explique aussi, en grande partie les situations de précarité.

La dernière enquête réalisée en 2006 sur le budget des ménages, a montré que le seuil de bas revenus s'élève à 7 394 € par an pour la Martinique, contre 10 560 € en moyenne pour la France métropolitaine. Un cinquième des ménages dispose d'un revenu inférieur à ce seuil en Martinique.

Entre 2001 et 2006, le taux de bas revenus s'est accru de plus de 4 points en Martinique. La croissance des revenus observée sur cette période a ainsi davantage bénéficié aux ménages situés au-dessus du seuil. Dans le même temps, les ménages situés sous le seuil de bas revenus s'en sont éloignés. Ces populations ont donc vu leur situation relative se dégrader au cours des dernières années. Ces inégalités n'ont cessé depuis de



progresser.

En 2007, 39 % des familles sont des familles monoparentales (*contre 13 % en France hexagonale*). Dans neuf cas sur dix, c'est la femme qui élève seule ses enfants. Or les personnes dans cette situation familiale sont les plus fragiles vis-à-vis de l'emploi : le taux d'emploi des 15-54 ans à la tête d'une famille monoparentale est de 53 %, alors que celui des personnes vivant en couple s'élève à 67 %. Les difficultés d'emploi de la famille monoparentale s'accroissent lorsqu'un ou plusieurs enfants ont moins de six ans. Dans ce cas, le taux d'emploi n'atteint que 34 %.

Ainsi, en 2013, un martiniquais sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté (*contre 14% dans l'hexagone*) et près d'un quart des enfants martiniquais grandissent au sein de ménages vivant sous ce seuil.

Les prestations sociales permettent d'atténuer en partie cette situation. Fin 2012, le nombre d'allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) s'élevait à 94 036, ce qui correspond à un nombre de personnes couvertes de 212 976 (*soit 54,56% de la population totale de la Martinique, contre 46,27% en moyenne dans l'hexagone*).

Le nombre d'allocataires du RSA (43,8% des allocataires de la CAF) s'élève à 41 145 personnes à fin 2012, soit 24,8 % de la population active. La majorité des allocataires (83,3%) est sans activité et bénéficie de la prestation RSA socle seulement. Le RSA activité et le RSA socle et activité regroupent respectivement 9,8 % et 6,9 % des bénéficiaires. Ces derniers sont principalement des personnes seules sans enfant (50,2 %) et des familles monoparentales (41,9 %). La population féminine reste majoritairement concernée ; 59,4 % en sont bénéficiaires. Les personnes de 25 à 49 ans représentent également près de deux-tiers des bénéficiaires du RSA (65,9 %).

Fin 2012, 17 912 demandeurs d'emploi de fin de droits perçoivent le RSA et 1 135 personnes le Revenu de Solidarité Outre-Mer (RSO). Plus de la moitié des bénéficiaires du RSA perçoivent l'allocation depuis plus de trois ans (57,6 %).

Ces publics sont par ailleurs souvent confrontés à de multiples difficultés d'ordre matériel, psychologique ou social (accès au logement, garde d'enfant, problèmes de santé, addictions...) qui freinent leur insertion ou leur réinsertion professionnelle et sociale.

I-2. Une offre en services essentiels peu dense et insuffisamment accessible

Contrairement aux idées reçues, tous ceux qui y ont droit ne réclament pas les aides (*ex : l'aide à la complémentaire santé (ACS) n'est versée qu'à un tiers de ceux qui y ont droit*).

Méconnaissance des dispositifs, complexité administrative, contraintes liées à l'attribution des aides, les raisons sont diverses pour expliquer le non-recours aux prestations sociales qui accentue encore davantage les situations de précarité. D'une manière générale, les difficultés d'accès aux soins de santé et aux services sociaux d'intérêt général s'expliquent par un ensemble de déterminants d'ordre géographique, économique, administratif, légal ou encore psychosocial qui compromettent fortement la cohésion sociale à l'échelle du territoire martiniquais.

En outre, la Martinique se caractérise par une forte concentration de populations « fragiles » difficilement

repérables dans le parcours de soins ou de prise en charge médico-sociale et qui ont, la plupart du temps, des difficultés d'accès aux droits et aux soins.

L'accès aux services médicaux est marqué par une forte concentration territoriale de l'offre de santé : plusieurs communes du Nord caraïbe affichent des taux de médecins généralistes *nuls* (notamment le Morne-Vert et Fonds-Saint-Denis) alors que le Diamant et Fort-de-France ont des taux respectifs de 1,6 et 1,2, soient des niveaux proches de la densité médicale moyenne observée en France hexagonale.

Par ailleurs, la zone Schœlcher/Fort-de-France demeure de loin la mieux lotie en termes de services de santé (présence du CHU La Meynard, taux de médecin spécialiste les plus élevés de l'île, etc.) alors que le Nord caraïbe moins loti, est durement touché par la problématique du vieillissement de la population.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que la Martinique doit faire face à un défi majeur, celui du vieillissement accéléré de sa population. Si les tendances démographiques récentes observées se poursuivent, en 2030, les seniors martiniquais de plus de 60 ans représenteront 36% de la population totale (23% en France hexagonale) et 40% en 2040 (26% en France hexagonale). De plus, en 2013, 28% des plus de 75 ans vivant en Martinique sont atteints de la maladie dite d'Alzheimer (contre 19% en France hexagonale). Le nombre de personnes âgées dépendantes (7000 en 2010) devrait augmenter à un rythme soutenu (proche de 3,5% par an) pour atteindre les 20 000 à l'horizon 2040.

Ce phénomène de vieillissement démographique accéléré nécessite en effet d'adapter l'offre de service social et médico-social. L'étude de cette dynamique conduit à imaginer des dispositifs en faveur des personnes âgées permettant la levée des difficultés dues, notamment :

- à la diversité des acteurs : l'action gériatrique requiert la mobilisation de nombreux professionnels, d'où la nécessité d'une meilleure coordination des interventions pour en optimiser les effets, avec le souci de toujours privilégier le libre choix des usagers et de préserver le rôle de la famille ;
- au contexte martiniquais caractérisé par le déficit des places d'hébergement, la régression des solidarités familiales, les besoins d'adaptation des logements pour le maintien à domicile et l'insuffisance des ressources d'une grande partie des personnes âgées.

Les seniors de plus de 60 ans représentent également une part importante des publics précaires : la retraite moyenne versée par le régime général était de 642 € par mois en 2012 et 14 993 personnes percevaient l'Allocation Spécifique aux Personnes Agées (minimum vieillesse) la même année, soit 27% des retraités du régime général (contre 5% dans l'hexagone).

Compte tenu de l'évolution des structures familiales, de la modestie des pensions d'une partie des seniors, de l'insuffisance des structures d'hébergement adaptées, cette évolution démographique pose d'importants enjeux en termes de développement de l'offre de services solvables pour la prise en charge et d'accompagnement des personnes âgées.

Par ailleurs, les capacités d'accueil des jeunes enfants ne répondent pas aux besoins des familles. En 2013, la capacité en accueil permanent (*crèches collectives et assistantes maternelles*) pour enfants de moins de 3 ans, est de 17% en Martinique contre 41% au niveau national.

Le manque de structures adaptées aux besoins des familles, notamment monoparentales, rend plus difficile leur intégration dans l'emploi. Cette insuffisance constitue un frein en particulier pour certaines femmes qui souhaiteraient avoir une activité salariée et une source de préoccupations pour les parents salariés. Afin de favoriser les parcours d'insertion et la mobilité des personnes les plus éloignées de l'emploi et de l'accès aux droits, les familles en situation de pauvreté doivent bénéficier d'une offre élargie afin de faciliter leurs accès aux services d'accueil préscolaire et de garde d'enfants.

L'accès aux services de santé et aux services sociaux et de proximité constitue donc un enjeu majeur, face à une offre aujourd'hui mal répartie et peu dense.

En outre, l'offre de services sociaux, sanitaires, culturels, éducatifs et récréatifs peut être soutenue dans le cadre de la création d'entreprises sociales ou du domaine de l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, ce secteur est très féminisé et 70% de ces salariés sont des femmes.

I-3. De fortes disparités territoriales

La pauvreté, associée au maillage territorial insuffisant en matière de services médicaux et sociaux, et à un certain nombre de problèmes liés à l'emploi, à l'inclusion et à l'éducation (taux de chômage élevé notamment chez les jeunes, décrochage scolaire, chômage de longue durée, faible niveau d'éducation des jeunes et de qualification de la population) est accentuée sur certains territoires enclavés.

En effet, des fortes disparités existent dans les domaines de l'emploi (*en 2008, 60 % des emplois étaient localisés dans la région centre contre 12% au sud caraïbe, 11 % au centre atlantique, 9% au sud, 5% au nord caraïbe et 4% au sud – forte précarité des emplois en zones rurales, ...*) et de l'inclusion (*déprise et vieillissement plus marqué du nord de la Martinique, niveau de formation et de revenu plus faible dans les zones rurales, quartiers urbains marqués par de très fortes fragilités sociales, ...*).

Par ailleurs, les habitants des communes du Nord ont des niveaux de revenus fiscaux plus faibles que la moyenne régionale de 13,5 %. Dans la plupart de ces communes, les retraités et les personnes sans activité sont plus nombreux qu'ailleurs. En outre, les voies de communication et l'insuffisance de l'offre de transport collectif ne favorisent pas les échanges avec le reste du territoire où les bassins d'emploi sont plus attractifs.

À l'opposé, gravitant autour de la capitale, les foyers fiscaux de la façade caraïbe ont les revenus les plus importants de l'île. Ils sont supérieurs de près d'un quart aux revenus de la façade atlantique.

Le niveau de revenu moyen des habitants de la façade sud se situe entre les deux. Le revenu moyen des habitants des communes de l'intérieur des terres est proche de celui de la façade atlantique et reste inférieur de 11 % à celui de l'ensemble de l'île.

Ces territoires doivent pouvoir initier des politiques sociales actives tenant compte de leurs spécificités par la mise en place de stratégies locales de développement au niveau infrarégional mêlant différentes problématiques telles l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé et à la culture.



Dans ces conditions, les fonds européens représentent pour la Martinique un effet levier important dans la mise en œuvre des politiques publiques qui garantissent la cohésion économique et sociale. La mise en synergie de ces fonds avec les ressources existantes aux échelles locale et nationale permettra à la Martinique de proposer des solutions adaptées à ces enjeux relatifs à l'emploi, la formation et à l'inclusion et à la lutte contre la pauvreté.

I- 4. L'économie sociale et solidaire : un secteur important en cours de structuration

Malgré un tissu associatif dense et dynamique, la Martinique présente un secteur de l'ESS en manque de moyens.

L'instance de coordination responsable au niveau régional de la mise en œuvre des grandes orientations de cette démarche est la CRESS qui bénéficie d'un champ de compétence élargie grâce à la loi du 31 juillet 2014. Elle assure ainsi l'accompagnement des porteurs de projets pour la mise en place d'activités créatrices avec le concours des partenaires institutionnels.

Le secteur de l'ESS est également fortement engagé dans le domaine des services à la personne en raison notamment du vieillissement anticipé de la population mais ce constat et cette évolution impliquent que la professionnalisation et la structuration des acteurs de l'ESS soient renforcées.

II - Contribution du FSE-INCLUSION Martinique à la stratégie Europe 2020

Compte-tenu du diagnostic exposé ci-dessus, le FSE-Inclusion sera mobilisé pour favoriser l'inclusion active, l'amélioration de l'accès aux services et soutenir les stratégies de développement local dans un processus de croissance intelligente, durable et inclusive en cohérence avec la Stratégie Europe 2020 et les politiques nationales en faveur de l'emploi, de la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Conformément aux priorités fixées par les services de la Commission dans le *Position Paper* pour la France et les DROM, les priorités de financements du FSE se concentreront sur l'amélioration de l'intégration des groupes les plus vulnérables au marché du travail (OT 9, **priorité d'investissement 9.i**) et sur l'amélioration de l'offre de services essentiels (OT 9, **priorité d'investissement 9.iv**).

En matière d'inclusion, la Stratégie Europe 2020 fixe pour la France l'objectif de diminuer de 1,6 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour répondre à ces objectifs, le FSE soutiendra les projets visant à :

- créer les conditions de mise en activité des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- renforcer les conditions de l'égalité des chances en répondant aux besoins des plus fragiles ;
- veiller à une meilleure cohésion en assurant un meilleur accès aux droits et aux services ;
- favoriser l'innovation sociale ;
- accompagner opérationnellement et fonctionnellement son tissu associatif ;



Compte tenu des débouchés dans les domaines du service à la personne et de la santé, la mise en œuvre du FSE contribuera à explorer, évaluer et valoriser ces potentiels de croissance inclusive. Cela implique un renforcement du tissu associatif, et un soutien à l'économie sociale et solidaire en particulier avec les entreprises du secteur des services à la personne ou encore une synergie avec la spécialisation intelligente sur l'innovation sociale.

Le FSE-Inclusion (OT9) s'attachera au développement de l'insertion par l'activité des publics les plus éloignées de l'emploi en favorisant une approche coordonnée des différents partenaires de l'offre d'insertion au sens large (CTM, EPCI, CCAS, Pôle Emploi, CAF, CGSS, services de l'Etat, Région, prestataires de service, entreprises, etc.) sur l'ensemble du territoire (OT 9, priorité d'investissement 9.vi).

Aussi, l'intervention du FSE devra rendre plus lisible l'offre d'insertion, en clarifiant les responsabilités des acteurs territoriaux et les modalités de leur coordination, prioritairement dans le cadre du Pacte territorial d'insertion.

III- Stratégie du territoire de la CACEM

III -1. Présentation contextuelle du territoire

Le Territoire de la CACEM regroupe les communes de Fort de France, Le Lamentin, Schoelcher et Saint-Joseph.

Avec une superficie de 171 km, la CACEM comptait au dernier recensement environ 168 000 habitants, soit 42 % de la population de l'île.

Elle est le premier pôle de concentration de la population et de l'emploi de la Martinique.

Elle abrite des infrastructures modernes et performantes et notamment le seul port et le seul aéroport de l'île ainsi que le Pôle Universitaire et le centre hospitalier de Martinique, et plusieurs laboratoires de recherche.

La CACEM a pu mettre en œuvre une véritable cohérence sur l'organisation des transports sur son territoire.

Son apport aux communes membres a permis la mutualisation des moyens pour la réalisation de grands projets tels le réseau de transports urbains et interurbains, la construction de l'usine d'incinération, ou encore la création des zones d'activités.

Depuis 20 ans, on observe un net ralentissement de la croissance de la population, au profit du territoire sud.

L'attractivité du Lamentin, et dans une moindre mesure de Saint-Joseph et de Schoelcher a permis tout de même de maintenir la croissance de la population à 1% en 8 ans.

Le territoire de la CACEM n'échappera pas à la tendance au vieillissement de la population martiniquaise. Les plus de 60 ans représentent actuellement 18% de la population de la CACEM.

En plus des difficultés rencontrées sur le marché de l'emploi en Martinique, la CACEM doit faire face à des difficultés inhérentes aux métropoles urbaines et notamment à des publics en grande difficultés, en voie d'exclusion, voire de marginalisation.

Elle est aussi confrontée à la surreprésentation des familles monoparentales souvent inactives, aux conduites addictives et à la concentration de personnes en difficultés sur certaines zones du territoire.

La CACEM accueille un peu plus de 17 500 établissements, soit 54% des établissements de l'île. Le potentiel d'activités économiques est donc important.

Dans ce contexte, on estime que les métiers à fort potentiel sur le territoire sont ceux qui sont liés à la mer, à l'agriculture et notamment aux industries agroalimentaires, au tourisme et aux services à la personne.

III-2. Présentation de l'administration du territoire (compétences et stratégie)

La Communauté d'Agglomération assure les compétences suivantes :

- 4 compétences obligatoires au regard de la loi sur la coopération intercommunale du 12 juillet 1999 :
 - o Le développement économique ;
 - o L'aménagement de l'espace communautaire et l'organisation des services de transports urbains ;
 - o L'équilibre social de l'habitat ;
 - o La politique de la ville.
- 5 compétences optionnelles :
 - o L'assainissement, c'est-à-dire la gestion des eaux usées ;
 - o La distribution d'eau potable ;
 - o La protection et la mise de l'environnement et du cadre de vie notamment par la collecte et le traitement des déchets ménagers ;
 - o La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.
- Et 4 compétences facultatives :
 - o La conduite d'une étude sur la restauration scolaire sur le territoire communautaire ;
 - o L'élaboration d'un schéma intercommunal d'assainissement ;
 - o L'étude sur l'exploitation des eaux souterraines du Lamentin ;
 - o Le nettoyage de la voirie.

En matière de développement social et d'insertion, la CACEM vis la mise en œuvre de trois orientations stratégiques qui s'inscrivent dans le cadre du Protocole d'accord pluriannuel du PLIE 2015-2019 :

- 1- L'insertion dans la dynamique mise en œuvre par la CACEM ;
- 2- L'animation au sein du territoire pour un partenariat renforcé notamment par :
 - a. Une stratégie de proximité en coordination avec les villes de la CACEM ;
 - b. Le rapprochement avec le monde économique ;
 - c. Une méthodologie d'ingénierie des parcours qui répond à des questionnements transversaux ;
 - d. Une stratégie d'accès à la citoyenneté ;
- 3- La structuration du pilotage et l'optimisation des actions.

Enfin les orientations stratégiques du PLIE s'inscrivent dans les objectifs spécifiques de l'axe 3 : Promouvoir l'inclusion et lutter contre la pauvreté du PO FSE pour la période 2014-2020.

Ont adopté les articles suivants :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre et les modalités d'un partenariat pour coordonner les objectifs et les interventions de la CTM et la CACEM afin de faciliter l'accès et le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

ARTICLE 2 – MODALITES DE COOPERATION

La CTM et la CACEM s'engagent à :

- échanger toutes les informations de nature à optimiser le partenariat ;
- conduire les concertations nécessaires avec les principes de la présente convention.

Les signataires de la présente convention sont :

- Le Président du CTM ;
- Le Président de la CACEM.

Les signataires désigneront les référents thématiques chargés de coordonner l'activité des 2 institutions pour les actions spécifiques.

Un comité de pilotage annuel se réunira sur les points suivants auxquels d'autres pourront être rajoutés :

- le bilan de la mise en œuvre de la convention cadre et les préconisations ;
- la présentation des comptes rendus d'activité de chacun des domaines spécifiques ;
- la préparation du programme d'actions pour l'année à venir ;

Des réunions de concertation entre les parties se tiendront à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles

Les parties s'engagent à communiquer sur la signature de cet accord cadre.

La CTM est signataire du protocole d'accord pluriannuel du PLIE porté par la CACEM et participe à toutes les instances de ce dispositif.

La CACEM est signataire du PTI et participe à ses travaux.

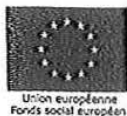
La CACEM est associée au comité de sélection des opérations de la CTM émergeant au FSE-Inclusion à l'exception des séances où des dossiers portés par les EPCI sont inscrits à l'ordre du jour.

ARTICLE 3 : MODALITES OPERATIONNELLES

Pour la période 2014-2020, le cadre d'intervention de la CTM et des PLIE est défini par l'axe 3 " lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion " du Programme Opérationnel FSE Emploi et Inclusion.

Le FSE contribue notamment à :

- construire des parcours intégrés vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées ;



- assurer une meilleure coordination sur les territoires des différents acteurs intervenant dans le domaine de l'inclusion.

La plus-value des PLIE porte notamment sur :

- la coordination et l'animation des acteurs sur un territoire local ;
- l'accompagnement renforcé vers et dans l'emploi ;
- la construction de parcours.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES

4.1 - Mobilisation et gestion du FSE

Les dispositifs et les actions mis en œuvre en Martinique et financés par l'Union européenne dans le cadre de la subvention globale gérée par la CTM relèvent des priorités d'investissement, des objectifs spécifiques et des conditions d'éligibilité de l'axe 3 du programme opérationnel FSE – Etat intitulé "Promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté" :

- Priorité d'investissement 9.i : l'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi :
 - Objectif spécifique 1 : augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion ;
 - Objectif spécifique 2 : accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.
- Priorité d'investissement 9.iv : l'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général :
 - Objectif spécifique 3 : accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.
- Priorité d'investissement 9.vi : des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux :
 - Objectif spécifique 4 : accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

La gestion centralisée de la CTM permettra à CACEM de se consacrer à l'animation des dispositifs et de renforcer l'accompagnement individualisé des publics cibles au niveau infra-territorial.

Afin de sécuriser la gestion et de s'inscrire dans une gouvernance partagée et cohérente du FSE-Inclusion pour la période 2015-2017, la CACEM pourra mobiliser 4 701 558 euros de FSE répartis comme indiqué ci-après :

▪ au titre de la priorité d'investissement 9.i :	3 102 240 euros
▪ au titre de la priorité d'investissement 9.4 :	417 500 euros
▪ au titre de la priorité d'investissement 9.6 :	1 181 818 euros

La décomposition de ces crédits figure dans le tableau annexé à cette présente convention.



L'octroi effectif des financements FSE sera effectué après instruction des dossiers et sous réserves d'éligibilité des dépenses conformément aux obligations communautaires, au cadre de performance et à l'atteinte d'indicateurs de réalisation et de résultats.

4.2 - Financement octroyé par la CTM

Pour la même période, la CTM attribuera à la CACEM en cofinancement des opérations FSE qu'il portera 425 000 euros au titre de la priorité d'investissement 9.1 dans le cadre de l'accompagnement de 420 bénéficiaires du RSA.

Au titre de la priorité d'investissement 9.4, 50 000 euros seront attribués en cofinancement des opérations de professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne.

La décomposition de ces crédits figure dans le tableau annexé à cette présente convention.

ARTICLE 5 - AVENANT

Toute modification à la présente convention se fera par la conclusion d'un avenant signé des deux partenaires.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, portant notamment sur les crédits FSE Inclusion gérés par la CTM, est conclue pour une période de 3 ans courant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017. Les modalités de poursuite de la présente convention seront discutées au sein du comité de pilotage.

ARTICLE 7 - RESILIATION

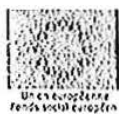
La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties, avec un préavis de 6 mois. La résiliation de la convention n'entraîne pas de plein droit la résiliation des conventions spécifiques qui ont pu être conclues. Il sera procédé à leur résiliation au cas par cas.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration du délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure d'exécuter ses obligations.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige né de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Fort-de-France.

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CACEM
C.A.C.E.M.

Fait à Fort-de-France, le

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique,

Le Président,
Alfred MARIE-JEANNE

Pour La CACEM

Le Président,
Athanase JEANNE-ROSE

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION N°16-293-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION – CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FSE - INCLUSION

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE / COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE

La COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

Rue Gaston Defferre

Plateau Roy Cluny

97 220 FORT DE FRANCE

représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président en exercice

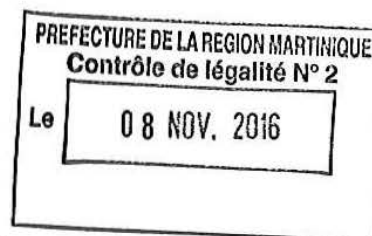
et

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE (CAESM)

Lotissement les Frangipaniers

97228 SAINTE-LUCE

représentée par Monsieur Eugène LARCHER, Président en exercice



I - L'exclusion et la pauvreté : une réalité de la Martinique

La société martiniquaise est en proie à un phénomène de précarisation croissante qui semble toucher indistinctement toutes les tranches d'âge de la population, même si l'ampleur de ce phénomène est plus marquée chez les jeunes et les personnes âgées.

I-1. Un niveau de pauvreté plus élevé que la moyenne nationale

Compte-tenu de la situation défavorable de l'emploi (*fin 2012, 21% de chômeurs ont de moins de 30 ans, 20% ont plus de 50 ans et 47% sont des chômeurs de longue durée*), la première cause de pauvreté est bien évidemment l'absence de revenu d'activité. Mais la part élevée des bas revenus chez les actifs occupant un emploi explique aussi, en grande partie les situations de précarité.

La dernière enquête réalisée en 2006 sur le budget des ménages, a montré que le seuil de bas revenus s'élève à 7 394 € par an pour la Martinique, contre 10 560 € en moyenne pour la France métropolitaine. Un cinquième des ménages dispose d'un revenu inférieur à ce seuil en Martinique.

Entre 2001 et 2006, le taux de bas revenus s'est accru de plus de 4 points en Martinique. La croissance des revenus observée sur cette période a ainsi davantage bénéficié aux ménages situés au-dessus du seuil. Dans le même temps, les ménages situés sous le seuil de bas revenus s'en sont éloignés. Ces populations ont donc vu leur situation relative se dégrader au cours des dernières années. Ces inégalités n'ont cessé depuis de progresser.



En 2007, 39 % des familles sont des familles monoparentales (*contre 13 % en France hexagonale*). Dans neuf cas sur dix, c'est la femme qui élève seule ses enfants. Or les personnes dans cette situation familiale sont les plus fragiles vis-à-vis de l'emploi : le taux d'emploi des 15-54 ans à la tête d'une famille monoparentale est de 53 %, alors que celui des personnes vivant en couple s'élève à 67 %. Les difficultés d'emploi de la famille monoparentale s'accroissent lorsqu'un ou plusieurs enfants ont moins de six ans. Dans ce cas, le taux d'emploi n'atteint que 34 %.

Ainsi, en 2013, un martiniquais sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté (*contre 14% dans l'hexagone*) et près d'un quart des enfants martiniquais grandissent au sein de ménages vivant sous ce seuil.

Les prestations sociales permettent d'atténuer en partie cette situation. Fin 2012, le nombre d'allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) s'élevait à 94 036, ce qui correspond à un nombre de personnes couvertes de 212 976 (*soit 54,56% de la population totale de la Martinique, contre 46,27% en moyenne dans l'hexagone*).

Le nombre d'allocataires du RSA (43,8% des allocataires de la CAF) s'élève à 41 145 personnes à fin 2012, soit 24,8 % de la population active. La majorité des allocataires (83,3%) est sans activité et bénéficie de la prestation RSA socle seulement. Le RSA activité et le RSA socle et activité regroupent respectivement 9,8 % et 6,9 % des bénéficiaires. Ces derniers sont principalement des personnes seules sans enfant (50,2 %) et des familles monoparentales (41,9 %). La population féminine reste majoritairement concernée ; 59,4 % en sont bénéficiaires. Les personnes de 25 à 49 ans représentent également près de deux-tiers des bénéficiaires du RSA (65,9 %).

Fin 2012, 17 912 demandeurs d'emploi de fin de droits perçoivent le RSA et 1 135 personnes le Revenu de Solidarité Outre-Mer (RSO). Plus de la moitié des bénéficiaires du RSA perçoivent l'allocation depuis plus de trois ans (57,6 %).

Ces publics sont par ailleurs souvent confrontés à de multiples difficultés d'ordre matériel, psychologique ou social (accès au logement, garde d'enfant, problèmes de santé, addictions...) qui freinent leur insertion ou leur réinsertion professionnelle et sociale.

I-2. Une offre en services essentiels peu dense et insuffisamment accessible

Contrairement aux idées reçues, tous ceux qui y ont droit ne réclament pas les aides (*ex : l'aide à la complémentaire santé (ACS) n'est versée qu'à un tiers de ceux qui y ont droit*).

Méconnaissance des dispositifs, complexité administrative, contraintes liées à l'attribution des aides, les raisons sont diverses pour expliquer le non-recours aux prestations sociales qui accentue encore davantage les situations de précarité. D'une manière générale, les difficultés d'accès aux soins de santé et aux services sociaux d'intérêt général s'expliquent par un ensemble de déterminants d'ordre géographique, économique, administratif, légal ou encore psychosocial qui compromettent fortement la cohésion sociale à l'échelle du territoire martiniquais.

En outre, la Martinique se caractérise par une forte concentration de populations « fragiles » difficilement repérables dans le parcours de soins ou de prise en charge médico-sociale et qui ont, la plupart du temps, des



difficultés d'accès aux droits et aux soins.



L'accès aux services médicaux est marqué par une forte concentration territoriale de l'offre de santé : plusieurs communes du Nord caraïbe affichent des taux de médecins généralistes *nuls* (notamment le Morne-Vert et Fonds-Saint-Denis) alors que le Diamant et Fort-de-France ont des taux respectifs de 1,6 et 1,2, soient des niveaux proches de la densité médicale moyenne observée en France hexagonale.

Par ailleurs, la zone Schoelcher/Fort-de-France demeure de loin la mieux lotie en termes de services de santé (présence du CHU La Meynard, taux de médecin spécialiste les plus élevés de l'île, etc.) alors que le Nord caraïbe moins loti, est durement touché par la problématique du vieillissement de la population.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que la Martinique doit faire face à un défi majeur, celui du vieillissement accéléré de sa population. Si les tendances démographiques récentes observées se poursuivent, en 2030, les seniors martiniquais de plus de 60 ans représenteront 36% de la population totale (23% en France hexagonale) et 40% en 2040 (26% en France hexagonale). De plus, en 2013, 28% des plus de 75 ans vivant en Martinique sont atteints de la maladie dite d'Alzheimer (contre 19% en France hexagonale). Le nombre de personnes âgées dépendantes (7000 en 2010) devrait augmenter à un rythme soutenu (proche de 3,5% par an) pour atteindre les 20 000 à l'horizon 2040.

Ce phénomène de vieillissement démographique accéléré nécessite en effet d'adapter l'offre de service social et médico-social. L'étude de cette dynamique conduit à imaginer des dispositifs en faveur des personnes âgées permettant la levée des difficultés dues, notamment :

- à la diversité des acteurs : l'action gérontologique requiert la mobilisation de nombreux professionnels, d'où la nécessité d'une meilleure coordination des interventions pour en optimiser les effets, avec le souci de toujours privilégier le libre choix des usagers et de préserver le rôle de la famille ;
- au contexte martiniquais caractérisé par le déficit des places d'hébergement, la régression des solidarités familiales, les besoins d'adaptation des logements pour le maintien à domicile et l'insuffisance des ressources d'une grande partie des personnes âgées.

Les seniors de plus de 60 ans représentent également une part importante des publics précaires : la retraite moyenne versée par le régime général était de 642 € par mois en 2012 et 14 993 personnes percevaient l'Allocation Spécifique aux Personnes Agées (minimum vieillesse) la même année, soit 27% des retraités du régime général (contre 5% dans l'hexagone).

Compte tenu de l'évolution des structures familiales, de la modestie des pensions d'une partie des seniors, de l'insuffisance des structures d'hébergement adaptées, cette évolution démographique pose d'importants enjeux en termes de développement de l'offre de services solvables pour la prise en charge et d'accompagnement des personnes âgées.

Par ailleurs, les capacités d'accueil des jeunes enfants ne répondent pas aux besoins des familles. En 2013, la capacité en accueil permanent (*crèches collectives et assistantes maternelles*) pour enfants de moins de 3 ans, est de 17% en Martinique contre 41% au niveau national.



Le manque de structures adaptées aux besoins des familles, notamment monoparentales, rend plus difficile leur intégration dans l'emploi. Cette insuffisance constitue un frein en particulier pour certaines femmes qui souhaiteraient avoir une activité salariée et une source de préoccupations pour les parents salariés. Afin de favoriser les parcours d'insertion et la mobilité des personnes les plus éloignées de l'emploi et de l'accès aux droits, les familles en situation de pauvreté doivent bénéficier d'une offre élargie afin de faciliter leurs accès aux services d'accueil préscolaire et de garde d'enfants.

L'accès aux services de santé et aux services sociaux et de proximité constitue donc un enjeu majeur, face à une offre aujourd'hui mal répartie et peu dense.

En outre, l'offre de services sociaux, sanitaires, culturels, éducatifs et récréatifs peut être soutenue dans le cadre de la création d'entreprises sociales ou du domaine de l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, ce secteur est très féminisé et 70% de ces salariés sont des femmes.

I-3. De fortes disparités territoriales

La pauvreté, associée au maillage territorial insuffisant en matière de services médicaux et sociaux, et à un certain nombre de problèmes liés à l'emploi, à l'inclusion et à l'éducation (taux de chômage élevé notamment chez les jeunes, décrochage scolaire, chômage de longue durée, faible niveau d'éducation des jeunes et de qualification de la population) est accentuée sur certains territoires enclavés.

En effet, des fortes disparités existent dans les domaines de l'emploi (*en 2008, 60 % des emplois étaient localisés dans la région centre contre 12% au sud caraïbe, 11 % au centre atlantique, 9% au sud, 5% au nord caraïbe et 4% au sud – forte précarité des emplois en zones rurales, ...*) et de l'inclusion (*déprise et vieillissement plus marqué du nord de la Martinique, niveau de formation et de revenu plus faible dans les zones rurales, quartiers urbains marqués par de très fortes fragilités sociales, ...*).

Par ailleurs, les habitants des communes du Nord ont des niveaux de revenus fiscaux plus faibles que la moyenne régionale de 13,5 %. Dans la plupart de ces communes, les retraités et les personnes sans activité sont plus nombreux qu'ailleurs. En outre, les voies de communication et l'insuffisance de l'offre de transport collectif ne favorisent pas les échanges avec le reste du territoire où les bassins d'emploi sont plus attractifs.

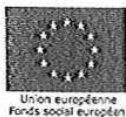
À l'opposé, gravitant autour de la capitale, les foyers fiscaux de la façade caraïbe ont les revenus les plus importants de l'île. Ils sont supérieurs de près d'un quart aux revenus de la façade atlantique.

Le niveau de revenu moyen des habitants de la façade sud se situe entre les deux. Le revenu moyen des habitants des communes de l'intérieur des terres est proche de celui de la façade atlantique et reste inférieur de 11 % à celui de l'ensemble de l'île.

Ces territoires doivent pouvoir initier des politiques sociales actives tenant compte de leurs spécificités par la mise en place de stratégies locales de développement au niveau infrarégional mêlant différentes



problématiques telles l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé et à la culture.



Dans ces conditions, les fonds européens représentent pour la Martinique un effet levier important dans la mise en œuvre des politiques publiques qui garantissent la cohésion économique et sociale. La mise en synergie de ces fonds avec les ressources existantes aux échelles locale et nationale permettra à la Martinique de proposer des solutions adaptées à ces enjeux relatifs à l'emploi, la formation et à l'inclusion et à la lutte contre la pauvreté.

I- 4. L'économie sociale et solidaire : un secteur important en cours de structuration

Malgré un tissu associatif dense et dynamique, la Martinique présente un secteur de l'ESS en manque de moyens.

L'instance de coordination responsable au niveau régional de la mise en œuvre des grandes orientations de cette démarche est la CRESS qui bénéficie d'un champ de compétence élargie grâce à la loi du 31 juillet 2014. Elle assure ainsi l'accompagnement des porteurs de projets pour la mise en place d'activités créatrices avec le concours des partenaires institutionnels.

Le secteur de l'ESS est également fortement engagé dans le domaine des services à la personne en raison notamment du vieillissement anticipé de la population mais ce constat et cette évolution impliquent que la professionnalisation et la structuration des acteurs de l'ESS soient renforcées.

II - Contribution du FSE-INCLUSION Martinique à la stratégie Europe 2020

Compte-tenu du diagnostic exposé ci-dessus, le FSE-Inclusion sera mobilisé pour favoriser l'inclusion active, l'amélioration de l'accès aux services et soutenir les stratégies de développement local dans un processus de croissance intelligente, durable et inclusive en cohérence avec la Stratégie Europe 2020 et les politiques nationales en faveur de l'emploi, de la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Conformément aux priorités fixées par les services de la Commission dans le *Position Paper* pour la France et les DROM, les priorités de financements du FSE se concentreront sur l'amélioration de l'intégration des groupes les plus vulnérables au marché du travail (OT 9, **priorité d'investissement 9.i**) et sur l'amélioration de l'offre de services essentiels (OT 9, **priorité d'investissement 9.iv**).

En matière d'inclusion, la Stratégie Europe 2020 fixe pour la France l'objectif de diminuer de 1,6 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour répondre à ces objectifs, le FSE soutiendra les projets visant à :

- créer les conditions de mise en activité des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- renforcer les conditions de l'égalité des chances en répondant aux besoins des plus fragiles ;
- veiller à une meilleure cohésion en assurant un meilleur accès aux droits et aux services ;
- favoriser l'innovation sociale ;

Collectivité
Territoriale
de Martinique



- accompagner opérationnellement et fonctionnellement son tissu associatif ;



Compte tenu des débouchés dans les domaines du service à la personne et de la santé, la mise en œuvre du FSE contribuera à explorer, évaluer et valoriser ces potentiels de croissance inclusive. Cela implique un renforcement du tissu associatif, et un soutien à l'économie sociale et solidaire en particulier avec les entreprises du secteur des services à la personne ou encore une synergie avec la spécialisation intelligente sur l'innovation sociale.

Le FSE-Inclusion (OT9) s'attachera au développement de l'insertion par l'activité des publics les plus éloignés de l'emploi en favorisant une approche coordonnée des différents partenaires de l'offre d'insertion au sens large (CTM, EPCI, CCAS, Pôle Emploi, CAF, CGSS, services de l'Etat, Région, prestataires de service, entreprises, etc.) sur l'ensemble du territoire (OT 9, priorité d'investissement 9.vi).

Aussi, l'intervention du FSE devra rendre plus lisible l'offre d'insertion, en clarifiant les responsabilités des acteurs territoriaux et les modalités de leur coordination, prioritairement dans le cadre du Pacte territorial d'insertion.

III- Stratégie du territoire de la CAESM

III -1. Présentation contextuelle du territoire

Le territoire de l'Espace Sud Martinique n'est pas épargné par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi : une évolution inquiétante de la population en voie de pauvreté.

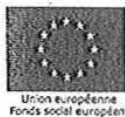
A ce titre, le contrat de mandature 2014-2020 met l'égalité des chances en première priorité, en fixant des objectifs clairs :

- Renforcer la cohésion sociale,
- Accroître l'efficacité de l'offre d'insertion de l'offre de services des opérateurs et des dispositifs pour l'insertion et l'emploi,
- Favoriser l'égalité des chances en matière de création d'entreprises,
- Développer la lecture publique, lutter contre l'illettrisme et lutter contre la fracture numérique.

III-2. Présentation de l'administration du territoire (compétences et stratégie)

L'inclusion est au cœur des préoccupations des élus du territoire Sud qui souhaitent participer activement et en collaboration étroite avec la CTM au Programme Opérationnel FSE 2014-2020.

Afin d'appuyer sa politique d'insertion et d'emploi l'ESPACE SUD a ainsi décidé de solliciter le concours du FSE dans le cadre de ses compétences en matière d'inclusion sociale. Cette demande a pour objectif d'amplifier et de renforcer la politique et les interventions dans le champ de l'insertion socioprofessionnelle à destination des publics en voie de paupérisation et en situation d'exclusion durable face à l'emploi.



Ont adopté les articles suivants :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre et les modalités d'un partenariat pour coordonner les objectifs et les interventions de la CTM et la CAESM afin de faciliter l'accès et le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

ARTICLE 2 – MODALITES DE COOPERATION

La CTM et la CAESM s'engagent à :

- échanger toutes les informations de nature à optimiser le partenariat ;
- conduire les concertations nécessaires avec les principes de la présente convention.

Les signataires de la présente convention sont :

- Le Président du CTM ;
- Le Président de la CAESM.

Les signataires désigneront les référents thématiques chargés de coordonner l'activité des 2 Institutions pour les actions spécifiques.

Un comité de pilotage annuel se réunira sur les points suivants auxquels d'autres pourront être rajoutés :

- le bilan de la mise en œuvre de la convention cadre et les préconisations ;
- la présentation des comptes rendus d'activité de chacun des domaines spécifiques ;
- la préparation du programme d'actions pour l'année à venir ;

Des réunions de concertation entre les parties se tiendront à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles

Les parties s'engagent à communiquer sur la signature de cet accord cadre.

La CTM est signataire du protocole d'accord pluriannuel du PLIE porté par la CAESM et participe à toutes les instances de ce dispositif.

La CAESM est signataire du PTI et participe à ses travaux.

La CAESM est associée au comité de sélection des opérations de la CTM émergeant au FSE-Inclusion à l'exception des séances où des dossiers portés par les EPCI sont inscrits à l'ordre du jour.



ARTICLE 3 : MODALITES OPERATIONNELLES

Pour la période 2014-2020, le cadre d'intervention de la CTM et des PLIE est défini par l'axe 3 " lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion" du Programme Opérationnel FSE Emploi et Inclusion.

Le FSE contribue notamment à :

- construire des parcours intégrés vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées ;
- assurer une meilleure coordination sur les territoires des différents acteurs intervenant dans le domaine de l'inclusion.

La plus-value des PLIE porte notamment sur :

- la coordination et l'animation des acteurs sur un territoire local ;
- l'accompagnement renforcé vers et dans l'emploi ;
- la construction de parcours.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES

4.1 - Mobilisation et gestion du FSE

Les dispositifs et les actions mis en œuvre en Martinique et financés par l'Union européenne dans le cadre de la subvention globale gérée par la CTM relèvent des priorités d'investissement, des objectifs spécifiques et des conditions d'éligibilité de l'axe 3 du programme opérationnel FSE – Etat intitulé "Promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté" :

- Priorité d'investissement 9.i : l'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi :
 - Objectif spécifique 1 : augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion ;
 - Objectif spécifique 2 : accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.
- Priorité d'investissement 9.iv : l'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général :
 - Objectif spécifique 3 : accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.
- Priorité d'investissement 9.vi : des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux :
 - Objectif spécifique 4 : accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

La gestion centralisée de la CTM permettra à CAESM de se consacrer à l'animation des dispositifs et de renforcer l'accompagnement individualisé des publics cibles au niveau infra-territorial.

Afin de sécuriser la gestion et de s'inscrire dans une gouvernance partagée et cohérente du FSE-Inclusion pour la période 2015-2017, la CAESM pourra mobiliser 4 476 171 euros de FSE répartis comme indiqué ci-après :



▪ au titre de la priorité d'investissement 9.1 :	2 876 853 euros
▪ au titre de la priorité d'investissement 9.4 :	417 500 euros
▪ au titre de la priorité d'investissement 9.6 :	1 181 818 euros

La décomposition de ces crédits figure dans le tableau annexé à cette présente convention.

L'octroi effectif des financements FSE sera effectué après instruction des dossiers et sous réserves d'éligibilité des dépenses conformément aux obligations communautaires, au cadre de performance et à l'atteinte d'indicateurs de réalisation et de résultats.

4.2 - Financement octroyé par la CTM

Pour la même période, la CTM attribuera à la CAESM en cofinancement des opérations FSE qu'il portera 425 000 euros au titre de la priorité d'investissement 9.1 dans le cadre de l'accompagnement de 420 bénéficiaires du RSA.

Au titre de la priorité d'investissement 9.4, 50 000 euros seront attribués en cofinancement des opérations de professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne.

La décomposition de ces crédits figure dans le tableau annexé à cette présente convention.

ARTICLE 5 - AVENANT

Toute modification à la présente convention se fera par la conclusion d'un avenant signé des deux partenaires.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, portant notamment sur les crédits FSE Inclusion gérés par la CTM, est conclue pour une période de 3 ans courant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017. Les modalités de poursuite de la présente convention seront discutées au sein du comité de pilotage.

ARTICLE 7 - RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties, avec un préavis de 6 mois. La résiliation de la convention n'entraîne pas de plein droit la résiliation des conventions spécifiques qui ont pu être conclues. Il sera procédé à leur résiliation au cas par cas.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements inscrits dans la présente convention,

Collectivité
Territoriale
de Martinique



celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration du délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure d'exécuter ses obligations.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige né de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait à Fort-de-France, le

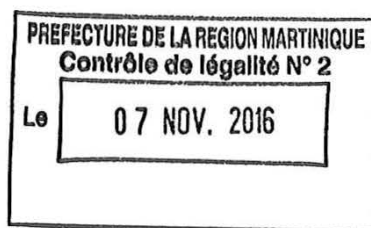
Pour la Collectivité Territoriale de Martinique,

Le Président,
Alfred MARIE-JEANNE

Pour la CAESM,

Le Président,
Eugène LARCHER

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-294-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RÉSIDENTE DE LA POINTE-SIMON

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association des locataires de la résidence de la Pointe Simon une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €), pour son programme d'actions au titre de l'exercice 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention annexée à la présente, précisant les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-294-1

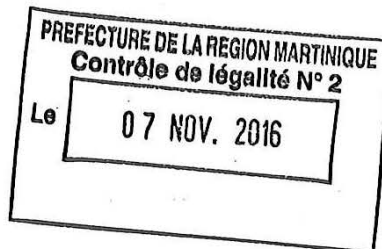
**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ,
DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PRÉVENTION SANITAIRE
CELLULE SUBVENTIONS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RESIDENCE DE
LA POINTE SIMON.

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 28 juin 2016 présentée par l'Association des locataires de la Pointe Simon;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de 20.000,00 € à l'association des locataires de la Résidence de la Pointe Simon.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA RESIDENCE DE LA POINTE SIMON

Domiciliée LCR – 3 rue Thélus Henri LERO – 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'association « **des Locataires de la Résidence de la Pointe Simon** » créée le 16 janvier 2009, est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et a pour objet :

- La défense des droits et intérêts des locataires concernant l'habitat, l'urbanisme, les loyers et charges locatives;
- L'amélioration du cadre de vie des habitants, l'entraide et la solidarité;
- L'organisation ponctuelle d'événements festifs, d'activités de loisirs pour les familles et leurs enfants, culturels, artistiques, sportifs;
- La concertation et l'implication des habitants sur tous les projets de développement du quartier ;
- La promotion et le développement d'actions de proximité et de solidarité au sein de la résidence de la Pointe, des quartiers environnants et notamment sur l'ensemble du territoire ;
- La mise en place de projets autour de la culture et de l'action sociale ou de proximité et des secteurs relevant de sa compétence.

Le nombre d'adhérents de l'association au 31 décembre 2015 est de 80 membres.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association des Locataires de la Résidence de La Pointe Simon, à Fort de France, pour son programme d'action au titre de l'exercice 2016.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à **74.324,00 €**.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association des Locataires de la Résidence de La Pointe Simon, à Fort de France, une subvention d'un montant de **20.000,00 €, au titre de l'exercice 2016.**

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

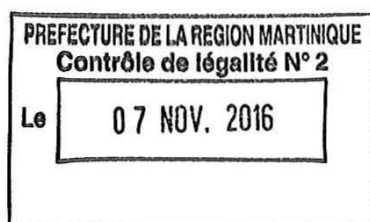
Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-295-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT KILT AN KRÉOL (IKAK)

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association Institut kilti an kréol (IKAK) une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre mille euros (4 000,00 €) dans le cadre d'un programme pour soutenir la lutte contre l'illettrisme des enfants et des familles.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention précisant les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

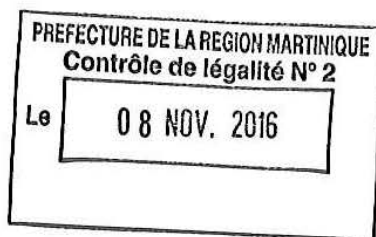
Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-296-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION DES MARINS PILOTINS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON ACTION « METIERS DE LA MER, UNE VOIE VERS L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil général de la Martinique n° CP/554-15 du 16 juillet 2015 portant attribution d'une subvention à l'association des marins pilotins pour la mise en œuvre de son action intitulée « métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle » ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt-quatre mille euros (24 000 €) à l'Association des Marins Pilotins pour la mise en œuvre de son action « Métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

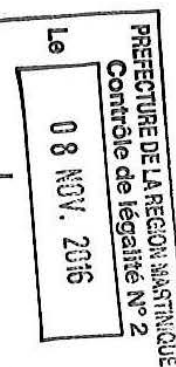
Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-296-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION DES MARINS PILOTINS POUR LA
MISE EN ŒUVRE DE LA SECONDE L'ACTION « METIERS DE LA MER, UNE VOIE VERS L'INSERTION
SOCIALE ET PROFESSIONNELLE »

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de la Commission permanente n° CP/554-15 du 16 juillet 2015 portant attribution d'une subvention à l'association les Marins Pilotins pour la mise en œuvre de son action intitulée « Métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle »,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association Marins Pilotins pour la mise en œuvre de son action « métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,

Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

L'Association des Martins Pilotins,
représentée par, son Président
qualité de Président

habilité à représenter le co-contractant en sa

ayant son siège social Port de Pêche- 97 222 Case Pilote
Dénommée ci-après « le partenaire »

PREAMBULE

L'association des Marins Pilotins œuvre à l'accompagnement des professionnels de la mer et à la promotion des métiers de ce secteur dans le nord Caraïbes. Son objectif est d'en démontrer les réelles potentialités en termes de débouchés professionnels notamment pour les personnes en insertion.

L'action « métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle » a pour but de valoriser ce secteur d'activité auprès des personnes en insertion et d'assurer l'accompagnement et le suivi de celles qui ambitionnent d'en faire leur métier.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire, pour la mise en œuvre de la seconde année de son action « métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle » en direction des publics en difficulté.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

Le partenaire doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;

- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre de l'action « métiers de la mer, une voie vers l'insertion sociale et professionnelle » par l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de vingt-quatre mille euros (24 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de vingt-quatre mille euros (24 000 €) s'effectuera en deux fois.

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit seize mille huit cents (16 800 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit sept mille deux cents (7 200 €) sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'Association des Marins Pilotins auprès de la Poste – Centre Financier de Fort de France – 97299 Fort de France Martinique.

Code banque	Code guichet	N°de compte	Clé RIB
20041	01020	0105722B017	95

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

~~Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.~~

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement départemental qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en oeuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en oeuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

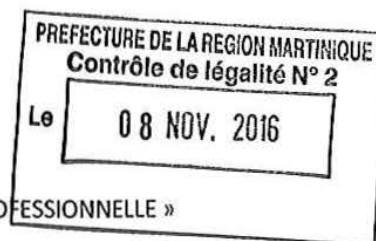
En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
Des Marins Pilotins**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1



PRESENTATION DU PROJET
« METIERS DE LA MER, UNE VOIE VERS L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE »

L'Association des Marins Pilotins souhaite ainsi, par ce projet, participer à l'accompagnement des publics en insertion dans un contexte où le développement de l'« économie bleue » (c'est-à-dire l'économie basée sur les métiers et activités en lien avec la mer), parce qu'elle recèle de réelles perspectives d'emplois, apparaît désormais comme une orientation à donner au développement économique de la Martinique.

En prenant assise sur les compétences professionnelle et la connaissance des métiers de la mer de ses membres et bénévoles et sur son partenariat avec les entreprises, les institutions et le monde associatif de ce secteur, l'association veut être le relais des différents acteurs en charge de l'accompagnement social et professionnel des publics en insertion.

Elle veut agir en tant que facilitateur dans la mise en œuvre des parcours vers la formation et/ou l'emploi de ces publics soit :

- en les accueillant elle-même durant des périodes d'immersion,
- les orientant vers d'autres professionnels pouvant les accueillir pour ces périodes d'immersion,
- en organisation sur la côte caraïbe des actions en formation délocalisées en partenariat avec l'Ecole d'apprentissage maritime.

Coût de l'action	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
41 000 €	24 000 €	90.24%
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
24 000€		58.53%
Charges les plus importantes		
Frais de personnels :	21 000 €	51.21%
Rémunérations intermédiaires :	92 535€	19.51%
Achats matières et fournitures :	60 662€	6.09%

a) Objectifs :	Accompagnement et suivi de personnes en insertion intéressées par les métiers de la mer
b) Public(s) visé(s) :	Personne en insertion tout statut confondu
c) Localisation :	La Martinique
d) Moyens mis en œuvre :	Moyens financiers, ateliers, accompagnement et suivi

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ⊗ Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- ⊗ Leurs noms et prénoms,
- ⊗ leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ⊗ leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Collectivité
de Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : ... 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-297-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION COUP DE POUSS POUR LA MISE EN ŒUVRE EN 2016 DE SON ACTION CITESLAB

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil général de la Martinique n° CP/116-15 du 29 janvier 2015 portant attribution d'une subvention à l'association Coup de Pouss pour la mise en œuvre de son action intitulée « CITESLAB » ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association Coup de Pouss une subvention d'un montant de trois mille cinq cent euros (3 500 €) pour la mise en œuvre en 2016 de son action « Citéslab ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Coup de Pouss, telle annexée à la présente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité Territoriale
Martinique

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-297-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION COUP DE POUSS POUR LA MISE EN
ŒUVRE DE LA TROISIÈME ANNÉE DE L'ACTION « CITESLAB »

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen

Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes ALTMARK trans GmbH

Vu le code du travail ;

Vu le code de la Sécurité Sociale ;

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,

Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération de la Commission permanente n° CP/116-15 du 26 janvier 2015 portant attribution d'une subvention à l'association COUP DE POUSS au titre de l'action « CITESLAB »,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association COUP DE POUSS pour la mise en œuvre de la troisième année de l'action « CITESLAB ».

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

DIRECTORAT GÉNÉRAL DE LA RÉGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité N° 2

Le 08 NOV. 2016

ET, d'autre part,

Le partenaire COUP DE POUSS,

représenté par, habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de Président,
ayant son siège social sis 40 Boulevard Général de Gaulle - 97 200 FORT DE France,
Dénommé ci-après « le partenaire »

PREAMBULE

L'association sollicite un partenariat avec la CTM sous la forme :

- d'un appui technique, par la mobilisation des dispositifs départementaux en faveur de la création à l'activité des publics en insertion.
- d'un appui financier, par l'attribution d'une subvention de 3 500€.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire, pour la mise en œuvre de la troisième année de l'action « CITESLAB ».

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions 2016 de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de trois mille cinq cents euros (3 500 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

~~Le versement de la subvention d'un montant trois mille cinq cents euros (3 500 €) s'effectuera en deux fois :~~

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit deux mille quatre cent cinquante euros (2 450 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit mille cinquante euros (1050 €) sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de COUP DE POUSS auprès du Crédit Agricole de Martinique – Guyane.

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
19 806	00003	00020460090	71

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

~~Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».~~

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques

portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en oeuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
COUP DE POUSS**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1



PRESENTATION DE L'ACTION CITESLAB

Le projet de l'association COUP DE POUSS, a pour but de porter le dispositif « CitésLab » dont l'objectif est de sensibiliser les jeunes à la création d'entreprise au cœur des quartiers sensibles de la ville de Fort de France relevant du CUCS.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations du Département, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 60 283 €	Subvention demandée à la CTM 3500€	Taux de financement public global 90.68%
Montant demandé 2016 3 500€		Taux de financement CTM 5.80%
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 34 873 €		57.84%
Autres services extérieurs : 15 930 €		26.42%
Charges fixes de fonctionnement: 3 371 €		5.59%

a) Objectifs :	Mise en œuvre d'un partenariat technique et financier en faveur de la création d'activité.
b) Public(s) visé(s) :	Jeunes défavorisés dont les Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.
c) Localisation :	La Martinique
d) Moyens mis en œuvre :	Accompagnement global dans la démarche de création d'entreprise grâce à des partenariats avec des partenaires

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

●Participants

- °Nombre de personnes en insertion accompagnés,
- °Activités créées, domaine
- °Leurs noms et prénoms,
- °leurs coordonnées postale et téléphonique,
- °leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

●Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-298-1

PORTANT OCTROI DE SUBVENTION À LA LIGUE CONTRE LE CANCER MARTINIQUE POUR SA PARTICIPATION AU CONGRÈS MONDIAL CONTRE LE CANCER ET LES TABLES RONDES DE LA LIGUE NATIONALE À PARIS – OCTOBRE-NOVEMBRE 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7222-23, L.7222-25, L.7223-5, L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) est attribuée à la ligue contre le cancer Martinique, pour sa participation, au congrès mondial contre le cancer et les tables rondes de la ligue nationale à Paris, en octobre-novembre 2016.

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 934-410 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2016 : 5 000 €.

ARTICLE 3 : La subvention est versée sur présentation d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier datés, signés, et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

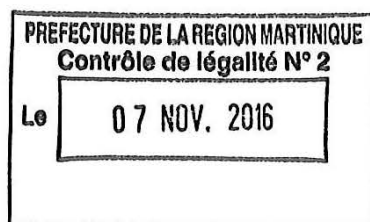
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 7 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-299-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PRÉVENTION DE LA DRÉPANOCYTOSE (APIPD) POUR L'ORGANISATION DE LA SECONDE ÉDITION DU DRÉPACTION MARTINIQUE EN SEPTEMBRE 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 30 septembre 2016 ;
Vu l'avis émis par la Commission santé et action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) à l'association pour l'information et la prévention de la drépanocytose (APIPD) pour l'organisation de la 2nd édition du Drépaçon Martinique en septembre 2016.

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 934-410 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- Exercice 2016 : 20 000 €.

ARTICLE 3 : La subvention est versée sur présentation d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'état dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

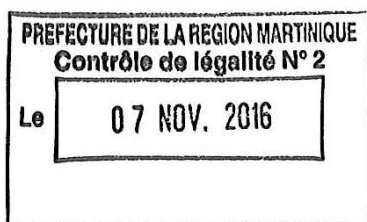
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature, "Claude LISE", written in black ink. To the right of the signature is the official circular seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal features a central emblem with a landscape and a sun, surrounded by the text "Collectivité Territoriale de Martinique" and two small stars at the bottom.

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-300-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION PASSERELLE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association Passerelle une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Passerelle, telle annexée à la présente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

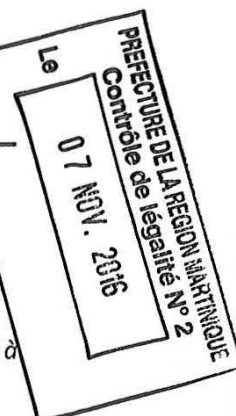
Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-300-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION PASSERELLE AU TITRE DE SON
PROGRAMME D'ACTIONS 2016

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen
Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH
Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du octobre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association PASSERELLE pour la mise en œuvre au titre de son programme d'actions 2016.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

**L'Association PASSERELLE,
représentée par, son Président
qualité de Président
ayant son siège social C/o Mme
Dénommée ci-après « le partenaire »**

**habilité à représenter le co-contractant en sa
RN2- Fond Lahaye – 97 233 SCHOELCHER**

PREAMBULE

L'association PASSERELLE a pour but de permettre l'épanouissement des enfants et des jeunes, par le biais d'activités pédagogiques, culturelles, ludiques, d'accompagnement éducatif.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour la poursuite de ses actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire, pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2016.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

Le partenaire doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions 2016 de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de huit mille euros (8 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) s'effectuera en deux fois :

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit cinq mille six cents euros (5 600 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit de deux mille quatre cents euros (2 400 €) sera versé au vu d'un rapport annuel d'activité faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'Association PASSERELLE auprès de la

Code banque	Code guichet	N°de compte	Clé RIB

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – CO-FINANCEMENT EVENTUEL PAR LE FOND EUROPEEN

La contribution financière de la CTM à la conduite de cette expérimentation est susceptible de faire l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.
Ce cofinancement sera appelé directement par la CTM.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM et de l'Union Européenne. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM et de l'Union Européenne doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques

portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en oeuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**Le Président de l'Association
PASSERELLE**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 DE L'ASSOCIATION PASSERELLE

Le programme d'actions 2016 s'articulera autour de 4 axes :

- **Accompagnement à la scolarité** : il s'agit d'encadrer une centaine d'enfants scolarisés du primaire au collège à l'aide au devoir et au soutien scolaire. Cette action se déroulera sur le site de Fond Lahaye et d'Ozanam, durant la période de l'année scolaire ainsi que pendant les vacances scolaires. L'objectif visé étant la réussite scolaire.
- **Soutien à la parentalité (Bokantaj Pawol)** : consiste à l'accompagnement des parents sous forme de réunions. Ces rencontres mensuelles sont dirigées par un psychologue clinicien et un éducateur spécialisé. Différents thèmes sont abordés avec les parents (exercice parentale, relation parents-enfants...).
- **« Découvrons le jardin créole »** : depuis 2010, ce projet connaît un véritable engouement auprès des adhérents. Le but de cette activité est de permettre la connaissance des plantes médicinales, l'apprentissage des méthodes liées à leur plantation, la sensibilisation à la protection de l'environnement et la découverte de la biodiversité. Par le biais de cette action, des visites de jardins, de sites historiques et culturels seront organisées et visités, durant l'année.
- **« Découvrons la Caraïbe »** : l'association souhaiterait réaliser un voyage à Cuba. En amont, une étude du pays et de ses habitants permettront de mieux appréhender ce séjour. En même temps, une collecte de matériel scolaire sera planifiée pour les distribuer aux élèves d'une école de la Havane durant ce voyage.

Trois autres manifestations rythmeront cette année : la foire aux plantes, la journée porte ouverte et l'arbre de Noël.

Coût de l'action	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
128 050 €	8 000 €	%
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
8 000€		6.24 %
Charges les plus importantes		
Salaires :	53 580 €	41.84 %
Voyage à Cuba :	41 530 €	32.43 %
Charges sociales :	24 950 €	19.48 %

a) Objectifs :	Accompagnement et suivi de personnes en insertion intéressées par les métiers de la mer
b) Public(s) visé(s) :	Personne en insertion tout statut confondu
c) Localisation :	La Martinique
d) Moyens mis en œuvre :	Moyens financiers, ateliers, accompagnement et suivi

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

●Participants

- ®Nombre de personnes accompagnés,
- ®Leurs noms et prénoms,
- ®leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ®leur statut (élèves, bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

●Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-301-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION FIRST CARAÏBES POUR L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu l'article 78 de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, santé et solidarités ;
Vu l'avis du Conseil Exécutif de Martinique du 15 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique d'un montant de soixante-huit mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros vingt-sept centimes (68 494,27 €) est attribuée à l'association FIRST CARAIBES, pour l'organisation d'un colloque scientifique intitulé « L'esclavage : quel impact sur la psychologie des populations ».

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit : soixante-huit mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros et vingt-sept centimes (68 494,27 €) au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'état dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 08 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-302-1

PORTANT VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACCORDÉE À L'ASSOCIATION « LA RUCHE », GESTIONNAIRE DE LA MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL « LA RUCHE »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7211-1 à 7331-3, et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil général de Martinique n°CP/818-13 du 5 décembre 2013 portant attribution d'une subvention d'investissement à l'association « La Ruche » au profit de la maison d'enfants à caractère social » au profit de la maison d'enfants à caractère social (MECS) « La Ruche ».

Vu la demande de « La Ruche » en date du 28 janvier 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement du solde de la subvention d'investissement attribuée au titre de l'exercice 2013 à l'Association « La Ruche » au profit de la maison d'enfants à caractère social (MECS) « La Ruche » pour le financement partiel des travaux de mise aux normes des installations électriques et de sécurité incendie.

Le solde à verser de cinquante mille euros (50 000 €) correspond à 50% du montant de la subvention s'élevant à cent mille euros (100 000 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention définissant les conditions d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1, jointe en annexe.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

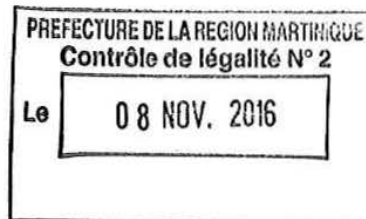
Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-302-1

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité



CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION « LA RUCHE »
Gestionnaire de la Maison d'Enfants
à Caractère Social « LA RUCHE »

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;*
- ✓ *Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;*
- ✓ *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;*
- ✓ *Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, R.314-105 et R.314-181 ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de*
- ✓ *Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;*
- ✓ *Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- ✓ *Vu l'arrêté préfectoral du 28 avril 1973 autorisant l'association « La Ruche » à créer une Maison d'Enfants à Caractère Social située au quartier de Moutte à Fort de France ;*
- ✓ *Vu la délibération du Conseil Général n°47-13 du 25 juin 2013 relative au Plan Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.) du Conseil Général ;*
- ✓ *Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général n° CP/818-13 du 5 décembre 2013 portant attribution d'une subvention d'investissement à l'association « LA RUCHE » au profit de la Maison d'Enfants à caractère Social (MECS) « LA RUCHE ».*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de l'Association « La Ruche » en date du 28 janvier 2016 ;*
- ✓ *Vu l'arrêté-délibéré du Président du Conseil exécutif autorisant le versement du solde de la subvention d'investissement d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) attribuée au titre de l'exercice 2013 à l'Association « LA RUCHE » au profit de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) « LA RUCHE » pour le financement partiel des travaux de mise aux normes des installations électriques et de sécurité incendie.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représenté par le Président du Conseil Exécutif, **Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association « LA RUCHE » .

Gestionnaire de la Maison d'enfants à caractère social « La Ruche »

114, Route de Moutte

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 314 291 782 000 14

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

Par délibération n° CP/818-13 du 5 décembre 2013, le Conseil Général a attribué à l'Association « LA RUCHE » gestionnaire de la Maison d'Enfants à caractère Social « LA RUCHE », une subvention d'investissement de 100 000 € pour le financement partiel des travaux de mise aux normes des installations électriques et de sécurité incendie.

La convention n° CV- 00064 fixant les conditions d'attribution et d'utilisation de cette subvention, a été signée en date du 13 février 2014, pour une durée de deux ans. Conformément à son article 4, un premier acompte de 50 000 € a été versé à l'établissement par mandat n°4023 du 28 mars 2014.

Compte-tenu de ses difficultés importantes de trésorerie, le gestionnaire n'a pas été en mesure de réclamer l'intégralité de la subvention avant le terme de la convention.

La convention d'origine étant caduque une nouvelle convention doit être établie afin de finaliser la liquidation de la subvention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Compte tenu des éléments exposés en préambule, la présente convention a pour objet de fixer les conditions de versement du solde de la subvention d'investissement attribuée à l'Association «LA RUCHE » au profit de la Maison d'Enfants à Caractère Social « LA RUCHE ».

La somme correspondante s'élève à **50 000 €** représentant 50% du montant de la subvention initiale de 100 000 €.

Cette subvention vise à soutenir l'établissement dans le cadre du financement des dépenses occasionnées par les travaux de mise aux normes des installations électriques et de sécurité incendie.

Elle est versée à l'établissement dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

ARTICLE 2 : NATURE ET ETENDUE DES ACTIVITES

L'Association « La Ruche » gestionnaire de la Maison d'Enfants à Caractère Social « La Ruche » d'une capacité installée de 60 places a pour mission : l'accueil, la protection et l'accompagnement vers l'insertion sociale et l'épanouissement personnel des mineurs, dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 3 : FINANCEMENT DE L'OPERATION

Le montant de la subvention d'équipement accordée s'élevait à **100 000 €** (Cent mille euros).

Le premier acompte de cette subvention ayant déjà fait l'objet d'un paiement par le Conseil Général, le solde restant à verser s'élève à la somme de **50 000 €**.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ la Collectivité Territoriale de Martinique

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **50 000,00 €** pour le financement de l'opération mentionnée à l'article 1.

Le manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, pourra avoir pour effet la demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 40 000€** à la signature de la présente convention par les deux parties ;
- **Le solde de 10 000 €** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- Les factures acquittées et certifiées par le commissaire aux comptes ;
- le rapport final de réalisation des travaux (accompagné le cas échéant du procès-verbal de réception des travaux) ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Le versement sera effectué sur le compte de l'association « LA RUCHE » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : LA RUCHE
- Domiciliation : BRED BANQUE POPULAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10107	00167	00512677494	75

La dépense correspondante sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la collectivité territoriale de Martinique.

Toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement au département.

2/ L'Association « LA RUCHE »

La subvention est versée dans le cadre de ses missions de service public conformément à son autorisation.

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage à :

- utiliser la contribution allouée uniquement pour la réalisation de l'opération visée et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique, reverser une partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, œuvres ;
- informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication afin de préserver la cohérence de son action.
- communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, les bilans, compte de résultats et rapport d'activité de l'année de réalisation des travaux, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice auquel ils se rapportent ;

- faciliter le contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique de l'utilisation des fonds publics alloués et notamment l'accès aux documents administratifs et comptables et le cas échéant par des visites sur le terrain ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. L'Association « LA RUCHE » paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause.

Toute modification du plan de réalisation et du plan de financement doit être préalablement soumise par le bénéficiaire à la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas d'inexécution ou d'utilisation de la subvention non-conforme à l'objet, les sommes accordées seront restituées à la Collectivité Territoriale de Martinique après émission d'un titre de recettes à l'encontre du cocontractant.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est fixée pour une durée de 6 mois, qui prend effet à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou en cas de retard d'exécution du programme par l'association, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée après examen des justificatifs présentés par la structure.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique après émission d'un titre de recettes à l'encontre du cocontractant.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les contestations qui s'élèveraient entre les contractants au sujet de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention seront soumises au Tribunal Administratif de Fort-de-France.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association « LA RUCHE »



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-303-1

PORTANT ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES ADMIS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE, LAURÉATS AUX EXAMENS POUR L'ANNÉE 2015-2016

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7222-23, L.7222-25, L.7223-5, L.7211-1 à L.7331-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE en date du 3 octobre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée l'attribution de prix aux jeunes confiés à la direction de l'aide sociale à l'enfance et à la famille, lauréats aux examens.

ARTICLE 2 : Les prix alloués à chaque lauréat se déterminent comme suit :

- un prix spécial de cent soixante euros (160 €) aux lauréats du baccalauréat et de diplômes supérieurs,
- un cadeau d'une valeur n'excédant pas cent euros (100 €) pour les autres lauréats.

ARTICLE 3 : Est décidée l'organisation d'une manifestation pour la remise des prix sous la présidence du Président du Conseil Exécutif de la Martinique.

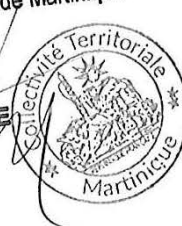
ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

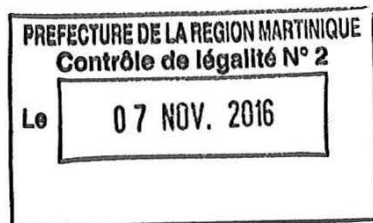
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE


Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-304-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ORGANISATION FONCTIONNELLE DE L'ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE CHARGÉE D'ÉMETTRE DES AVIS EN MATIÈRE DE RÉORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA ET DE PRONONCER DES SANCTIONS POUR REFUS D'INSERTION OU FRAUDE – ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR CORRESPONDANT

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du RSA.

Vu le décret du conseil d'état du 17 décembre 2015 relatif au plafond de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est instituée en Martinique une équipe pluridisciplinaire chargée d'émettre des avis en matière de réorientation des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et de prononcer des sanctions pour refus d'insertion ou pour fraude.

ARTICLE 2 : L'équipe pluridisciplinaire est composée comme suit :

- Le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant,
- Le directeur de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA ou son représentant,
- Le directeur de la direction de la CTM chargée de l'action sociale ou son représentant,
- Le directeur général de la Caisse d'allocations familiales ou son représentant,
- Le directeur régional de Pôle emploi ou son représentant,
- Un représentant des bénéficiaires du RSA, détenteur d'un contrat d'engagements réciproques (CER) ou d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) en cours de validité.

Chaque membre titulaire dispose d'un membre suppléant.

La présidence de l'équipe pluridisciplinaire est assurée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant.

La vice-présidence de l'équipe pluridisciplinaire est assurée par le directeur de la direction de la Collectivité Territoriale de Martinique chargée de la gestion du RSA ou son représentant.

ARTICLE 3 : Les membres de l'équipe pluridisciplinaire sont désignés par arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

La durée du mandat du Président de l'équipe pluridisciplinaire correspond à la durée de son mandat d'élu à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les représentants des bénéficiaires du RSA sont désignés pour une période de douze (12) mois renouvelable une fois.

Les autres membres de l'équipe pluridisciplinaire sont désignés pour une durée de trois (3) ans.

ARTICLE 4 : Les autres dispositions relatives à l'organisation fonctionnelle de cette équipe pluridisciplinaire, chargée d'examiner les situations individuelles des bénéficiaires du RSA, sont précisées dans le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



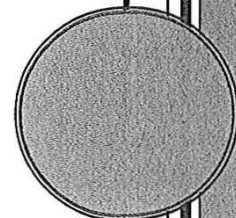
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-304-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique



*Equipe Pluridisciplinaire
de la Martinique*

Règlement intérieur



EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE DE LA MARTINIQUE

Règlement intérieur

SOMMAIRE

PREAMBULE :	CADRE LEGAL	5
ARTICLE 1 :	NOMBRE ET RESSORT	5
ARTICLE 2 :	COMPOSITION	5
ARTICLE 3 :	DESIGNATION ET DUREE DES MANDATS DES MEMBRES	6
ARTICLE 4 :	DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES	6
	4.1 Rétribution	6
	4.2 Remboursement des frais de déplacement	6
	4.3 Obligation de retrait	6
	4.4 Secret professionnel et confidentialité	6
ARTICLE 5 :	FONCTIONNEMENT	6
	5.1 Coordination	6
	5.2 Secrétariat	7
	5.3 Convocation	7
	5.4 Périodicité des réunions	7
	5.5 Quorum	7
	5.6 Animation des réunions	7
	5.7 Délibérations	7
ARTICLE 6 :	SAISINE	8
	6.1 Procédure	8
	6.2 Composition du dossier de saisine	8
ARTICLE 7 :	SITUATIONS SOUMISES POUR AVIS	8
	7.1 Types de situations	8
	7.2 Cas spécifique de la suspension/réduction du RSA	9
	7.2.1 Motifs	9
	7.2.2 Conditions d'application et barèmes	9
	7.2.3 Information du bénéficiaire du RSA	10
	7.2.4 Information de la Caisse d'Allocations Familiales	10
	7.3 Cas spécifique de l'amende administrative	10
	7.3.1 Motifs	10
	7.3.2 Conditions d'application et barèmes	10
	7.3.3 Information du bénéficiaire du RSA	11
	7.3.4 Information de la Caisse d'Allocations Familiales	11
	7.4 Cas spécifique de la radiation	11
	7.4.1 Motifs	11
	7.4.2 Conditions d'application et barèmes	11
	7.4.3 Information du bénéficiaire du RSA	11
	7.4.4 Information de la Caisse d'Allocations Familiales	12

SOMMAIRE
(Suite)

7.5	Cas spécifique de la suppression du rSa	12
7.5.1	Motifs	12
7.5.2	Conditions d'application et barèmes	12
7.5.3	Information du bénéficiaire du RSA	12
7.5.4	Information de la Caisse d'Allocations Familiales	13
ARTICLE 8 :	READMISSION AU RSA D'UN ANCIEN BENEFICIAIRE DU RSA RADIE	13
8.1	Conditions	13
8.2	Information du requérant	13
3.3	Information de la Caisse d'Allocations Familiales	13
ARTICLE 9 :	RECOURS	14
ARTICLE 10 :	APPLICATION	14
ARTICLE 11 :	MODIFICATION	14
<i>Annexe 1 :</i>	<i>Dossier de saisine</i>	<i>15</i>
<i>Annexe 2 :</i>	<i>Motifs de saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire</i>	<i>18</i>
<i>Annexe 3 :</i>	<i>Taux et durées des suspensions du RSA hors situations de fraude</i>	<i>19</i>
<i>Annexe 4 :</i>	<i>Durées de suppression du RSA en cas de fraude</i>	<i>20</i>
<i>Annexe 5 :</i>	<i>Montants et délais de paiement des amendes administratives en cas de Fraude</i>	<i>21</i>
<i>Annexe 6 :</i>	<i>Engagement personnel (Membre de l'Equipe Pluridisciplinaire)</i>	<i>22</i>
<i>Annexe 7 :</i>	<i>Engagement personnel (Personne participant aux travaux de saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire)</i>	<i>23</i>

Préambule : Cadre légal

Entrée en vigueur depuis la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008, loi reprise aux articles L 262.1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le revenu de solidarité active « a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice et le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires... ».

« Il garantit à toute personne, qu'elle soit ou non en capacité de travailler, de disposer d'un revenu minimum et de voir ses ressources augmenter quand les revenus qu'elle tire de son travail s'accroissent. Le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel destiné à faciliter son insertion durable dans l'emploi ».

Organe consultatif instauré par cette même loi de 2008, l'Equipe Pluridisciplinaire est interrogée préalablement à la décision de l'exécutif de la collectivité de réorientation du bénéficiaire du revenu de solidarité active (RSA) vers un organisme d'insertion sociale ou professionnelle et de réduction ou de suspension de ses droits à l'allocation.

L'article L.262-39 du CASF confie à l'exécutif de la collectivité le soin de constituer sur son territoire des équipes pluridisciplinaires composées de professionnels de l'insertion sociale et de l'emploi et de représentants des bénéficiaires du RSA. En vertu de l'article R. 262-70 du CASF, il en arrête également les règles de fonctionnement, le ressort, le nombre et la composition.

Le décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du RSA précise les modalités d'orientation et de sanction.

L'arrêté du Conseil d'Etat du 17 décembre 2015 fixe le plafond de la sécurité sociale pour 2016 à partir duquel est calculé le montant des amendes administratives pouvant être prononcée à l'encontre des bénéficiaires du RSA.

ARTICLE 1 – NOMBRE ET RESSORT

Il est institué une équipe pluridisciplinaire chargée d'examiner les situations individuelles des bénéficiaires du RSA résidant en Martinique.

ARTICLE 2 – COMPOSITION

L'Equipe Pluridisciplinaire est composée comme suit :

- le Président du Conseil Exécutif de la CTM ou son représentant, élu de la CTM, qu'il aura désigné à cet effet,
- le Directeur de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA ou son représentant,
- le Directeur de la direction de la CTM chargée de l'action sociale ou son représentant,
- le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant,
- le Directeur Régional de Pôle Emploi ou son représentant,
- un représentant des bénéficiaires du RSA, détenteur d'un Contrat d'Engagements Réciproques (CER) ou d'un Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE) en cours de validité.

Chaque membre titulaire dispose d'un membre suppléant.

Les responsables des antennes locales de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA ainsi que d'autres professionnels de la CTM ou de structures ou institutions partenaires pourront être associés ponctuellement aux travaux afin d'apporter leur expertise technique aux délibérations de l'Equipe Pluridisciplinaire. Ils n'ont pas voix délibérative.

La présidence de l'Equipe Pluridisciplinaire est assurée par le Président du Conseil Exécutif de la CTM ou l'élu de la CTM assurant sa représentation qu'il aura désigné à cet effet.

La vice-présidence de l'Equipe Pluridisciplinaire est assurée par le Directeur de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA ou son représentant.

ARTICLE 3 – DÉSIGNATION ET DUREE DES MANDATS DES MEMBRES

La désignation des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire est faite par arrêté du Président du Conseil Exécutif de la CTM.

La durée du mandat du Président de l'Equipe pluridisciplinaire correspond à la durée de son mandat d'élu à la CTM.

Les représentants des bénéficiaires du RSA sont désignés pour une période de douze (12) mois renouvelables une fois.

Les autres membres de l'Equipe Pluridisciplinaire sont désignés pour une durée de trois (03) ans.

Lorsqu'un membre perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est mis fin à son mandat. Il est alors procédé à son remplacement dans les conditions visées ci-dessus.

ARTICLE 4 – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

4.1. Rétribution

La fonction de membre de l'Equipe Pluridisciplinaire est exercée à titre gratuit.

4.2. Remboursement des frais de déplacement

Les représentants des bénéficiaires du RSA peuvent solliciter auprès de la CTM un dédommagement des frais engagés au titre de leur déplacement pour participer aux différentes réunions de l'Equipe Pluridisciplinaire sauf s'ils sont par ailleurs bénéficiaires de la gratuité du transport.

Le remboursement est effectué sur la base du tarif du trajet aller/retour en transport en commun entre son domicile et le lieu de réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire.

Ce remboursement est effectué par la CTM selon les dispositions légales et les règles financières et comptables en vigueur.

4.3. Obligation de retrait

Le membre de l'Equipe Pluridisciplinaire se retire lors de l'étude de toute situation de bénéficiaires du RSA dont il a la connaissance à titre personnel.

4.4. Secret professionnel et confidentialité

Conformément à l'article L. 262-44 du CASF, les membres de l'équipe pluridisciplinaire ainsi que toute personne appelée à intervenir dans les procédures associées est tenue au secret professionnel, sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal. A ce titre, ces derniers s'engagent individuellement et par écrit à respecter le secret entourant notamment toutes les situations dont ils pourront avoir connaissance.

Le modèle d'engagement individuel des membres de l'équipe pluridisciplinaire figure en **annexe 6**. Le modèle d'engagement individuel des personnes participant aux procédures de saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire et de décision du Président du Conseil Exécutif de la CTM figure en **annexe 7**.

ARTICLE 5 – FONCTIONNEMENT

5. 1. Coordination

La coordination administrative et technique de l'Equipe Pluridisciplinaire est assurée par le Directeur de la direction de la CTM chargée de la gestion du dispositif RSA.

5. 2. Secrétariat

Le secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire est assuré par les services de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA.

Il est chargé de l'inscription à l'ordre du jour des dossiers de saisine dont le modèle figure en **annexe 1** formulée par les référents uniques qui lui sont adressés par les antennes locales de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA, après vérification de leur complétude par ces dernières.

Il établit le procès-verbal et le fait signer par les membres présents à l'issue de la réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire

Il met à la décision du Président du Conseil Exécutif de la CTM les dossiers de saisine accompagnés du procès-verbal de l'Equipe Pluridisciplinaire et les courriers de notifications de cette décision aux bénéficiaires du RSA et à la Caisse d'Allocations Familiales.

Il tient les tableaux de bord de l'activité de l'Equipe Pluridisciplinaire et produit une fois par trimestre, et sur demande, un bilan d'activité.

5. 3. Convocation

Le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire adresse quinze (15) jours avant la réunion une convocation à chacun des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire. Celle-ci, adressée par voie postale, par porteur ou de manière dématérialisée, mentionne l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

En cas d'indisponibilité ou d'empêchement, le membre titulaire informe dans les 24 heures, par tout moyen à sa disposition, son suppléant et en avise, dans les mêmes délais, le secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire.

5.4. Périodicité des réunions

L'Equipe Pluridisciplinaire se réunit au moins une (01) fois par mois et autant que de besoin, selon un calendrier établi semestriellement par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire qui précise les lieux et heures de réunions.

5. 5. Quorum

L'Equipe Pluridisciplinaire ne peut valablement délibérer qu'à la condition que le quorum requis de quatre (04) membres, dont au moins son Président ou son Vice-président, soit atteint.

A défaut de quorum à l'heure de convocation, l'Equipe Pluridisciplinaire délibère valablement trente (30) minutes plus tard sous réserve de la présence effective de son Président ou de son Vice-président. En l'absence simultanée du Président et du Vice-Président, l'Equipe Pluridisciplinaire ne peut valablement délibérer et la réunion reportée.

5. 6. Animation des réunions

Le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire, ou à défaut son Vice-président, assure l'animation des réunions.

Il est garant du bon fonctionnement de l'Equipe Pluridisciplinaire dans le cadre légal et institutionnel : respect du présent règlement intérieur, du calendrier de travail, de l'ordre du jour et signature du procès-verbal par tous les membres.

5. 7. Délibérations

Le représentant titulaire des bénéficiaires du RSA perd sa qualité de membre et n'a pas voix délibérative lors des travaux de l'Equipe Pluridisciplinaire consistant en l'examen de sa situation individuelle. Celle-ci est examinée conformément aux dispositions de l'article R.262-69 du CASF, des alinéas 7.2.3 et 7.3.3 du présent règlement. Il est remplacé durant le temps de ses travaux par son suppléant qui a alors voix délibérative.

A l'exception de la situation sus-décrite, les membres suppléants peuvent assister aux réunions en même temps que les titulaires mais ne peuvent pas prendre part au vote.

L'avis rendu par l'Equipe Pluridisciplinaire a valeur consultative et ne lie pas le Président du Conseil Exécutif de la CTM.

Toute situation inscrite à l'ordre du jour et n'ayant pas pu être étudiée est reportée à une séance supplémentaire reprogrammée dans les quinze (15) jours qui suivent. Toute reprogrammation dans des délais autres se fait à la majorité des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire.

ARTICLE 6 – SAISINE

6. 1. Procédure

Les Référénts Uniques (RU) qui souhaitent saisir l'Equipe Pluridisciplinaire des situations individuelles des bénéficiaires du RSA dont ils assurent l'accompagnement transmettent les dossiers de saisine correspondants aux antennes locales de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA dont dépendent les bénéficiaires. Après vérification de leur régularité et de leur complétude, les antennes locales de la direction de la CTM chargée de la gestion du RSA les adressent au secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire.

La saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire est opérée par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire par inscription du dossier de saisine à l'ordre du jour d'une réunion. Cette inscription intervient au plus tard dans les trois (03) semaines suivant l'arrivée du dossier au secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire et, dans les situations où la décision emporte sanction à l'encontre du bénéficiaire du RSA, dans des délais permettant la mise en œuvre du droit à l'information de ce dernier dans les conditions définies par l'article R.262-69 du CASF et aux alinéas 7.2.3., 7.3.3, 7.4.3 et 7.5.3 du présent règlement intérieur sans que ce délai puisse excéder les quarante-cinq (45) jours.

Le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire peut proposer à l'examen des dossiers requérant le prononcé en urgence d'un avis. Cet examen est décidé, en séance, à la majorité des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire.

6. 2 Composition du dossier de saisine

Le dossier de saisine est complété de la copie du Contrat d'Engagements Réciproques ou du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi ainsi que tout autre document permettant d'apprécier les situations dont notamment les courriers de convocation aux entretiens des bénéficiaires du RSA

ARTICLE 7 – DECISIONS SOUMISES POUR AVIS PREALABLE A L'EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

7.1. Nature des décisions concernées

L'Equipe Pluridisciplinaire est obligatoirement consultée préalablement aux décisions du Président du Conseil Exécutif de la CTM devant porter :

- Art. L. 262-30 du CASF : réorientation, avant signature du PPAE, vers un organisme autre que Pole Emploi sur proposition de celui-ci lorsque la situation du bénéficiaire fait apparaître des difficultés dont la prise en charge serait mieux conduite par un autre opérateur.
- Art. L. 262-31 du CASF : réorientation vers un nouveau référent unique de parcours, autre que le parcours professionnel, à l'issue d'un bilan d'exécution dans les 6 à 12 mois du Contrat d'Engagements Réciproques faisant apparaître que les difficultés sociales du bénéficiaire font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherches d'emploi c'est-à-dire que l'accompagnement n'a pas abouti à une réorientation vers l'emploi dans le délai précité. La réorientation vers un parcours professionnel est décidée par le Président du Conseil Exécutif de la CTM sans saisine préalable de l'Equipe Pluridisciplinaire.

- Art. L. 262-37 et L. 262-38 du CASF : réduction et/ou suspension du RSA ou radiation de la liste des bénéficiaires du RSA et/ou de la liste des demandeurs d'emploi pour absence de Contrat d'Engagements Réciproques et/ou de Projet Personnalisé d'Accès, son non-renouvellement ou son non-respect, ou le refus de se soumettre à des contrôles.
- Art. L. 262-52 et L. 262-53 du CASF : amende administrative ou suppression du RSA pour fausse déclaration, omission délibérée de déclaration ou travail dissimulé, fraude ou récidive.

Les situations individuelles des bénéficiaires du RSA motivant la saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire sont détaillées en **annexe 2**.

Les sanctions encourues par le bénéficiaire du RSA (réduction et/ou suspension du RSA, amende administrative, radiation, suppression du rSa) et leurs modalités d'application sont organisées par le CASF et l'article L. 114-17 du code de la sécurité sociale.

7.2. Le cas spécifique de la suspension/réduction du RSA

7.2.1. Motifs

Le versement du RSA peut être suspendu, en tout ou partie, par le Président du Conseil Exécutif de la CTM :

- lorsque, du fait du bénéficiaire du RSA et sans motif légitime, le Contrat d'Engagements Réciproques ou le Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi n'est pas établi dans les délais prévus ou n'est pas renouvelé,
- lorsque, sans motif légitime, les dispositions du Contrat d'Engagements Réciproques ou du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi ne sont pas respectées par le bénéficiaire du RSA,
- lorsque le bénéficiaire du RSA, accompagné par Pôle Emploi, a été radié de la liste des demandeurs d'emploi,
- lorsque le bénéficiaire du RSA refuse de se soumettre aux contrôles prévus et à ses obligations légales.

7.2.2. Conditions d'application et barèmes

L'article R.262-68 du CASF modifié par décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 – art. 3 dispose que la suspension ou la réduction du RSA mentionnée à l'article L.262-37 peut être prononcée, en tout ou partie. Elle intervient de manière progressive.

Elle prend en compte :

- la composition du foyer,
- la gravité des faits reprochés au bénéficiaire du RSA (première infraction ou récidive).

Son application est limitée dans le temps :

- 1 à 3 mois s'il s'agit d'une 1^{ère} infraction,
- 1 à 4 mois maximum en cas de récidive.

Le taux de la suspension ou de réduction du RSA ne peut dépasser au titre du dernier mois du trimestre de référence :

- 80% du montant dû au bénéficiaire du RSA isolé,
- 50% du montant dû au bénéficiaire du RSA non isolé.

Les conditions d'application des suspensions du RSA sont indiquées à l'**annexe 3**.

7.2.3. Information du bénéficiaire du RSA

Conformément à l'article R.262-69 du CASF, lorsque le Président du Conseil Exécutif de la CTM envisage de suspendre en tout ou partie le RSA, il en informe l'intéressé par courrier en lui indiquant les motifs pour lesquels il engage cette procédure et les conséquences qu'elle peut avoir pour lui.

L'intéressé est invité à présenter ses observations écrites à l'Equipe Pluridisciplinaire dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de notification du courrier.

Le courrier de notification adressé par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire susmentionné doit également porté à la connaissance de l'intéressé les date, heure et lieu de la réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire appelée à se prononcer sur sa situation. L'examen de la situation de l'intéressé en Equipe Pluridisciplinaire doit intervenir dans un délai permettant à ce dernier de pouvoir exercer librement son droit à observations dans les conditions indiquées au précédent alinéa. Il est informé de la possibilité d'être auditionné, assisté de la personne de son choix, lors de l'examen de sa situation.

Conformément aux alinéas 2 et 4 de l'article R 262-71 du CASF, Le Président du Conseil exécutif de la CTM peut prendre la décision ayant motivé la consultation de l'équipe pluridisciplinaire dès réception de l'avis ou, à défaut, dès l'expiration d'un délai de trente (30) jours. Dans ce délai, il notifie sa décision à l'intéressé par courrier.

7.2.4. Information de la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique de sa décision dans un délai de trente (30) jours suivant l'examen de la situation de l'intéressé par l'Equipe Pluridisciplinaire. Elle est chargée de sa mise en œuvre.

7.3. Le cas spécifique de l'amende administrative

Cette sanction est régie par l'article L 262-52 du CASF et l'article L 114- 17 du Code de la Sécurité Sociale.

7.3.1. Motifs

Sur proposition de l'Equipe Pluridisciplinaire, le Président du Conseil Exécutif de la CTM peut prononcer une amende administrative à l'encontre d'un bénéficiaire du RSA en cas de fausse déclaration, d'omissions délibérées de déclaration ayant abouti au versement indu du RSA.

7.3.2. Conditions d'application et barèmes

L'amende administrative est proposée par l'Equipe Pluridisciplinaire et soumise à la décision du Président du Conseil Exécutif de la CTM. Son montant est fixé en fonction de la gravité des faits dans la limite de deux fois le plafond de la sécurité sociale. Cette limite peut être doublée en cas de récidive.

Les conditions d'applications des amendes administratives sont indiquées à l'**annexe 5**.

Le Président du Conseil Exécutif de la CTM prononce la pénalité et la notifie à l'intéressé en lui indiquant le délai dans lequel il doit s'en acquitter et les modalités selon lesquelles elle sera récupérée.

Aucune amende ne peut être prononcée en raison de faits remontant à plus de deux ans, ni lorsque le bénéficiaire du RSA a subi une condamnation pour les mêmes faits ou a bénéficié d'une décision définitive de non-lieu ou de relaxe prononcées par le juge judiciaire.

En absence de règlement de l'amende administrative dans le délai notifié à l'intéressé, le Président du Conseil Exécutif de la CTM lui adresse une mise en demeure de payer dans un délai

d'un (01) mois. Une majoration de 10% peut être alors appliquée. Après une seconde mise en demeure formulée en accusé réception et portant majoration supplémentaire de 10 % demeurée infructueuse, le Président du Conseil Exécutif de la CTM invite le Payeur Territorial à mettre en œuvre les procédures de recouvrement réglementaires.

7.3.3. Information du bénéficiaire du RSA

Lorsque le Président du Conseil Exécutif de la CTM envisage d'appliquer une amende administrative, il en informe l'intéressé par courrier en lui indiquant les faits qui lui sont reprochés et le montant de l'amende administrative encourue.

L'intéressé est invité à présenter ses observations écrites à l'Equipe Pluridisciplinaire dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de notification du courrier.

Le courrier de notification adressé par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire susmentionné doit également porté à la connaissance de l'intéressé les date, heure et lieu de la réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire appelée à se prononcer sur sa situation. L'examen de la situation de l'intéressé en Equipe Pluridisciplinaire doit intervenir dans un délai permettant à ce dernier de pouvoir exercer librement son droit à observations dans les conditions indiquées au précédent alinéa. Il est informé de la possibilité d'être auditionné, assisté de la personne de son choix, lors de l'examen de sa situation.

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe l'intéressé de sa décision dans les trente (30) jours suivant l'examen de sa situation par l'Equipe Pluridisciplinaire.

7.3.4. Information de la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique de sa décision dans un délai de trente (30) jours suivant l'examen de la situation de l'intéressé par l'Equipe Pluridisciplinaire.

7.4. Le cas spécifique de la radiation

L'article L 262-38 du CASF modifié par décret n° 2012-294 du 1^{er} mars 2012 autorise le Président du Conseil Exécutif de la CTM à mettre fin aux droits RSA et à procéder à la radiation de la liste des bénéficiaires du RSA.

7.4.1. *Motifs*

La radiation du bénéficiaire du RSA peut être prononcée par le Président du Conseil Exécutif de la CTM si à l'issue de l'application du 4^{ème} mois de suspension du RSA, celui-ci n'a toujours pas régularisé sa situation.

7.4.2. *Conditions d'application*

La radiation de la liste des bénéficiaires du RSA est proposée par l'Equipe Pluridisciplinaire et soumise à la décision du Président du Conseil Exécutif de la CTM.

7.4.3. Information du bénéficiaire du RSA

Lorsque le Président du Conseil Exécutif de la CTM envisage la radiation de la liste des bénéficiaires du RSA, il en informe l'intéressé par courrier en lui indiquant les faits qui lui sont reprochés et les conséquences qu'elle peut avoir pour lui.

L'intéressé est invité à présenter ses observations écrites à l'Equipe Pluridisciplinaire dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de notification de ce courrier.

Le courrier de notification adressé par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire susmentionné doit également porté à la connaissance de l'intéressé les date, heure et lieu de la réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire appelée à se prononcer sur sa situation. L'examen de la situation de l'intéressé

en Equipe Pluridisciplinaire doit intervenir dans un délai permettant à ce dernier de pouvoir exercer librement son droit à observations dans les conditions indiquées au précédent alinéa. Il est informé de la possibilité d'être auditionné, assisté de la personne de son choix, lors de l'examen de sa situation.

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe l'intéressé de sa décision dans les trente (30) jours suivant l'examen de sa situation par l'Equipe Pluridisciplinaire.

7.4.4. Information de la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique de sa décision dans un délai de trente (30) jours suivant l'examen de la situation de l'intéressé par l'Equipe Pluridisciplinaire. Elle est chargée de sa mise en œuvre.

7.5. Le cas spécifique de la suppression du rSa

Cette sanction est régie par l'article L 262-53 du CASF et l'article L 114- 17 du Code de la Sécurité Sociale.

7.5.1. *Motifs*

Sur proposition de l'Equipe Pluridisciplinaire, le Président du Conseil Exécutif de la CTM peut supprimer le versement du rSa pour une durée maximale de 12 mois en cas de fausse déclaration, d'omissions délibérées de déclaration ou de travail dissimulé ayant abouti au versement indu du RSA supérieur à 2 fois le plafond de la Sécurité Sociale ou en cas de récidive.

7.5.2. *Conditions d'application et barèmes*

La suppression du rSa est proposée par l'Equipe Pluridisciplinaire et soumise à la décision du Président du Conseil Exécutif de la CTM. La durée de la sanction est fixée en fonction de la gravité des faits, de l'ampleur de la fraude, la composition du foyer.

Les conditions d'applications des décisions de suppression sont indiquées à l'**annexe 4**.

Le Président du Conseil Exécutif de la CTM prononce la pénalité et la notifie à l'intéressé en lui indiquant le délai et les modalités selon lesquelles elle sera appliquée.

La sanction est étendue aux membres du foyer lorsque ceux-ci se sont rendus complices de la fraude.

Aucune sanction ne peut être prononcée en raison de faits remontant à plus de deux ans, ni lorsque le bénéficiaire du RSA a subi une condamnation pour les mêmes faits ou a bénéficié d'une décision définitive de non-lieu ou de relaxe prononcée par le juge judiciaire.

Les décisions de suppression du rSa et d'amende administrative ne peuvent être prononcées pour les mêmes faits.

7.5.3. Information du bénéficiaire du RSA

Lorsque le Président du Conseil Exécutif de la CTM envisage d'appliquer la suppression du rSa, il en informe l'intéressé par courrier en lui indiquant les faits qui lui sont reprochés et la nature de la sanction encourue.

L'intéressé est invité à présenter ses observations écrites à l'Equipe Pluridisciplinaire dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de notification du courrier.

Le courrier de notification adressé par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire susmentionné doit également porté à la connaissance de l'intéressé les date, heure et lieu de la réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire appelée à se prononcer sur sa situation. L'examen de la situation de l'intéressé en Equipe Pluridisciplinaire doit intervenir dans un délai permettant à ce dernier de pouvoir exercer

librement son droit à observations dans les conditions indiquées au précédent alinéa. Il est informé de la possibilité d'être auditionné, assisté de la personne de son choix, lors de l'examen de sa situation.

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe l'intéressé de sa décision dans les trente (30) jours suivant l'examen de sa situation par l'Equipe Pluridisciplinaire.

7.5.4. Information de la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique

Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique de sa décision dans un délai de trente (30) jours suivant l'examen de la situation de l'intéressé par l'Equipe Pluridisciplinaire.

ARTICLE 8 – LA READMISSION AU RSA D'UN ANCIEN BENEFICIAIRE RADIE

8.1. Conditions

Le Président du Conseil Exécutif de la CTM est saisi par la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique de toute nouvelle demande d'ouverture de droits formulée par un ancien bénéficiaire du RSA radié.

La réouverture des droits RSA est conditionnée à la signature par le demandeur d'un Contrat d'Engagements Réciproques ou d'un Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi avec son référent unique de parcours.

Le Contrat d'Engagements Réciproques ou de Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi est soumis pour avis de l'Equipe Pluridisciplinaire.

8.2. Information du bénéficiaire du RSA

Le demandeur est informé par courrier de l'examen à venir de sa réadmission au RSA par l'Equipe Pluridisciplinaire.

Il est invité à présenter ses observations écrites à l'Equipe Pluridisciplinaire compétente dans un délai maximum de quinze (15) jour à compter de la réception de ce courrier.

Le courrier de notification adressé par le Président de l'Equipe Pluridisciplinaire susmentionné doit également porté à la connaissance de l'intéressé les date, heure et lieu de la réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire appelée à se prononcer sur sa situation. L'examen de la situation de l'intéressé en Equipe Pluridisciplinaire doit intervenir dans un délai permettant à ce dernier de pouvoir exercer librement son droit à observations dans les conditions indiquées au précédent alinéa. Il est informé de la possibilité d'être auditionné, assisté de la personne de son choix, lors de l'examen de sa situation.

Conformément aux alinéas 2 et 4 de l'article R 262-71 du CASF, Le Président du Conseil exécutif de la CTM informe l'intéressé de sa décision dans les trente (30) jours suivant l'examen de sa situation par l'Equipe Pluridisciplinaire.

8.3. Information de la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique

Dans un délai de trente (30) jours suivant l'examen de la situation de l'intéressé par l'Equipe Pluridisciplinaire, le Président du Conseil Exécutif de la CTM notifie à la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique sa décision, le cas échéant :

- de refus d'ouverture de droits au RSA,
- d'ouverture de droits à la date de signature du Contrat d'Engagements Réciproques ou du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi, sans rétroactivité. Toutefois, lorsque la décision initiale de suspension ou de réduction, de radiation ou de suppression du RSA

a été fondée sur un motif erroné, l'intéressé est rétabli dans ses droits et il est procédé à une régularisation de l'ensemble des prestations dues.

La Caisse d'Allocation Familiales de la Martinique est chargée de la mise en œuvre de la décision.

ARTICLE 9 – LES RECOURS

Le bénéficiaire du RSA ou l'ancien bénéficiaire du RSA radié peut formuler un recours à l'encontre de la décision rendue par le Président du Conseil Exécutif de la CTM.

Préalablement à tout recours contentieux qui peut être formé auprès du Tribunal Administratif de la Martinique, un recours administratif préalable doit être obligatoirement formé auprès du Président du Conseil Exécutif de la CTM. En vertu de l'article R. 262-88 du CASF, ce recours est adressé au Président du Conseil Exécutif dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée. Le Président du Conseil Exécutif statue, dans un délai de 2 mois, sur le recours administratif qui lui a été adressé. Sa décision est motivée (art. R. 262-89 du CASF).

ARTICLE 10 – APPLICATION

Si nécessaire, l'application du présent règlement intérieur pourra faire l'objet de notes de procédure précisant son organisation pratique.

Le règlement intérieur est présenté à chaque renouvellement général de la composition des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire dans les deux mois qui suivent son installation. Chaque nouveau membre prend connaissance du règlement intérieur et signe l'engagement personnel figurant en **annexe 6**.

ARTICLE 11 – MODIFICATION

Le présent règlement intérieur peut faire l'objet de modifications pour tenir compte d'éléments extérieurs qui mettent en cause substantiellement ou durablement son équilibre.

Le fonctionnement de l'Equipe Pluridisciplinaire tel que prévu dans le présent règlement intérieur fera l'objet d'évaluations régulières afin, le cas échéant, de procéder aux ajustements rendus nécessaires.

ANNEXE 1

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Dossier de saisine

Bénéficiaire du RSA concerné

Nom d'usage : Prénom(s) :
Nom de naissance :
N° Allocataire CAF : Statut (*Allocataire / Conjoint*) :
N° Identifiant POLE EMPLOI (*le cas échéant*) :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐
Situation familiale : ☐ marié(e) – ☐ veuf (ve) – ☐ célibataire – ☐ divorcé(e) – ☐ pacsé(e)
Nombre d'enfants à charge :

Adresse :
.....
Code Postal : Ville :
Tél. (*domicile*) : Portable :
Courriel :@

Motifs de saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire

- ☐ Réorientation à la demande de Pôle Emploi avant signature du PPAE (art. L.262-30 du CASF).
- ☐ Pas de réorientation vers Pole Emploi au terme du CER (art. L.262-31 du CASF).
- ☐ Absence de CER ou de PPAE, non renouvellement du CER, non-respect du CER ou du PPAE, refus de se soumettre aux contrôles ou obligations prévus, radiation de la liste des demandeurs d'emploi par Pole Emploi (art.L.262-37 du CASF).
- ☐ Radiation de la liste des bénéficiaires du rSa (art. L 262-38 du CASF).
- ☐ Avis sur proposition de réorientation vers les organismes d'insertion sociale ou professionnelle (art. L.262-39 du CASF).
- ☐ Fausses déclarations, Travail dissimulé, Fraudes ou récidives (art. 262-52/53 du CASF).
- ☐ Régularisation du rSa (art. L 262-38-46-52-53-68 du CASF).

Pièces jointes

- ☐ 1^{ère}, 2^{ème} convocation du BRSA pour signature du CER ou du PPAAE.
☐ Notification de radiation des listes des demandeurs d'emploi
☐ Autres :
.....

Référent Unique

Identification du référent

Organisme :
Nom du référent unique :
Fonction :
Adresse administrative :
Code Postal : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :@.....

Exposé du motif de saisine

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Fait à le

Fait à le

Cachet et signature du Référent Unique

Cachet et signature du Responsable
de l'organisme référent

Secrétariat Equipe Pluridisciplinaire

Date de réception :
Dossier ☐ Complet
☐ Incomplet

Date de réception :
Dossier ☐ Complet
☐ Incomplet

Proposition(s) de l'Equipe Pluridisciplinaire

- ☐ Réorientation vers un autre parcours d'insertion : ☐ Organisme :
- ☐ Suspension du RSA Taux : Durée : (mois)
- ☐ Amende administrative Taux : Délai⁽¹⁾ : (mois)
- ☐ Suppression du rSa Durée : (mois)
- ☐ Radiation
- ☐ Régularisation du rSa

Date d'effet :

Observations :

.....

.....

Fait à, Le

Signature du Président de l'Equipe Pluridisciplinaire

Décision du Président du Conseil Exécutif

- ☐ Réorientation vers le parcours : ☐ Organisme :
- ☐ Suspension du RSA Taux : Durée : (mois)
- ☐ Amende administrative Taux : Délai⁽¹⁾ : (mois)
- ☐ Suppression du rSa Durée : (mois)
- ☐ Radiation
- ☐ Régularisation du rSa

Date d'effet :

Observations :

.....

.....

Fait àle.....

Cachet et signature du Président du Conseil Exécutif

⁽¹⁾ : Délai de remboursement de l'amende administrative accordé au bénéficiaire du RSA concerné.

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

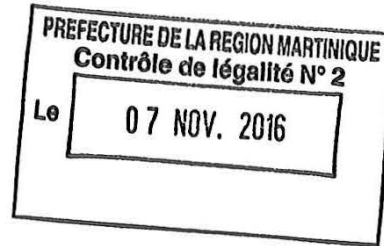
Règlement intérieur

ANNEXE 2

MOTIFS DE SAISINE DE L'EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

SITUATIONS INDIVIDUELLES EXAMINABLES EN EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE		REFERENCES JURIDIQUES	SANCTIONS ENCOURUES PAR LE BRSA
1	Proposition de réorientation de Pôle Emploi avant signature du PPAE.	art. L.262-30 du CASF	Aucune
2	Pas de réorientation du bénéficiaire du RSA vers Pôle Emploi au terme du CER	art. L 262-31 du CASF	Aucune
3	Non établissement ou non renouvellement du fait du bénéficiaire du RSA du CER ou du PPAE dans les délais prévus.	art. L 262-37-1 du CASF	Suspension réduction du RSA
4	Non-respect par le bénéficiaire du RSA, sans motif légitime des stipulations du CER ou des dispositions du PPAE.	art. L262-37-2 du CASF	Suspension réduction du RSA
5	Radiation de la liste des demandeurs d'emploi du bénéficiaire du RSA accompagné par Pole Emploi.	Art. L 262-37-3 du CASF	Suspension réduction du RSA
6	Refus du bénéficiaire du RSA de se soumettre aux contrôles prévus.	Art L.262-37-4 du CASF	Suspension réduction du RSA
7	Radiation de la liste des bénéficiaires du RSA	Art L.262-38 du CASF	Suppression du RSA
8	Proposition de réorientation vers les organismes d'insertion sociale ou professionnelle.	Art. L.262-39 du CASF	Aucune
9	Fausse déclaration ou omission délibérée de déclaration ayant abouti au versement indu du RSA.	Art. L.262-52 du CASF	Amende Administrative
10	Fausse déclaration, omission délibérée de déclaration ou travail dissimulé (constatés dans les conditions mentionnées à l'article L. 262-43) ayant conduit au versement du RSA pour un montant indu supérieur à deux fois le plafond mensuel de la sécurité sociale.	Art L.262-53 du CASF	Suppression du rSa
11	Récidive de fausse déclaration, omission délibérée de déclaration ou travail dissimulé.	Art. L.262-53 du CASF	Suppression du rSa

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE-EQUALITE-FRATERNITE

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Règlement intérieur

ANNEXE 3

TAUX ET DUREES DES SUSPENSIONS DU RSA PRONONCEES HORS SITUATION DE FRAUDE

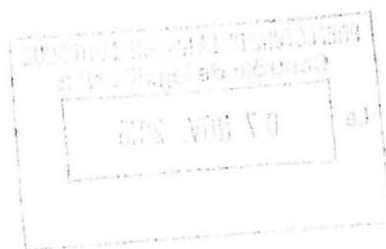
- art. L 262-37 du CASF,
- art. R 262-68 du CASF modifié par décret N° 2012-294 du 1^{er} Mars 2012 – art. 3.

		1 ^{ère} Infraction		Situations de récidive			
		1 ^{ère} suspension		1 ^{ère} récidive		récidive suivante	
Foyer BRSA	Situations individuelles examinées	Taux (¹)	Durée (²)	Taux (¹)	Durée (²)	Taux (¹)	Durée (²)
Personnes isolées (art. L 262-9 du CASF)	Absence de CER ou de PPAE ou non renouvellement	10 %	1 mois	50 %	1 mois	80 %	3 mois
	Non-respect du CER ou du PPAE	10 %	1 mois	50 %	1 mois	80 %	3 mois
	Radiation de la liste des demandeurs d'emploi	10 %	1 mois	50 %	1 mois	80 %	3 mois
	Refus de se soumettre aux contrôles prévus	10 %	1 mois	50 %	1 mois	80 %	3 mois
Personnes non isolées	Absence de CER ou PPAE ou non renouvellement	10 %	1 mois	35 %	1 mois	50 %	3 mois
	Non-respect du CER ou du PPAE	10 %	1 mois	35 %	1 mois	50 %	3 mois
	Radiation de la liste des demandeurs d'emploi	10 %	1 mois	35 %	1 mois	50 %	3 mois
	Refus de se soumettre aux contrôles prévus	10 %	1 mois	35 %	1 mois	50 %	3 mois

(¹) : Taux de suspension applicable aux droits RSA du bénéficiaire.

(²) : Durée de la suspension.

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE-EQUALITE-FRATERNITE

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Règlement intérieur

ANNEXE 4

DUREES DES SUPPRESSIONS DU RSA PRONONCEES EN CAS DE FRAUDE

- art. L 262-53 du CASF,
- art. L 114-17 du Code de la Sécurité Sociale,
- arrêté du Conseil d'Etat du 17/12/2015 relatif au plafond de la Sécurité Sociale en 2016.

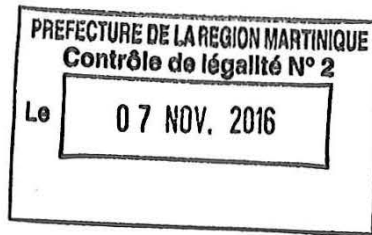
Fraudes constatées	Foyer BRSA	SITUATIONS DE RÉCIDIVE					
		1 ^{ère} Infraction		1 ^{ère} Récidive		Récidive suivante	
		Sanction (²)	Durée (¹)	Sanction (²)	Durée (¹)	Sanction (²)	Durée (¹)
Fausse déclaration	Personnes isolées (art. L 262-9 CASF)	Suppression du RSA	2 mois	Suppression du RSA	3 à 5 mois	Suppression du RSA	4 à 5 mois
Omission délibérée de déclaration							
Travail dissimulé ayant conduit au versement du RSA pour un montant indu > à 6 436 €(³)	Personnes non isolées	Suppression du RSA	2 mois	Suppression du RSA	3 à 5 mois	Suppression du RSA	4 à 5 mois

(¹) : Durée de la période de suppression du RSA.

(²) : A l'exclusion des sommes correspondantes à la différence entre le montant forfaitaire applicable mentionné au 2° de l'art. L 262-2 du CASF et des ressources du foyer définies à l'art. L 262-3 du même code.

(³) : Montant de l'indu > à 2 fois le plafond mensuel de la Sécurité Sociale pour l'année 2016 ou en cas de récidive.

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Règlement intérieur

ANNEXE 5

MONTANTS ET DELAIS DE PAIEMENT DES AMENDES ADMINISTRATIVES PRONONCEES EN CAS DE FRAUDE

- art. L 262-52 du CASF,
- art. L 114-17 du Code de la Sécurité Sociale,
- arrêté du Conseil d'Etat du 17/12/2015 relatif au plafond de la Sécurité Sociale en 2016.

Fraudes constatées	Foyer BRSA	SITUATIONS DE RÉCIDIVE					
		1 ^{ère} Infraction		1 ^{ère} Récidive		Récidive suivante	
		Montant ⁽²⁾	Délai ⁽¹⁾	Montant ⁽²⁾	Délai ⁽¹⁾	Montant ⁽²⁾	Délai ⁽¹⁾
Fausse déclaration Omission délibérée de déclaration	Personnes isolées (art. L 262-9 CASF)	107,26 € ⁽³⁾	1 mois	804,50 € ⁽⁴⁾	5 mois	1 609 € ⁽⁵⁾	06 mois
Travail dissimulé ayant conduit au versement du RSA pour un montant indu < à 6 436 € ⁽⁶⁾	Personnes non isolées	107,26 € ⁽³⁾	1 mois	804,50 € ⁽⁴⁾	5 mois	1 609 € ⁽⁵⁾	06 mois

⁽¹⁾ : Délai de remboursement de l'amende administrative accordé aux BRSA.

⁽²⁾ : Montant de l'amende applicable.

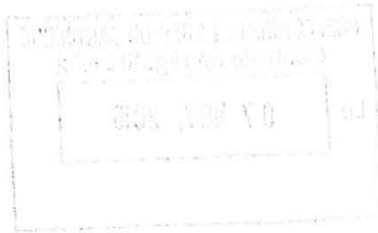
⁽³⁾ : Correspond à 1/30ème du plafond mensuel de la Sécurité Sociale pour l'année 2016.

⁽⁴⁾ : Correspond à 25 % du montant du plafond mensuel de la Sécurité Sociale pour l'année 2016.

⁽⁵⁾ : Correspond à 50% du montant du plafond mensuel de la Sécurité Sociale pour l'année 2016.

⁽⁶⁾ : Montant de l'indu < à 2 fois le plafond mensuel de la Sécurité Sociale pour l'année 2016 ou en cas de récidive.

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE-EQUALITE-FRATERNITE

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Règlement intérieur

ANNEXE 6

ENGAGEMENT PERSONNEL

(Membre de l'Equipe Pluridisciplinaire)

Considérant l'article L.262-44 du code de l'action sociale et des familles qui dispose que « toute personne appelée à intervenir dans l'instruction des demandes ou l'attribution du RSA ainsi que dans l'élaboration, l'approbation et la mise en œuvre du projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 262-34 ou de l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 est tenue au secret professionnel, sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal »,

Considérant également l'alinéa suivant qui précise que « toute personne à qui des informations relatives aux personnes demandant le bénéfice ou bénéficiant du RSA ont été transmises, en application de l'article L. 262-40 de la loi ci-dessus mentionnée, est tenue au secret professionnel dans les mêmes conditions »,

Je, soussigné(e) membre de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Martinique, m'engage à ne divulguer aucune information, qu'elle soit orale ou écrite, dont j'aurais pris connaissance dans le cadre de ma participation à cette Equipe Pluridisciplinaire.

Lors des délibérations de l'Equipe pluridisciplinaire dont je suis membre, je m'engage à veiller par mon action à la prise en compte équitable des points de vue des différents membres.

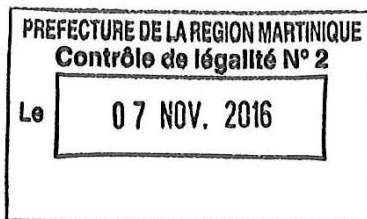
Je reconnais également avoir pris connaissance de l'article 226-13 du code pénal qui stipule que « la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état, ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 1.500 € d'amende ».

Je certifie avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Martinique dont un exemplaire m'a été remis.

Fait à, le.....

Signature

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE-EQUALITE-FRATERNITE

EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Règlement intérieur

ANNEXE 7

ENGAGEMENT PERSONNEL

(Personne participant aux travaux de saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire)

Considérant l'article L.262-44 du code de l'action sociale et des familles qui dispose que « toute personne appelée à intervenir dans l'instruction des demandes ou l'attribution du RSA ainsi que dans l'élaboration, l'approbation et la mise en œuvre du projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 262-34 ou de l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 est tenue au secret professionnel, sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal »,

Considérant également l'alinéa suivant qui précise que « toute personne à qui des informations relatives aux personnes demandant le bénéfice ou bénéficiant du RSA ont été transmises, en application de l'article L. 262-40 de la loi ci-dessus mentionnée, est tenue au secret professionnel dans les mêmes conditions »,

Je, soussigné(e), participant aux procédures de saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Martinique et de décision du Président du Conseil Exécutif de la CTM, m'engage à ne divulguer aucune information, qu'elle soit orale ou écrite, dont j'aurais pris connaissance dans le cadre de mes fonctions.

Je m'engage à respecter les règles déontologiques :

- de rigueur méthodologique dans la constitution des dossiers de saisine individuels.
- de transparence des informations communiquées pour l'examen des dossiers,

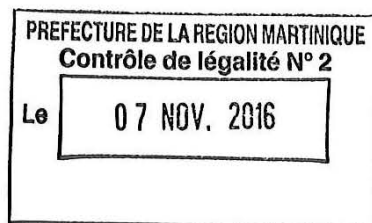
Je reconnais également avoir pris connaissance de l'article 226-13 du code pénal qui stipule que « la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état, ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 1.500 € d'amende ».

Je certifie avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Martinique dont un exemplaire m'a été remis.

Fait à, le.....

Signature

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-306-1

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION « CE CEDILLE » DANS LE CADRE DE LA CRÉATION D'UN POINT D'ACCUEIL D'ÉCOUTE JEUNES DU NORD ATLANTIQUE (PAEJNA)

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la Commission Insertion, Économie Sociale et Solidaire le 29 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de dix mille euros (10 000 €) est allouée à l'association « Ce Cédille », dans le cadre de la création d'un point d'accueil d'écoute jeunes du Nord Atlantique (PAEJNA).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

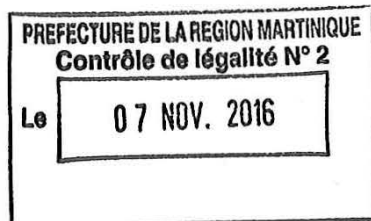


ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-306-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Collectivité Territoriale de Martinique
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PREVENTION SANITAIRE
CELLULE SUBVENTIONS

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION « CE CEDILLE »

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 06 avril 2016 présentée par l'Association « Cé Cédille » ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de dix mille euros (10.000,00 €) à l'Association « Cé Cédille ».*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION « CE CEDILLE »

Domiciliée 26, rue Hypolite Morestin – AKR – 97218 BASSE POINTE

Représentée par Madame sa présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'association « **Cé Cédille** » est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et a pour objet :

- La mise en place de sessions de formations initiales ou continues, diplômantes ou non, individuelles ou collectives à destination des salariés ou non-salariés ;
- La création d'un centre de formation d'apprentis ;
- La production d'opérations visant l'insertion des publics en difficulté ;
- La mise en place d'actions d'accompagnement et de soutien scolaire ;
- L'organisation d'activités et de structures d'accueil, d'animation, de divertissement et de loisirs au profit d'enfants, de jeunes et d'adultes ;
- L'initiation et l'animation d'évènements à caractère culturel et sportif ;
- La publication d'un journal.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association « Cé Cédille », dans le cadre de la création d'un Point d'Accueil d'Écoute Jeunes du Nord Atlantique (PAEJNA).

Article 2 : Coût de l'opération

Le budget de l'opération s'élève à **66.350,00 €**.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association « Cé Cédille », une subvention d'un montant de **Dix-Mille Euros (10.000,00 €)**, au titre de l'exercice 2016, dans le cadre de la création d'un Point d'Accueil d'Écoute Jeunes du Nord Atlantique (PAEJNA).

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de le recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

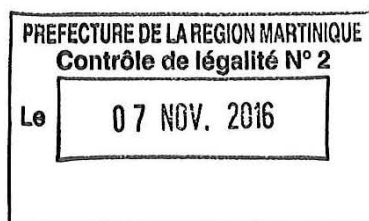
Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 NOV. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-307-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LA PRÉPARATION ET LA PROMOTION DES ARTISTES HANDICAPÉS DE LA MARTINIQUE (APPAHM) À TITRE DE PARTICIPATION À L'INAUGURATION DE LEURS NOUVEAUX LOCAUX

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L4431-1 à L 4435-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association pour la préparation et la promotion des artistes handicapés de la Martinique (APPAHM), une subvention de fonctionnement d'un montant de cinq mille euros (5 000,00 €), à titre de participation à l'inauguration de ses nouveaux locaux.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer la convention telle annexée, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 04 et 05 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

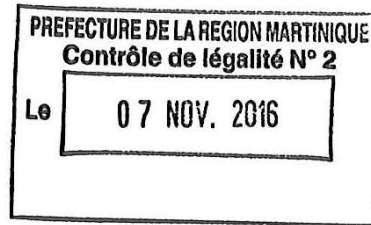


ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 16-307-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Collectivité Territoriale de Martinique
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PREVENTION SANITAIRE
CELLULE SUBVENTIONS

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

**L'ASSOCIATION POUR LA PREPARATION ET LA
PROMOTION DES ARTISTES HANDICAPES DE LA
MARTINIQUE (APPAHM)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 05 juillet 2016 présentée par l'Association APPAHM ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de 5.000,00 € à l'Association Pour la Préparation et la Promotion des Artistes Handicapés de la Martinique.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION POUR LA PREPARATION ET LA PROMOTION DES ARTISTES HANDICAPES DE LA MARTINIQUE

Domiciliée résidence du square – Bâtiment Amarante – 97232 Le LAMENTIN

Représentée par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'association « APPAHM » créée le 11 janvier 1997, est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et a pour objet :

- L'accueil des personnes qui souffrent d'handicap moteur et visuel ;
- Leurs apporter une vie sociale et professionnelle équilibrée ;
- Mettre en place un programme ancré sur les activités culturelles et artistiques (arts, musique, théâtre, animation, sonorisation, artisanat, socio-culturelle, spectacles, etc. ...).

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association Pour la Préparation et la Promotion des Artistes Handicapés de la Martinique, à titre de participation à l'inauguration de ses nouveaux locaux.

ARTICLE 2 : COUT DE LA PRISE EN CHARGE DU PUBLIC CONCERNE

Le budget de l'opération s'élève à **26 783.23 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association Pour la Préparation et la Promotion des Artistes Handicapés de la Martinique, une subvention d'un montant de **5.000,00 €, au titre de l'exercice 2016.**

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE LA CONVENTION :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,

- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-311-1



PORTANT AUTORISATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR PROCÉDER AUX OPÉRATIONS DE RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7211-1 à 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et d'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique décide de procéder aux opérations de réaménagement du stock de l'ensemble de la dette de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ou Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif, est autorisé à négocier avec les établissements prêteurs et à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux opérateurs de renégociation de la dette de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

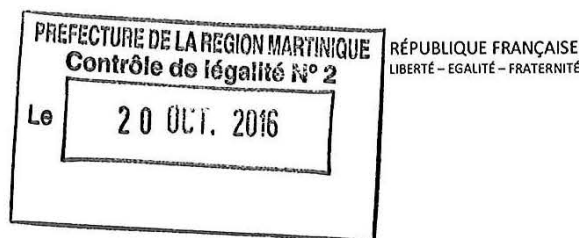
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISO


Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉCHARGE LE : 20 OCT. 2016
DÉLIBÉRATION N° 16-312-1

**RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE
PÉRÉQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (FDPTP) – RÔLE 2016**

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général des impôts, notamment l'article 1648 A nouveau ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la loi 96-134 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financière ;
Vu la loi de finances pour 2010 ;
Vu le décret n°86-988 du 17 octobre 1988 relatif au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le courrier du 13 avril 2016 du Préfet de la région Martinique notifiant à la collectivité le produit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle à répartir d'un montant de 1 318 578 € ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont éligibles à la répartition du rôle 2016 du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) les communes défavorisées qui disposent d'une population inférieure à 5 000 habitants et d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne des potentiels fiscaux des communes de Martinique à laquelle un taux de 30% est appliqué. Ainsi, les communes considérées comme défavorisées sont celles disposant d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à quatre cent vingt-sept euros quatre-vingt-sept centimes (427,87 €).

ARTICLE 2 : Sont éligibles à la répartition du rôle 2016 du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) défavorisés qui disposent d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne des potentiels fiscaux des EPCI de Martinique à laquelle un taux de 30% est appliqué. Ainsi, les EPCI considérés comme défavorisés sont ceux disposant d'un potentiel fiscal par habitant inférieur à cent soixante-treize euros vingt-sept centimes (173,27 €).

ARTICLE 3 : 50% du fonds sont répartis entre les communes et les EPCI défavorisés au prorata de l'inverse du potentiel fiscal. Le solde est réparti entre les communes et les EPCI défavorisés au prorata de leurs dépenses de fonctionnement par habitant.

ARTICLE 4 : La liste des bénéficiaires du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), au titre du rôle 2016 est la suivante :

- Ajoupa Bouillon
- Anses d'Arlet
- Basse-Pointe
- Carbet
- Case-Pilote
- Fonds Saint-Denis
- Grand Rivière
- Macouba
- Marigot
- Morne-Vert
- Prêcheur
- Saint-Pierre
- Communauté d'Agglomération de l'Espace sud de la Martinique (CAESM)
- Communauté du Pays Nord Martinique (CAP NORD).

ARTICLE 5 : La dotation d'un montant de un million trois cent dix-huit mille cinq cent soixante-dix-huit euros (1 318 578 €) est répartie comme suit.

COMMUNES	TOTAL RÉPARTITION
Ajoupa Bouillon	87 243,87
Anses d'Arlet	74 990,90
Basse Pointe	87 346,40
Carbet	77 956,78
Case Pilote	82 026,11
Fonds Saint-Denis	105 041,15
Grand-Rivière	122 792,13
Macouba	108 443,28
Marigot	87 066,49
Morne vert	99 842,14
Prêcheur	99 978,90
Saint-Pierre	82 107,62
CAPNM	94 008,24
CAESM	109 733,98
TOTAL	1 318 578,00

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, est chargé de l'exécution de la présente de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

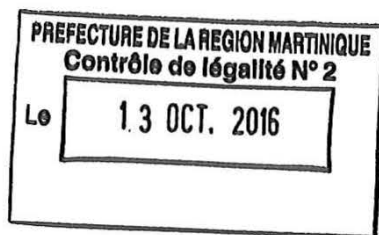
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over the official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal is circular, featuring a central emblem of a landscape with a lighthouse and a ship, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and '1976' at the bottom.

Collectivité
de Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-313-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS COMIA – SYNERGIE MQ002857 « MODERNISATION DE L'UNITÉ DE PRODUCTION ET CRÉATION D'UNE NOUVELLE LIGNE DE PRODUCTION ET DE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE GAMME DE PRODUITS : PLATS CUISINÉS »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son articles 3 ;
Vu l'article 78 de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité de la Martinique pour l'exercice 2016,
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquelles le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à huit cent mille euros (800 000 €) ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la demande de l'entreprise SAS COMIA du 25 septembre 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale du 30 août 2016 ;
Vu l'avis du Conseil Exécutif du 08 septembre 2015 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de six cent soixante-dix-neuf mille six cent cinquante-deux euros (679 652 €), soit 39% de l'assiette éligible (1 735 894,00 €) est attribuée la SAS COMIA, pour l'opération « Synergie MQ0002857 : Modernisation de l'unité de production et création d'une nouvelle ligne de production et de développement d'une nouvelle gamme de produits : plats cuisinés ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 1 735 894,00 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à cent cinquante-six mille huit cent quarante-trois euros (156 843,00 €) soit 9% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906/632/20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

- Pour la part FEDER, s'élevant à cinq cent vingt-deux mille huit cent neuf euros (522 809 €) soit 30% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5/052/20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 20% en crédit de paiement 2016
- 80% en crédit paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique ✓



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-314-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS MARTINIQUE AVICULTURE – OSIRIS RMAR040116DA0970218

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEADER ;
Vu la demande de l'entreprise SAS MARTINIQUE AVICULTURE en date du 16 février 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenarial en date du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quinze euros et quarante-deux centimes (158 095,42 €), soit 36,69% du coût total prévisionnel éligible est attribuée à la SAS MARTINIQUE AVICULTURE - OSIRIS RMAR040116DA0970218.

Le coût total éligible de l'opération se monte à 430 864,85 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020.

ARTICLE 2 : L'aide correspondante est versée selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

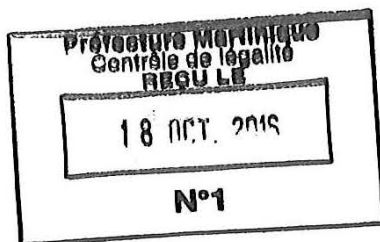
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : '18 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-314-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE A L'EARL LOMBE – OSIRIS RMAR040116DA0970001

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEADER ;
Vu la demande de l'entreprise EARL LOMBE en date du 16 février 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenarial en date du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER s'élevant à cent dix-sept mille huit cent cinq euros et quatre-vingt-cinq centimes (117 805,85 €), soit 63,75% du coût total prévisionnel éligible est attribuée à l'EARL LOMBE – OSIRIS RMAR040116DA0970001.

Le coût total éligible de l'opération se monte à 184 793,49 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020.

ARTICLE 2 : L'aide correspondante est versée selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-315-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU SDIS 972 - SYNERGIE MQ0002496 « ACQUISITION D'UN NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION DÉMATÉRIALISÉ ET INTERCONNECTÉ PERMETTANT LE TRAITEMENT DE L'ALERTE DANS SON ENSEMBLE »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n°C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du Programme Opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020;
Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens, et modalités de gestion du PO FEDER/FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu la demande du SDIS 972 en date du 5 novembre 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de un million cinq cent quatre-vingt neuf mille huit cent trente-quatre euros vingt-sept centimes (1 589 834,27 €) soit 76,10% de l'assiette éligible (2 089 138,25 €) est attribuée au Service départemental d'incendie et de secours de Martinique (SDIS 972) – Synergie MQ0002496 pour l'opération « acquisition d'un nouveau système d'information dématérialisé et interconnecté permettant le traitement de l'alerte dans son ensemble ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 2 089 138,25 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de l'aide publique est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à neuf cent cinquante-deux mille six cent quarante-sept euros et dix centimes (952 647,10 €) soit 45,60 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906/632/20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention ;

- Pour la part FEDER, s'élevant à six cent trente-sept mille cent quatre-vingt-sept euros et dix-sept centimes (637 187,17 €) soit 30,50% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5/052/20422 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 20% en crédits de paiement 2016 ;
- 80% en crédits de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-316-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU R.S.M.A-M SYNERGIE MQ0002553 « CONSTRUCTION DE BATIMENTS DESTINÉS À L'HÉBERGEMENT, LA GESTION ET L'ENCADREMENT DE 400 STAGIAIRES DES 2^{ÈME} ET 3^{ÈME} COMPAGNIE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE R.S.M.A-M »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n°C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du Programme Opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020;
Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens, et modalités de gestion du PO FEDER/FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu la demande du Régiment du Service Militaire Adapté de Martinique (R.S.M.A-M) en date du 19 mars 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique d'un montant de deux millions deux cent seize mille cinq cent dix euros et quatre-vingt-douze centimes (2 216 510,92 €), soit 28% du coût total prévisionnel éligible, est attribuée au Régiment du Service Militaire Adapté de Martinique (R.S.M.A-M), pour l'opération « Synergie MQ0002553 : « construction de bâtiments destinés à l'hébergement, la gestion et l'encadrement de 400 stagiaires des 2^{ème} et 3^{ème} Compagnie de formation professionnelle de R.S.M.A-M ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 7 889 731,02 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à deux millions deux cent seize mille cinq cent dix euros et quatre-vingt-douze centimes (2 216 510,92 €), soit 28% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005/052/2041 82 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

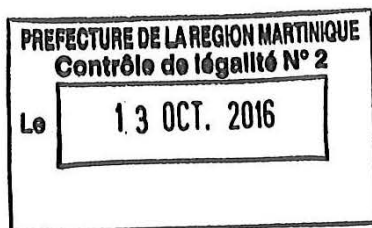
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-317-1

PORTANT OCTOI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À MAN DELICE SYNERGIE – MQ0004455 AU TITRE DE L'OPÉRATION « AMÉNAGEMENT D'UN LABORATOIRE AGRO- ALIMENTAIRE ET ACQUISITION DE MATÉRIELS DE LIVRAISON VENTE »

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le régime d'aide SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEADER ;
Vu la demande de l'entreprise MAN DELICE en date du 15 mars 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenarial en date du 30 août 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de cinq cent quarante et un mille cinq cent soixante-treize euros (541 573,00 €), soit 55% de assiette éligible de 984 678,00 €, est attribuée à l'entreprise MAN DELICE , au titre de l'opération « n° Synergie MQ0004455-aménagement d'un laboratoire agro-alimentaire et acquisition de matériels de livraison vente ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 984 678,00 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à quarante-neuf mille deux cent trente-quatre euros (49 234,00 €) soit 5% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906/ 632 – 20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FEDER, s'élevant à quatre cent quatre-vingt-douze mille trois cent trente-neuf euros (492 339,00 €) soit 50% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5/052 – 20421 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2016
- 50% en crédit de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

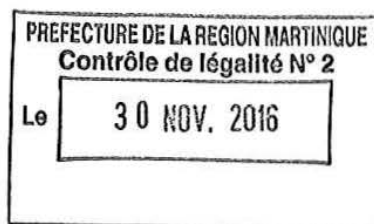
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 DEC. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-318-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) A HAUTEUR DE 50 % DE QUATRE EMPRUNTS D'UN MONTANT TOTAL DE 4 333 153,00 € DESTINE A LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 45 LOGEMENTS SOCIAUX DE TYPE LLS ET DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX DE TYPE LLTS AU LIEU-DIT « CLOS MANSARDE 1 » QUARTIER BOIS NEUF AU ROBERT

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe et tendant à solliciter la garantie partielle de quatre emprunts d'un montant total de 4 333 153,00 €, pour la construction en VEFA de 45 LLS et 16 LLTS au lieu-dit «Clos Mansarde 1 » quartier Bois neuf », ville du Robert;

Vu le contrat de prêt N°48994 en annexe signé entre la SEMAG et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la Commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 27 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions cent soixante six mille cinq cent soixante seize euros et cinquante centimes (2 166 576,50 €) représentant 50% de quatre emprunts d'un montant total de 4 333 153 ,00 € souscrits par la SEMAG auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 48994, destiné à la construction en VEFA de 45 logements LLS et de 16 logements LLTS, au lieu-dit « Clos Mansarde 1 » quartier Bois neuf , sur le territoire de la ville du Robert.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



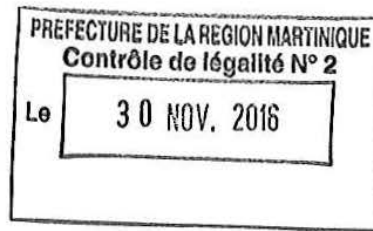
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°16-318-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedepots.fr



CONTRAT DE PRÊT

N° 48994

Entre

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO005-PRO008 V1.57.4 Page 1/21
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°:
342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCADE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0032-PR0039 V1.57.4, page 2/21
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.10
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.19
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.19
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.19
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 3/21
Contrat de prêt n° 46594 Emprunteur n° 000246691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/21

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Clos Mansarde 1, Parc social public, Acquisition en VEFA de 61 logements situés Bois neuf 97231 ROBERT.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions trois-cent-trente-trois mille cent-cinquante-trois euros (4 333 153,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de huit-cent-quarante-trois mille quatorze euros (843 014,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-vingt-quatre mille quatre-cent-trente-huit euros (224 438,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions sept-cent-sept mille neuf-cent-quarante-quatre euros (2 707 944,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-cinquante-sept mille sept-cent-cinquante-sept euros (557 757,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0003-PR0003 V1 574 page 4/21
Contrat de prêt n° 48894 Emprunteur n° 000249601

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

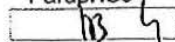
La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Paraphes



PRO003-PRO008 V1.57.4 page 5/21
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 0002.9691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 5/21



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDs D'ÉPARGNE

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

PROCES-PR0038 V1.57.4 page 621
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 000249031

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 14/07/2016 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PROCC-PROCC-V1.57.4 page 7/21
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
7/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0053-PR0058 V1.57.4 page 8/21
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/21

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5130947	5130948	5130946	5130945
Montant de la Ligne du Prêt	843 014 €	224 438 €	2 707 944 €	557 757 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Régime des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Indice	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge index / indice	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Capitalité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0003-PR0008 V1.57.4 page 9/21
Contrat de prêt n° 48594 Emprunteur n° 0002-6691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX - 9/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 10/21
Contrat de prêt n° 46394 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/21

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

FR0003-PR0068 V1.57.4, page 11/21
Contrat de prêt n° 48594 Emprunteur n° 000209391

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX - 11/21



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 12/21
Contrat de prêt n° 46094 Emprunteur n° 000249631

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/21



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

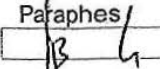
L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

PROPOS-PROPOS V.1.574 page 13/21
Contrat de prêt n° 48384 Emprunteur n° 000245691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX -
13/21



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 14/21
Contrat de prêt n° 46594 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
14/21

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

- de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
- de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

15/21

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU ROBERT	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

PR0003-PR0006-V1-574 page 16/21
Contrat de prêt n° 46594 Emprunteur n° 000246591

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/21

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sur les montants remboursés par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PRO03-PR0068 V1.57.4 page 17/21
Contrat de prêt n° 46594 Emprunteur n° 000245691

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/21

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PROCES-VERBAUX V.1 574 page 18/21
Contrat de prêt n° 46594 Emprunteur n° 000249391

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/21

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octrois de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

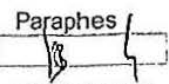
ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0003-PR0006 V1.57.4 page 19/21
Contrat de prêt n° 46594 Emprunteur n° 000246601

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX -
19/21

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 20/21
Contrat de prêt n° 48594 Emprunteur n° 00024931

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
20/21

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 26 Avril 2016
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom :
Qualité : Directeur Général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :
Directeur Général
Laurent BOISSIER

SEMAG
AMÉNAGEUR DE TERRITOIRES

BP 289 Boisrpeaux - 97182 Les Abymes Cedex
Tél. : 0590 93 23 90 - Fax : 0590 93 23 46
Société Anonyme au Capital de 13 028 730 € - RC 873 560 - Siret : 912 763 952 00035

Le, 18 avril 2016
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : M.
Nom / Prénom : J.-F.
Qualité : Directeur Territorial
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

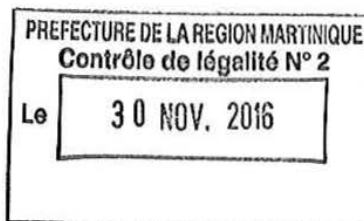
PROCES-PROD03 V1.07.4 page 21/21
Contrat de prêt n° 48994 Emprunteur n° 000249991

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 21/21

Paraphes



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° -16 du 2016, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % de quatre emprunts d'un montant total en capital de 4 333 153,00 € plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 45 LLS et 16 LLTS à Bois neuf, sur le territoire de la ville du Robert.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE MILLIONS TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CENT CINQUANTE TROIS EUROS (4 333 153,00 €) destiné au financement de la construction de 61 logements sociaux (dont 45 LLS et 16 LLTS) au lieudit « Clos Mansarde 1 » quartier Bois neuf, sur le territoire de la ville du Robert.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° -16 du 2016 :

Ligne du prêt :	PLUS CONSTRUCTION (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS FONCIER (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLAI CONSTRUCTION (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI FONCIER (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)
Montant :	2 707 944,00 €	557 757,00 €	843 014,00 €	224 438,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR – RESERVATION DE LOGEMENTS

Conformément à l'article R 441-5 du code de la construction et de l'habitation, la SEMAG réservera à la CTM, en contrepartie de la présente garantie, un contingent réglementaire de logement égal à 10% des logements du programme, soit 2 logements.

ARTICLE 8 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 9 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

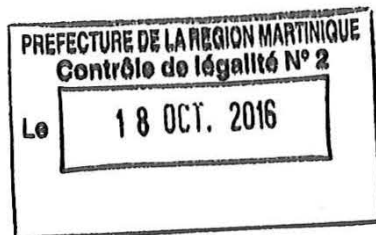
La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,

Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 19 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-319-1

RÉPARTITION 2015 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE CONSTATÉES EN 2014

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3 ; et R 2334-10, R2334611 et R2334-12 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières ;

Vu l'avis émis par la Commission Finances Programmation Budgétaire et Fiscalité le 27 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la répartition de la somme de deux cent douze mille sept cent quarante-sept euros (212 747 €) représentant le produit des amendes de police constatées en 2014 entre les communes suivantes : Ajoupa-Bouillon, Anses d'Arlet, Case-Pilote, Diamant, Lorrain, Morne-Rouge, Morne-Vert, Saint-Esprit, Saint-Pierre, Trois-Ilets, Vauclin, conformément au tableau ci-dessous.

REPARTITION 2015 DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE CONSTATÉES EN 2014
Montant des travaux éligibles plafonnés à 500 00 €

COMMUNES de moins de 10 000 habitants		NATURE DES PROGRAMMES	COÛT H.T. (a)	Montant retenu plafonné à 500 000 € (b)	Coeff. de Proportion- nalité	RÉPARTITION EN FONCTION DU COUT DES DÉPENSES RÉALISÉES (d)
COMMUNES ÉLIGIBLES	POPULATION totale (DGCL)				C = b / total b	d = (produit à répartir) x (c)
AJOUA- BOUILLON	1829	Travaux de voiries communales	38 657,16	38 657,16	0,0157	3 337,78
ANSES D'ARLET	4455	Travaux de voiries et équipements électriques	256 425,56	256 425,56	0,1041	22 140,60
CASE-PILOTE	4582	Travaux aménagement voiries : voie du Parc, Maniba, Derrière enclos / Signalisation	678 050 ,46	500 000,00	0,2029	43 171,60
DIAMANT	6776	Travaux de voiries : réseau de voiries – réparation voiries Mare Poirier / Signalisation	165 805,06	165 805,06	0,0673	14 316,14
LORRAIN	7439	Travaux aménagement voiries / Éclairage	320 462,07	320 462,07	0,1301	27 669,72
MORNE ROUGE	5217	Travaux d'aménagement urbain 2ème Tranche-Modernisation rue Clestrate	179 607,56	179 607,56	0,0729	15 507,89
MORNE VERT	1978	Pose d'une rampe de sécurité sur voirie à Petite Rivière	4 569,88	4 569,88	0,0019	394,58
SAINT-ESPRIT	9758	Aménagement sécurisation de la voirie /signalisation routière éclairage public	24 928,63	24 928,63	0,0101	2 152,42
SAINT-PIERRE	4498	Travaux d'aménagement voirie / Signalisation	274 096,11	274 096,11	0,1112	23 666,33
TROIS-ILETS	8986	Travaux de voiries – signalisation routière - travaux d'électrification routière	753 229,57	500 000,00	0,2029	43 171,60
VAUCLIN	9609	Travaux de voiries et fournitures : accotement – éclairage – signalisation	199 417,43	199 417,43	0,0809	17 218,34
TOTAUX			2 895 249,49	2 463 969,46	1,00	212 747,00

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-320-1

PORTANT FIXATION DU TAUX DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION APPLICABLE À CERTAINS PRODUITS PÉTROLIERS

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 4111-1 à 4341-1 et L4431-1 à L4435-1, L. 7222-23, L 7222-25, L 7223-5, L 7211-1 à L 7331-3,
Vu le code des douanes, notamment son article 266 quater instituant dans les DOM une taxe spéciale de consommation sur les produits pétroliers dont il fait mention ;
Vu le code des douanes, notamment son article 267 relatif aux modalités de déclaration, de recouvrement, de contrôle et de constatation en matière de taxe spéciale de consommation ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°96-848 18 du 18 décembre 1996 et n°97-629 du 27 octobre 1997 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les taux de la taxe sur la consommation (TSC) institués à l'article 266 quater du code des douanes sont fixés comme suit, à compter de la date à laquelle la présente délibération est rendue exécutoire :

- Essence et supercarburants : 47,613 euros par hectolitre, pour un volume mesuré à la température de 15°C ;
- Gazoles : 22,120 euros par hectolitre, pour un volume mesuré à la température de 15°C.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer toutes les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



Collectivité
Territoriale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 16-321-1

PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU COLLÈGE EDA PIERRE DU MORNE-ROUGE

L'An deux mille seize, et le cinq octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Josiane PINVILLE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Eugène LARCHER (pouvoir à Mme Christiane BAURAS), Charles-André MENCE (pouvoir à Mme Lucie LEBRAVE), Karine MOUSSEAU (pouvoir à Mme Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Justin PAMPHILE (pouvoir à M. David ZOBDA), Nadine RENARD (pouvoir à Mme Stéphanie NORCA), Daniel ROBIN (pouvoir à M. Jean-Claude DUVERGER), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L. 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2012 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptable applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération du Conseil général n° CP/705-14 en date du 18 septembre 2014 approuvant le plan de financement relatif à la reconstruction du collège du Morne-Rouge ;
Vu la délibération du Conseil général n° CP/1025-14 en date du 8 décembre 2014 portant modification du plan de financement relatif à la reconstruction du collège du Morne-Rouge ;
Vu la convention n°28.11.14-00735 du 11 décembre 2014 accordant une subvention État convention spécifique de partenariat financier pour la reconstruction du collège du Morne-Rouge ;
Vu la convention n°04.11.14-00693 du 31 décembre 2014 accordant une subvention État – FPRNM pour les travaux de construction du collège du Morne-Rouge ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération n°CP/1025-14 du Conseil général en date du 8 décembre 2014 portant approbation du plan de financement des travaux de reconstruction du collège Eda Pierre de Morne-Rouge.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement relatif à la reconstruction du collège Eda Pierre de Morne-Rouge – Phase travaux qui se présente comme suit :

Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)	2 525 895,46 € H.T.
État – FPRNM	3 820 000,00 € H.T.
État – convention partenariat financier	<u>3 204 104,54 € H.T.</u>
Total	9 550 000,00 € H.T.

ARTICLE 3 : Les crédits correspondants sont inscrits en recettes au chapitre 13 et en dépenses au chapitre 23 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à la publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





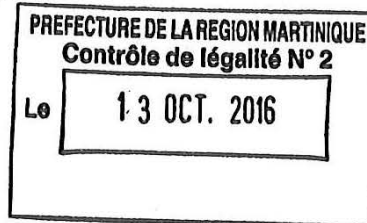
ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE

Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM - 51 du 12 OCT. 2016

Portant désignation du représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du
Comité consultatif de la réserve naturelle nationale de la Caravelle

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité consultatif de la réserve naturelle nationale de la Caravelle, le conseiller suivant :

- Monsieur Richard BARTHELERY.

Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

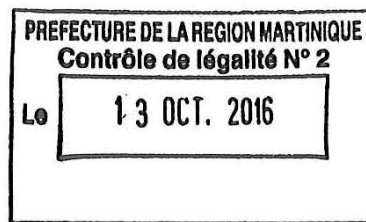
Yan MONPLAISIR



OK

Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM – 52 du 12 OCT. 2016

Portant désignation du représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du
Comité consultatif de la réserve naturelle nationale des îlets de Sainte-Anne

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité consultatif de la réserve naturelle nationale des îlets de Sainte-Anne, le conseiller suivant :

- Monsieur Denis LOUIS-REGIS.

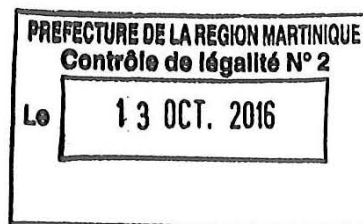
Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR

A circular stamp with a double border. The outer ring contains the text "Collectivité Territoriale de Martinique". The inner circle features a coat of arms with a palm tree and a building, with the word "MARTINIQUE" at the bottom.

Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM – 53 du 12 OCT. 2016

Portant désignation du représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du
Comité consultatif de suivi des Arrêtés de protection de biotope des îlets du François

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Est désignée pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité consultatif de suivi des Arrêtés de protection de biotope des îlets du François, la conseillère suivante :

- Madame Karine MOUSSEAU.

Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR

Collectivité
Territoriale
de Martinique

République Française



ARRETE N°2016 PAM – 54 du 12 OCT. 2016

Portant désignation du représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du
Comité consultatif de suivi des Arrêtés de protection de biotope des îlets du Robert

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Comité consultatif de suivi des Arrêtés de protection de biotope des îlets du François, le conseiller suivant :

- Monsieur Belfort BIROTA.

Article 2 : Le Président du Conseil exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





ARRÊTÉS

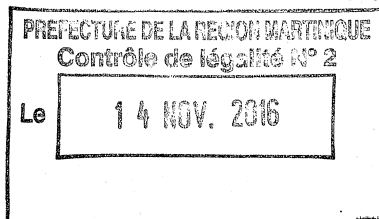
~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

Collectivité Territoriale de Martinique
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PREVENTION SANITAIRE
DIRECTION DE LA PREVENTION DE L'EVALUATION MEDICO-SOCIALE
DIRECTION DE LA PREVENTION MEDICO- SOCIALE
Aff. suivie par Mme MARCELIN Puéricultrice : Mme EDWIGE Tél. : 05 96 55 27 89
Réf. : DGA1/DPMS/DPMS/ MM/AE/MBM/

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE - FRATERNITE

Fort-de-France, le



**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRETE

AR 03 10. 16 - 2 1 6 1 =

Prorogeant et modifiant l'arrêté n° 469 du 13 mars 2012 qui autorise l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance dénommée « C.L.P.C. Jardins d'enfants », sise sur le territoire de la ville de FORT DE FRANCE.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DE LA COLLECTIVITE TERRITORIAL DE LA MARTINIQUE**

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.2324-1; L.2324-2, L.2324-4 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L.111-8-3, 11, R 123-43 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L.214-1 ;

VU le Code de l'Education notamment son article L.335-6 ;

VU le décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la Protection Maternelle et Infantile ;

VU le décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires) ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n°89-0010 du 6 janvier 1989 de Monsieur le Président du Conseil Général de la Martinique ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la commission communale de Sécurité, de la ville de Fort de France, en date du 14 juin 2016 ;

VU l'avis favorable de Madame la directrice de la Prévention médico-sociale, Chef du Service de la Protection et de la Promotion de la Santé de la Famille et de l'Enfance ;

A R R E T E MODIFICATIF

A l'article 2 de l'arrêté n° 469 en date du 13 mars 2012, il est ajouté le paragraphe suivant :

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 6 h 30 à 18 h 00.

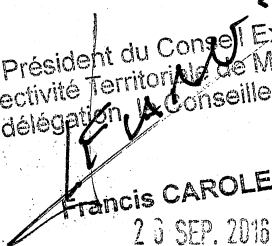
Article 3 est ainsi modifié : L'établissement fonctionne sous la responsabilité de Mme /
assistée de mesdames éducatrice de jeunes enfants,
, auxiliaire de puériculture, et , titulaires d'un
C.A.P. petite enfance, de , titulaire du B.E.P. carrières sanitaires et sociales et de
, agent de cuisine / ménage ;

Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel encadrant directement les enfants ne peut pas être inférieur à deux, dont au moins un professionnel ;

Article 5 est ainsi modifié : Le présent arrêté est délivré sans limitation de durée à compter du 1^{er} août 2016 ;

Le reste de l'arrêté demeure sans changement.

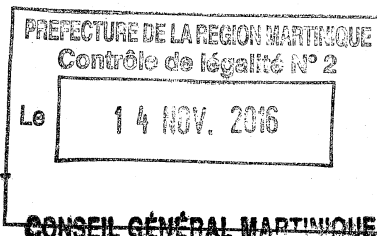
Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Prévention Sanitaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, Conseiller Exécutif

Francis CAROLE
23 SEP. 2016



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRECTION TERRITORIALE
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
ET DE LA JEUNESSE

LE PRÉFET DE LA RÉGION
MARTINIQUE



COPIE CONFORME

Collectivité
Territoriale
de Martinique

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES

PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE LA MARTINIQUE

ARRÊTÉ CONJOINT MODIFICATIF N° AR 04 10. 16 - 2 1 8 1 - ;
de l'arrêté n° 2014.209-007 du 28 juillet 2014 portant fixation de la tarification
du Centre d'Actions Educatives et de Formation Professionnelle
"LA CLAIRIERE" de DUCOS
- pour l'année 2014 -

N° FINESS : 97 020 318 8

STATUT ÉTABLISSEMENT : privé associatif

Le Préfet,

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et en particulier son article L.7224-14;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières etc omptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'applications ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n°46-734 du 16 avril 1946 relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;

Vu le décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu le décret n° 88-949 du 06 octobre 1988 portant habilitation des structures auxquelles l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ;

Vu le décret n°2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil et modifiant le code de l'action sociale et des familles (partie réglementaire) ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n°52-163/1/2 du 29/04/1952 habilitant Justice l'association ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président;

Vu l'arrêté conjoint PREFET/PCG n°2014-209-007 DU 28/7/2014 portant tarification 2014, du Centre d'Actions Educatives et de Formation Professionnelle (CAEFP) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

Sur proposition du Directeur Général des Services ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1

L'article 3 de l'arrêté n° 2014.209-0007 du 28 juillet 2014 est modifié comme suit :
Pour l'exercice 2014, la tarification des prestations du Centre d'Actions Educatives et de Formation Professionnelle "LA CLAIRIERE" géré par l'Association Martiniquaise de Sauvegarde de l'Enfance est fixée comme suit à compter du 1er Août 2014.

Prix de journée INTERNAT : 231,08 €

Prix de journée SEMI-EXTERNAT : 88,74 €

ARTICLE 2

Les autres articles de l'arrêté tarifaire n°2014-209-007 du 28/7/2014 sus-visé sont inchangés.

ARTICLE 3

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté (sous forme d'ampliation) sera notifié à l'établissement ou au service par la Collectivité Territoriale de Martinique et publié aux recueils des actes administratifs de la Collectivité Territoriale et de la Préfecture de la Martinique.

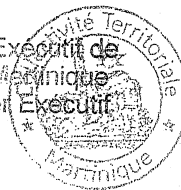
ARTICLE 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur du Centre d'Actions Educatives et de Formation Professionnelle "LA CLAIRIERE" de DUCOS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Francis CAROLE

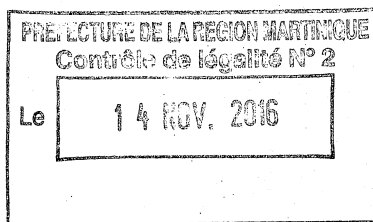
29 SEP. 2016



Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES ✓
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PREVENTION SANITAIRE
DIRECTION DE L'AIDE AUX PERSONNES AGÉES ET AUX PERSONNES HANDICAPÉES
BUREAU DE L'HEBERGEMENT AUX PERSONNES AGÉES
Affaire suivie par : Léo EREPMOC Tél. : 0596 55 26 32 @ctm.mq Sous la référence.:



CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

AR 11 10. 16 - 2 5 1 0 -

ARRETE N°portant prolongation de l'agrément de Mme
demeurant au 4 km route du Lamentin n° 103 espérance – 97200 Fort-de- France au
titre de l'accueil familial de personnes âgées ou handicapées adultes.

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier
son article L 7224-14 ;

Vu la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers à leur domicile, à titre
onéreux, des personnes âgées ou handicapées adultes,

Vu la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale – titre I-chapitre III-article 51,

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane
et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires,
financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses
décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 portant
élection du Conseil Exécutif et de son président ;

Vu la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité
Territoriale de Martinique des dispositions cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et
définition de mesures d'application.

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu l'arrêté n° 000611 du 15 mars 2012 portant agrément de Mme _____ pour
l'accueil de deux (2) personnes âgées ou handicapées adultes,

Vu l'arrêté n° 00335 du 29 janvier 2014 portant prolongation de l'agrément de Mme _____
jusqu'au 30 septembre 2016 pour l'accueil de deux (2) personnes âgées ou handicapées
adultes,

VU la demande de prolongation formulée le 25 janvier 2016

Considérant l'âge de l'intéressée (67 ans),

Considérant la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

ARRETE

ARTICLE 1er.- L'article 1^{er} de l'arrêté n° 000611 du 15 mars 2012 est modifié comme suit :
l'agrément de Mme _____ est prolongé jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2.- Les autres dispositions de l'arrêté sont inchangées.

ARTICLE 3. - Le Président du Conseil Exécutif, le Directeur Général des Services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

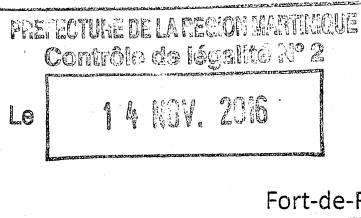
Pour le Président du Conseil Exécutif
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation le Conseiller

Francis CAROLE



- 7 OCT. 2016

Collectivité Territoriale de Martinique
DIRECTION GENERALE DES SERVICES ✓
DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PREVENTION SANITAIRE
DIRECTION DE LA PREVENTION ET DE L'EVALUATION MEDICO-SOCIALE
DIRECTION DE LA PREVENTION MEDICO-SOCIALE
Affaire suivie par : Dr. MARCELIN
Puéricultrices : LANDRY / MAURETA
Tél : 0596 55 27 85 / 25 37
REF.: DGA1/DPMS/ AE / SJEM /N°



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

AR 17 10. 16 - 2 7 4 7 -

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRETE

Prorogeant et modifiant l'arrêté n° 000961 en date du 19 janvier 2012 qui autorise l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance, de type Jardin d'Enfants, dénommée « LES COCCINELLES de Long Bois» sise sur le territoire de la Ville du LAMENTIN.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE LA COLLECTIVITE TERRITORIAL DE MARTINIQUE

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 2324-1 ; L. 2324-2 ; L. 2324-4

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 111-8-3,11,
R 123-43

VU le code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 214-1

VU le Code de l'éducation notamment son article L. 335-6 ;

VU le Décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la Protection Maternelle et Infantile ;

VU le décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires).

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 000961 du 19 janvier 2012 de Monsieur le Président du Conseil Général de la Martinique ;

VU la demande d'actualisation de l'arrêté d'agrément ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Commission de Sécurité, en date du 07 février 2012 ;

VU l'avis favorable émis par Madame le Médecin Départemental de P.M.I., Chef du Service de Protection et de Promotion de la Santé, de la Famille et de l'Enfance ;

ARRETE MODIFICATIF

Article 1 est ainsi modifié :

Est prorogé l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance type jardin d'enfants dénommé « LES COCCINELLES de Long Bois », situé à Long Bois – 97232 Le Lamentin.

L'amplitude horaire est de 6h30 à 17h30 du lundi au vendredi.

Cet établissement est dirigé par Madame _____ éducatrice de jeunes enfants, bénéficiant d'une dérogation du temps de travail en direction relative à la capacité d'accueil ;

Article 2 est ainsi modifié :

La capacité d'accueil de cet établissement bénéficiant d'une dérogation pour l'accueil d'enfants de 18 mois à 2 ans, est fixée à trente-deux (32) enfants de 18 mois à 6 ans ;

Article 3 : L'établissement fonctionne sous la responsabilité de l'Association "Les Coccinelles de Long Bois" représentée par sa présidente Madame _____ ;

Article 4 est ainsi modifié :

L'équipe d'encadrement est constituée de : Madame _____ éducatrice de jeunes enfants présente à mi-temps, assistée de Mesdames _____ , _____ , titulaires d'un CAP auxiliaires de puériculture, Mesdames _____ , _____ , titulaires d'un CAP petite enfance et Madame _____ , titulaire d'un BEP carrières sanitaires et sociales.

Compte-tenu de la dérogation accordée pour l'accueil des enfants de 18 mois à 3 ans, l'effectif du personnel placé auprès des enfants ne devra jamais compter moins d'un professionnel pour dix (10) enfants ou fraction de dix (10) ;

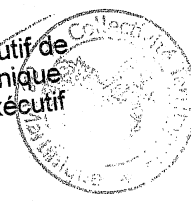
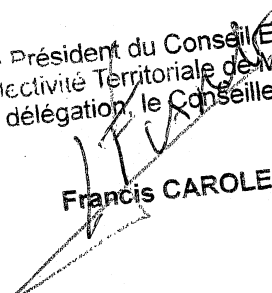
Article 5 : La surveillance sanitaire du jardin d'enfants est assurée par Monsieur le Docteur (généraliste à Fort-de-France) ;

Article 6 est ainsi modifié :

Le présent arrêté est valable sans limitation de durée ;

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif



Francis CAROLE

12 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE LA
SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA
PREVENTION SANITAIRE

DIRECTION DE LA PREVENTION DE L'EVALUATION
MEDICO-SOCIALE

Direction de la Prévention Médico-sociale

Affaire suivie par : Dr MARCELIN Maryse

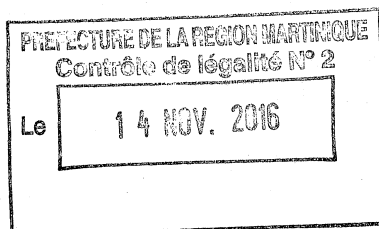
Puéricultrice : Mme ETIENNE

Tél. : 0596 55 25 86

REF.: DGA1/DPMS/EJ/NMD/N°

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

Fort-de-France, le **19 10. 16 - 2 8 4 8 -**



ARRETE

Autorisant l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance de type micro-crèche dénommée « LES PETITES BULLES », sise sur le territoire de la ville de FORT-DE-FRANCE.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 2324-1 ; L. 2324-2, L. 2324-4 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 111-8-3,11, R 123-43 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 214-1

VU le Code de l'éducation notamment son article L. 335-6 ;

VU le Décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la Protection Maternelle et Infantile ;

VU le décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires) ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Commission de Sécurité, en date du 04 octobre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par Monsieur le Maire de la ville de FORT-DE-FRANCE ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Commission de Contrôle de Conformité des établissements de la petite Enfance, en date du 30 septembre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par Madame le Médecin Départemental de P.M.I., Chef du Service de Protection et de Promotion de la Santé, de la Famille et de l'Enfance ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services.

ARRETE

Article 1 : Est autorisée l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance, de type micro-crèche dénommée «LES PETITES BULLES», dont la Gestion est assurée par Madame , et la Référente Technique par Madame , titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants, bénéficiant d'une dérogation au titre de l'expérience professionnelle.

Article 2 : Cette structure est sise au 37 boulevard Sainte-Catherine – 97200 FORT-DE-FRANCE.

Téléphone : 0696 78 20 09 - Ouverte du lundi au vendredi de 6 h 30 à 18 h.

Article 3 : La capacité d'accueil de cet établissement est fixée à dix (10) enfants de 3 mois à 3 ans.

Article 4 : L'établissement fonctionne sous la responsabilité de la société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (S.A.S.U) "LES PETITES BULLES".

Article 5 : Le temps de travail pour la Référente Technique s'exercera conjointement avec le temps d'encadrement direct des enfants et ne peut excéder un demi (1/2) poste au maximum.

Article 6 : L'équipe d'encadrement se compose de Madame , titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants, bénéficiant d'une dérogation au titre de l'expérience professionnelle, de Mesdames , , titulaires du CAP Petite Enfance et de Madame , titulaire du BEP Carrières Sanitaires et Sociales.

.../...

Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel encadrant directement les enfants ne peut pas être inférieur à deux (2) dès lors qu'il accueille 4 enfants ou plus.

Article 7 : le présent arrêté est valable pour une durée indéterminée.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

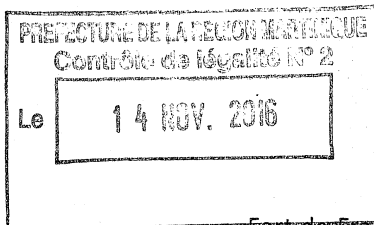
Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Francis CAROLE



17 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE LA
SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA
PREVENTION SANITAIRE

DIRECTION DE LA PREVENTION ET DE L'EVALUATION
MEDICO-SOCIALE

DIRECTION DE LA PREVENTION MEDICO-SOCIALE

Affaire suivie par : Dr. MARCELIN

Puéricultrice : Mme ETIENNE

Tél : 0596 55 25 86

REF.: DGA1/DPMS/ EJ / SJEM /N°

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRETE AR 19 10. 16 - 2 8 4 9 -

Autorisant l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance de type multi accueil,
dénommée « LES MINI BULLES» sise sur le territoire de la Ville de Fort-de-France

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 2324-1 ; L. 2324-2 ; L. 2324-4 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 111-8-3,11, R 123-43 ;

VU le code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 214-1 ;

VU le Code de l'éducation notamment son article L. 335-6 ;

VU le Décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la Protection Maternelle et Infantile ;

VU le décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des
enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique (dispositions réglementaires) ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Commission de Sécurité, en date du 04 octobre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par Monsieur le Maire de la ville de Fort-de-France ;

VU le procès-verbal établi suite à la visite de la Commission de Contrôle de Conformité des Etablissements de la Petite Enfance, en date du 30 septembre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par Madame le Médecin Départemental de P.M.I, Chef du Service de Protection et de Promotion de la Santé, de la Famille et de l'Enfance ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des services.

ARRETE

Article 1 : Est autorisée l'ouverture d'une structure d'accueil de la petite enfance, de type crèche / halte-garderie dénommée « LES MINI BULLES», dont la Gestion est assurée par Madame et la Direction par Madame , titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants, bénéficiant d'une dérogation au titre de l'expérience professionnelle.

Article 2 : Cette structure est sise au 39 boulevard Sainte-Catherine – 97200 FORT-DE-FRANCE - Téléphone 0696 78.17.21 - Ouverte du lundi au vendredi de 6h30 à 18 h.

Article 3 : La capacité d'accueil de cet établissement est fixée à vingt (20) enfants de 18 mois à 5 ans.

Article 4 : L'établissement fonctionne sous la responsabilité de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (S.A.S.U.) « Les Mini Bulles ».

Article 5 : La surveillance sanitaire de la structure est assurée par Mesdames les Docteurs et , Médecins Généralistes au Lamentin ;

Article 6 : Le temps de travail pour la Direction est limité à un demi-poste ($\frac{1}{2}$) au maximum.

La Directrice de la structure ne peut intervenir en encadrement direct des enfants.

Article 7 : L'équipe d'encadrement se compose de Mesdames
titulaires du diplôme d'Auxiliaire de Puériculture et de Mesdames
, titulaires du CAP Petite Enfance.

Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel encadrant directement les enfants ne doit
jamais être inférieur à deux (2).

Article 8 : Le présent arrêté est valable pour une durée indéterminée.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, est chargé, de l'exécution du présent
arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de
Martinique.

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Francis CAROLE



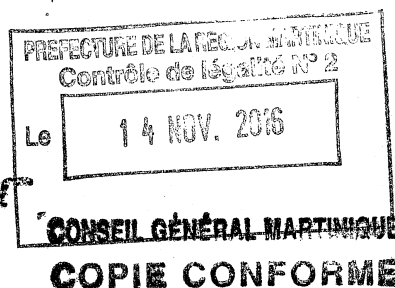
17 OCT. 2016

**Collectivité
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ N° 003420Bis
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite Publique Autonome "LES MADREPORES"
des ANSES D'ARLET
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 202 304 8
STATUT ETABLISSEMENT : Public autonome

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°78-6661 daté du 24/11/1978 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 30/12/2014 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 04/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254842 du 11/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite Publique Autonome "LES MADREPORES" des ANSES D'ARLET sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	1 134 467,00€
RECETTES	1 150 917,33€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat*) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat*) pour un montant de :	16 450,33€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite Publique Autonome "LES MADREPORES" des ANSES D'ARLET est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) :	83,22€
---	--------

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée :	1 150 917,33 €
-----------------------	----------------

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :	95 909,78 €
--	-------------

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite Publique Autonome "LES MADREPORES" des ANSES D'ARLET sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	277 711,00€
RECETTES	322 908,14€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 45 197,14€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite Publique Autonome "LES MADREPORES" des ANSES D'ARLET est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	21,76€
Tarif GIR 3 et 4 :	13,76€
Tarif GIR 5 et 6 :	5,94€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 227 221,10 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 95 687,04 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 18 935,09 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 7 973,92 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	102,40€
----------------------------	---------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

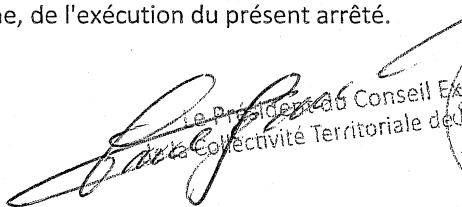
En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice de la Maison de Retraite des ANSES D'ARLET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016



**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

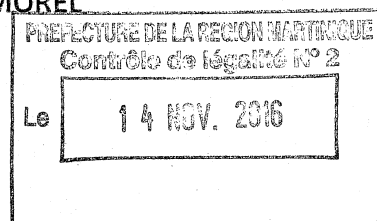
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003421
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "EHPAD MOREL"
de Fort de France
- pour l'année 2016 -



N° FINESS : 97 021 077 9
STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°2010-192 daté du 08/09/2010 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 09/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254817 du 20/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

- HEBERGEMENT -

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "EHPAD MOREL" de Fort de France sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	767 136,00€
RECETTES	767 136,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "EHPAD MOREL" de Fort de France est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 69,39€

- DEPENDANCE -

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "EHPAD MOREL" de Fort de France sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	252 812,00€
RECETTES	252 812,00€

ARTICLE 5

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "EHPAD MOREL" de Fort de France est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	21,44€
Tarif GIR 3 et 4 :	13,63€
Tarif GIR 5 et 6 :	5,77€

- TARIFICATION APPLICABLE AUX MOINS DE 60 ANS -

ARTICLE 7

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif - 60 ans :	90,11€
------------------	--------

- DISPOSITIONS GENERALES -

ARTICLE 8

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 9

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 11

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016



**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

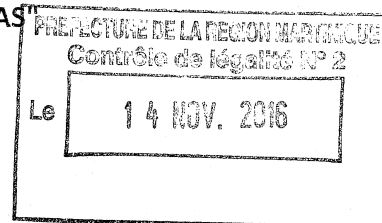
S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003422

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS"
du FRANCOIS
- pour l'année 2016 -**



N° FINESS : 97 020 298 29

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2012 relatif à l'accueil de jour assuré par les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du 6- du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Territorial d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°76-1762 daté du 10/04/1976 ;

Vu l'arrêté n° 1221 d'habilitation à l'aide sociale daté du 13/11/1995 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2002 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254784 du 20/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	2 627 087,00€
RECETTES	2 556 287,60€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de : **70 799,40€**

- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : **81,81€**

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée de l'**HEBERGEMENT PERMANENT** dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée HEBERGEMENT PERMANENT : 2 531 287,60 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **210 940,63 €**

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	550 021,00€
RECETTES	550 021,00€

ARTICLE 6

résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	26,64€
Tarif GIR 3 et 4 :	17,02€
Tarif GIR 5 et 6 :	7,20€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A (HEBERGEMENT PERMANENT) : 354 358,75 €

- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (HEBERGEMENT PERMANENT) (pris en charge par l'aide sociale) : 195 662,25 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 29 529,90 €

- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 16 305,19 €

ARTICLE 9

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT) n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT), il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 10

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 95,91€

TITRE III - HEBERGEMENT TEMPORAIRE

ARTICLE 11

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	136 482,00€	40 945,00 €
RECETTES	136 482,00€	40 945,00 €

ARTICLE 12

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Prix de journée moyen HEBERGEMENT TEMPORAIRE:	69,60€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	20,87€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	13,26€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	5,62€

TITRE IV - ACCUEIL DE JOUR

ARTICLE 13

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'activité ACCUEIL DE JOUR de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	51 282,00€	15 385,00€
RECETTES	51 282,00€	15 385,00€

ARTICLE 14

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité ACCUEIL DE JOUR de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS gérée par l'Association des Anciennes et Anciens Elèves du Lycée de Bellevue est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Tarif Hébergement Accueil de Jour :	39,15€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	12,02€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	7,62€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	2,05€

TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 15

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 16

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.


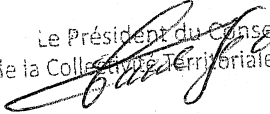
ARTICLE 17

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 18

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice de la Maison de Retraite "LES GLIRICIDIAS" du FRANCOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

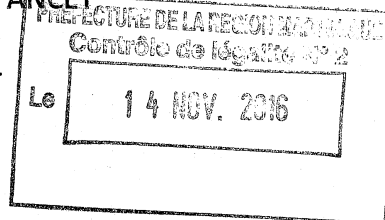
REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003423

**Portant fixation de la tarification
de la Résidence "Marie-Olga ANCET"
de DUCOS
- pour l'année 2016 -**



N° FINESS : 97 020 976 3
STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°05-4158 daté du 26/12/2005 ;

Vu l'arrêté n° 2984 d'habilitation à l'aide sociale daté du 28/12/2011 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254746 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	1 466 688,00€
RECETTES	1 529 724,88€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	63 036,88€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 77,96€

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	393 931,00€
RECETTES	395 004,16€

ARTICLE 5

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **1 073,16€**

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	22,99€
Tarif GIR 3 et 4 :	10,18€
Tarif GIR 5 et 6 :	6,57€

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 7

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	106,58€
----------------------------	----------------

TITRE III - HEBERGEMENT TEMPORAIRE

ARTICLE 8

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	103 622,00€	34 315,00 €
RECETTES	103 622,00€	34 315,00 €

ARTICLE 9

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS gérée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Prix de journée moyen HEBERGEMENT TEMPORAIRE:	77,91€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	26,41€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	16,63€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	7,11€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.


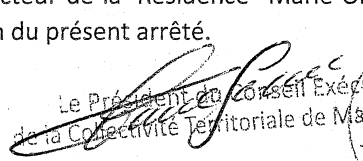
ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Résidence "Marie-Olga ANCET" de DUCOS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

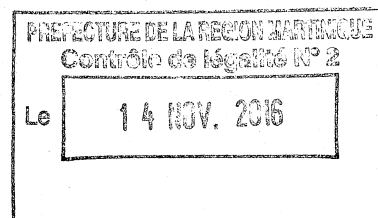
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003424
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE"
du GROS-MORNE
- pour l'année 2016 -



N° FINESS : 97 021 037 3
STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2012 relatif à l'accueil de jour assuré par les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du 6. du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°09-02472 daté du 21/07/2009 ;

Vu l'arrêté n° 3309 d'habilitation à l'aide sociale daté du 20/11/2013 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 12/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254838 du 20/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE gérée par l'association "LES AILES DE L'ESPOIR" sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	766 953,00€
RECETTES	766 953,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE gérée par l'association "LES AILES DE L'ESPOIR" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 73,67€

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE gérée par l'association "LES AILES DE L'ESPOIR" sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	174 678,00€
RECETTES	174 678,00€

ARTICLE 5

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE gérée par l'association "LES AILES DE L'ESPOIR" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	20,86€
Tarif GIR 3 et 4 :	13,22€
Tarif GIR 5 et 6 :	5,62€

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 7

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	90,43€
----------------------------	--------

TITRE III - ACCUEIL DE JOUR

ARTICLE 8

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'activité ACCUEIL DE JOUR de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE gérée par l'association "LES AILES DE L'ESPOIR" sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	50 727,60€	15 218,28€
RECETTES	50 727,60€	15 218,28€

ARTICLE 9

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité ACCUEIL DE JOUR de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE gérée par l'association "LES AILES DE L'ESPOIR" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Tarif Hébergement Accueil de Jour :	40,84€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	13,96€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	8,87€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	2,40€

TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice de la Maison de Retraite "SAINTE-HILDEGARDE" du GROS-MORNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

3 1 OCT. 2016



**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

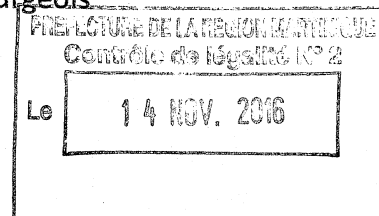
REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003425

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "Résidence Henri Bourgeois"
du Lamentin
- pour l'année 2016 -**

N° FINES : 97 020 306 3
STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°78-2205 daté du 14 avril 1978 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 27/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254778 du 26/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "Résidence Henri Bourgeois" du Lamentin gérée par l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	2 666 765,00€
RECETTES	2 678 223,10€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	11 458,10€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "Résidence Henri Bourgeois" du Lamentin gérée par l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) :	84,95€
---	--------

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée :	2 433 223,10 €
-----------------------	----------------

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :	202 768,59 €
--	--------------

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "Résidence Henri Bourgeois" du Lamentin gérée par l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	487 914,00€
RECETTES	509 606,70€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 21 692,70€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "Résidence Henri Bourgeois" du Lamentin gérée par l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	21,39€
Tarif GIR 3 et 4 :	13,58€
Tarif GIR 5 et 6 :	5,75€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 342 033,74 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 167 572,96 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 28 502,81 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 13 964,41 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	100,32€
----------------------------	---------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.


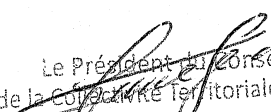
ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison de Retraite "Résidence Henri Bourgeois" du Lamentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



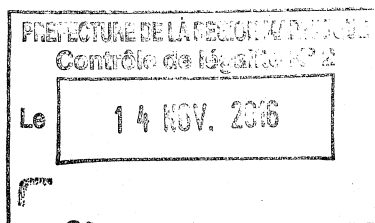
Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016

**Collectivité
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

CONSEIL GENERAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRÊTÉ N° 003426

**Portant fixation de la tarification
de l' Unité de Soins de Longue Durée (site de Trinité) du C.H.U.
de Martinique
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS :

97 021 141 3

STATUT ETABLISSEMENT :

Public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 02/01/1995 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 21/09/2004 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 24/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254775 du 24 octobre 2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de l'Unité de Soins de Longue Durée (site de Trinité) du C.H.U. de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	891 052,00€
RECETTES	828 725,76€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat*) pour un montant de : **62 326,24€**
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de l'Unité de Soins de Longue Durée (site de Trinité) du C.H.U. de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : **82,32€**

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : **828 725,76 €**

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **69 060,48 €**

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de l'Unité de Soins de Longue Durée (site de Trinité) du C.H.U. de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	286 792,50€
RECETTES	272 491,10€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 14 301,40€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de l'Unité de Soins de Longue Durée (site de Trinité) du C.H.U. de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	32,00€
Tarif GIR 3 et 4 :	19,57€
Tarif GIR 5 et 6 :	6,95€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 192 863,70 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 79 627,40 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 16 071,98 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 6 635,62 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 113,16€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

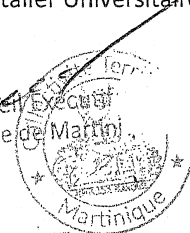
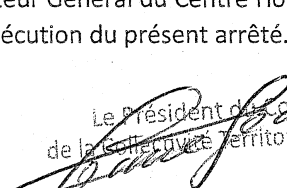
ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

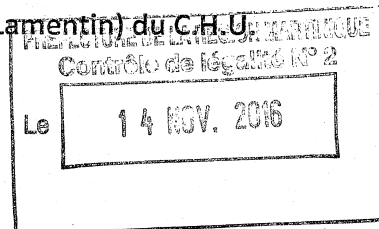
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003427
Portant fixation de la tarification
de l' Unité de Soins de Longue Durée (site du Lamentin) du C.H.U. de Martinique
- pour l'année 2016 -



N° FINESS :

97 021 142 1

STATUT ETABLISSEMENT :

Public annexé à un E.P.S.

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 01 février 1995 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 21/12/2004 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 24/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254835 du 24/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de l'Unité de Soins de Longue Durée (site du Lamentin) du C.H.U. de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	600 237,00€
RECETTES	573 565,70€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	26 671,30€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de l'Unité de Soins de Longue Durée (site du Lamentin) du C.H.U. de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) :	70,85€
---	--------

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée :	573 565,70 €
-----------------------	--------------

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :	47 797,14 €
--	-------------

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de l'Unité de Soins de Longue Durée (site du Lamentin) du C.H.U. de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	228 772,00€
RECETTES	260 597,05€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 31 825,05€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de l'Unité de Soins de Longue Durée (site du Lamentin) du C.H.U. de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	36,33€
Tarif GIR 3 et 4 :	19,67€
Tarif GIR 5 et 6 :	8,16€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 188 173,50 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 72 423,55 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 15 681,13 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 6 035,30 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	80,73€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016



**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

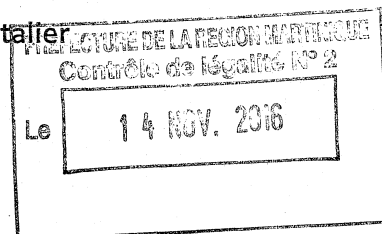
S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003428
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier
du SAINT-ESPRIT
- pour l'année 2016 -



N° FINESS : 97 020 419 4
STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 01 janvier 1991 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 04/06/2004 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 20/05/2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254806 du 20/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du SAINT-ESPRIT sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	634 869,00€
RECETTES	658 427,75€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat*) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat*) pour un montant de :	23 558,75€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du SAINT-ESPRIT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 59,78€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 658 427,75 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : 54 868,98 €

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du SAINT-ESPRIT sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	254 951,00€
RECETTES	260 737,28€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de :	5 786,28€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du SAINT-ESPRIT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	28,09€
Tarif GIR 3 et 4 :	17,86€
Tarif GIR 5 et 6 :	7,63€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A :	174 110,08 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) :	86 627,20 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA :	14 509,17 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) :	7 218,93 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	79,68€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.


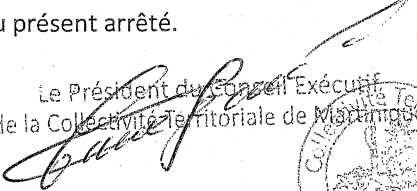
ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier du SAINT-ESPRIT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
- S.E.S.M.S. -

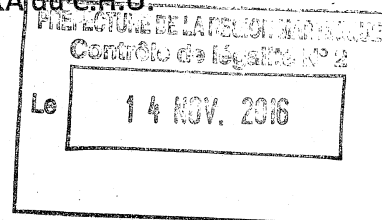
REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003429

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite du Centre Emma VENTURA du C.H.U.
de Martinique
- pour l'année 2016 -**



N° FINESS : 97 021 136 3
STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°2012-935 daté du 01/08/2012 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 16/06/2007 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 24/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254832 du 26/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite du Centre Emma VENTURA du C.H.U. de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	5 538 741,00€
RECETTES	5 538 741,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite du Centre Emma VENTURA du C.H.U. de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) :	63,97€
---	--------

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée :	5 538 741,00 €
-----------------------	----------------

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :	461 561,75 €
--	--------------

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite du Centre Emma VENTURA du C.H.U. de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	2 146 450,00€
RECETTES	2 146 450,00€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite du Centre Emma VENTURA du C.H.U. de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	25,28€
Tarif GIR 3 et 4 :	16,13€
Tarif GIR 5 et 6 :	6,81€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 1 444 310,53 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 702 139,47 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 120 359,21 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 58 511,62 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	77,21€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

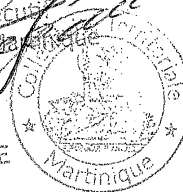
ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016



**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

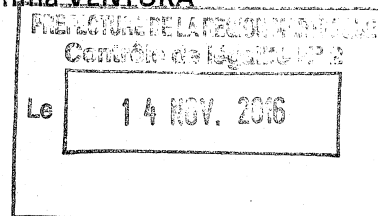
ARRÊTÉ N° 003430
Portant fixation de la tarification
de l' Unité de Soins de Longue Durée du Centre Emma VENTURA
du CHU de Martinique
- pour l'année 2016 -

N° FINESS :

97 020 138 9

STATUT Etablissement :

Public annexé à un EPS



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°2012-935 daté du 01 janvier 1991 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 16/06/2007 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 24/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254832 du 26/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Emma VENTURA du CHU de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	1 832 626,00€
RECETTES	1 918 791,73€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	86 165,73€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Emma VENTURA du CHU de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 61,29€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 1 918 791,73 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : 159 899,31 €

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Emma VENTURA du CHU de Martinique sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	877 728,00€
RECETTES	877 728,00€
dont Produits de la tarification Dépendance des - 60 ans	9 751,85 €

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Emma VENTURA du CHU de Martinique est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	33,17€
Tarif GIR 3 et 4 :	20,81€
Tarif GIR 5 et 6 :	8,99€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 616 780,00 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur
(pris en charge par l'aide sociale) : 251 196,15 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 51 398,33 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 20 933,01 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	88,57€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

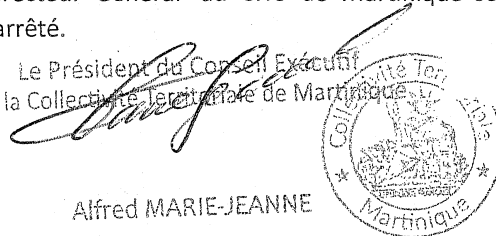
ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur Général du CHU de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

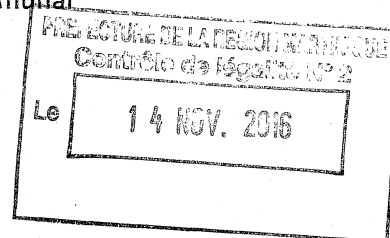
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003431
Portant fixation de la tarification
de l' Hospice du Centre Hospitalier Intercommunal
de LORRAIN/BASSE-POINTE
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 351 9
STATUT ETABLISSEMENT : Hospice



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 01 janvier 1991 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5 octobre 2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 28 janvier 2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254827 du 26/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de l' Hospice du Centre Hospitalier Intercommunal de LORRAIN/BASSE-POINTE sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	235 821,00€
RECETTES	235 821,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Hébergement de l' Hospice du Centre Hospitalier Intercommunal de LORRAIN/BASSE-POINTE est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 56,81€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 235 821,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : 19 651,75 €

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de l' Hospice du Centre Hospitalier Intercommunal de LORRAIN/BASSE-POINTE sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	118 213,00€
RECETTES	118 213,00€

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Dépendance de l' Hospice du Centre Hospitalier Intercommunal de LORRAIN/BASSE-POINTE est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	32,73€
Tarif GIR 3 et 4 :	21,08€
Tarif GIR 5 et 6 :	8,80€

ARTICLE 7

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A :	82 092,63 €
- Dotation globalisée du financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) :	36 120,37 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA :	6 841,05 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) :	3 010,03 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 8

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 85,61€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 9

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 10

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 11

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 12

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier Intercommunal de LORRAIN/BASSE-POINTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

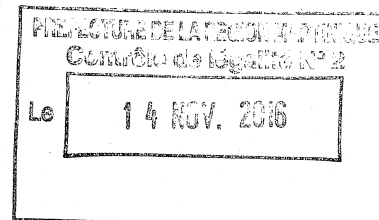
REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003432
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "Résidence de l'Orchidée"
du Lamentin
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 894 8
STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°430 daté du 03 avril 2002 ;

Vu l'arrêté n° 594 d'habilitation à l'aide sociale daté du 07 mai 2002 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 03/06/2010 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 05/07/2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254776 du 26/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

- HEBERGEMENT -

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "Résidence de l'Orchidée" du Lamentin gérée par l'Association Caribéenne pour le Bien être des Personnes Agées sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	904 907,00€
RECETTES	904 907,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "Résidence de l'Orchidée" du Lamentin gérée par l'Association Caribéenne pour le Bien être des Personnes Agées est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 76,86€

- DEPENDANCE -

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "Résidence de l'Orchidée" du Lamentin gérée par l'Association Caribéenne pour le Bien être des Personnes Agées sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	313 316,00€
RECETTES	313 316,00€

ARTICLE 5

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "Résidence de l'Orchidée" du Lamentin gérée par l'Association Caribéenne pour le Bien être des Personnes Agées est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	28,49€
Tarif GIR 3 et 4 :	18,04€
Tarif GIR 5 et 6 :	7,73€

- TARIFICATION APPLICABLE AUX MOINS DE 60 ANS -

ARTICLE 7

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif - 60 ans : **102,23€**

- DISPOSITIONS GENERALES -

ARTICLE 8

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 9

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 11

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice de la Maison de Retraite "Résidence de l'Orchidée" du Lamentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016



**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

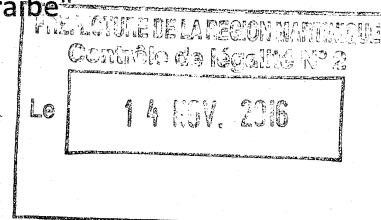
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003433
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "Résidence Caraïbe"
du CARBET
- pour l'année 2016 -



N° FINESS :

97 020 633 0

STATUT ETABLISSEMENT :

Privé

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

VU la loi n°90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret n°2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°00840 daté du 18/07/1997 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 26/06/2010 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Considérant l'absence de propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254774 du 26/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "Résidence Caraïbe" du CARBET géré par la SARL LE TEMPS DE VIVRE sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	210 274,00€
RECETTES	210 274,00€

ARTICLE 2

Les recettes prévisionnelles de la Section DEPENDANCE se décomposent comme suit :

Montant annuel de l'APA :	146 027,02 €
Participation du résident au tarif Dépendance (ticket Modérateur) :	64 246,98 €
TOTAL RECETTES	210 274,00 €

ARTICLE 3

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "Résidence Caraïbe" du CARBET géré par la SARL LE TEMPS DE VIVRE est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

GIR 1 et 2	21,60€	T.T.C. dont TVA de 0,44 €
GIR 3 et 4	13,72€	T.T.C. dont TVA de 0,28 €
GIR 5 et 6	5,84€	T.T.C. dont TVA de 0,12 €

ARTICLE 5

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée A.P.A :

146 027,02 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

12 168,92 €

ARTICLE 6

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de la prestation DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 7

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.


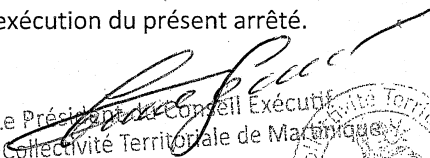
ARTICLE 8

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

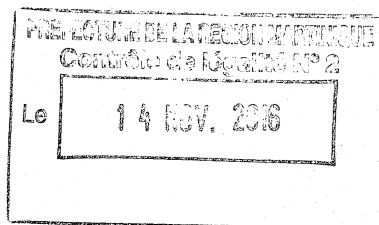
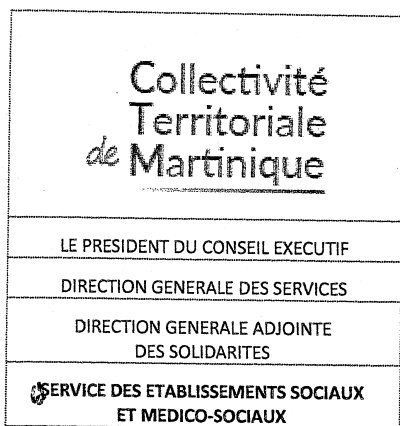
ARTICLE 9

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison de Retraite "Résidence Caraïbe" du CARBET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRÊTE N° 003434

PORTANT FIXATION DU PRIX DE JOURNÉE APPLICABLE AUX BÉNÉFICIAIRES
DE L'AIDE SOCIALE HÉBERGÉS À LA MAISON DE RETRAITE « RÉSIDENCE L'OASIS »,
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ NON HABILITÉ
(Liste nominative jointe)

Le Président du Conseil Exécutif

N° FINESS : 97 020 885 6

STAUT ÉTABLISSEMENT : Privé commercial

- ✓ **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- ✓ **Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- ✓ **Vu** la loi n°90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ **Vu** l'arrêté conjoint n° 00-3206 du 28 décembre 2000 du Président du Conseil Général et du Préfet en date du 28 décembre 2000 autorisant la création de la « Résidence l'OASIS » située route de Balata pour une capacité d'accueil de 39 places ;
- ✓ **Vu** l'arrêté conjoint n° 2010-099 du 25 juin 2010 du Président du Conseil Général et du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé autorisant l'extension de capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Résidence l'OASIS » de 6 places supplémentaires portant la capacité de l'établissement à 45 places ;
- ✓ **Vu** l'arrêté conjoint n° 2010-1157 du 29 juin 2010 du Président du Conseil Général et du Directeur de l'Agence Régionale de Santé autorisant l'extension de la capacité de 50 places supplémentaires de la « Résidence l'OASIS » portant la capacité totale d'hébergement à 95 places ;

- ✓ **Vu** l'arrêté n° 00017 du 3 janvier 2014 portant habilitation collective et nominative à l'aide sociale départementale de dix-huit (18) bénéficiaires prise en charge à la Maison de retraite « Résidence l'OASIS » et fixation d'un tarif « aide sociale » applicable à ces bénéficiaires ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-278-1 du 5 octobre 2016 portant fixation de l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux pour l'exercice 2016 ;

CONSIDERANT le tarif moyen des établissements publics et privés de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'année 2015 ;

CONSIDERANT le taux d'actualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux, limité à 0,65 % pour l'exercice 2016 ;

CONSIDERANT que la collectivité territoriale ne peut assumer une charge supérieure à la moyenne des prix de journée des établissements publics et privés de la Collectivité Territoriale de Martinique délivrant des prestations analogues ;

SUR proposition du Directeur Général des Services ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Le prix de journée « HEBERGEMENT PERMANENT » applicable aux bénéficiaires de l'aide sociale au titre de l'année 2016, accueillis à la Maison de retraite « Résidence l'OASIS », établissement privé commercial non habilité, est fixé à **74,58 € (TTC)** pour une chambre individuelle.

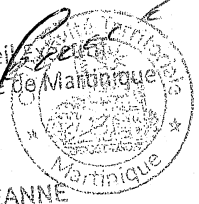
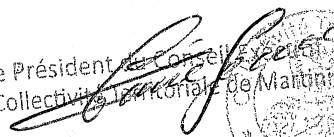
ARTICLE 2 :

Cette tarification est applicable à compter du 1^{er} Octobre 2016 et jusqu'à la parution du prochain arrêté.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE
31 OCT. 2016

ANNEXE

LISTE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DEPARTEMENTALE

N°	NOM	PRENOM	DATE DE NAISSANCE
1			01/10/1951
2			06/05/1940
3			13/08/1945
4			26/06/1930
5			01/08/1931
6			23/06/1949
7			04/08/1942
8			13/06/1944
9			19/12/1946
10			24/07/1943
11			28/04/1929
12			20/07/1950
13			28/07/1931
14			26/02/1950
15			08/08/1928
16			24/11/1949
17			02/08/1948
18			05/10/1936

**Collectivité
de
Territoriale
Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

A.S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

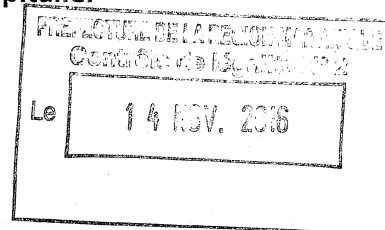
ARRÊTÉ N° 003435
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier
du MARIN
- pour l'année 2016 -

N° FINES :

97 020 378 2

STATUT ETABLISSEMENT :

Public annexé à un EPS



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 30 décembre 1980 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 22/02/2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254782 du 26/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

A R R Ê T E

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du MARIN sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	1 633 185,00€
RECETTES	1 648 998,71€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	15 813,71€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du MARIN est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 65,68€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 1 648 998,71 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **137 416,56 €**

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du MARIN sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	547 527,00€
RECETTES	557 805,49€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 10 278,49€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier du MARIN est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	27,38€
Tarif GIR 3 et 4 :	17,34€
Tarif GIR 5 et 6 :	7,34€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 366 364,11 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 191 441,38 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 30 530,34 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 15 953,45 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 83,87€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

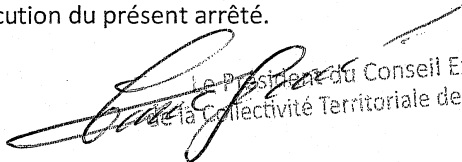
En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier du MARIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

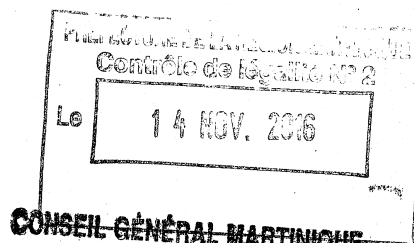


**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003436
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "Résidence Soleil Vatable" du C.H.
des TROIS-ILETS
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 432 7
STATUT ETABLISSEMENT : public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 10/07/1954 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254779 du 14/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "Résidence Soleil Vatable" du C.H. des TROIS-ILETS sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	1 049 454,00€
RECETTES	1 049 454,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "Résidence Soleil Vatable" du C.H. des TROIS-ILETS est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 75,14€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 1 049 454,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : 87 454,50 €

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "Résidence Soleil Vatable" du C.H. des TROIS-ILETS sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	317 171,00€
RECETTES	317 171,00€
Dont Produits de la tarification des résidents de 60 ans affectés à la Section Dépendance :	7 938,39 €

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "Résidence Soleil Vatable" du C.H. des TROIS-ILETS est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	29,52€
Tarif GIR 3 et 4 :	18,74€
Tarif GIR 5 et 6 :	7,96€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 201 939,55 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 107 293,06 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 16 828,30 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 8 941,09 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	94,59€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur du Centre Hospitalier des TROIS-ILETS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

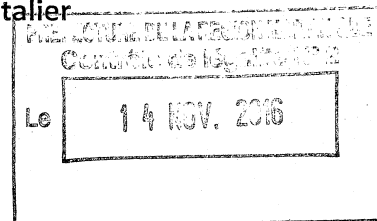
~~S.E.S.M.S.~~ -

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003437
Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier
de SAINT-JOSEPH
- pour l'année 2016 -



N° FINESS : 97 020 219 6
STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 19/11/1901 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 04/06/2004 ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254781 du 14/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier de SAINT-JOSEPH sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	344 539,00€
RECETTES	344 539,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier de SAINT-JOSEPH est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 64,10€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 344 539,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : 28 711,58 €

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier de SAINT-JOSEPH sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	148 149,00€
RECETTES	148 149,00€
Dont Produits de la tarification des résidents de -60 ans affectés à la Section Dépendance :	13 857,20 €

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite du Centre Hospitalier de SAINT-JOSEPH est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	23,71€
Tarif GIR 3 et 4 :	14,91€
Tarif GIR 5 et 6 :	6,35€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 97 146,34 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 37 145,46 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 8 095,53 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 3 095,46 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er Octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	92,30€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT-JOSEPH sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

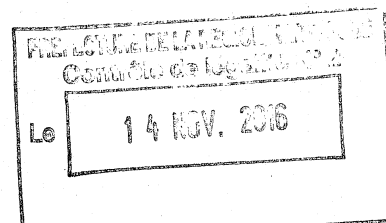
REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003438

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "Les Filaos"
du ROBERT
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 020 223 0
STATUT ETABLISSEMENT : Public autonome



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°786681 daté du 15 juin 1978 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 11/08/2003 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254790 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "Les Filaos" du ROBERT sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	1 745 238,00€
RECETTES	1 745 238,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite "Les Filaos" du ROBERT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 79,87€

ARTICLE 4

Le Département procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée de l'**HEBERGEMENT PERMANENT** dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée **HEBERGEMENT PERMANENT** : 1 745 238,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : 145 436,50 €

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "Les Filaos" du ROBERT sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	468 059,00€
RECETTES	468 059,00€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "Les Filaos" du ROBERT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	28,34€
Tarif GIR 3 et 4 :	18,23€
Tarif GIR 5 et 6 :	9,44€

ARTICLE 8

Le Département procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A (HEBERGEMENT PERMANENT) : 313 590,20 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (HEBERGEMENT PERMANENT) (pris en charge par l'aide sociale) : 154 468,80 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 26 132,52 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 12 872,40 €

ARTICLE 9

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT) n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT), il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 10

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 105,75€

TITRE III - HEBERGEMENT TEMPORAIRE

ARTICLE 11

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "Les Filaos" du ROBERT sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	70 529,00€	21 867,00 €
RECETTES	70 529,00€	21 867,00 €

ARTICLE 12

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "Les Filaos" du ROBERT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Prix de journée moyen HEBERGEMENT TEMPORAIRE:	59,17€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	19,10€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	12,95€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	10,46€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 13

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 14

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 15

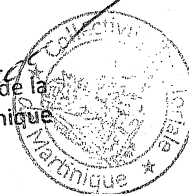
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 16

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice de la Maison de Retraite "Les Filas" du ROBERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



31 OCT 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
S.E.S.M.S. -

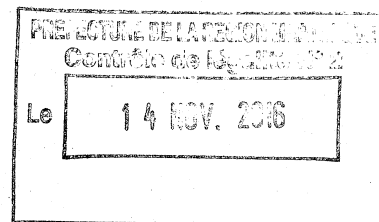
REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003439

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN"
de Fort de France
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 021 073 8
STATUT ETABLISSEMENT : Public rattaché à un CCAS



Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°10-1152 daté du 29/06/2010 ;

Vu l'arrêté n° 12-918 d'habilitation à l'aide sociale daté du 10/04/2012 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254770 du 14/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN" de Fort de France gérée par le CCAS de la ville de Fort de France sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	1 546 388,00€
RECETTES	1 546 388,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN" de Fort de France gérée par le CCAS de la ville de Fort de France est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 74,75€

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN" de Fort de France gérée par le CCAS de la ville de Fort de France sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	411 360,00€
RECETTES	411 360,00€
<i>Dont Produits de la tarification des résidents de -60 ans affectés à la Section Dépendance :</i>	6 842,84€

ARTICLE 5

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN" de Fort de France gérée par le CCAS de la ville de Fort de France est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	22,40€
Tarif GIR 3 et 4 :	14,18€
Tarif GIR 5 et 6 :	6,06€

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 7

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 87,41€

TITRE III - HEBERGEMENT TEMPORAIRE

ARTICLE 8

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN" de Fort de France gérée par le CCAS de la ville de Fort de France sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	85 955,00€	32 329,00 €
RECETTES	85 955,00€	32 329,00 €

ARTICLE 9

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "ESPACE GRAN MOUN" de Fort de France gérée par le CCAS de la ville de Fort de France est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Prix de journée moyen HEBERGEMENT TEMPORAIRE:	64,45€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	22,61€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	14,30€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	6,11€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur du CCAS de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

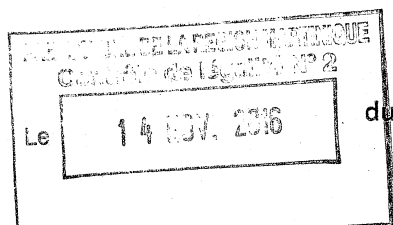
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité



ARRÊTÉ N° 0034400

Portant fixation de la tarification
du Foyer-Logement " LA YOLE GRAN MOUN"
de Fort-de-France
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 380 8

STATUT ETABLISSEMENT : public rattaché à un CCAS

Le Président ~~t~~ du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- disposition: financières ;
Vu le Code de la Santé Publique ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie ;
Vu le décret n°2007-793 du 9 mai 2007 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification de établissements mentionnés au I bis de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;
Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°2418 daté du 09/12/1983 ;
Vu l'arrêté n° 2418 d'habilitation à l'aide sociale daté du 09/12/1983 ;
Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des t: en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif a d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compé tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;
Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises du 29/10/2015 ;

par cc

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de la prestation HEBERGEMENT n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Départemental, le Directeur du CCAS de Fort-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

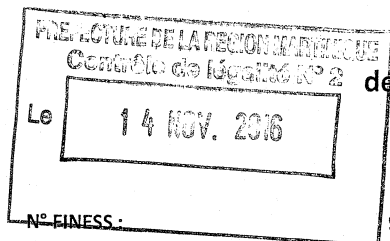
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003441

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "TERREVILLAGE"
de Schoelcher
- pour l'année 2016 -**



N° FINESS :

97 020 902 9

STATUT ETABLISSEMENT :

Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°1179 daté du 12 septembre 2002 ;

Vu l'arrêté n° 984 d'habilitation à l'aide sociale daté du 30 juillet 2003 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 26/08/2004 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254780 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "TERREVILLAGE" de Schoelcher gérée par l'Association OZANAM-ALZHEIMER sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	2 455 172,00€
RECETTES	2 407 347,64€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat*) pour un montant de : **47 824,36€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "TERREVILLAGE" de Schoelcher gérée par l'Association OZANAM-ALZHEIMER est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 80,95€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 1 805 510,73 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **150 459,23 €**

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "TERREVILLAGE" de Schoelcher gérée par l'Association OZANAM-ALZHEIMER sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	835 748,00€
RECETTES	936 665,64€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **100 917,64€**

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "TERREVILLAGE" de Schoelcher gérée par l'Association OZANAM-ALZHEIMER est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	24,25€
Tarif GIR 3 et 4 :	15,34€
Tarif GIR 5 et 6 :	5,72€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : **669 109,88 €**
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur
(pris en charge par l'aide sociale) : **200 666,82 €**

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : **55 759,16 €**
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : **16 722,24 €**

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à

Tarif journalier - 60ans :	94,99€
----------------------------	--------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

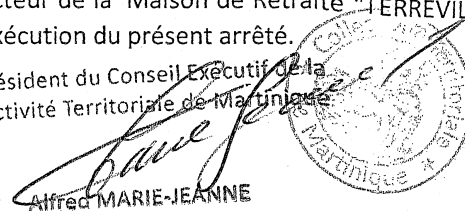
ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison de Retraite "TERREVILLAGE" de Schoelcher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

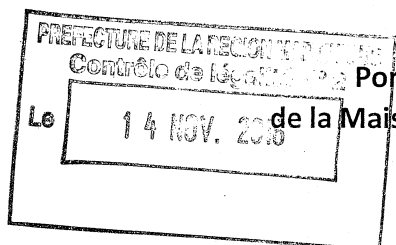
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

C.S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



ARRÊTÉ N° 003442

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "Floréa Saint Esprit"
de SAINT ESPRIT
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS :

97 021 033 2

STATUT Etablissement :

Privé commercial

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Code Général des Impôts ;

VU la loi n°90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°09-01447 daté du 7 mai 2009 ;

Vu l'arrêté n° 3950 d'habilitation à l'aide sociale daté du 24 décembre 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254807 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

- HEBERGEMENT -

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "Floréa Saint Esprit" de SAINT ESPRIT gérée par la Sarl FLOREA SAINT ESPRIT sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	978 472,00€
RECETTES	1 048 472,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **70 000,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "Floréa Saint Esprit" de SAINT ESPRIT gérée par la Sarl FLOREA SAINT ESPRIT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 73,83€ T.T.C. dont TVA de 0,15 €

- DEPENDANCE -

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "Floréa Saint Esprit" de SAINT ESPRIT gérée par la Sarl FLOREA SAINT ESPRIT sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	234 149,00€
RECETTES	237 163,77€
Dont Produits de la tarification des résidents de - 60 ans affectés à la Section Dépendance :	5 833,07€

ARTICLE 5

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **3 014,77€**

ARTICLE 6

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "Floréa Saint Esprit" de SAINT ESPRIT gérée par la Sarl FLOREA SAINT ESPRIT est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	17,82€	T.T.C. dont TVA de 0,04 €
Tarif GIR 3 et 4 :	11,34€	T.T.C. dont TVA de 0,02 €
Tarif GIR 5 et 6 :	4,82€	T.T.C. dont TVA de 0,01 €

- TARIFICATION APPLICABLE AUX MOINS DE 60 ANS -

ARTICLE 7

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif - 60 ans :	89,45€	T.T.C. dont TVA de 0,19 €
------------------	--------	---------------------------

- DISPOSITIONS GENERALES -

ARTICLE 8

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 9

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 11

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice de la Maison de Retraite "Floréa Saint Esprit" de SAINT ESPRIT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

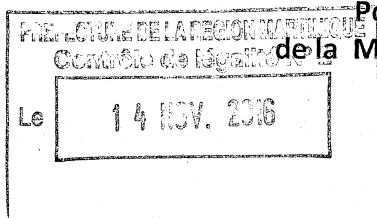
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003443



Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR"

- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 614 0
STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°1016 daté du 08/09/1998 ;

Vu l'arrêté n° 323 d'habilitation à l'aide sociale daté du 03/04/2000 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254785 du 14/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" gérée par l'association Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	1 590 716,00€
RECETTES	1 530 716,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	60 000,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" gérée par l'association Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 74,08€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée de l'**HEBERGEMENT PERMANENT** dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée HEBERGEMENT PERMANENT : 1 097 013,13 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **91 417,76 €**

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" gérée par l'association Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	447 899,00€
RECETTES	447 899,00€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" gérée par l'association Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	29,09€
Tarif GIR 3 et 4 :	18,47€
Tarif GIR 5 et 6 :	7,85€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A (HEBERGEMENT PERMANENT) : 301 348,98 €

- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (HEBERGEMENT PERMANENT) (pris en charge par l'aide sociale) : 105 027,51 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 25 112,42 €

- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 8 752,29 €

ARTICLE 9

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT) n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT), il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 10

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 97,10€

TITRE III - HEBERGEMENT TEMPORAIRE

ARTICLE 11

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" gérée par l'association Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	70 523,00€	20 019,00 €
RECETTES	70 523,00€	20 019,00 €

ARTICLE 12

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" gérée par l'association Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

* Prix de journée moyen HEBERGEMENT TEMPORAIRE:	74,02€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	26,69€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	16,94€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	7,18€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 13

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 14

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 15

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 16

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, Le Directeur de la Maison de Retraite "LE BEAU SEJOUR" sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



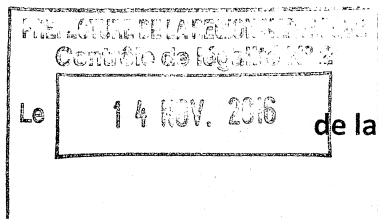
31 OCT. 2016

**Collectivité
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRÊTÉ N° 003444

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN"
de RIVIERE SALEE
- pour l'année 2016 -**

N° FINESSE : 97 020 302 2
STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2012 relatif à l'accueil de jour assuré par les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du 6 du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Territorial d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n° daté du 25 mai 1960 ;

Vu l'arrêté n° 1222 d'habilitation à l'aide sociale daté du 13 novembre 1995 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 28/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254771 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE gérée par l'Association "Le Logis Saint Jean" sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	1 388 253,00€
RECETTES	1 396 580,67€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	8 327,67€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE gérée par l'Association "Le Logis Saint Jean" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) : 77,62€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée de l'**HEBERGEMENT PERMANENT** dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée HEBERGEMENT PERMANENT : 1 396 580,67 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **116 381,72 €**

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE gérée par l'Association "Le Logis Saint Jean" sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	366 971,00€
RECETTES	366 971,00€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE gérée par l'Association "Le Logis Saint Jean" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	20,26€
Tarif GIR 3 et 4 :	10,68€
Tarif GIR 5 et 6 :	3,68€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A (HEBERGEMENT PERMANENT) : **255 251,51 €**
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (HEBERGEMENT PERMANENT) (pris en charge par l'aide sociale) : **111 719,49 €**

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : **21 270,96 €**
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : **9 309,96 €**

ARTICLE 9

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations **HEBERGEMENT** et **DEPENDANCE** (de la section **HEBERGEMENT PERMANENT**) n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'**HEBERGEMENT** et de la **DEPENDANCE** (de la section **HEBERGEMENT PERMANENT**), il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 10

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 90,35€

TITRE III - ACCUEIL DE JOUR

ARTICLE 11

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'activité **ACCUEIL DE JOUR** de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE gérée par l'Association "Le Logis Saint Jean" sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	33 600,00€	10 080,00€
RECETTES	33 600,00€	10 080,00€

ARTICLE 12

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations **HEBERGEMENT & DEPENDANCE** de l'activité **ACCUEIL DE JOUR** de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE gérée par l'Association "Le Logis Saint Jean" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

*** Tarif Hébergement Accueil de Jour : 40,38€**
*** Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 : 13,23€**
*** Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 : 8,52€**
*** Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 : 2,25€**

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 13

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 14

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 15

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 16

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison de Retraite "LE LOGIS SAINT JEAN" de RIVIERE SALEE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

34 OCT. 2016

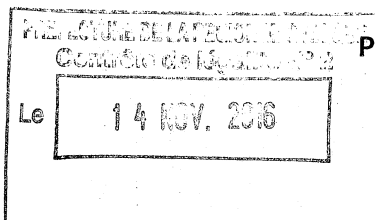
**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
- S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



ARRÊTÉ N° 003445
Portant fixation de la tarification
de la Résidence l'OASIS
de FORT DE FRANCE
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 885 6

STATUT ETABLISSEMENT : Privé commercial

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

VU la loi n°90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret n°2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°00-3206 daté du 15 décembre 2000 ;

Vu l'arrêté n° d'habilitation à l'aide sociale daté du ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 04/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254783 du 11/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Résidence l'OASIS de FORT DE FRANCE gérée par la Sarl OASIS sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	677 453,00€
RECETTES	685 917,02€

ARTICLE 2

Les recettes prévisionnelles de la Section DEPENDANCE se décomposent comme suit :

Montant annuel de l'APA :	482 902,46 €
Participation du résident au tarif Dépendance (ticket Modérateur) :	203 014,56 €
TOTAL RECETTES	685 917,02 €

ARTICLE 3

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 6 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de :	8 464,02€

ARTICLE 4

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Résidence l'OASIS de FORT DE FRANCE gérée par la Sarl OASIS est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

GIR 1 et 2	23,55€	T.T.C. dont TVA de 0,48 €
GIR 3 et 4	18,46€	T.T.C. dont TVA de 0,38 €
GIR 5 et 6	6,95€	T.T.C. dont TVA de 0,14 €

ARTICLE 5

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée A.P.A :

482 902,46 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

40 241,87 €

ARTICLE 6

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de la prestation DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 7

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

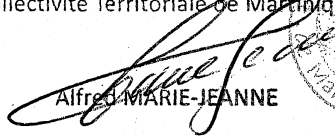
ARTICLE 8

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 9

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Résidence l'OASIS de FORT DE FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE



31 OCT. 2016

Collectivité
Territoriale
de Martinique

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

D.S.E.S.M.S. -

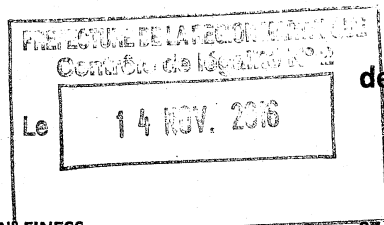
REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRÊTÉ N° 003446

Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite "BETHLEEM"
de SCHOELCHER
- pour l'année 2016 -



N° INESS : 97 020 303 0

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles.

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n° daté du 14 décembre 1917 ;

Vu l'arrêté n° 1220 d'habilitation à l'aide sociale daté du 13 décembre 1995 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254773 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT de la Maison de Retraite "BETHLEEM" de SCHOELCHER gérée par l'association Bethléem sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	1 060 782,00€
RECETTES	1 060 782,00€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat°) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations de la Section Hébergement de la Maison de Retraite "BETHLEEM" de SCHOELCHER gérée par l'association Bethléem est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) :	74,62€
---	--------

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée HEBERGEMENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée :	1 060 782,00 €
-----------------------	----------------

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :	88 398,50 €
--	-------------

TITRE II - DEPENDANCE

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section DEPENDANCE de la Maison de Retraite "BETHLEEM" de SCHOELCHER gérée par l'association Bethléem sont autorisées comme suit :

	MONTANT
DEPENSES	260 219,00€
RECETTES	276 358,75€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte la reprise de résultats suivante :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 16 139,75€

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Section Dépendance de la Maison de Retraite "BETHLEEM" de SCHOELCHER gérée par l'association Bethléem est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 :	25,86€
Tarif GIR 3 et 4 :	16,43€
Tarif GIR 5 et 6 :	6,96€

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A : 178 068,25 €
- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (pris en charge par l'aide sociale) : 98 290,50 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 14 839,02 €
- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 8 190,88 €

TITRE III - PERSONNES AGEES DE MOINS DE 60 ANS

ARTICLE 9

A compter du 1er octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans :	151,34€
----------------------------	---------

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 11

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 13

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison de Retraite "BETHLEEM" de SCHOELCHER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

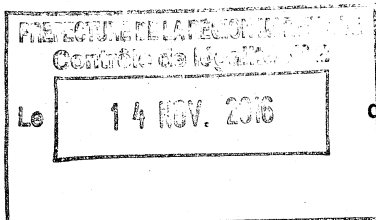
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

AL S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



ARRÊTÉ N° 003447
Portant fixation de la tarification
du Foyer-Logement "Les Fleurs des Pitons"
du CARBET
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 336 0

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n°2007-793 du 9 mai 2007 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des établissements mentionnés au I bis de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement n°82-1482 daté du 01/07/1982 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 26/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254813 du 26/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section **HEBERGEMENT** du Foyer-Logement "Les Fleurs des Pitons" géré par l'ADARPA sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 370,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	335 632,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	144 936,00€
	TOTAL G I + G II + G III	521 938,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification (C.T.M.)	487 155,30€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	34 782,70€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	521 938,00€

ARTICLE 2

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation **HEBERGEMENT** du Foyer-Logement "Les Fleurs des Pitons" géré par l'ADARPA est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée : 54,65€

ARTICLE 4

Les tarifs de prestations annexes fournies par l'établissement, pour l'exercice 2016, sont fixées comme suit :

PETIT DEJEUNER :	1,40 €
DEJEUNER	4,90 €
DINER	2,60 €
LESSIVE	3,05 €

ARTICLE 5

Le Département procédera, en application de l'article 116 du décret du 22 octobre 2003 sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 487 155,30 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **40 596,28€**

ARTICLE 6

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de la prestation HEBERGEMENT n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 7

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 9

Le Directeur Général des Services, le Payeur Départemental, la Directrice du Foyer-Logement "Les Fleurs des Pitons" du CARBET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

3 1 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

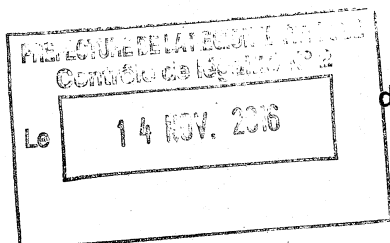
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



ARRÊTÉ N° 003448

**Portant fixation de la tarification
de la Maison de Retraite Hospitalière
du C.H. NORD-CARAÏBE
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 020 305 5

STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé aux hôpitaux

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ;

Vu le décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale mentionnée à l'article L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 01/01/1983 ;

Vu la convention tripartite prévue à l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles, signée le 23/12/2013 ;

VU la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2254802 du 28/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

TITRE I - HEBERGEMENT PERMANENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite Hospitalière du C.H. NORD-CARAÏBE sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT PERMANENT
DEPENSES	939 049,00€
RECETTES	959 945,36€

ARTICLE 2

Le tarif de la Section Hébergement précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitat*) pour un montant de :	0,00€
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitat*) pour un montant de :	20 896,36€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification de la prestation d'Hébergement Permanent de la Maison de Retraite Hospitalière du C.H. NORD-CARAÏBE est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Prix de journée moyen (Hébergement Permanent) :	77,65€
---	--------

ARTICLE 4

Le Département procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée de l'**HEBERGEMENT PERMANENT** dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée HEBERGEMENT PERMANENT : 959 945,36 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **79 995,45 €**

ARTICLE 5

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la prestation DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT de la Maison de Retraite Hospitalière du C.H. NORD-CARAÏBE sont autorisées comme suit :

	DEPENDANCE
DEPENSES	308 785,50€
RECETTES	308 785,50€

ARTICLE 6

Les tarifs de la Section DEPENDANCE précisés à l'article 7 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 7

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la Section Dépendance de la Maison de Retraite Hospitalière du C.H. NORD-CARAÏBE est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Tarif GIR 1 et 2 : 35,09€
Tarif GIR 3 et 4 : 22,28€
Tarif GIR 5 et 6 : 9,58€

ARTICLE 8

Le Département procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles susvisé, au versement du produit du prix de journée DEPENDANCE de la Section HEBERGEMENT PERMANENT dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

- Dotation globalisée A.P.A (HEBERGEMENT PERMANENT) : 211 557,60 €

- Dotation globalisée de financement du Ticket Modérateur (HEBERGEMENT PERMANENT) (pris en charge par l'aide sociale) : 97 227,90 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

- Dotation mensualisée APA : 17 629,80 €

- Dotation mensualisée du T.M (pris en charge par l'aide sociale) : 8 102,33 €

ARTICLE 9

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée de chacune des prestations HEBERGEMENT et DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT) n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée de l'HEBERGEMENT et de la DEPENDANCE (de la section HEBERGEMENT PERMANENT), il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

TITRE II - PERSONNES AGEES DE - 60 ANS

ARTICLE 10

A compter du 1er Octobre 2016, le tarif journalier applicable aux personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

Tarif journalier - 60ans : 115,18€

TITRE III - HEBERGEMENT TEMPORAIRE

ARTICLE 11

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Section HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite Hospitalière du C.H. NORD-CARAÏBE sont autorisées comme suit :

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE
DEPENSES	117 036,00€	33 366,00 €
RECETTES	117 036,00€	33 366,00 €

ARTICLE 12

Pour l'exercice budgétaire 2016 , la tarification des prestations HEBERGEMENT & DEPENDANCE de l'activité D'HEBERGEMENT TEMPORAIRE de la Maison de Retraite Hospitalière du C.H. NORD-CARAÏBE est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

* Prix de journée moyen HEBERGEMENT TEMPORAIRE:	77,52€
* Tarif Dépendance : GIR 1 et 2 :	31,22€
* Tarif Dépendance : GIR 3 et 4 :	19,84€
* Tarif Dépendance : GIR 5 et 6 :	8,38€

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 13

Dans le cas où la tarification n'aura pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification (Hébergement et Dépendance) de l'établissement ou du service continueront d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er Octobre 2016.

ARTICLE 14

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 15

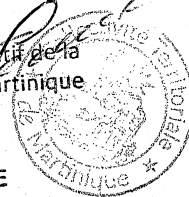
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 16

Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint des Solidarités, le Payeur Territorial, Le Directeur du Centre Hospitalier Nord-Caraïbe du C.H. NORD-CARAÏBE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

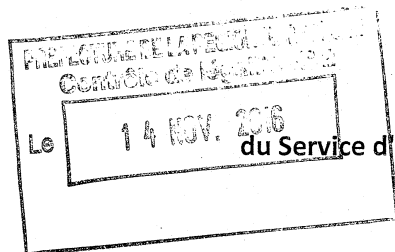


31 OCT. 2016



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRECTION TERRITORIALE
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE DE MARTINIQUE

LE PRÉFET
DE LA MARTINIQUE



CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Collectivité
Territoriale
de Martinique

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES

LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

ARRÊTÉ CONJOINT N° 003449
Portant fixation de la tarification
du Service d'Action Éducative en Milieu Ouvert "S.A.E.M.O."
de Fort de France
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 342 8

STATUT ÉTABLISSEMENT : Privé associatif

Le Préfet,

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;
Vu l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;
Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;
Vu le décret n°46-734 du 16 avril 1946 relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;
Vu le décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;
Vu le décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;
Vu le décret n° 88-949 du 06 octobre 1988 portant habilitation des structures auxquelles l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ;
Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;
Vu l'arrêté d'autorisation de création daté du 01/07/1965 ;
Vu l'arrêté daté du 26/07/1983 habilitant l'établissement à l'Aide Sociale Territoriale ;

Vu l'arrêté n°92-1555 du 28/7/1992 habilitant Justice l'association ;
Vu la convention passée avec l'établissement ;
Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;
Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 5/11/2015 ;
Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249401 du 11/10/2016 ;
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;
Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Action Educative en Milieu Ouvert "S.A.E.M.O." géré par l'Association d'Action Educative près le Tribunal pour Enfants (AAETE) sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	84 498,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 608 250,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	106 155,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 798 903,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	1 798 903,00€
	dont : Pdts tarification prévisionnelle C. T.M.	1 798 903,00€
	dont : Pdts tarification prévisionnelle P.J.J	0,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 798 903,00€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations du Service d'Action Educative en Milieu Ouvert "S.A.E.M.O." géré par l'Association d'Action Educative près le Tribunal pour Enfants (AAETE) est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée : 7,39 €

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation Globalisée : 1 798 903,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

149 908,58€

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le Payeur Territorial, la Directrice du Service d'Action Educative en Milieu Ouvert "S.A.E.M.O." de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRECTION TERRITORIALE
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE DE MARTINIQUE

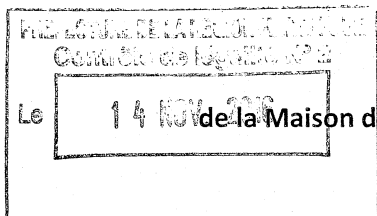
LE PREFET
DE LA MARTINIQUE

Collectivité
Territoriale
de Martinique

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES

LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME



ARRÊTÉ CONJOINT N° 003450
Portant fixation de la tarification
de la Maison d'Enfants à Caractère Social " C.A.E.F.P. LA CLAIRIERE"
de DUCOS
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 318 8

STATUT ÉTABLISSEMENT : Privé associatif

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n°46-734 du 16 avril 1946 relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;

Vu le décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;

Vu le décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu le décret n° 88-949 du 06 octobre 1988 portant habilitation des structures auxquelles l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n°52-163/1/2 du 29/04/1952 habilitant Justice l'association ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249402 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

Sur proposition du Directeur Général des Services ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Enfants à Caractère Social " C.A.E.F.P. LA CLAIRIERE" gérée par l'Association Martiniquaise de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	331 238,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2 378 747,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	291 090,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 001 075,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	2 758 236,46€
	dont : Pds tarification prévisionnelle MECS	2 238 236,46€
	dont : Pds tarification prévisionnelle SEMI EXTERNAT	100 000,00€
	dont : Pds tarification prévisionnelle P.J.J	420 000,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	2 758 236,46€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **242 838,54€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Maison d'Enfants à Caractère Social " C.A.E.F.P. LA CLAIRIERE" gérée par l'Association Martiniquaise de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Prix de journée MECS :	217,46€
Prix de journée SEMI EXTERNAT :	98,33€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation Globalisée : **2 338 236,46 €**

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **194 853,04€**

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison d'Enfants à Caractère Social " C.A.E.F.P. LA CLAIRIERE" de DUCOS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

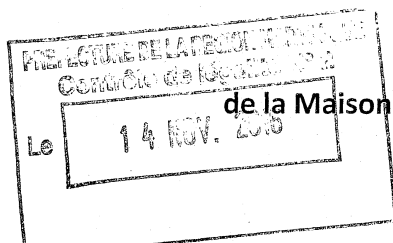
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

et S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



N° FINESS : 97 020 311 3

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

ARRÊTÉ N° 003451

**Portant fixation de la tarification
de la Maison d'Enfants à Caractère Social "Foyer de l'Espérance"
de Fort de France
- pour l'année 2016 -**

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n° 59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;

Vu le décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 51-1045/11/2 d'habilitation à l'aide sociale daté du 23 novembre 1951 ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249406 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Enfants à Caractère Social "Foyer de l'Espérance" gérée par le Patronage Saint-Louis sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	374 450,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	3 774 939,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	482 820,00€
	TOTAL G I + G II + G III	4 632 209,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	4 649 603,88€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	4 649 603,88€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **17 394,88€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Maison d'Enfants à Caractère Social "Foyer de l'Espérance" gérée par le Patronage Saint-Louis est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Prix de journée : 233,56€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 4 649 603,88 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

387 466,99€

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison d'Enfants à Caractère Social "Foyer de l'Espérance" de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

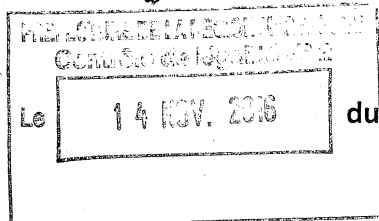
**Collectivité
de
Territoriale
Martinique**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -



**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003452

**Portant fixation de la tarification
du Service d'Action Educative "LE BOIS JOLI"
du FRANCOIS
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 020 317 7

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n° 59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;

Vu le décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 03308 d'autorisation de création daté du 20/11/2013 ;

Vu l'arrêté n° CV/00404 d'habilitation à l'aide sociale daté du 28/04/2015 ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 5/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249404 du 11/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Action Educative "LE BOIS JOLI" géré par l'Association près le Tribunal pour enfants de Fort de France sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	105 683,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 018 653,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	85 315,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 209 651,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	946 440,56€
	<i>dont : Pdts tarification prévisionnelle Service d'Action Educative</i>	646 440,56€
	<i>dont : Pdts tarification prévisionnelle Hébergement Temporaire</i>	300 000,00€
	<i>dont : Pdts tarification prévisionnelle P.J.J</i>	0,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	946 440,56€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **263 210,44€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations du Service d'Action Educative "LE BOIS JOLI" géré par l'Association près le Tribunal pour enfants de Fort de France est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée Service d'Action Educative :	45,37€
Prix de journée Hébergement Temporaire :	193,46€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 946 440,56 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

78 870,05€

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Service d'Action Educative "LE BOIS JOLI" du FRANCOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

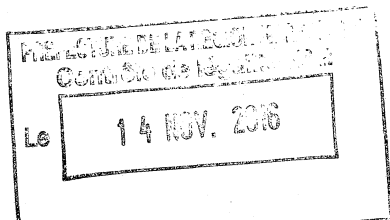
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

Dr S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



N° FINESS : 97 020 308 9

STATUT Etablissement : Public

ARRÊTÉ N° 003453

**Portant fixation de la tarification
du Foyer Territorial de l'Enfance
de FORT DE FRANCE
- pour l'année 2016 -**

Le Président du Conseil Exécutif

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n° 59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;

Vu le décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 90-03 d'autorisation de création daté du 05/11/2003 ;

Vu l'arrêté n°CV/06-157 daté du 13 Avril 2006 habilitant le service à l'Aide sociale départementale ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5 octobre 2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29 Octobre 2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249399 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer Territorial de l'Enfance sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	963 910,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	6 981 024,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	999 892,00€
	TOTAL G I + G II + G III	8 944 826,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	8 887 398,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	57 428,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	8 944 826,00€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 119 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations du Foyer Territorial de l'Enfance est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée : 239,92€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 8 887 398,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **740 616,50€**

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice (P.I) du Foyer Territorial de l'Enfance de FORT DE FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

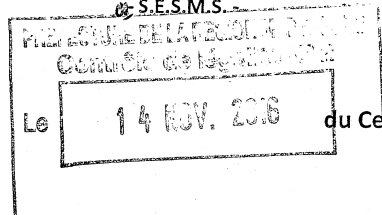
31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S.



N° FINESS :

M.E.C.S. : 97 020 326 1

POUPONNIERE : 97 020 344 4

STATUT ETABLISSEMENT : PRIVE ASSOCIATIF

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003454

Portant fixation de la tarification

du Centre Socio-Educatif de GASCHETTE du ROBERT

- pour l'année 2016 -

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 78-2203 d'autorisation de création daté du 19/04/1978 ;

Vu l'arrêté n° d'habilitation à l'aide sociale daté du 33072 ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'aide sociale ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249403 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Socio-Educatif de GASCHETTE du ROBERT géré par l'Association "La Sainte Famille" sont autorisées comme suit :

M.E.C.S.

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	410 028,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	3 077 572,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	402 435,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 890 035,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	3 922 008,28€
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00€
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 922 008,28€

POUPONNIERE

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 406,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	896 448,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	88 827,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 080 681,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	1 052 297,00€
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00€
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 052 297,00€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

M.E.C.S.

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **31 973,28€**

POUPONNIERE

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **28 384,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations du Centre Socio-Educatif de GASCHETTE du ROBERT géré par l'Association "La Sainte Famille" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée :	<u>M.E.C.S.</u>	278,34€
	<u>POUPONNIERE</u>	273,73€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

<u>M.E.C.S.</u>	3 922 008,28 €
<u>POUPONNIERE</u>	1 052 297,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

<u>M.E.C.S.</u>	326 834,02 €
<u>POUPONNIERE</u>	87 691,42 €

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.


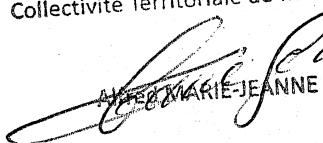
ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur du Centre Socio-Educatif de GASCHETTE du ROBERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Collectivité Territoriale de Martinique



31 OCT. 2016

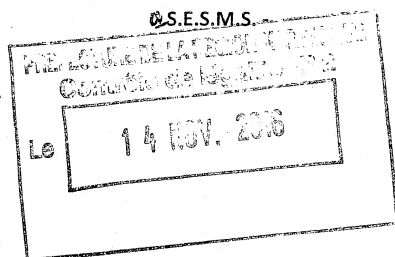
**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

D.S.E.S.M.S.



**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003455

**Portant fixation de la tarification
du Centre Maternel "OASIS"
du ROBERT
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 021 055 5

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n° 59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;

Vu le décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 2220 d'autorisation de création daté du 12/12/2006 ;

Vu l'arrêté n° 25 d'habilitation à l'aide sociale daté du 25/01/2011 ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 21/04/2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249407 du 11/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Maternel "OASIS" géré par l'Association O.A.S.I.S. sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	121 949,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	558 387,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	86 191,00€
	TOTAL G I + G II + G III	766 526,99€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	917 930,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	24 600,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	942 530,00€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **176 003,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations du Centre Maternel "OASIS" géré par l'Association O.A.S.I.S. est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée (future mère) : 269,14€

Prix de journée (mère +enfant) : 279,14€

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 917 930,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

76 494,17€

Compte-tenu des états de frais de séjours déjà émis par l'établissement, le premier versement mensuel globalisé du prix de journée interviendra à compter du mois de novembre 2016.

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

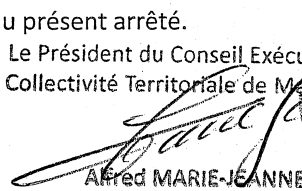
ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Maternel "OASIS" du ROBERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE

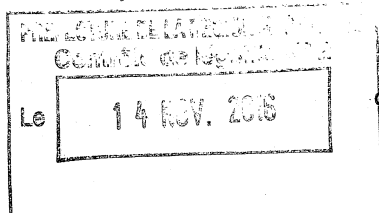
31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DGA SOLIDARITE, COHESION SOCIALE
ET PREVENTION SANITAIRE

SESMS -



N° FINESS : 970210415

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003456

**Portant fixation de la tarification
du Lieu de Vie et d'Accueil "AIDE-TOIT"
de SAINT-JOSEPH
- pour l'année 2016 -**

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu le décret n°2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil ;

Vu le décret n°2013-11 du 4 janvier 2013 relatif à la tarification et au financement des lieux de vie et d'accueil et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 3183 d'autorisation de création daté du 25/11/2008 ;

Vu l'arrêté n° 553 d'habilitation à l'aide sociale daté du 12/09/2014 ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 16/6/2016 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249400 du 11/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Lieu de Vie et d'Accueil "AIDE-TOIT" géré par l'Association "C'TA VIE" sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	79 410,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	271 914,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	46 016,00€
	TOTAL G I + G II + G III	397 340,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	397 340,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	397 340,00€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations du Lieu de Vie et d'Accueil "AIDE-TOIT" géré par l'Association "C'TA VIE" est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Forfait journalier : 164,46 €

dont :

- Forfait journalier de base : 14,5 fois la valeur du salaire minimum de croissance : 140,22 €
- Forfait journalier complémentaire : 0,67 fois la valeur du salaire minimum de croissance : 24,23 €

ARTICLE 4

Le tarif journalier fixé est indexé sur la valeur horaire du salaire minimum de croissance en vigueur au 1er janvier de l'année (TVA incluse) sous réserve de la transmission du compte d'emploi.

ARTICLE 5

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 397 340,00 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédent cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à : **33 111,67€**

Compte-tenu des états de frais de séjours déjà émis par l'établissement, le premier versement mensuel globalisé du prix de journée interviendra à compter du mois de novembre 2016.

ARTICLE 6

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 7

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 9

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Responsable du Lieu de Vie et d'Accueil "AIDE-TOIT" de SAINT-JOSEPH sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

AITÉE MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
de Martinique**

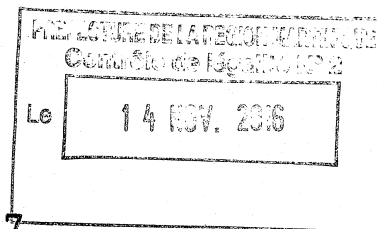
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DGA SOLIDARITES

SESMS --

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

REPUBLIQUE
FRANCAISE



ARRÊTÉ N° 003457

Portant fixation de la tarification

du Service de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) géré par l'Association
Départementale d'Aide aux Familles et d'Actions Educatives (ADAFAE)
de Fort de France
- pour l'année 2016 -

N° S.A.P. : SAP314292046

STATUT SERVICE : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L 221-1, L222-1 à L.222-3 ; L.312-1, L.313-1-2, L.314-1, R.222-1 à R.222-4, R.314-106 à R.314-110; R.314-130 à R.314-135 ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives à l'aide à domicile des Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (Titre I - chapitre II section 2) ;

Vu l'arrêté d'autorisation de création du S.A.P. daté du 19/3/2009 ;

Vu la convention de partenariat n° 489 datée du 11/6/2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée Délibérante de la Collectivité Territoriale de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 28/10/2015 ;

Vu la décision tarifaire de l'autorité de tarification, transmise par courrier n°2278865 du 27/10/2015 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) géré par l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Actions Educatives (ADAFAE) sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 750,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2 636 559,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	554 426,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 226 735,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	3 217 170,00€
	- dont Participation C.T.M. :	2 117 170,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	9 565,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 226 735,00€

ARTICLE 2

La dotation globale de financement précisée à l'article 3 est calculée en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (<i>Excédent - Réduction des charges d'exploitation</i>) pour un montant de :	0,00€
- Compte 11519 (<i>Déficit - Augmentation des charges d'exploitation</i>) pour un montant de :	0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification horaire du Service de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) géré par l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Actions Educatives (ADAFAE) est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif horaire C.T.M. (T.T.C.) : 49,60€

ARTICLE 4

En application de l'article R-314-107 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, la Collectivité Territoriale de Martinique versera au service une dotation globale de financement par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant dans les conditions suivantes :

Dotation globalisée : 2 117 170,00 €

Fraction forfaitaire mensuelle de Janvier à Novembre 2016 : 176 430,83 €

Fraction forfaitaire mensuelle de Décembre 2016 : 176 430,87 €

Le versement de chaque fraction est effectué le vingtième jour du mois ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

ARTICLE 5

Dans le cas où la tarification du service n'a pas été arrêtée avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui la fixe, l'autorité de tarification règle des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

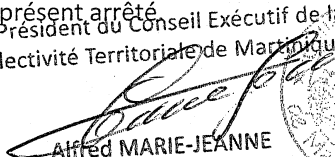
ARTICLE 7

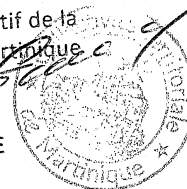
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur Général de l'ADAFAE de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique


ALFRED MARIE-JEANNE



31 OCT. 2016

**Collectivité
de Territoriale
de Martinique**

DGA SOLIDARITES

SESMS-

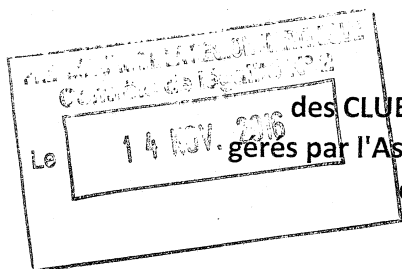
REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

ARRÊTÉ N° 003458

**Portant fixation de la tarification
des CLUBS ET EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE
gérés par l'Association Départementale d'Aide aux Familles
et d'Actions Educatives (ADAFAE)
- pour l'année 2016 -**



N°FINESS : Club de Prévention de DILLON : 97020 804 7

N°FINESS : Clubs de Prévention de TRENELLE : 97020 805 4

STATUT SERVICE : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L 121-2, L221-1-2°; L.312-1-IV°, L.313-8, R.314-105 à R.314-109 ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 juillet 1972 relatif aux clubs et équipes de prévention et ses circulaires d'application ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son président ;

Vu la délibération n°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 28/10/2015 ;

Vu la décision tarifaire de l'autorité de tarification, transmise par courrier n°2278865 du 27/10/2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles des CLUBS ET EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE gérés par l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Actions Educatives (ADAFAE) sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	65 700,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 575 287,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	245 950,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 886 937,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	1 877 833,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	9 104,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 886 937,00€

ARTICLE 2

La dotation globale de financement précisée à l'article 3 est calculée en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

En application de l'article R-314-107 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, la Collectivité Territoriale versera au service une dotation globale de financement par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant dans les conditions suivantes :

Dotation globalisée :	1 877 833,00 €
Fraction forfaitaire mensuelle de Janvier à Novembre 2016 :	156 486,08 €
Fraction forfaitaire mensuelle de Décembre 2016 :	156 486,12 €

Le versement de chaque fraction est effectué le vingtième jour du mois ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification du service n'a pas été arrêtée avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui la fixe, l'autorité de tarification règle des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur Général de l'association ADAFAE de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 12/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2249405 du 26/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Enfants à Caractère Social "LA RUCHE" gérée par l'Association "LA RUCHE" sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	371 884,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2 652 521,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	280 247,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 304 652,01€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	3 352 532,53€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 352 532,53€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **47 880,53€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la Maison d'Enfants à Caractère Social "LA RUCHE" gérée par l'Association "LA RUCHE" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

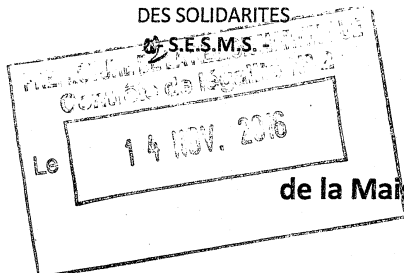
Prix de journée : 216,65€

Collectivité
Territoriale
de Martinique

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES



CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRÊTÉ N° 003459

Portant fixation de la tarification
de la Maison d'Enfants à Caractère Social "LA RUCHE"
de FORT DE FRANCE
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : 97 020 309 7

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code Civil et notamment ses articles 375 à 375-9 relatifs à l'assistance éducative ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 portant prévention de la délinquance ;

Vu le décret n° 59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et L.322-1 du code de l'action sociale et des familles, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relatives à la protection de l'Enfance en danger ;

Vu le décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les dispositions du Règlement Départemental d'Aide Sociale relatives au financement des établissements et services habilités à recevoir des ressortissants de l'Aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 87-320 d'habilitation à l'aide sociale daté du 04/05/1987 ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la demande de l'établissement sollicitant le bénéfice du versement d'une dotation globalisée des tarifs en application de l'article R.314-115 du CASF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

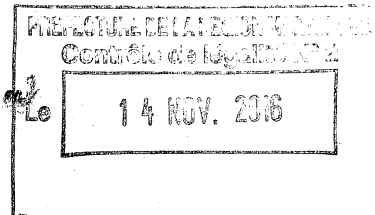
**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
- S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



ARRÊTÉ N° 003460

Portant fixation de la tarification

**du Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés Psychiques "SURCOUF"
de SAINT-PIERRE
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 021 050 6

STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé à un E.P.S

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, à la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 relatif aux conséquences réglementaires de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) ;

Vu le décret n°2010-1084 du 15 septembre 2010 relatif à la prise en charge des frais de transport des personnes adultes handicapées bénéficiant d'un accueil de jour dans les maisons d'accueil spécialisées et les foyers d'accueil médicalisés ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 28 février 2007 fixant les indicateurs des foyers d'accueil médicalisé (FAM) et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du CASF ;

Vu l'arrêté conjoint PCG/Préfet n° 2010-0049 d'autorisation de création daté du 07/01/2010 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

ARTICLE 4

La Collectivité Territoriale de Martinique procédera, en application de l'article R-314-115 du code de l'action sociale et des familles sus-visé, au versement du produit du prix de journée dû à l'établissement sous la forme d'une dotation globalisée, dont le montant est égal à :

Dotation globalisée : 3 352 532,53 €

Le règlement de cette dotation sera effectué par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Le douzième mensuel est fixé, pour l'exercice 2016 à :

279 377,71€

ARTICLE 5

En application de l'article R-314-116 du code de l'action sociale et des familles susvisé, il est précisé ce qui suit :

Dans le cas où le prix de journée n'a pas été arrêté avant le 1er janvier de l'exercice en cause et jusqu'à l'intervention de la décision qui le fixe, l'autorité de tarification règle, sous réserve des dispositions de l'article R-314-38, des acomptes mensuels égaux aux douzièmes de l'exercice antérieur.

Après fixation du nouveau prix de journée et de la nouvelle dotation globalisée, il est procédé à une régularisation des versements lors du plus prochain paiement.

ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.



ARTICLE 7

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur de la Maison d'Enfants à Caractère Social "LA RUCHE" de FORT DE FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
Collectivité Territoriale de Martinique



Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

Vu la délibération N°16-278-1 datée du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 09/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2253495 du 11 octobre 2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés Psychiques "SURCOUF" de SAINT-PIERRE sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 240 353,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 857 397,86€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	349 750,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 447 500,86€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification (Hébergement)	1 781 414,00€
	Groupe I - Produits de la tarification (Soins)	1 666 086,86€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	3 447 500,86€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 119 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation HEBERGEMENT du Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés Psychiques "SURCOUF" de SAINT-PIERRE est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée HEBERGEMENT PERMANENT: 100,18 €

Prix de journée HEBERGEMENT TEMPORAIRE : 100,18 €

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification n'a pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification de l'établissement ou du service continuent d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

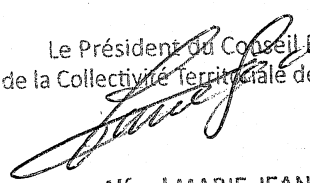
ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier Spécialisé "Maurice DESPINOY" (Ex-Colson) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE



31 OCT. 2016

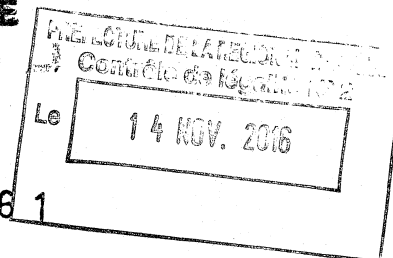
**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
S.E.S.M.S. -

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**



ARRÊTÉ N° 003461

Portant fixation de la tarification

**du Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés Psychiques "BEL AIR"
du MORNE VERT
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 020 053 0

STATUT ETABLISSEMENT : Public annexé à un EPS

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, à la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 relatif aux conséquences réglementaires de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) ;

Vu le décret n°2010-1084 du 15 septembre 2010 relatif à la prise en charge des frais de transport des personnes adultes handicapées bénéficiant d'un accueil de jour dans les maisons d'accueil spécialisées et les foyers d'accueil médicalisés ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 28 février 2007 fixant les indicateurs des foyers d'accueil médicalisé (FAM) et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du CASF ;

Vu l'arrêté conjoint PCG/Préfet n° 2010-1165 d'autorisation de création daté du 29/06/2010 ;

Vu l'arrêté n° 2011-2095 d'habilitation à l'aide sociale daté du 12/08/2011 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 datée du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 9/11/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2253504 du 11 octobre 2016 ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés Psychiques "BEL AIR" du MORNE VERT sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	916 110,96€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 507 358,60€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	204 933,00€
	TOTAL G I + G II + G III	2 628 402,56€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification (Hébergement)	1 493 597,84€
	Groupe I - Produits de la tarification (Soins)	1 223 676,56€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	2 717 274,40€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 110 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**
- Compte 119 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **88 871,84€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation HEBERGEMENT du Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés Psychiques "BEL AIR" du MORNE VERT est fixée comme suit à compter du 1er Octobre 2016 :

Prix de journée HEBERGEMENT PERMANENT:	135,68 €
Prix de journée HEBERGEMENT TEMPORAIRE :	135,68 €

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification n'a pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification de l'établissement ou du service continuent d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er Octobre 2016.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Centre Hospitalier Spécialisé "Maurice DESPINOY" (Ex-Colson) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique


Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

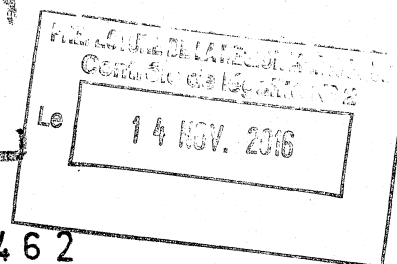
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité



ARRÊTÉ N° 003462

**Portant fixation de la tarification
du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés Cérébro-lésés
de Fort de France
- pour l'année 2016 -**

N° FINESS : 97 020 957 3

STATUT SERVICE : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, à la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 relatif aux conséquences réglementaires de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) ;

Vu le décret n°2010-1084 du 15 septembre 2010 relatif à la prise en charge des frais de transport des personnes adultes handicapées bénéficiant d'un accueil de jour dans les maisons d'accueil spécialisées et les foyers d'accueil médicalisés ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté conjoint PCG/Préfet n° 09-00267 d'autorisation de création daté du 28/01/2009 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires du service pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 31/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2253504 du 20/10/2016 ;

Vu la réponse du service ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés Cérébro-lésés géré par l'Association d'Aide à la Réinsertion des Personnes Handicapées suite à des Accidents (AARPHA) sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 806,43€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	558 427,28€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	191 461,24€
	TOTAL G I + G II + G III	810 694,94€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification (Hébergement)	254 859,82€
	Groupe I - Produits de la tarification (Soins)	508 485,94€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	2 104,87€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	765 450,63€

ARTICLE 2

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : **45 244,31€**
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : **0,00€**

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation d'ACCOMPAGNEMENT A LA VIE SOCIALE du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés Cérébro-lésés géré par l'Association d'Aide à la Réinsertion des Personnes Handicapées suite à des Accidents (AARPHA) est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Tarif journalier d'accompagnement à la vie sociale : 45,28 €

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification n'a pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification de l'établissement ou du service continuent d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

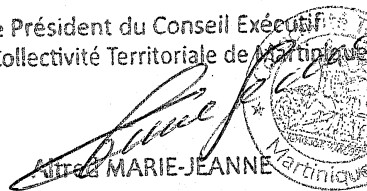
ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés Cérébro-lésés de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique


MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

1 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

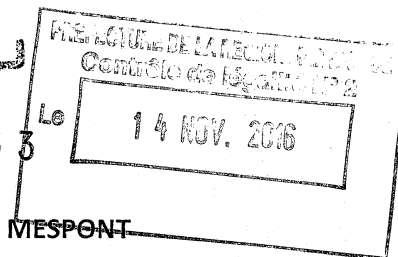
S.E.S.M.S. -

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ N° 003463

Portant fixation de la tarification
du Foyer d'Hébergement pour Adultes Handicapés de MESPONT
du MORNE-ROUGE
- pour l'année 2016 -



N° FINESS : : 97 020 862 5

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, à la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 relatif aux conséquences réglementaires de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 999 d'autorisation de création daté du 30/08/1999 ;

Vu l'arrêté n° 986 d'habilitation à l'aide sociale daté du 25/07/2002 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 5/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement ou du service pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2253508 du 14/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Hébergement pour Adultes Handicapés de MESPONT géré par l'ADAPEI MARTINIQUE sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	107 279,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	294 704,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	85 117,00€
	TOTAL G I + G II + G III	487 100,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	487 100,00€
	- dont pris en charge par l'aide sociale :	487 100,00€
	- dont non pris en charge par l'aide sociale :	0,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	487 100,00€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation HEBERGEMENT du Foyer d'Hébergement pour Adultes Handicapés de MESPONT géré par l'ADAPEI MARTINIQUE est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée : 88,65 €

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification n'a pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification de l'établissement ou du service continuent d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, le Directeur du Foyer d'Hébergement pour Adultes Handicapés de MESPONT du MORNE-ROUGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

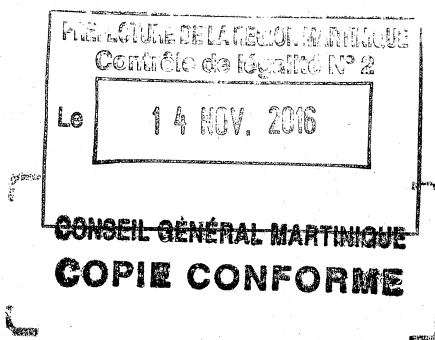
Alfred MAYIE JEANNE



**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
S.E.S.M.S. -



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ N° 003464

Portant fixation de la tarification
du Foyer de Vie pour Adultes Handicapés Psychiques "LA MYRIAM"
de Fort de France
- pour l'année 2016 -

N° FINESS : Unité Hommes : 97 020 416 0

N° FINESS : Unité Femmes : 97 020 418 6

STATUT ETABLISSEMENT : privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, à la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 relatif aux conséquences réglementaires de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 90-708 d'autorisation de création ;

Vu l'arrêté n° 90-803 d'habilitation à l'aide sociale daté du 06/06/1990 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 du 05/10/2016 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement ou du service pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 30/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2253515 du 11/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer de Vie pour Adultes Handicapés Psychiques "LA MYRIAM" géré par l'Association "LA MYRIAM" sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	176 199,00€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	940 310,00€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	126 957,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 243 466,00€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification	1 249 931,20€
	- dont pris en charge par l'aide sociale :	1 249 931,20€
	- dont non pris en charge par l'aide sociale :	0,00€
	Groupe II - Autres prod. relatifs à l'exploitat°	0,00€
	Groupe III - Prod. financiers et prod. non encaissables	0,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 249 931,20€

ARTICLE 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

- Compte 11510 (Excédent - Réduction des charges d'exploitation) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (Déficit - Augmentation des charges d'exploitation) pour un montant de : 6 465,20€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation HEBERGEMENT du Foyer de Vie pour Adultes Handicapés Psychiques "LA MYRIAM" géré par l'Association "LA MYRIAM" est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée : 142,35 €

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification n'a pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification de l'établissement ou du service continuent d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, La Directrice du Foyer de Vie pour Adultes Handicapés Psychiques "LA MYRIAM" de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

**Collectivité
Territoriale
de Martinique**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

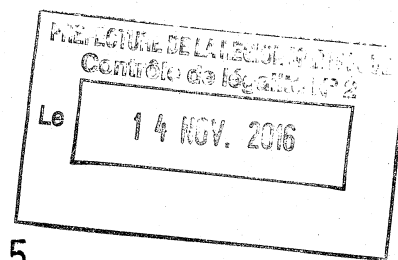
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES

S.E.S.M.S. -

**CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité



ARRÊTÉ N° 003465

Portant fixation de la tarification

**du Foyer d'Accueil Médicalisé et Centre d'Accueil de Jour pour Traumatisés Crâniens
de FORT DE FRANCE
- pour l'année 2016 -**

N° FINES :

Foyer d'Accueil Médicalisé : 97020893

Centre d'Accueil Jour : 97020893

STATUT ETABLISSEMENT : Privé associatif

Le Président du Conseil Exécutif,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L.7224-14 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son livre III, titre I, chapitre IV- dispositions financières ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, à la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n°2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations des établissements et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 relatif aux conséquences réglementaires de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) ;

Vu le décret n°2010-1084 du 15 septembre 2010 relatif à la prise en charge des frais de transport des personnes adultes handicapées bénéficiant d'un accueil de jour dans les maisons d'accueil spécialisées et les foyers d'accueil médicalisés ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié, fixant les modèles des documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R. 314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 400 d'autorisation de création daté du 04/05/2001 ;

Vu l'arrêté n° 0986 d'habilitation à l'aide sociale daté du 30/04/2004 ;

Vu la convention passée avec l'établissement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération N°16-278-1 de l'Assemblée de Martinique fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2016 des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif ;

Vu les propositions budgétaires de l'établissement pour l'exercice 2016 transmises par courrier du 29/10/2015 ;

Vu les modifications budgétaires proposées par l'autorité de tarification, transmises par courrier n°2253489 du 26/10/2016 ;

Vu la réponse de l'établissement ;

Sur proposition du Directeur Général des Services :

ARRÊTE

ARTICLE 1

Pour l'exercice budgétaire 2016 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé et Centre d'Accueil de Jour pour Traumatisés Crâniens géré par l'AFTCM sont autorisées comme suit :

Foyer d'Accueil Médicalisé

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	154 615,69€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 174 668,42€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	215 135,00€
	TOTAL G I + G II + G III	1 544 419,10€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification (Hébergement)	888 268,13€
	Groupe I - Produits de la tarification (Soins)	686 751,10€
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	2 332,00€
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	41 024,41€
	TOTAL G I + G II + G III	1 618 375,64€

Centre d'Accueil Jour

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS
DEPENSES	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	174 081,55€
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	409 932,80€
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	44 634,47€
	TOTAL G I + G II + G III	628 648,82€
RECETTES	Groupe I - Produits de la tarification (Hébergement)	162 387,74€
	Groupe I - Produits de la tarification (Soins)	405 824,82€
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00€
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	20 080,00€
	TOTAL G I + G II + G III	588 292,56€

ARTICLE 2

Les tarifs HEBERGEMENT précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats suivants :

Foyer d'Accueil Médicalisé

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : 0,00€
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : 73 956,54€

Centre d'Accueil Jour

- Compte 11510 (*Excédent - Réduction des charges d'exploitation*) pour un montant de : 40 356,26€
- Compte 11519 (*Déficit - Augmentation des charges d'exploitation*) pour un montant de : 0,00€

ARTICLE 3

Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification de la prestation HEBERGEMENT du Foyer d'Accueil Médicalisé et Centre d'Accueil de Jour pour Traumatisés Crâniens géré par l'AFTCM est fixée comme suit à compter du 1er octobre 2016 :

Prix de journée :	Foyer d'Accueil Médicalisé :	138,41€
	Centre d'Accueil Jour :	64,97€

ARTICLE 4

Dans le cas où la tarification n'a pas été fixée avant le 1er janvier de l'exercice 2017, les recettes de tarification de l'établissement ou du service continuent d'être liquidées et perçues dans les conditions applicables au 1er octobre 2016.

ARTICLE 5

En application des dispositions de l'article R-314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera notifié à l'établissement ou au service et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Paris, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 7

Le Directeur Général des Services, le Payeur Territorial, la Directrice du Foyer d'Accueil Médicalisé et Centre d'Accueil de Jour pour Traumatisés Crâniens de FORT DE FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

31 OCT. 2016

Collectivité
de Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

ARRETE N° **AR 04 10. 16 - 2 1 8 9 -**

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX D'ACCES SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 9 AU POINT REPERE 1+600 - COTE GAUCHE – QUARTIER POIRIER- SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE SAINTE-ANNE.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 2213-1, L3221-4, L 3213-3, L4231-4 et L 4433-24-1,
- Vu** le code de la route et notamment les articles R 411-8, R 411-25 et L 411-6,
- Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,
- Vu** l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental,
- Vu** le code pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,
- Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,
- Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,
- Vu** la lettre du pétitionnaire, **Monsieur – quartier Cap Marin – chez M. - 97290 LE MARIN**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.
- Vu** les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental, et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Vu** l'état des lieux dressé le **7 septembre 2016**
- Sur proposition** de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

ARRETE :

ARTICLE 1er : Autorisation

Monsieur – quartier Cap Marin – chez M.

97290 LE MARIN est autorisé suite, à sa demande en date du **18 août 2016**, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la **route départementale 9 au PR 1+600 - côté gauche – quartier Poirier** - sur le territoire de la **ville de SAINTE-ANNE**, pour lesquels il a sollicité une autorisation, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité. Elle sera renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

Cette autorisation est assortie pour le pétitionnaire de l'obligation d'entretenir et de maintenir l'accès en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la **fiche n° 2 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la **fiche n° 2 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre le Département en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **76,00 €** correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **50,00 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté, et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville de SAINTE-ANNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville de SAINTE-ANNE.

- 3 OCT. 2016

Le Président du Conseil Exécutif
Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
le Conseil Exécutif,

Daniel MARIE-ANNE



RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

Monsieur

**quartier Cap Marin
chez M.
97290 LE MARIN**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 2

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
POUR L'EXECUTION D'UN PONCEAU D'ACCES**

A) MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau, afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...).

Le bénéficiaire informera la Direction Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire devra informer les divers services pouvant occuper le domaine public (Service des Eaux – France Télécom - EDF) de l'ouverture de son chantier et solliciter auprès de ces organismes l'autorisation d'entreprendre ou de poursuivre les travaux.

B) SIGNALISATION DE CHANTIER

Pendant la durée du chantier, le pétitionnaire devra assurer la commodité et la sécurité de la circulation en prenant toutes les dispositions nécessaires en dehors de la chaussée et en exécutant tous travaux utiles de déblaiement, balayage ou pavage de la chaussée ou des parties laissées libres à la circulation.

La signalisation du chantier sera réalisée en concertation avec la Direction des Infrastructures et de l'Eau. Elle sera conforme à la réglementation.

La signalisation devra être assurée de jour et de nuit.

Le pétitionnaire pourvoira à la signalisation du chantier jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état.

C) EXECUTION DES TRAVAUX

L'axe du ponceau se confondra avec celui du fossé. Sa section hydraulique minimum mesurera 0,40 m x 0,40 m sur toute la longueur de l'ouvrage. Ces recommandations seront à adapter selon le type de fossés ou caniveaux adjacents existants.

La couverture du ponceau sera constituée d'une grille métallique permettant de recueillir les eaux de ruissellement.

Le radier sera bétonné sur toute la longueur de l'ouvrage qui mesurera CINQ METRES (5 m).

Il ne sera point fait de déblai ni de remblai sur la route et aucun dépôt de matériau ne sera toléré sur la voie publique.

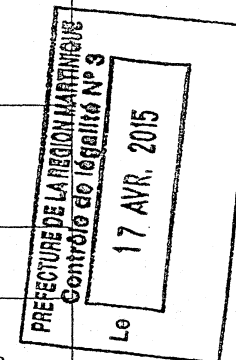
D) REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du permissionnaire. Elles devront être reconstituées dans leur état initial dans le délai d'un mois à compter de la date d'achèvement des travaux.

A l'expiration de ce délai, une visite des lieux sera faite par les agents de la Direction des Infrastructures et de l'Eau, accompagnés du pétitionnaire.

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT - FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
.de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
.de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
.de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
.de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
.Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
		27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires		
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien	26,00 €	54,00 € km/an
• Particuliers		
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Particuliers		29,00 €/m2/mois
• Entreprises		
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
 Contrôle de légalité N° 3

Le 17 AVR. 2015

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

ARRETE AR 04 10. 16 - 2 1 9 0 -

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE REPARATION D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE À L'INTERSECTION DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 10 AU POINT REPERE 2+200 ET DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 10A AU POINT REPERE 0+000 - COTE DROIT – QUARTIER LA GALERE – SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE SAINT-PIERRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 2213-1, L3221-4, L 3213-3, L4231-4 et L 4433-24-1,
- Vu** le code de la route et notamment les articles R 411-8, R 411-25 et L 411-6,
- Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,
- Vu** le code pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration,
- Vu** l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,
- Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,
- Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,
- Vu** la lettre du pétitionnaire, la **Société Martiniquaise des Eaux (S.M.E) - Place d'Armes – rue Victor Lamon 97232 LE LAMENTIN**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.
- Vu** les délibérations CP/780-13 du jeudi 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Vu** l'état des lieux dressé le **15 septembre 2016**,
- Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,

ARRETE

ARTICLE 1er : Autorisation

La Société Martiniquaise des Eaux - Place d'Armes – rue Victor Lamon – 97232 LE LAMENTIN est autorisée suite à sa demande en date du 05 septembre 2016, à procéder aux travaux ci-dessus à l'intersection de la route départementale **10 au point repère 2+200** et de la route départementale **10A au point repère 0+000 au quartier La Galère, sur le territoire de la ville de SAINT-PIERRE**, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité. Elle sera renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la **fiche n° 1** annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de l'accotement et de la chaussée sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la Collectivité Territoriale de Martinique, en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe Chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

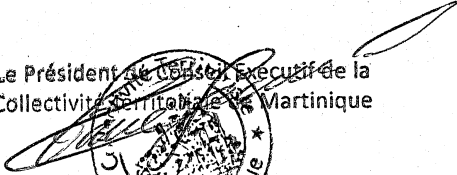
La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique le Maire de la ville de SAINT-PIERRE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Maire de la ville de SAINT-PIERRE.

Le Président du Conseil Exécutif

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE
de Martinique

RECOLEMENT

- 3 OCT. 2016

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

La Société Martiniquaise des Eaux

**Place d'Armes
Rue Victor Lamon
97232 LE LAMENTIN**

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR L'EXECUTION D'UNE TRAVERSEE DE CHAUSSEE

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les fouilles devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les fouilles qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudoirs rétroréflécteurs.

L'ouverture de la fouille devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DE FOUILLES

Préalablement à l'exécution des fouilles, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les fouilles seront réalisées à la tranchée.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de fouille sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les fouilles ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la section maximale de la fouille susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES FOUILLES

Les conditions de remblayage des fouilles et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la fouille à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une fouille existante ou si une ou plusieurs fouilles aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation.
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface.

Chaussée en béton :

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface.

Chaussée en enrobés

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface.
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m.
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Passage sous accotements ou trottoirs

Trottoirs : ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Fort-de-France, le **AR 10 10. 16 - 2 4 9 8 -**

ARRETE

AUTORISANT LES TRAVAUX D'EXTENSION BTA/A – POSTE «BALATA 9097» AU VOISINAGE DE MADAME SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 28 AU POINT REPERE 4+200 DANS LES QUARTIERS DUCHESNE SUD ET FOND NICOLAS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU ROBERT.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 2213-1, L3221-4, L 3213-3, L4231-4 et L 4433-24-1,

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-8, R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la lettre du pétitionnaire, le **Syndicat Mixte d'Électricité de la MARTINIQUE (S.M.E.M.), sis Centre d'Affaires Agora – Avenue l'Étang Zabricot – BP 528 – 97206 Fort-de-France**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du jeudi 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le **15 septembre 2016**,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,

ARRETE

ARTICLE 1er : Autorisation

Le Syndicat Mixte d'Électricité de la MARTINIQUE, sis Centre d'Affaires Agora – Avenue l'Étang Zabricot – BP 528 – 97206 Fort-de-France est autorisé suite à sa demande en date du 05 Août 2016, à procéder aux travaux mentionnés ci-dessus, et est informé qu'au point indiqué sur sa demande, la limite du domaine public est située à **6, 00 mètres linéaires** parallèlement à l'axe de la chaussée existante de la route départementale n° 28 du PR 4+200. À charge pour le syndicat de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité. Elle sera renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

Les travaux consisteront en la pose de 10 mètres linéaires de câbles électriques aériens et à la pose d'un support béton pour le renforcement du réseau électrique, et devront être réalisés conformément aux prescriptions techniques définies dans la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de l'accotement sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre le Département en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 du Conseil Général approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **0,54 €** conformément à l'annexe jointe au présent arrêté, et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe Chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions


La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique le Maire de la ville du ROBERT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Maire de la ville du ROBERT.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif,



Daniel MARIE-SAINTÉ

- 6 OCT. 2016

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

LE SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DE LA MARTINIQUE
(S.M.E.M.)
CENTRE D'AFFAIRES AGORA
AVENUE DE L'ETANG ZABRICOT
BP 528
97206 FORT-DE-FRANCE

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR TRAVAUX DE POSE DE CABLES EN AERIEN VISANT À RENFORCER LE RESEAU ELECTRIQUE

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Pendant la durée du chantier, le pétitionnaire devra assurer la commodité et la sécurité de la circulation en prenant toutes les dispositions nécessaires en dehors de la chaussée et en exécutant tous travaux utiles de déblaiement ou de balayage de la chaussée ou des parties laissées libres à la circulation.

La signalisation du chantier sera réalisée en concertation avec la Direction des Infrastructures et de l'Eau. Elle sera conforme à la réglementation en vigueur.

La signalisation devra être assurée de jour et de nuit jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K10 et de boudriers rétroreflectorisants.

C - EXECUTION DES FOUILLES

En cas de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau-piqueur ou au brise-roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les fouilles ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la hauteur maximale de la fouille susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en œuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES FOUILLES

Les conditions de remblayage des fouilles sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argile et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais, (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en œuvre par couches successives, 0, 20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 350 kg.

Le remblayage des fouilles sera réalisé par du béton auto-compactant

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la fouille à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Passage sous accotement :

Si la fouille est située à moins UN METRE (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

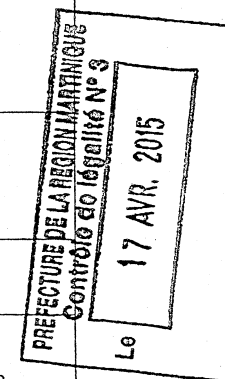
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques :

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
.de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
.de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
.de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
.de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
.Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005 27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires		
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien		
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature		
• Particuliers	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Entreprises		29,00 €/m2/mois
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité N° 3

17 AVR. 2015

Le

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le **AR 10 10. 16 - 2 5 0 0**

ARRETE

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE CONDUITES MULTIPLES SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 15 DU PR 4+000 AU PR 5+000 AU QUARTIER BELEME SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU LAMENTIN.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, **Société ORANGE – URCC Caraïbes** Route du Vert Pré – BP 604 97232 Lamentin, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des lieux dressé le 22 Septembre 2016,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,

ARRETE :

ARTICLE 1er : Autorisation

La Société ORANGE – URCC Caraïbes Route du Vert Pré – BP 604 97232 Lamentin, est autorisée suite à sa demande en date du 20 septembre 2016, à procéder aux travaux de pose de conduites multiples sur la route départementale 15 du PR 4+000 au PR 5+000 au quartier Bélème sur le territoire de la ville du Lamentin, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à une redevance annuelle de **5,28 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Maire de la Ville du Lamentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, au Maire de la Ville du Lamentin.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-STAITE

- 3 OCT. 2016

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**SOCIETE ORANGE
URCC Caraïbes Route du Vert Pré
BP 604
97232 LAMENTIN**

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le _____ à _____

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES POUR LES TRAVAUX
TRAVAUX DE POSE DE CONDUITES MULTIPLES**

A - MESURES PRÉALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées pourront être réalisées à la trancheuse, sinon devront respecter une largeur constante de 0,50 m et une profondeur minimum 1,00 m.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais, (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en oeuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E – IMPLANTATION DE SUPPORTS

L'implantation des supports se fera dans la limite du domaine public soit 6,00 m par rapport à l'axe de la RD15.

F - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Passage sous accotements

Si la tranchée est située à moins UN METRE (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

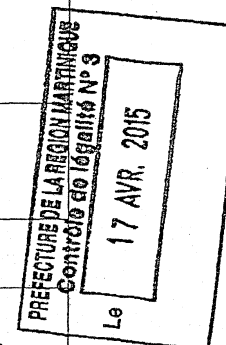
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009 • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009 • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005 • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005 • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
.de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
.de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
.de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
.de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
.Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
		27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	
• Concessionnaires		54,00 € km/an
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien		
• Particuliers	26,00 €	
• Concessionnaires et opérateurs privés		54,00 € km/an
Dépôts de toute nature		
• Particuliers	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Entreprises		29,00 €/m2/mois
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
 Contrôle de légalité N° 3
 Le 17 AVR. 2015

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Fort-de-France, le AR 10 10. 16 - 2 5 0 2 -

ARRETE N°

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE CANALISATION D'EAUX USEES PVC DE Ø 200 MM SUR UN LINEAIRE DE 5 METRES - SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 7 AU POINT REPERE 11+050 - COTE GAUCHE - QUARTIER DESLOGES - SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DES TROIS-ILETS.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, le **Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (S.I.C.S.M.) - quartier Laugier - Avenue des Ecoles - 97215 RIVIERE-SALEE**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le 18 mai 2016

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

HOTEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
CS 30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone 05.96.59.63.00 - Télécopie 05.96.72.68.10

ARRETE:

ARTICLE 1er : Autorisation

Le Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (S.I.C.S.M.) - quartier Laugier - Avenue des Ecoles – 97215 RIVIERE-SALEE est autorisé, suite à sa demande en date du 22 avril 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 7 au PR 11+050 – côté gauche - quartier Desloges sur le territoire de la ville des TROIS-ILETS, pour lesquels il a sollicité une autorisation, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté.**

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **26,15 €** correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **0,15 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville des TROIS-ILETS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville des TROIS-ILETS.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTE

- 3 OCT. 2016



RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique
(S.I.C.S.M.)**

**Avenue des Ecoles
97215 RIVIERE-SALEE**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR L'EXECUTION DE TRAVERSEES DE CHAUSSEES

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en œuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

chaussée béton :

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

Chaussée en enrobés

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Passage sous accotements ou trottoirs

Trottoirs : ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

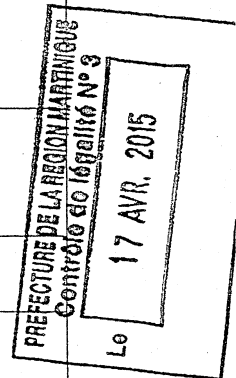
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<ul style="list-style-type: none"> ♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. ♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
.de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
.de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
.de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
.de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
.Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005 27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires		
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien	26,00 €	54,00 € km/an
• Particuliers		
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature	26,00 €	6,00 €/m2/mois 29,00 €/m2/mois
• Particuliers		
• Entreprises		
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Équipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
Contrôle de légalité N° 3

17 AVR. 2015

Le

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

ARRETE N° **AR 10 10. 16 - 2 5 0 3 -**

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE CANALISATION D'EAUX USEES PVC DE Ø 200 MM SUR UN LINEAIRE DE 100 METRES - SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 7 DU POINT REPERE 5+900 AU POINT REPERE 6+000 – COTE GAUCHE - QUARTIER VATABLE – SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DES TROIS-ILETS.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, le **Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (S.I.C.S.M.) - quartier Laugier - Avenue des Ecoles – 97215 RIVIERE-SALEE**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le 18 mai 2016

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Equipement et de l'Eau.

HOTEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
CS 30137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone 05.96.59.63.00 - Télécopie 05.96.72.68.10

ARRETE:

ARTICLE 1er : Autorisation

Le Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (S.I.C.S.M.) - quartier Laugier - Avenue des Ecoles – 97215 RIVIERE-SALEE est autorisé, suite à sa demande en date du 22 avril 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 7 du PR 5+900 au PR 6+000 – côté gauche - quartier Vatable sur le territoire de la ville des TROIS-ILETS, pour lesquels il a sollicité une autorisation, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

Compte-tenu de la présence d'autres réseaux, le passage se fera sur la chaussée.

La reprise du tapis d'enrobé se fera au finisier sur une largeur de 1,40 m.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus s'élève à **32,00 €** correspondant à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **6,00 €** conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions


La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville des TROIS-ILETS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville des TROIS-ILETS.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
par délégation, le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTE

- 3 OCT. 2016

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

**Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique
(S.I.C.S.M.)**

**Avenue des Ecoles
97215 RIVIERE-SALEE**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES POUR L'EXECUTION DE TRAVERSEES DE CHAUSSEES

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,28 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Les conditions de remblayage des tranchées et de réfection des corps de chaussée sont définies ci-après :

Les matériaux de remblayage seront, sauf réutilisation autorisée des déblais, des extraits de gisements naturels ou des produits de carrière. Ils doivent être exempts d'argiles et permettre de réaliser un remblai plein non plastique et incompressible.

Les remblais (y compris les remblais provisoires) en graves seront mis en œuvre par couches successives, 0,20 m maximum.

Dans le cas où le compactage de la zone de remblaiement n'est pas possible, le remblayage des fouilles sous chaussées et à moins d'un mètre du bord de chaussée sous accotement ou sous trottoirs, se fait en béton dosé à 250 kg.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

chaussée béton :

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

Chaussée en enrobés

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Passage sous accotements ou trottoirs

Trottoirs : ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

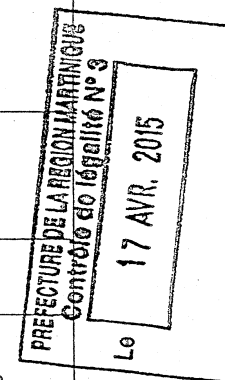
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes **d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.**

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<ul style="list-style-type: none"> ♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. ♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
.de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
.de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
.de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
.de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
.Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
		27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	54,00 € km/an
• Concessionnaires		
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien	26,00 €	54,00 € km/an
• Particuliers		
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Particuliers		29,00 €/m2/mois
• Entreprises		
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
 Contrôle de légalité N° 3

17 AVR. 2015

L°

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

ARRETE N° **AR 11 10. 16 - 2 5 0 9 -**

PORTANT AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE 20 ML DE CANALISATION SOUS CHAUSSEE ET D'UN SOUS-REPARTITEUR SUR ACCOTEMENT SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 28 DU POINT REPERE 6+700 AU POINT REPERE 6+720 – COTE GAUCHE - QUARTIERS HUBERT/DUCHESNE – SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU ROBERT.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16
- Vu** le code de la route et notamment les articles R 411-25 et L 411-6,
- Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,
- Vu** le code pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration,
- Vu** l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,
- Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,
- Vu** la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,
- Vu** la lettre du pétitionnaire, la société **ORANGE CARAIBES – URC Caraïbes Martinique - Pointe des Grives BP 626 – 97261 FORT DE FRANCE**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.
- Vu** les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Vu** l'état des lieux dressé le **14 septembre 2016**
- Sur** proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

ARRETE:

ARTICLE 1er : Autorisation

La société **ORANGE CARAIBES – URC Caraïbes Martinique - Pointe des Grives - BP 626 97261 FORT DE FRANCE**, est autorisée, suite à sa demande en date du 23 août 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 28 du PR 6+700 au PR 6+720 – côté gauche - quartier Hubert-Duchesne - sur le territoire de la ville du **ROBERT**, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité en cas de retrait anticipé. Elle pourra être renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions techniques définies dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité territoriale de Martinique en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.


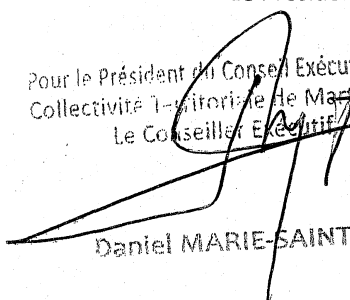
ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville du ROBERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera adressée au pétitionnaire, au Commandant du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville du ROBERT.

Le Président du Conseil Exécutif

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif



Daniel MARIE-SAINTÉ

10 OCT. 2015

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné, certifie que le bénéficiaire :

Société ORANGE CARAIBES

**URC Caraïbes
Route du Vert-Pré
97232 LE LAMENTIN**

s'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le _____ à _____

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

POUR L'EXECUTION DE TRAVERSEES DE CHAUSSEES SOUS ACCOTEMENT

A - MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Le pétitionnaire prendra toutes dispositions pour signaler le chantier de jour comme de nuit. Cette signalisation devra être conforme aux prescriptions réglementaires et respecter les dispositions particulières suivantes :

Toutes les tranchées devront être refermées la nuit. Il pourra être dérogé à cette règle pour les tranchées longitudinales qui seront alors défendues, signalées et éclairées pendant la nuit.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K 10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les conduites ou canalisations doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,80 m.

En cas de chaussée rigide ou de sol résistant, les terrassements seront impérativement préparés au marteau piqueur ou au brise-roche. L'attaque directe au godet de pelle sera interdite.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en œuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autres matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Le remblayage des tranchées sera réalisé par du béton auto-compactant.

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,45 m de sable ou ponce pour couche de fondation ;
- 0,20 m de béton Q350 pour couche de base et de surface

Chaussée béton :

- 25 cm de béton Q350 pour couche de base et de surface

Chaussée en enrobés

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BBQ/14 pour couche de surface
- la reprise de la couche de roulement se fera sur une largeur de 1,00 m, soit 50 cm de part et d'autre de l'axe de la tranchée.
- Le rabotage se fera sur une profondeur de 0,06 m
- La couche d'accrochage sera au bitume modifié pour le collage de la couche de roulement.
- Le répandage des enrobés devra être effectués par un finisseur.
- La technique de mise en œuvre des enrobés devra permettre d'assurer la conformité en altimétrie et en uni.
- L'entreprise devra fournir tous les résultats de contrôle demandés par le gestionnaire de la voirie.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Accotement : Si la tranchée est située à moins d'un mètre (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée. Au-delà d'un mètre et dans les mêmes conditions de compactage, la tranchée pourra être entièrement ou partiellement remblayée avec les terres provenant du remblai si ces matériaux sont réutilisables.

Dans la négative, le remblaiement s'effectuera à la ponce.

Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ARRETE N° AR 24 10. 16 - 3 0 0 5 -

AUTORISANT L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ACCES A LA ROUTE DEPARTEMENTALE 15 AU PR 13+300 -
COTE GAUCHE - QUARTIER MORNE DES ESSES - SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE SAINTE-MARIE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 7211-1 et L 7224-16
 - Vu le code de la route et notamment les articles, R 411-25 et L 411-6,
 - Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,
 - Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,
 - Vu le code des relations entre le public et l'administration
 - Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental
 - Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,
 - Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,
 - Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du Conseil Exécutif de Martinique.
 - Vu la lettre du pétitionnaire, la **Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) – BP 7214 - 97274 SCHOELCHER Cedex** sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.
 - Vu les délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 du Conseil Général portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - Vu l'état des lieux dressé le 11 août 2016,
- Sur proposition** de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau.

ARRETE

ARTICLE 1er : Autorisation

La Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) – BP 7214 - 97274 SCHOELCHER Cédex , est autorisée, suite à sa demande en date du 25 juillet 2016, à procéder aux travaux visés ci-dessus sur la route départementale 15 au PR 13+300 – côté gauche - quartier Morne des Esses sur le territoire de la ville de SAINTE-MARIE, pour lesquels elle a sollicité une autorisation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité. Elle sera renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

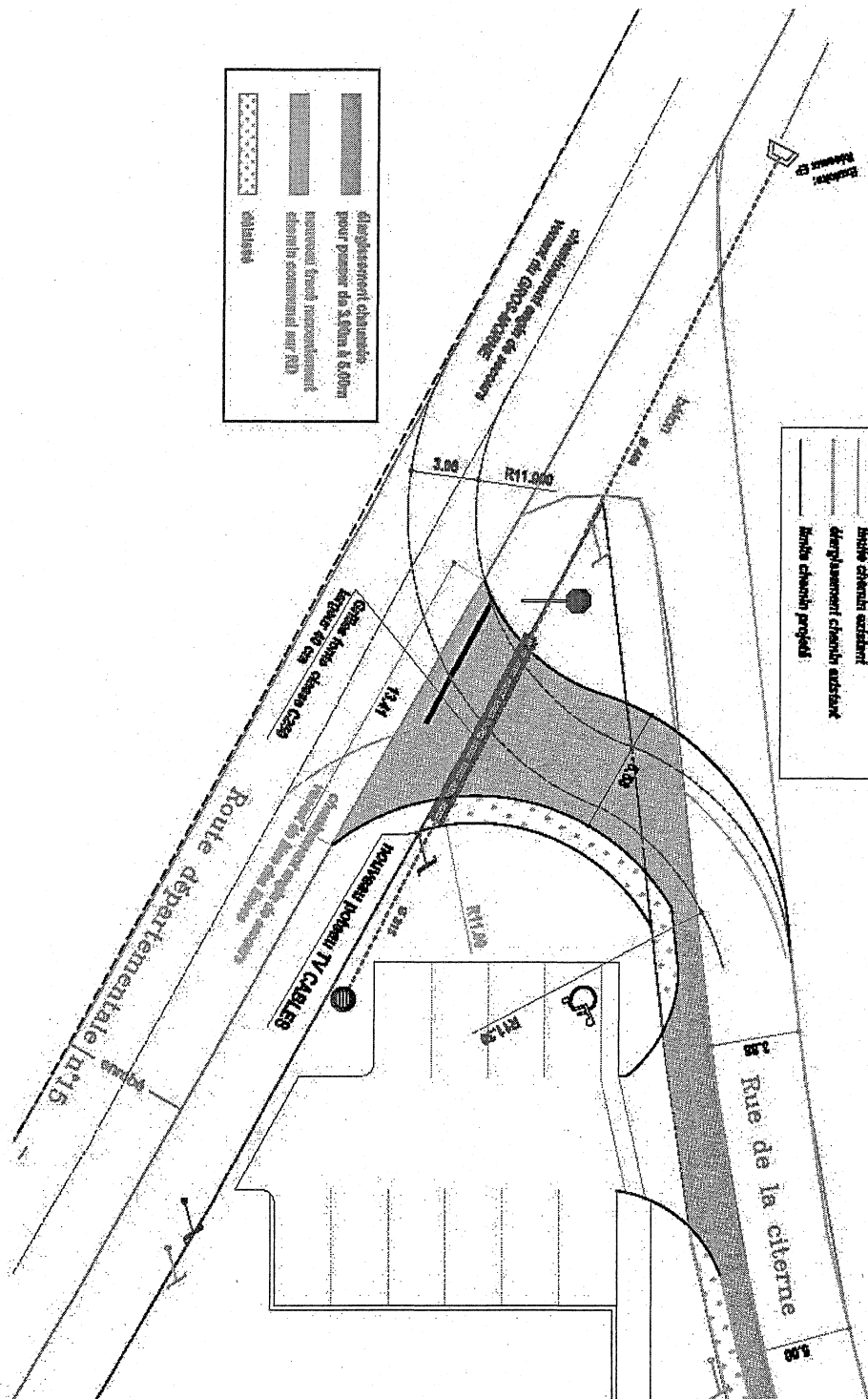
Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

Cette autorisation sera réalisée conformément au plan ci-après. Le pétitionnaire aura l'obligation d'entretenir et de maintenir l'accès en bon état de fonctionnement.



Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la
fiche n° 2 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 2 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre le Département en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés ci-dessus correspondent à un droit fixe de **26,00 €** et à une redevance annuelle de **200,00 €**, conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Colonel du groupement de gendarmerie de la Martinique, le Maire de la Ville de **SAINTE-MARIE**, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Colonel du groupement de gendarmerie de la Martinique, au Maire de la Ville de **SAINTE-MARIE**.

21 OCT. 2016

Pour le Président du Conseil Exécutif
la Collectivité Territoriale de Martinique
en déléguant, le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTÉ



RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

La Société Immobilière de la Martinique (SIMAR)

BP 7214

97274 SCHOELCHER CEDEX

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 2

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
POUR L'EXECUTION D'UN PONCEAU D'ACCES**

A) MESURES PREALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau, afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...).

Le bénéficiaire informera la Direction Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire devra informer les divers services pouvant occuper le domaine public (Service des Eaux – France Télécom - EDF) de l'ouverture de son chantier et solliciter auprès de ces organismes l'autorisation d'entreprendre ou de poursuivre les travaux.

B) SIGNALISATION DE CHANTIER

Pendant la durée du chantier, le pétitionnaire devra assurer la commodité et la sécurité de la circulation en prenant toutes les dispositions nécessaires en dehors de la chaussée et en exécutant tous travaux utiles de déblaiement, balayage ou pavage de la chaussée ou des parties laissées libres à la circulation.

La signalisation du chantier sera réalisée en concertation avec la Direction des Infrastructures et de l'Eau. Elle sera conforme à la réglementation.

La signalisation devra être assurée de jour et de nuit.

Le pétitionnaire pourvoira à la signalisation du chantier jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état.

C) EXECUTION DES TRAVAUX

L'axe de l'accès se confondra avec celui du fossé. Sa section hydraulique minimum mesurera 0,40 m sur toute la largeur de l'accès. Ces recommandations seront à adapter selon le type de fossés ou caniveaux adjacents existants.

La couverture du ponceau sera constituée d'une grille métallique permettant de recueillir les eaux de ruissellement.

Une signalisation verticale et horizontale matérialisant le sens de circulation et l'obligation d'arrêt à la sortie, sera posée par le pétitionnaire.

Il ne sera point fait de déblai ni de remblai sur la route et aucun dépôt de matériau ne sera toléré sur la voie publique.

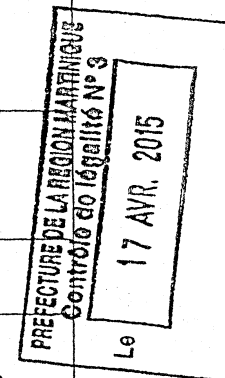
D) REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du permissionnaire. Elles devront être reconstituées dans leur état initial dans le délai d'un mois à compter de la date d'achèvement des travaux.

À l'expiration de ce délai, une visite des lieux sera faite par les agents de la Direction des Infrastructures et de l'Eau, accompagnés du pétitionnaire.

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) <ul style="list-style-type: none"> Particuliers 	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> 0,03 € le mètre linéaire /an 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) <ul style="list-style-type: none"> Particuliers 	26,00 €	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> 0,03 € le mètre linéaire /an 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	<p>Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005</p> <ul style="list-style-type: none"> 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<ul style="list-style-type: none"> ♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u> • <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination. • <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. • <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> : <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. ♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
		27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	
• Concessionnaires		54,00 € km/an
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien	26,00 €	
• Particuliers		54,00 € km/an
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature	26,00 €	
• Particuliers		6,00 €/m2/mois
• Entreprises		29,00 €/m2/mois
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
 Contrôle de légalité N° 3

17 AVR. 2015
 Lo

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE AR26 10. 16 - 3 3 0 2 -

AUTORISANT LES TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU BTA/A - POSTE « PARNASSE 1316 » AU DROIT DE CHEZ M.
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 11 DU POINT REPERE 4+300 AU POINT REPERE 4+650 - COTE DROIT - AU LIEU-DIT : HABITATION CHÂTEAU GAILLARD - SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU MORNE-ROUGE.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 2213-1, L3221-4, L 3213-3, L4231-4 et L 4433-24-1,

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-8, R 411-25 et L 411-6,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,

Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,

Vu la lettre du pétitionnaire, le **Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique (S.M.E.M.) – Centre d'Affaires Agora – Avenue de l'Etang Z'Abri coté – BP 528 – 97206 FORT DE FRANCE CEDEX**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.

Vu les délibérations CP/780-13 du jeudi 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'état des lieux dressé le **19 septembre 2016**,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre le Département en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

Cette autorisation est délivrée à titre gratuit.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe Chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

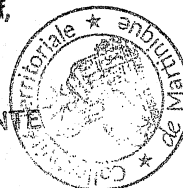
ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, Madame le Maire de la ville du MORNE-ROUGE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, à Madame le Maire de la ville du MORNE-ROUGE.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif,

Daniel MARIE-SAINTÉ



24 OCT. 2016

RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

**Le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique
Centre d'Affaires Agora
Avenue de l'Etang Z'Abricot
BP 528
97206 FORT DE FRANCE CEDEX**

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES POUR LES TRAVAUX
D'EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE**

A - MESURES PRÉALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l' E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Pendant la durée du chantier, le pétitionnaire devra assurer la commodité et la sécurité de la circulation en prenant toutes les dispositions nécessaires en dehors de la chaussée et en exécutant tous travaux utiles de déblaiement, de balayage ou de pavage de la chaussée ou des parties laissées libres à la circulation.

La signalisation du chantier sera réalisée en concertation avec la Direction des Infrastructures et de l'Eau. Elle sera conforme à la réglementation en vigueur.

La signalisation devra être assurée de jour et de nuit jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K10 et de boudriers rétroréfléctorisants.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

Collectivité
Territoriale
de Martinique

CONSEIL GÉNÉRAL MARTINIQUE
COPIE CONFORME

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AR 26 10. 16 - 3 3 9 7 -

ARRETE

AUTORISANT L'EXECUTION DE TRAVAUX DE POSE DE 165 METRES LINEAIRES DE CABLE ELECTRIQUE SOUTERRAIN (SOUS ACCOTEMENT) POUR LE RENFORCEMENT DU RESEAU - SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 3 DU POINT REPERE 12+235 AU POINT REPERE 12+400 - COTE DROIT - LIEU-DIT GALETTE - SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU ROBERT.

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 2213-1, L3221-4, L 3213-3, L4231-4 et L 4433-24-1,
- Vu le code de la route et notamment les articles R 411-8, R 411-25 et L 411-6,
- Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-1, L 131-3 et R 113-1,
- Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le code des relations entre le public et l'administration,
- Vu l'arrêté n° 84-0066 du 11 Janvier 1984 réglementant l'occupation du domaine public routier départemental,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée,
- Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, en qualité de président de l'assemblée de Martinique,
- Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de président du conseil exécutif de Martinique,
- Vu la lettre du pétitionnaire, le **Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique (S.M.E.M.) – Centre d'Affaires Agora 2 – 4^{ème} étage – Avenue de l'Etang Z'Abricot – CS 30528 – 97206 FORT DE FRANCE CEDEX**, sollicitant l'autorisation d'exécuter les travaux cités en objet.
- Vu les délibérations CP/780-13 du jeudi 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 portant approbation du barème des redevances pour les occupations privatives du domaine public routier départemental et conformément aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Vu l'état des lieux dressé le **5 octobre 2016**,
- Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de l'Équipement et de l'Eau,

ARRETE

ARTICLE 1er : Autorisation

Le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique – Centre d’Affaires Agora 2 – 4^{ème} étage – Avenue de l’Etang Z’Abricot – CS 30528 – 97206 FORT DE FRANCE CEDEX est autorisé suite à sa demande en date du 15 septembre 2016, à procéder aux travaux ci-dessus **sur la route départementale 3 du PR 12+235 au PR 12+400 sur le territoire de la Ville du ROBERT**, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement énoncé ci-dessus et aux conditions spéciales développées ci-après.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans qu'il puisse en résulter pour le bénéficiaire de droit à indemnité. Elle sera renouvelée sur demande (lettre recommandée/accusé de réception).

Toute modification de l'ouvrage autorisé nécessitera le dépôt d'une nouvelle demande expresse d'autorisation.

Les travaux d'implantation devront être réalisés dans un délai de 4 mois sous peine de retrait de cette autorisation.

En effet, cette autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

En cas de retrait anticipé de son autorisation, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de retrait précité ou de la date d'expiration de la permission. Passé ce délai, en cas d'inobservation de cette prescription, un procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution de l'autorisation et des travaux

Les travaux consistent à poser 165 mètres linéaires de câble électrique en souterrain. Ils seront conformes aux prescriptions techniques définies dans la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 4 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions énoncées au chapitre B de la **fiche n° 1 annexée au présent arrêté**.

ARTICLE 5 : Remise en état des lieux

La remise en état de la chaussée et de ses dépendances sera entièrement à la charge du pétitionnaire et devra se faire dès l'achèvement des travaux, le revêtement étant immédiatement reconstitué après exécution du corps de la chaussée selon les prescriptions figurant dans la fiche n° 1 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Responsabilité du pétitionnaire.

Le pétitionnaire sera responsable pendant 2 ans des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de son chantier. Il ne pourra exercer aucun recours contre le Département en raison des dommages qui pourraient résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements ou tous autres ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En outre, le pétitionnaire prendra à sa charge toute responsabilité résultant des dégâts causés :

- aux ouvrages existants
- aux riverains
- aux autres permissionnaires
- aux divers concessionnaires.

ARTICLE 7 : Conditions financières

En application des délibérations CP/780-13 du 05 décembre 2013 et CP/151-15 du 02 mars 2015 approuvant le barème des redevances pour l'occupation du domaine routier départemental, le montant de la redevance perçu pour les travaux autorisés correspond à un droit fixe de 26,00 € et à une redevance annuelle de 8,91 € conformément à l'annexe jointe à l'arrêté et aux articles L 7211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : Récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant devra déposer à la Direction Générale Adjointe Chargée de l'Équipement et de l'Eau, le plan de récolement à l'échelle 1/500 certifié exact par ses soins.

ARTICLE 9 : Poursuite et répression des infractions

La constatation et la poursuite des infractions au présent arrêté seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'article R 116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 10 :

Le Directeur Général des Services de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur Territorial, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique le Maire de la ville du ROBERT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation sera envoyée au pétitionnaire, au Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Martinique, au Maire de la ville du ROBERT.

Pour le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de Martinique
et par délégation, le Conseiller Exécutif

Danièle MARIE-SAINTE

25 OCT. 2016



RECOLEMENT

Le Représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau

Soussigné certifie que le bénéficiaire :

Le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique
Centre d'Affaires Agora 2 – 4^{ème} étage
Avenue de l'Etang Z'Abricot – CS 30528
97206 FORT DE FRANCE CEDEX

S'est conformé aux prescriptions du présent arrêté

Fait le

à

Signature du Responsable

ANNEXE

Fiche n° 1

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES POUR LES TRAVAUX
DE POSE DE CABLES ELECTRIQUES**

A - MESURES PRÉALABLES

Une reconnaissance préalable d'itinéraire devra être organisée avec le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau afin de dresser l'état des lieux et de relever les problèmes particuliers (circulation ou autre...)

L'implantation sera donnée sur place par le représentant de la Direction des Infrastructures et de l'Eau.

Le bénéficiaire informera la Direction des Infrastructures et de l'Eau du début des travaux au moins 8 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier.

Le pétitionnaire est mis dans l'obligation d'avertir, avant le commencement des travaux, l'E.D.F, France Télécom, les Services des Eaux, les services gestionnaires d'assainissement ainsi que les propriétaires de canalisations privées de manière à s'assurer de la présence éventuelle de canalisation souterraine à proximité des travaux qu'il doit entreprendre.

B - SIGNALISATION DE CHANTIER

Pendant la durée du chantier, le pétitionnaire devra assurer la commodité et la sécurité de la circulation en prenant toutes les dispositions nécessaires en dehors de la chaussée et en exécutant tous travaux utiles de déblaiement, de balayage ou de pavage de la chaussée ou des parties laissées libres à la circulation.

La signalisation du chantier sera réalisée en concertation avec la Direction des Infrastructures et de l'Eau. Elle sera conforme à la réglementation en vigueur.

La signalisation devra être assurée de jour et de nuit jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état.

En cas de nécessité, l'alternat de circulation sera assuré par des feux tricolores par sens unique alterné, ou par deux agents munis de palettes K10 et de boudriers rétroréflécteurs.

L'ouverture de tranchées devra laisser constamment une demi-largeur de chaussée ouverte à la circulation, sauf conditions particulières qui pourront faire l'objet de dérogation.

C - EXECUTION DES TRANCHEES

Préalablement à l'exécution des tranchées, le revêtement et la structure de la chaussée seront découpés à la bêche pneumatique ou à la scie diamantée.

Les tranchées seront réalisées à la trancheuse, et devront respecter une largeur constante de 0,10 m et une profondeur de 0,35 m.

Les conduites ou canalisations seront posées obligatoirement dans une gaine de protection sur la longueur de la traversée, de manière que le remplacement éventuel et l'entretien puissent être faits sans ouverture de tranchée sous la chaussée.

Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogation mentionnée dans le titre ou l'accord d'occupation, de façon que la distance entre la génératrice supérieure de la conduite ou de sa gaine et la surface au sol soit au minimum de 0,20 m.

Les tranchées longitudinales ne doivent être ouvertes qu'au fur et à mesure de la réalisation des ouvrages. L'autorisation d'entreprendre les travaux fixe la longueur maximale de la tranchée susceptible de rester ouverte en cours de chantier.

Lorsque la largeur de l'accotement ou des dépendances est insuffisante, l'occupation de la chaussée pour l'immobilisation des véhicules et appareils de chantier n'est possible qu'à condition d'être expressément autorisée.

Tous les matériaux extraits seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la chaussée. Les déblais pouvant être utilisés en remblais seront mis en oeuvre immédiatement sans stockage intermédiaire.

La fabrication des bétons, mortiers, grave traitée ou autre matériaux est interdite sur toute partie revêtue de la chaussée et de ses dépendances.

D - REMBLAYAGE DES TRANCHEES

Le remblayage des tranchées sera réalisé par du béton auto-compactant

L'utilisation d'engins dont les chenilles et/ou les systèmes de stabilisation ne sont pas équipés de dispositifs appropriés destinés à éviter toute dégradation de la chaussée, est interdite.

L'accotement sera rétabli à l'identique.

Les ouvrages d'assainissement ainsi que les fossés seront maintenus en état de fonctionnement et seront reconstitués dans leur état antérieur. Il en va de même pour tout équipement annexe à la route.

En cas d'implantation de la tranchée à moins de 0,50 m des bords de chaussée, ou à moins de 1,00 m d'une tranchée existante ou si une ou plusieurs tranchées aboutissent à une occupation égale ou supérieure à 50 % de la largeur d'une voie, une concertation sera engagée entre le gestionnaire de la voirie et l'occupant pour concevoir une réfection de revêtement homogène. L'occupant conserve la charge de la reprise de revêtement dans l'emprise le concernant.

E - REMISE EN ETAT DES LIEUX

La reconstitution de la structure de chaussée devra s'effectuer selon le revêtement de la façon suivante :

- 0,06 m d'enrobés denses à chaud : BB0/14 une chaussée en enrobés,

Ou

- 0,35 m de béton Q350 pour une chaussée en béton.

Pendant UN DELAI D'UN AN, le pétitionnaire sera tenu d'entretenir la tranchée en parfait état. Si en particulier des tassements venaient à se produire, ils seraient immédiatement repris, par ses soins, aux enrobés à chaud, ou au béton.

Ils seront sans délai reconstitués dans leur état primitif.

Accotement :

Si la tranchée est située à moins UN METRE (1 m) de distance de la chaussée, elle sera entièrement remblayée à la ponce, par couche de 0,20 m parfaitement compactée.

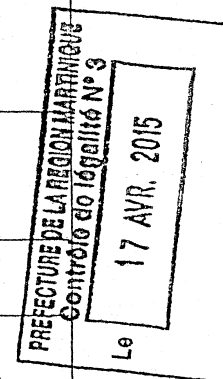
Dans tous les cas, l'accotement sera reconstitué de manière que soit rétablie la pente naturelle permettant le libre écoulement des eaux de ruissellement de la chaussée vers le fossé.

Présence de fossés ou d'ouvrages hydrauliques

Les fossés en terre ou en béton et les têtes d'ouvrages éventuellement détériorés seront immédiatement rétablis dans leur état primitif.

PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Ouvrages liés aux services publics de distribution d'eau (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009 • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 9,09 € ml/an
Ouvrages liés aux services publics d'assainissement (hors branchements individuels) • Particuliers	26,00 €	Montant maximum fixé par Décret n° 2009 -1683 du 30/12/2009 • 0,03 € le mètre linéaire /an • 2,00 € par m2 d'emprise au sol /an pour les ouvrages bâtis non linéaire • 2,88 € ml/an
Opérateurs de télécommunications (Fibre Optique)	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	Montant maximum fixé par Décret n° 2005 -1676 du 27/12/2005 • 0,03 € le mètre linéaire /an/artères utilisant le sol ou le sous-sol
Pipelines d'intérêt général destinés au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés	Frais inclus dans le montant de la redevance annuelle	Montant maximum fixé par l'arrêté BUDL0500261A du 22/12/2005 • 0,89 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est inférieur à 350 mm • 1,26 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline entre 350 mm et 700 mm • 1,94 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est compris entre 701 mm et 1050 mm • 2,45 € le mètre linéaire /an si le diamètre du pipeline est supérieur à 1050 mm
Accès	26,00 €	<p>♦ <u>Création ou modification d'accès (ou changement de bénéficiaire):</u></p> <p>• <u>Toutes catégories d'accès</u> : 15,00€/an pour les accès inférieurs à 4 mètres, quelle que soit la destination.</p> <p>• <u>Accès pour usage agricole ou de desserte d'une habitation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50,00 €/an pour les accès compris entre 4 et 8 mètres. - 100,00/an € pour les accès supérieurs à 8 mètres. <p>• <u>Accès pour desserte d'une activité commerciale ou d'un lotissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200,00 €/an pour les accès compris entre 7 et 8 mètres. - 500,00 €/an pour les accès supérieurs à 8 mètres. <p>♦ <u>Utilisation d'un accès existant dans le cadre d'un lotissement</u> : 15,00 €/an</p> <p>Lorsque le Département, dans le cadre de travaux effectués pour son compte et pour répondre à ses besoins propres aménage ou reconstruit l'accès d'un riverain sur une Route Départementale, aucune prescription financière ne sera exigée.</p>



PRESCRIPTIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
MONTANT DES DROITS FIXES ET REDEVANCES AU 1^{ER} JANVIER 2014

PERMISSION DE VOIRIE	DROIT FIXE (Frais d'instruction et d'établissement)	REDEVANCE
Distributeurs de carburant (installations occupants le DPRD)		
de 0 à 1 000 U.V.P./jour	26,00 €	97,00 €/pompe/an
de 1 001 à 5 000 U.V.P./jour	26,00 €	193,00 €/pompe/an
de 5 001 à 10 000 U.V.P./jour	26,00 €	290,00 €/pompe/an
de 10 001 à 40 000 U.V.P./jour	26,00 €	382,00 €/pompe/an
Supérieur à 40 001 U.V.P./jour	26,00 €	579,00 €/pompe/an
Opérateurs de télécommunication		Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
• Câble aérien	26,00 €	54,00€/km/an
• Câble enterré		40,00€/km/an
Installations radioélectriques :		Montants non plafonnés
Pylônes	EXONERATION	369,00 € l'unité/an
Antennes de téléphone, mobile	EXONERATION	185,00 € l'unité/an
Armoire technique	EXONERATION	27,00 m2/an
Armoires sous répartiteur	EXONERATION	Montant fixé par le décret n° 2005 -1676 du 27/12/ 2005
		27,00 € m2/an
Câble enterré électrique		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
• Particuliers	26,00 €	
• Concessionnaires		54,00 € km/an
Survol par :		Montant fixé par le décret n° 2002- 409 du 26/03/ 2002
Câble électrique aérien	26,00 €	
• Particuliers		54,00 € km/an
• Concessionnaires et opérateurs privés		
Dépôts de toute nature		
• Particuliers	26,00 €	6,00 €/m2/mois
• Entreprises		29,00 €/m2/mois
Emplacement pour panneaux publicitaires	26,00 €	1 000,00 €/an
Points de vente saisonniers avec emprise	26,00 €	3€/m2 occupé par mois
Canalisation d'eaux pluviales	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Mobilier urbain	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Equipements de sécurité	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Réseau d'éclairage public	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE
Accès aux équipements publics	EXONERATION	EXONERATION DE REDEVANCE

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE
 Contrôle de légalité N° 3

17 AVR. 2015

Lo